

LE MONDE  
DIMANCHE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.  
Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.;  
Canada, 5 1/10; Côte-d'Ivoire, 250 CFA; Espagne, 50 pes.; E.-U., 35 c.; France, 3,50 F;  
Grèce, 40 dr.; Iran, 120 rls.; Israël, 50 p.; Italie, 700 L;  
Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 60 esc.;  
Slovaquie, 250 CFA; Suède, 5,70 kr.; Suisse, 1,20 fr.;  
E.-U., 35 cts; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 06  
C. G. P. 4287-23 PARIS  
Tél. Paris 01 685572  
Tél. : 246-72-23

## L'attentat contre la synagogue de la rue Copernic

### Une « Internationale noire » ?

L'attentat dévastateur de Bologne en août, le massacre de Munich en septembre, la vague de violences antisémites et maintes autres, comment croire encore qu'il s'agit d'actes isolés, sans lien les uns avec les autres, seulement dus à des situations nationales particulières ou à l'initiative de déséquilibrés n'agissant qu'à titre individuel ?

Certes, les considérations locales ne sont pas étrangères à ces différents attentats, dont chacun marque un sinistre record. Mais elles ne peuvent faire oublier ce qui est la quasi-simultanéité de ces trois attentats, peut-être d'inquiétant. Sans doute faut-il se garder, en l'absence d'informations plus précises, d'une certaine attribution romanesque sur le thème de l'« Internationale noire ». Climat défavorable entretenu par les représentants de nombreuses formations d'extrême droite en Europe, manifestement ravies de suggérer, tout en feignant d'en nier l'existence, qu'une telle Internationale est constituée, et peut frapper à sa guise par-dessus les frontières.

Mais la multiplication d'attentats d'inspiration fasciste ou néo-nazie en Europe occidentale oblige, pour le moins, à s'interroger sur certaines convergences qui paraissent de moins en moins fortuites. D'autant plus que, sans constituer (encore ?) la véritable machine de guerre internationale contre les démocraties que dépeignent ou suggèrent certains, différents mouvements d'extrême droite ont singulièrement renforcé ces dernières années leurs liens avec les « partis frères » étrangers. Mais il s'agit le plus souvent de rencontres organisées au grand jour, et regroupant des formations qui se prétendent légales, même si la participation de certains de leurs membres à des actes de violence était connue.

Il est probable qu'on assiste actuellement au contrepoint de cet effort de nombreux petits partis d'extrême droite pour s'intégrer à une vie politique plus normale. En tentant de conquérir une certaine respectabilité, et de peser discrètement sur les grandes formations de la droite traditionnelle, ces petites organisations ont dû la partie la plus active de leurs troupes, et l'ont rendue à la violence clandestine, au terrorisme, qui fait partie de la mythologie drolatique d'un monde avant que la gauche révolutionnaire d'extrême gauche. Mais s'il faut avoir un esprit singulièrement pervers pour trouver le moindre romantisme au fait de tuer aveuglément des innocents dans une foule, une certaine émulation peut inciter des groupes qui se sentent du moins en moins isolés à perpétuer leurs forfaits.

De moins en moins isolés : la concomitance de ces attentats, la technique employée dans les trois cas (qui exige notamment un certain matériel et quelques experts), autorisent, au minimum, à s'interroger sur les liaisons qui peuvent exister entre ces groupes. Et aussi sur les compléments qu'ils ont pu trouver durant ces longues années où le néo-nazisme n'a guère été considéré que comme un triste folklore.

On veut espérer que l'Europe des polices, si prompt à coordonner ses services par-dessus les frontières dans sa lutte contre le terrorisme d'extrême gauche, saura faire preuve du même zèle pour démanteler d'éventuels réseaux européens fascistes ou néo-nazis. Et aussi pour permettre de répondre à la question qui vient inévitablement à l'esprit : derrière ces poseurs de bombe, qui ?

- Les autorités israéliennes de France dénoncent la « passivité des pouvoirs publics et l'implicite impuissance de la police » face aux néo-nazis
- L'explosion, qui a fait trois morts et vingt blessés, provoque l'indignation de toutes les organisations politiques et syndicales
- Treize personnes sont interpellées dans les milieux d'extrême droite

Une indignation unanime s'est manifestée en France après l'attentat à l'explosif contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris, qui a coûté, vendredi 3 octobre en fin d'après-midi, à l'heure de la prière, la vie à trois personnes et qui a fait vingt blessés. Tous les partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite, ont réagi. Plusieurs manifestations devaient avoir lieu ce samedi à Paris.

D'autre part, le MRAP organise, avec l'appui de la C.G.T., de la C.F.D.T. et du P.C., un défilé de la Nation à la République, mardi 7 octobre.

Dès 10 heures, des milliers de person-

nes s'étaient rassemblées rue Copernic. La colère des membres de la communauté israélienne, qui a été contenue vendredi soir grâce aux appels au calme lancés par les autorités juives de Paris, se double d'une mise en cause de l'attitude des pouvoirs publics et de la police. C'est ainsi que M. Alain de Rothschild, qui préside le Consistoire central israélite de France et le Conseil représentatif des institutions juives de France, a lu samedi matin, rue Copernic, une déclaration où il a dénoncé « la passivité des pouvoirs publics et l'indifférence de nos gouvernants » et « l'implicite impuissance

de la police ». Il a ajouté, à l'intention du chef de l'Etat : « Monsieur le président de la République, il est urgent que vous nous fassiez connaître quelles mesures exceptionnelles vous allez ordonner au gouvernement de prendre. » La veille, M. Giscard d'Estaing avait demandé à la police « une action exemplaire » pour retrouver les coupables.

Les policiers ont interpellé, ce samedi matin, vers 8 heures, à Paris et dans la région parisienne, treize personnes, membres des milieux extrémistes de droite, qui ont été placées en garde à vue à la police judiciaire.

### Pendant la prière...

Trois morts et vingt blessés. Le bilan, déjà tragique, de l'attentat de vendredi aurait pu être encore plus lourd si les auteurs de ce forfait avaient pu aller au bout de leur projet. D'après les derniers éléments de l'enquête, en effet, le but des terroristes était de déposer la charge explosive à l'intérieur même de la synagogue et non à l'extérieur. Or, à l'heure de l'attentat, à l'heure de la prière, il y avait dans l'édifice plus de trois cents fidèles, dont de nombreux enfants.

La charge explosive, d'une puissance équivalente à 10 kilos de plastique, aurait été déposée sur le sol ou dans la soute d'une moto-cyclette devant l'édifice religieux. Plusieurs témoignages, dont certains remontent à plus de dix minutes avant l'explosion, concor-

dent sur la présence dans la rue Copernic de deux motards dont l'un portait un paquet. D'après le gardien de la synagogue, l'un des motards aurait déposé le paquet sur une voiture. De source policière, il semble acquis que les auteurs de l'attentat avaient l'intention de pénétrer dans la synagogue mais que la présence d'un policier de faction les aurait dissuadés. Les auteurs de l'attentat auraient abandonné la charge d'explosif dans la rue.

D'autres témoignages ont permis aux enquêteurs d'orienter leurs recherches vers deux motocyclistes âgés d'environ vingt-cinq ans qui portaient des casques de couleur noire. La moitié du numéro d'immatriculation d'une moto a été relevé.

(Lire la suite page 6.)

### L'Etat sans honneur

par PHILIPPE BOUCHER

L'indignation n'est plus de mise. La commémoration devient dérisoire et presque sans objet. Tel n'est pas le cas de la recherche — froide autant que faire se peut — de ce qui a conduit ce pays, qui croit encore être celui des droits de l'homme et des libertés, à laisser sur son sol croître la folie, s'épanouir l'horreur.

Par l'attentat de la rue Copernic, c'est l'Etat lui-même qui est atteint, du fait même de son indulgence vis-à-vis de ceux qui menacent les libertés et n'ont pas renoncé à luer, au nom de leur délit.

Jamais, peut-on croire, l'extrême droite ne serait allée jusqu'à l'assassiner si, précédemment, on avait fait montre contre elle, à temps, de la rigueur qui s'imposait. Jamais, peut-on croire, l'extrême droite n'au-

rait été si otte n'avait eu de bonne raison d'imaginer qu'il n'était pas de limites à son action, que, de la tolérance active à la complicité passive, il n'était pas de silence qu'elle ne pouvait attendre, de la police, des autorités, de l'Etat.

Quand le meurtre commis au nom des idéologies a investi la cité, la pudeur n'est plus de mise. Aussi doit-on rappeler que l'extrême droite était accablée jusque dans l'entourage du chef de l'Etat lorsqu'il était en campagne, pour assumer son service d'ordre lors des élections de 1974 ; et qu'il y a tout lieu de penser qu'on reverra ces mêmes abîmes dans les mois qui précéderont le scrutin d'avril 1981.

Il faut rappeler que les forces de police étaient totalement recrutées parmi ceux qui étaient le plus éloignés de cette extrême gauche vouée à toutes les vindictes officieuses ; que, pendant longtemps, est venu se ranger dans les rangs de la police « le petit fait plutôt que le crime », aux dires mêmes de l'actuel ministre de l'Intérieur.

Il faut rappeler enfin que les farouches affirmations du ministre de l'Intérieur se sentant « jeune israélien » — coléques d'ironie, sur le célèbre « nous sommes tous des juifs allemands » de mai 1968 — ne suffisaient pas à restaurer l'honneur effondré de M. Bonnet, du gouvernement, de l'Etat tout entier.

Il n'est pour ceux qui gouvernent les Français que deux solutions : ou bien trouver les assassins, et empêcher désormais qu'ils n'aient des imitateurs ; ou bien se démettre et faire, s'il se peut, oublier eux-mêmes et ce qu'ils ont laissé commettre.

## La Turquie après l'intervention des militaires

Trois semaines après la prise du pouvoir par le Conseil national de sécurité, l'emprise de l'armée et des forces de l'ordre ne se relâche pas en Turquie.

Les mesures prises ont permis l'arrestation des assassins présumés de l'ancien premier ministre, Nihat Erim, tué le 19 juillet. Il s'agit de membres du mouvement clandestin Gauche révolutionnaire (Del-Sol). Mais simultanément, différentes fractions de l'extrême gauche d'Istanbul auraient décidé de se regrouper en

un « front uni », et les attentats semblent reprendre.

Les développements du séparatisme, en particulier parmi l'importante minorité kurde, inquiètent le commandement militaire. Prévenus depuis plusieurs mois, des manœuvres aériennes et terrestres se déroulent dans la région du lac de Van, en présence du général Evren. Enfin, la restauration de la laïcité et la lutte contre la résurgence de l'intégrisme islamique importent aux nouveaux dirigeants.

### Un coup d'arrêt à la vague islamique ?

Istanbul. — « Turist Yok ! » Accompagnée du bousclement de sa valise, la jeune fille, en Turquie, marque le refus ou la dégradation, la petite phrase serait comprise de M. Jourdain lui-même : pas de touristes ici ! Le local dont le vieux cerbère, calotte, barbe, chemise et chaussettes blanches,

De notre envoyé spécial  
JEAN-PIERRE CLERC

nous refuse l'entrée fait pourtant sans conteste partie de Sainte-Sophie (Aya Sofya) l'un des plus prestigieux monuments de la ville et du monde, l'ancienne

basilique byzantine de Justinien transformée en mosquée après la prise de Constantinople par les Ottomans, en 1453, et devenue musée dans les années 30 par décision de Mustafa Kemal Atatürk, père de la Turquie moderne et laïque.

(Lire la suite page 3.)

### « Un seul monde »

#### LE FLÉAU DE L'INFLATION

« Le Monde » publie aujourd'hui, de la page 9 à la page 13, sous le titre « Un seul monde », le sixième supplément trimestriel qu'il réalise en commun avec quinze autres journaux d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, et en coopération avec l'ONU, en vue de contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Ce supplément est consacré à l'inflation, en deux parties : la première, dans les pays du tiers-monde qui en sont les premières victimes, comme dans les pays industrialisés, où il s'accompagne d'un autre fléau, le chômage, qui sera notre prochain thème. Ces deux fléaux, en effet, compliquent singulièrement la réalisation d'un nouvel ordre économique plus juste et plus efficace qui seul, cependant, peut permettre de les maîtriser.

ALFRED  
FABRE-LUCE

### La parole est aux fantômes

« C'est un livre que j'ai lu avec passion, peut-être le plus beau de ses livres. Ses fantômes vont m'aider à vivre. »

GABRIEL MATZNEFF « LE MONDE »

JULLIARD

### AU JOUR LE JOUR

Après l'exploit des héros bafards de la rue Copernic, toute une communauté nationale s'est réveillée avec une gueule de bois, charriant la honte de ces monstrueux retours de cauchemars où chacun se découvre à la fois victime et coupable d'une horreur.

### Victimes et coupables

Pour ce qui est du cauchemar, on serait absolument sûr qu'il n'a pas d'auteur si, à l'annonce de l'attentat, chaque Français, en général, et chaque policier, en particulier, s'était senti porteur de l'étoile jaune.

BERNARD CHAPUIS.

### LA PHOTOGRAPHIE AU GRAND PALAIS

#### L'artique le sidérant

Un homme regarde par sa fenêtre : il fait beau, ou plutôt il ne veut pas qu'il fasse mauvais temps, jamais, au moindre obscurcissement il entre dans sa coquille, il évolue pourtant dans un périmètre déjà restreint et c'est, encoché d'un grand mur qui le protège du bruit, des nouvelles, éventuellement de la guerre. Les nouvelles qui parviennent dans ce lieu d'une façon totalement absurde, alors que des domestiques ont la charge de faire disparaître chacune de leurs traces, discrètement.

La table, devant la baie vitrée où l'on aperçoit la ligne très calme, le bleu très dense de la mer. Un service en argent, du cristal fin, des fleurs dans des vases effilés, des bouquets de fleurs comme des arbres qui pousseraient à l'intérieur de la maison. Une femme est assise sur la chaise, un chapeau dissimule son visage, elle doit être très belle. La place en face d'elle est libre, une serviette froissée près de la carte de vin, l'homme s'est levé pour prendre la photo.

HERVÉ GUIBERT.

(Lire la suite page 15.)



Le Monde

# étranger

EUROPE

Les élections du 5 octobre en Allemagne fédérale

## Le prochain chancelier aura pour tâche essentielle de perpétuer le « miracle allemand »

Les quelque quarante-trois millions d'électeurs ouest-allemands devaient désigner, dimanche 5 octobre, les quatre cent quatre-vingt-seize membres du nouveau Bundestag élus au suffrage universel direct, selon un système qui tente de combiner la représentation proportionnelle et le scrutin uninominal (« le Monde » du 30 septembre). Près de trois mille candidats se sont présentés aux élections. Ils appartiennent à quinze partis, dont seuls quatre — le S.P.D. social-démocrate

D'un bout à l'autre de la longue campagne qui s'achève ce samedi, le débat électoral ouest-allemand aura d'abord opposé, d'avantage que deux programmes, deux hommes. Si les précédents scrutins législatifs n'avaient pas été ébranlés par la vigueur polémique, et même certaines outrances verbales, c'était probablement la première fois, outre-Rhin, depuis la fondation de la République fédérale, que les électeurs assistaient à un combat aussi personnalisé.

Lorsque, le 2 juillet 1979, le groupe parlementaire chrétien-démocrate et chrétien-social avait choisi, après un vir débat interne, M. Franz-Josef Strauss comme chef de file pour les élections, chacun s'attendait que la personnalité du ministre-président bavarois vint rompre la relative monotonie dans laquelle la vie politique ouest-allemande semblait être tombée, une fois tournée la page du terrorisme d'extrême gauche après l'affaire Schleyer et ses suites. Mais l'affrontement entre les deux camps a plus d'une fois révélé, depuis un an, un aspect que nombre d'Allemands ont fini par juger déplaisant de part et d'autre.

C'est probablement cette tonalité si vigoureuse, et peut-être aussi la lassitude que bon nombre de téléspectateurs aient été déçus, jeudi soir, par le grand face-à-face télévisé qui mettait aux prises M. Schmidt et son vice-chancelier, M. C. Schmidt, ministre fédéral des Affaires étrangères, d'une part, M. Strauss, assisté du président

de la C.D.U., M. Kohl, d'autre part. Déception dont plusieurs journaux ouest-allemands se font l'écho ce samedi et qui contraste avec l'intérêt massif que les Allemands avaient manifesté en Allemagne pour le débat télévisé à plus de trente-cinq millions de téléspectateurs qui avaient regardé cette émission.

Il est significatif d'autre part que, au cours de cette émission, les « seconds rôles » aient souvent été jugés meilleurs et plus intéressants que les deux grandes vedettes. Ces élections sont en effet, très probablement, les dernières qui voient s'affronter les représentants de ce que l'on pourrait appeler la deuxième génération d'hommes politiques de la République fédérale. Il y avait en les fondateurs de la R.F.A. et les grands dirigeants des années 50 et 60 : puis cette seconde vague dont M. Schmidt et Strauss continuent l'un et l'autre l'archétype. Mais, pour les deux grandes familles politiques qui se partagent quelque 90 % de l'électorat ouest-allemand, il va falloir préparer la relève. La nouvelle législature permettra de mesurer si, dans l'un et l'autre camp, se lèvent les hommes nouveaux que l'opinion, manifestement, attend.

### Deux adversaires bien proches

La personnalisation extrême du débat électoral aura eu, en tout cas, l'inconvénient non pas d'écarter, mais de simplifier et de réduire l'examen des questions de fond. Là encore, ce n'est guère la tradition en R.F.A. Sans doute

et le F.D.P. libéral pour la coalition majoritaire sortante, la C.D.U. chrétienne-démocrate et la C.S.U. chrétienne-sociale pour l'opposition — paraissent avoir une chance sérieuse d'obtenir des sièges.

Les derniers sondages publiés au R.F.A. accordaient, vendredi, une nette avance à la coalition conduite par le chancelier Schmidt sur l'union des deux grands partis d'opposition, menés par le ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss.

Si les partis étaient finalement assez peccés à une confrontation entre leurs programmes respectifs, c'est peut-être aussi parce que, dans bien des domaines essentiels, les positions étaient sensiblement voisines. Mais il s'est surtout agi de passer d'armes très pointues entre la coalition sortante et l'opposition, pour ne pas dire entre M. Schmidt et Strauss.

La situation internationale, de l'affaire afghane à la crise polonaise, a évidemment tenu la vedette, et donné lieu à des analyses sensiblement plus alarmistes de la part de l'opposition que de la coalition sortante. Mais, sur le terrain diplomatique, nos deux camps analysent les mêmes problèmes, et les mêmes contradictions.

La tonalité de la campagne ne l'aurait pas laissé croire. M. Strauss peut bien avoir condamné la légitimité de la violence, mais il a également, selon lui, la menace soviétique, et M. Schmidt a jugé irresponsable et dangereux le bellicisme qui prête à son adversaire, surtout dans ces camps où la présence ne remplace pas la cause des alliances de la R.F.A., ou — à

l'inverse du phénomène auquel on assiste en Grande-Bretagne, par exemple — son appartenance à la C.E.E.

C'est pourquoi il n'y a guère de bouleversements diplomatiques à attendre du scrutin de dimanche. Quoique bien moins touchées que la plupart des nations occidentales par la crise, la R.F.A. commence à en ressentir certains effets. Le dynamisme industriel a été encouragé par un endettement public qui atteint aujourd'hui un niveau préoccupant. La solidité du mark et son appréciation par rapport au dollar permettent de faire face sans trop de difficultés aux charges très lourdes de l'approvisionnement énergétique, mais la concurrence étrangère, en particulier dans le très important secteur automobile, ne va pas faire plus pressante dans les mois qui viennent.

Beaucoup de grands mots, de proclamations enflammées, ont été lancés de part et d'autre depuis un an. Mais, une fois retombés les derniers échos de la campagne électorale, le nouveau gouvernement ouest-allemand va devoir s'atteler plus discrètement à cette tâche essentielle : faire durer, dans un monde plus difficile, ce « miracle allemand » que chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates ont également couru à rendre possible.

BERNARD BRIGOULEUX.

SUR FR 3

## Circuit souterrain

Celui d'une campagne électorale qui trouvera dimanche sa conclusion dans les isolets, un grand face-à-face télévisé a opposé M. Schmidt et M. Strauss, l'un et l'autre candidats au titre de chancelier. Deux journalistes les accompagnent, les écoutant, les provoquant, les questionnant à l'ordre, ils sont priés de ne pas confondre programme et propagande. Ils le font cependant. Alors, en guise de conclusion : « Eh bien, messieurs, merci, on ne pourra pas dire au terme de ce débat que vous nous avez appris quel que ce soit... »

Vous imaginez ça ? Tête de M. Giscard et Mitterrand ! Ils en tomberaient à la renverse de stupeur, d'indignation. Les Allemands, eux, n'ont rien trouvé là d'extraordinaire. Ils savent — mieux vaut tard — que la clé de la démocratie c'est la tolérance et l'irrésistible.

C'est ce qui leur a permis de sacrifier, puis de digérer, cet incroyable, cet énorme réseau parallèle — il compte plus de deux cent mille membres — cette société de l'imaginaire dans la société de consommation, sur le scène politique classique, cette « scène » unique du monde, la scène alternative. Au consensus, elle oppose le refus. Refus de la culture familiale source de toute autorité, refus du système, pardon, des systèmes, qu'ils soient communiques ou capitalistes, refus des prétendus progrès de la science et de la technique, des centrales nucléaires, des Super-Phénix. Elle est bien en effet une alternative, et c'est d'ailleurs ainsi qu'on l'appelle. Sa couleur, le vert.

prodigieux numéro du magazine V3 on pénètre sur les talons de Daniel Cohn-Bendit dans ce mouvement issu de la révolte étudiante des années 60 et 70, et en découvrant de visu (1) ces petites communautés, urbaines ou rurales, accueillantes, accueillantes, accueillantes à l'heure, égarées, il y a des dizaines de milliers à travers tout le pays. Travail garanti dans des ateliers alternatifs, des ateliers alternatifs, des ateliers alternatifs, des ateliers alternatifs, des ateliers alternatifs, où chacun touche le même salaire mensuel sans le nombre d'heures de travail.

Parce qu'on est très prolifique dans ce circuit. Et beaucoup moins « émotif » qu'on le croit. Et beaucoup plus combattif que ne le laisse supposer une non-violence, constitutionnelle, en quelque sorte, dès qu'il s'agit de défendre l'environnement. Des députés, des ministres, sont venus nous expliquer le sens, la portée, le prolongement de ce circuit souterrain, de ce mode de vie tout noir offert ainsi à la jeunesse allemande. On pensait, il y a peu, que celle-ci réunirait les 5 % de voix nécessaires à l'entrée des « verts » au Bundestag. Au risque de perturber l'alliance majoritaire entre les sociaux-démocrates et les libéraux. On la croit, l'allée dit, on le craint moins aujourd'hui. Dans le mouvement, à ne pas confondre avec la part des « verts », la tendance en cette veille d'élections serait plutôt de voter vert, de voter contre M. Strauss.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Le Monde des 5, 6, 7-10 juillet 1978.

### BIBLIOGRAPHIE

● LE MAL FRANCO-ALLEMAND, de Michel Meyer (Denoël, 288 p. Env. 39,50 F). — Déjà autour d'une Allemagne trachée, publié chez le même éditeur en 1976, et d'une étude sur les « rachats » de citoyens est-allemands par la R.F.A. (Des hommes contre des marks, Editions Stock), Michel Meyer correspondait d'Antenne 2 à Bonn, analyse ici les racines d'un « mal » qui a dominé, pendant près d'un siècle, les relations entre deux États, mais aussi, et au-delà, entre deux peuples. Son livre présente notamment, dans un style alerte, une analyse soignée documentée des clichés rétrogrades qui ont causé les ravages que l'on sait, et de l'évolution qui, malgré tout, a permis de passer d'un antagonisme qui paraissait immuable à la réconciliation de ce couple turbulent.

● DOCUMENTS (numéro 3, 1980, 162 pages, 20 F). — Les deux questions allemandes, bien connue de tous ceux que la vie politique, économique, sociale et culturelle des deux Allemagnes intéresse, publiée à l'occasion des élections du 5 octobre en R.F.A., un dossier très complet sur les enjeux, les forces et les programmes en présence. Ces derniers, en particulier, font l'objet d'une analyse comparative de Henri Mendel.

● LE SABLE AUX SOULIERS DE BADER, de Peter Schneider (Hachette, collection : « Bibliothèque allemande », 304 pages, Environ. 67 F). — Un recueil d'articles et courts essais souvent très virulents contre le régime de Bonn et la société ouest-allemande. On a pu se peine à croire qu'il s'agit bien de l'Allemagne libérale, démocratique et conviviale que l'on connaît, et où ces textes ont d'ailleurs été publiés. Mais, par son outrance même, ce livre peut aider à comprendre l'état d'esprit d'une partie des jeunes intellectuels ouest-allemands en rupture complète avec la grande majorité de leurs concitoyens.

● VOYAGE AU CREUX DU DESORDRE, de Hans Christoph Buch (Hachette, collection : « Bibliothèque allemande », 344 pages, Environ. 67 F). — Là encore, l'exagération polémique n'empêche pas l'ouvrage de présenter, au moins au second degré, une réelle analyse des deux États d'une certaine marginalité ouest-allemande. La forme particulièrement décousue du « journal » en rend toutefois la lecture difficile.

● LE JOUR OU BADER, de Claude Bonnet (Gallimard-Lévy, 208 pages, Environ. 49 F). — Le second roman de Claude Bonnet, journaliste au Point, ne prétend pas être une analyse détaillée de la société ouest-allemande, qu'il égraine cependant au passage. Il s'agit du récit de la « couverture », par un envoyé spécial français, de l'affaire Schleyer, en septembre-octobre 1977. Peu à peu, le héros et ses interlocuteurs successifs vont s'ouvrir à l'événement, à l'interrogatoire, se transformer, sous les yeux du journaliste qui subira la même évolution, jusqu'à une rupture totale qu'il attendait certes pas au début du récit. « Le jour où Bader », ou : « L'Allemagne comme réchât ».

● FRANZ JOSEF STRAUSS, UNE CERTAINE IDÉE DE L'ALLEMAGNE (Meyne, 341 pages, Environ. 46 F). — Bernard Volker, correspondant de TF1 à Bonn, retrace la carrière politique de celui que le chancelier Schmidt présentait récemment encore comme un rival idéal dans la campagne pour les prochaines élections. Au fil de l'ouvrage, conçu comme un récit plus que comme une analyse politique, et émaillé de multiples anecdotes, se dessine un portrait du « Bavarois », moins schématisé que celui que l'on donne de lui hors de la R.F.A. Le livre se termine par un discret hommage à celui grâce à qui, depuis longtemps, s'écrit, dans une certaine idée de l'Allemagne, s'est imposée outre-Rhin et dans le monde.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bénin

● DEUX FRANÇAIS sont toujours retenus au Bénin après la libération, mardi 22 septembre, de deux citoyens suisses retenus comme otages depuis plus d'un an, dans le cadre de l'enquête sur la société helvétique Salama (le Monde daté 6-7 juillet). Les deux Français, M. Estran et M. Brochard, respectivement directeur de société et comptable, sont accusés de « faux, usage de faux, escroquerie et abus de confiance ». Interrogé à l'ambassade de France de Cotonou, M. Estran a déclaré que, en tant que directeur de société, il ne pouvait pas être responsable de la fraude, escroquerie et abus de confiance. Interrogé à l'ambassade de France de Cotonou, M. Estran a déclaré que, en tant que directeur de société, il ne pouvait pas être responsable de la fraude, escroquerie et abus de confiance. Interrogé à l'ambassade de France de Cotonou, M. Estran a déclaré que, en tant que directeur de société, il ne pouvait pas être responsable de la fraude, escroquerie et abus de confiance.

### Cambodge

● LE CONTROLE DE LA FRONTIÈRE KHMÈRO-THAÏLANDAISE. — La Thaïlande a accueilli avec prudence, le vendredi 3 octobre, la nouvelle proposition vietnamite pour le contrôle de la frontière khméro-thaïlandaise qui prévoit que les deux pays « s'engageraient à cesser toute action hostile l'un contre l'autre ». (Le Monde du 3 octobre 1980). M. Thuan Khonan, vice-ministre thaïlandais des Affaires étrangères, a estimé que ce plan faisait partie de l'offensive diplomatique vietnamite dont le but est de détourner l'attention de la communauté internationale de la question cambodienne que le Vietnam a créée. — (A.F.P.)

### Chine

● LA PREMIÈRE AGENCE MATRIMONIALE DE PEKIN ET LA SECONDE EN CHINE à ouvrir ses portes vendredi 3 octobre dans le parc du Temple de la Terre, dans le district de Chaoyang à l'ouest de la ville de Beijing. Récemment, le « Quotidien de Pékin » a qualifié cette institution de « conforme aux intérêts des jeunes et des femmes ». L'agence est patronnée par le comité du P.C. pour le district et dépend des organes locaux de la ligne de la jeunesse communiste et de la Fédération des femmes. — (A.F.P.)

● LA PLUS GRANDE MOSQUE DE PEKIN, le Temple de la pureté (Qingzhen Si), fermée depuis la révolution culturelle, sera ouverte au public et au culte. — (A.F.P.)

● MAO TSE-TUNG, UN PATRIARCHE FEODAL ? — « A cause de l'empire de la féodalité », certains conservateurs dirigeants ont opposé inconditionnellement une mentalité patriarcale dans la parti, une attitude à laquelle même le secrétaire général, le grand révolutionnaire, n'a pas échappé », écrit, le vendredi 3 octobre, le Quotidien du peuple. — (A.F.P.)

### Danemark

● L'HOSTILITÉ À LA C.E.E. a été marquée le jeudi 2 octobre par les adversaires les plus acharnés de l'adhésion du Danemark au traité de Rome : dans plusieurs villes, et principalement à Copenhague, des défilés et des réunions de plein air ont marqué le huitième anniversaire de « cette catastrophe » que représente à leurs yeux le référendum positif de 1972. Les orateurs, dont quatre épousés du Parlement européen, ont réclamé qu'une commission d'experts soit nommée pour faire « honnêtement » le bilan des profits et pertes de ces huit années d'appartenance à la C.E.E. — (Corresp.)

### El Salvador

● FUSILLADE DANS LA CAPITALE. — Quatorze personnes au moins ont été tuées lors d'une fusillade qui a opposé pendant quatre heures le vendredi 3 octobre un groupe de guérilleros non identifiés à l'armée et à la garde nationale dans la capitale salvadorienne. — (A.F.P.)

### Espagne

● ATTENTAT AU PAYS BASQUE. — Deux inspecteurs de police et leur chauffeur ont été tués le vendredi 3 octobre dans un attentat perpétré à Durango, ville située à une trentaine de kilomètres à l'est

de Bilbao. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les soupçons pèsent sur l'organisation terroriste basque ETA. Cet attentat porte à cent un, dont quarante-trois militaires et policiers, le nombre des victimes du terrorisme en Espagne depuis le début de 1980. Cette dernière semaine, il y a eu six morts, dans quatre attentats, au Pays basque. Cette recrudescence du terrorisme coïncide avec le séjour à Madrid de M. Carlos Garcia, président du gouvernement autonome de cette région. — (A.F.P.)

### Italie

● SEPT JEUNES ROUMAINS ONT DEMANDÉ L'ASILE POLITIQUE après avoir franchi clandestinement, vendredi 3 octobre, la frontière entre la Yougoslavie et l'Italie. Depuis juin dernier, la police de Gorizia a enregistré soixante-dix demandes de réfugiés de pays de l'est qui ont profité de vacances pour gagner l'Italie. — (Reuter.)

### Norvège

● TROIS NOUVEAUX MINISTRES ont été nommés vendredi 3 octobre par M. Nordli, chef du gouvernement norvégien (nos dernières éditions du 3 octobre). Ce sont M. Arvid Johanson, pour les questions pétrolières et énergétiques, M. Oddvar Nordli, la justice, et M. Håvard Andreassen, au travail et aux affaires communales. M. Johanson, âgé de cinquante et un ans, a été membre du Parlement depuis plus de vingt ans ; en 1979, il a été président de la commission des affaires étrangères du Parlement. De 1976 à 1978, il avait présidé celle de l'industrie. M. Berrefjord, jusque-là préfet du Telemark et magistrat de la justice, avait été ministre de la Justice de 1971 à 1972. M. Andreassen, secrétaire de la fédération L.O. sera la troisième syndicaliste au gouvernement. — (A.F.P.)

● PROCHAINES NEGOCIATIONS SUR LE STOCKAGE DE MATÉRIEL MILITAIRE LOURD. — Des représentants militaires norvégiens, américains et des forces de l'OTAN ont commencé vendredi 3 octobre des négociations sur le stockage de matériel militaire américain lourd dans le centre de la Norvège, le département d'État ayant accepté que le lieu de stockage soit situé ou

centre et non au nord du pays. Il est question d'un tel stockage depuis 1977 afin d'équiper une brigade de « marines » américaines soit environ dix mille hommes, en cas de conflit, serait envoyée en renfort pour y défendre le « flanc nord » de l'OTAN.

### Tchécoslovaquie

● MISE EN GARDE À UN DISSENTIMENT. — Les autorités tchécoslovaques ont mis en garde M. Jiri Rajek, qui fut ministre des affaires étrangères pendant le « printemps de Prague » et qui a été porte-parole de la Charte 77, contre tout contact avec des journalistes occidentaux, sous peine d'inculpation. L'intéressé aurait rétorqué que la réputation de la République tchécoslovaque serait atteinte par un éventuel procès contre lui et non par ses entretiens avec des journalistes étrangers. D'autre part, un porte-parole de la Charte, M. Rudolf Bystek, arrêté le 14 juin dernier, souffre d'asthme. Son transfert à l'hôpital, demandé par sa femme, E. Bystek, car il doit d'abord, selon les autorités, être soumis à un examen psychiatrique. — (A.F.P.)

### Union soviétique

● LES CONSÉQUENCES DE L'EMBARGO AMÉRICAIN SUR LES CÉRÉALES. — L'embargo partiel appliqué par le président Carter, en janvier, sur les exportations céréalières vers l'U.R.S.S. en représailles contre l'intervention soviétique en Afghanistan interdisait à Moscou des achats en dehors des volumes prévus dans l'accord de cinq ans qui expire l'an prochain. Or, compte tenu de nouvelles commandes de 300 000 tonnes de blé et de 450 000 tonnes de maïs annoncées vendredi 3 octobre, l'U.R.S.S. a acheté 7,5 millions de tonnes de céréales au titre de l'année 1980-1981, qui se termine le 31 mai prochain. L'accord quinquennal autorise à acheter jusqu'à 5 millions de tonnes de blé et de maïs par an. — (A.F.P.)

Le Monde

publiera demain

- ENQUÊTE : Révolution écologique en Chine, par Marc Ambroise-Rendu.
- IDÉES : Irak - Iran.
- DOSSIER : Les deux-roues au Salon de Paris.

مكتبة الناصر



EUROPE

Pologne

APRÈS LE SUCCÈS DE LA GRÈVE D'AVERTISSEMENT  
Le comité central du parti ouvrier unifié  
siège à Varsovie

Après la grève d'avertissement d'une heure organisée vendredi 3 octobre par les syndicats indépendants Solidarnosc, la Pologne vit dans l'attente des résultats du plénum du parti, qui débute ce samedi, et dans les rumeurs incontrôlables sur les changements d'ans le personnel dirigeant. Elles ont été alimentées par un article de « Polityka » qui parle ouvertement de conflits au sein du parti entre les adversaires des accords de Gdansk sur les syndicats libres et ceux qui les ont signés et veulent les respecter.

Varsovie (A.F.P., U.P.I.). — Le plénum du comité central du parti ouvrier unifié devait s'ouvrir ce samedi dans la capitale polonaise par un rapport du bureau politique sur « la situation politique dans le pays et les tâches actuelles du parti ». Cette session examinera aussi des « problèmes d'organisation », c'est-à-dire des changements de personnes.

Un conflit au sein des instances dirigeantes du parti, en ce qui concerne l'attitude à adopter face aux grèves et au mouvement syndical indépendant, a été évoquée pour la première fois dans le dernier numéro de l'hebdomadaire Polityka, organe du comité central.

Dans un commentaire consacré au mot d'ordre de grève d'avertissement lancé par le syndicat Solidarnosc de M. Lech Waleśa, le journal a mis en garde les nouveaux dirigeants syndicaux contre le risque que leur action renforce, par l'usage du pouvoir, la tendance qui a depuis le départ été hostile aux accords conclus avec les comités de grève à Gdansk, à Szczecin et à Jastrzebie, et les considère comme une erreur.

Polityka reconnaît à Solidarnosc d'être une « bonne raison » de manifester sur « l'impunité », mais souligne que, ce faisant, le mouvement syndical « renforce les arguments de ceux pour qui tout élargissement de la base du pouvoir conduit à l'anarchie », et « affaiblit la position des dirigeants officiels au sein du parti et du gouvernement qui ont signé les accords » et qui entendent qu'ils soient respectés. A ce sujet, le journal fait une référence sans précédent dans la presse polonaise aux événements de 1956 qui amenèrent le retour au pouvoir de Władysław Gomułka, pour se demander si « une fois encore » la Pologne, par excès d'impunité, ne laissera échapper la « chance » qui passe à sa portée.

Une grève réussie et maîtrisée  
La grève d'une heure décrétée par le syndicat Solidarnosc a été pratiquement suivie à cent pour cent dans la région de Gdansk, Gdynia et Sopot, fief de la revendication ouvrière polonaise, et d'une façon plus pondérée à Varsovie. M. Lech Waleśa est satisfait : « Nous avons montré que nous existons et que nous ne nous laissons pas faire. Nous avons eu des succès et nous ne les perdons pas », a-t-il dit. Il a précisé qu'il avait dû intervenir à Poznań pour arrêter un mouvement qui menaçait de durer toute la journée, « tant il y a de retards dans cette région dans la satisfaction des revendications ».

M. Waleśa a annoncé qu'il était prêt à reprendre les pourparlers avec le gouvernement, notamment avec M. Mieczysław Jastrzębski, le vice-premier ministre, Tadeusz Fiszbach, premier secrétaire de la Voïvodie de Gdansk, et le voïvode (préfet) de cette région, « avec ces gens-là, dit-il, il y a encore des possibilités d'entente ».

La radio et la télévision ont consacré de longues séquences à la grève, en soulignant quelle se traduirait par une perte économique pour toute la Pologne, mais sans prendre à partie les grévistes. Au contraire, les correspondants en province ont souligné que tout avait été mis en œuvre par les nouveaux responsables syndicaux pour que le calme et la discipline, et que les services essentiels étaient maintenus.

Dans le centre de Varsovie, on a vu apparaître des drapeaux polonais sur quelques bâtiments de façades d'établissements en grève, l'école polytechnique et la Casse d'épargne (P.S.O.) notamment. Les autobus et les taxis se sont mis à l'arrêt pour une heure. En

revanche, les tramways, conformément aux directives de Solidarnosc, ont circulé normalement pour ne pas créer d'embouteillages.

Dans les deux plus grandes usines, « F.S.O.-Zeran » (automobiles) et « Ursus » (tracteurs), désignées entre autres, pour suivre le mouvement, les consignes données par les organisateurs ont été respectées à la lettre : seuls quelques ateliers ont cessé de tourner afin d'assurer les pertes à la production. De nombreux autres établissements, dont « Kasprzak » (mécanique), « Swiercowski » (machines-outils) et « Hutwa Warszawa » (acier), ont exprimé leur solidarité en démontant leurs bâtiments aux couleurs nationales blanche et rouge, et de très nombreux travailleurs ont arboré des brassards distinctifs pour bien marquer leur appartenance.

La télévision a précisé que la grève a été particulièrement suivie dans les régions industrielles de Gdansk, Elbląg et Słupsk (sur le littoral de la Baltique), à Poznań et Wrocław, dans l'Ouest et le Sud-Ouest, dans celles de Katowice et Cracovie, au Sud, et de Lodz, dans le centre.

On apprendra vendredi, d'autre part, que le personnel du tribunal de la voïvodie (préfecture) de Gdansk a refusé de créer son syndicat indépendant affilié à Solidarnosc. Lundi, le comité de coordination de Solidarnosc doit se réunir pour examiner les résultats de la grève et les changements à apporter aux statuts du syndicat, demandés par le juge du tribunal de Varsovie. Ce dernier demande la modification de dix points des statuts afin de permettre l'enregistrement légal du syndicat.

● Les responsables politiques roumains devront décider tous leurs repères et leurs biens. Les autorités roumaines ont annoncé vendredi 3 octobre la mise en chantier de nouvelles lois qui obligeront les fonctionnaires et les responsables du parti communiste à déclarer tous leurs revenus et tous leurs biens. Selon Schisteia, organe du parti, il sera interdit aux responsables politiques d'acheter des maisons pendant la durée de leurs fonctions. — (Rendev.)

Turquie

Un coup d'arrêt à la vague islamique ?

(Suite de la première page.)

Il est excessif de dire, comme on l'a entendu ici et là, que Saint-Sophie a été rendue à l'islam. Mais il est incontestable que des services religieux musulmans y sont désormais célébrés dans une dépendance de l'édifice. Cette concession a été discrètement faite il y a quelques mois par le premier ministre conservateur, M. Demirel (déposé depuis lors par l'armée turque) afin, croit-on, d'assurer le soutien de M. Erbakan, leader du Parti du salut national (Islamisme fondamentaliste), à son gouvernement minoritaire.

Néanmoins pour le christianisme orthodoxe, la mesure apparaît surtout bannement rétrograde de la mentalité qui, au moins jusqu'à un coup d'Etat militaire du 12 septembre, prévalait face à l'islam dans les milieux dirigeants nationaux : tout en se gaussant de l'hypothèse que la « vague islamique » déferait sur l'Iran voisin puisse recouvrir à son tour la Turquie, les leaders

politiques d'Ankara ont fait la part du feu.

Certes, la responsabilité des uns et des autres est inégale en cette affaire, même si nul ne néglige les virtualités anticonformistes que recèle l'islam. Si, par exemple, M. Ecevit, successeur d'Atatürk et d'Ismet Inönü à la tête du Parti républicain du peuple (social-démocrate), était cru obligé, ces derniers temps, de pointer de plus en plus fréquemment ses discours de références à Dieu et à la religion, le P.R.P. demeurerait, jusqu'à plus ample informé, le pilier politique, en Turquie, du lacsisme — donné comme tel par l'Etat moderne pour Mustafa Kemal.

Les conservateurs en revanche ont toujours été enclins à multiplier les concessions en ce domaine, moins peut-être par érudition profonde que par opportunisme. Une partie importante de la clientèle du Parti de la justice se recrute en effet dans les campagnes, où le poids de l'islam est demeuré le plus fort.

Concessions

Toutes ces concessions à l'islam ont porté leurs fruits. On a vu, ces dernières années, la Turquie se hérissée de minarets : les écoles de religion — ouvertes en 1951 afin de former des imams plus réceptifs aux idées républicaines — se sont multipliées et leurs élèves se comptent par dizaines de milliers. La Turquie est un des pays qui envoient le plus de pèlerins à La Mecque. Mais tous ces faits, après tout, peuvent être considérés comme les manifestations de portée exclusivement spirituelle d'une religiosité populaire trop longtemps bridée par le pouvoir temporel. D'autres éléments témoignent en revanche d'une volonté délibérée d'exploitation politique du sentiment islamique en Turquie.

La vague des confréries est l'un des signes d'une poussée des zélés de la charité. Elle s'agit d'un mouvement de « la civilisation et de la science », l'islam, symbole d'« obscurantisme », « un cadavre putréfié qui empêche nos vies », et le clergé, un ramassis de « lâchetés supant la moelle du peuple » et « sapant à sa base l'énergie de la nation » (1).

Les données précises sur les confréries sont difficiles à rassembler car le sujet est quasiment tabou en Turquie. Les enquêtes faites auprès des travailleurs immigrés permettent, à tout le moins, d'entrevoir l'ampleur du problème. La seule confrérie des Sulemancis est ainsi organisée dans deux cent onze villes d'Allemagne fédérale (3) avec un centre à Cologne.

Les muris (disciples de ces organisations religieuses) ne se contentent pas, en effet, de prier pour l'avènement de la charité. Ils entretiennent aussi des relations suivies avec des hommes politiques. Le Parti de la justice, le Parti du salut national et, à un moindre degré, le Parti du mouvement national (extrême droite) se partagent les faveurs des confréries.

Au niveau local, notamment dans les campagnes de l'est du pays, le schéma est quasiment immuable : l'agga (propriétaire foncier) et le cheikh se concertent sur le choix du député. De tels concubulabes peuvent « peser » jusqu'à trente mille voix !

Le « vote utile » des confréries c'est évidemment le Parti de la justice, la grande formation conservatrice. Mais beaucoup de salafites sont tentés par le Parti du salut national, qui, bien que la Constitution le prohibe, défend ouvertement les thèmes de la charité.

Pourtant, le P.S.N. est une formation plus complexe qu'il n'y paraît. Elle est née d'un amalgame de l'Occidental, les « barbutus », — comme l'on désigne volontiers, à gauche, les éléments cléricaux — n'en sont pas, et de loin, la seule composante. Des ingénieurs, des médecins, des avocats, des hommes d'affaires, des commerçants y sont également influents. Le

P.S.N. s'inscrit en effet dans la lignée séculaire des mouvements islamiques dit « réformistes ».

M. Erbakan, président du P.S.N., n'est pas seulement le défenseur de la mosquée : il est aussi celui de l'usine. Auteur d'un ouvrage intitulé *Islam et la science*, il assure que tout est dans le Coran, jusqu'à la prédiction de la conquête de l'espace ! Opposé, en matière économique, au capital étranger et à la mainmise des banques, il est partisan de la petite et moyenne entreprise nationale. Même s'ils coexistent parfois malaisément au sein du parti, « technocrates » et « religieux » additionnent leurs attraits respectifs au point d'attirer près de 10 % des électeurs. Le P.S.N. a fait partie de plusieurs coalitions ministérielles, de droite et de gauche. Dans la dernière législature, ses vingt-deux députés étaient en position de faire et de défaire les gouvernements. Le Parti du salut national pensait-il pour la Libye, comme le croient les uns ? Ou pour l'Arabie Saoudite, comme l'assurent les autres ? A vrai dire, cela dépend.

M. Erbakan étant un personnage d'intelligence et la foi n'est d'égale que la verve satirique et la démagogie ! Les militaires, aujourd'hui maîtres du pays, ont donné l'impression que l'agitation du P.S.N. — qui commençait, lui aussi, à avoir ses commandos armés, les *akinci* (éclaireurs) — était l'une des principales justifications de leur récent coup d'Etat.

An total, la Turquie peut-elle être soulevée par la vague islamique fondamentaliste ? L'élite moderniste occidentale se refuse de toutes ses forces. Pour elle, la Turquie s'est engagée, il y a un peu plus d'un demi-siècle, sur un chemin qui ne sera pas parcouru en sens inverse : la laïcisation.

Abolissant en 1924 le califat d'Istanbul, Mustafa Kemal entendait non tant séparer la religion de l'Etat que subordonner celle-ci à celui-ci. La laïcisation des institutions de l'enseignement et de la législation, la dissolution des confréries et la nationalisation des biens religieux se sont en effet accompagnées d'une stricte mise en tutelle du temporel par le spirituel. C'est, en effet, un directeur des affaires religieuses dépendant du ministre d'Etat qui nomme et révoque tout le personnel du culte sunnite domi-

nant. L'édition du Coran et des « catéchismes » est contrôlée.

Des circulaires officielles viennent parfois interpréter les principes de la religion (4). Ce sont enfin des écoles d'Etat qui forment la majorité des imams (desquels sont rémunérés comme des fonctionnaires). A ces arguments massifs des interlocuteurs turcs en ajoutent un autre. En Iran, rappellent-ils, l'islam chiite est dirigé par un véritable clergé, ossature d'un pouvoir fondamentalisme spirituel, mais dont les aspirations à guider le temporel ont été démontées par l'histoire récente. Rien de tel en Turquie, où les sunnites dominants cherchent vainement une figure de proue qui, à l'instar de l'ayatollah Khomeini — au demeurant bien « démontés » aujourd'hui, — pourrait prétendre incarner et diriger la communauté des croyants. Quant aux chiites turcs, ici dénommés « alevites », ils forment, certes, une communauté nombreuse (sept à huit millions de fidèles) et active. Mais ces minoritaires comptent parmi les plus fermes partisans de la république laïque, et sont plus portés à se défendre contre les débordements de la secte majoritaire que ne le ferait un Etat fondé sur la loi coranique sunnite.

Les forces armées turques sont aujourd'hui considérées comme le plus solide rempart contre le « troisième extrémisme », ainsi que l'on dénomme parfois le fondamentalisme musulman. Le risque n'existe-t-il pas pourtant que, dans son volontarisme laïc, la « nation en armes » ne perçoive pas un mouvement qui mûrit dans les profondeurs ?

Les militaires sont, en tout cas, bien décidés à prendre en compte certaines réalités. Le premier acte diplomatique du Conseil national de sécurité, après le 12 septembre, n'a-t-il pas été l'envoi d'un représentant de la Turquie à la conférence islamique de Fès ?

JEAN-PIERRE CLERC.

- (1) Cité par Benoît-Méchin dans *Mustafa Kemal ou le mort d'un empire*.
- (2) Claude Benoit, dans 40 millions de Turcs ou la démocratie sauvage, Editions Esclavier-Sequoia, Suresne.
- (3) Il y a aujourd'hui encore plus d'un million d'émigrés turcs en Allemagne fédérale.
- (4) Cf. la revue trimestrielle *Pouvoir*, n° 12 : « Les réformes islamiques », au P.U.F.

Portugal

Sept millions de citoyens élisent 250 députés

Environ sept millions de Portugais se rendent aux urnes le dimanche 5 octobre pour élire deux cent cinquante députés. Dans la Chambre sortante, élie il y a moins d'un an, la coalition de centre droit, Alliance démocratique, avait une majorité de six sièges. La gauche se présente désormais au scrutin : un front socialiste, un front communiste, et six groupes d'extrême gauche participent à la compétition. L'Assemblée aura pouvoir de réviser la Constitution du 25 avril 1976, dont l'inspiration socialisante est aujourd'hui « révisée » en cause par les éléments conservateurs de la société portugaise. Notre confrère de « la Croix », Christian Rudel, a rappelé, dans un récent ouvrage, « la Liberté couleur d'aillet », les prémices et les épisodes de cette « révolution d'avril » dont l'élection du 5 octobre et la désignation, en décembre prochain, du nouveau président de la République cloront une étape.

Un livre de Christian Rudel

« La Liberté, couleur d'aillet »

En octobre 1910, la monarchie portugaise tombe avec une facilité dérisoire sous les coups de républicains presque étonnés d'une victoire aussi aisée. En mai 1926, l'armée intervient à Braga d'abord, ce bastion traditionnel du conservatisme et du nord « chrétien » opposé au sud « anarchiste », puis à Lisbonne, mais les tentatives d'avènement sans rencontrer de résistance. C'est en soulève encore qu'un jeune professeur d'université, le docteur Salazar, appelé aux finances par les militaires, va instaurer une dictature, paternaliste, cruelle et immobile, qui a duré un demi-siècle.

En avril 1974, la dictature mal replatée par le docteur Caetano, ne s'écroule pas vraiment. Elle se dilue, elle s'évanouit, alors que les jeunes officiers du mouvement d'avril ont mis des couteaux aux fusils des soldats et rêvent d'un Portugal fraternel, progressiste et ami de ses colonies d'outre-mer. Mais il a fallu quatre longues années d'une « sale guerre » coloniale pour que l'édifice vermoulu de l'autoritarisme s'effondre en métropole.

Le mérite de Christian Rudel,

grand reporter à la Croix, et fin connaisseur de la réalité portugaise, est de bien situer la révolution d'avril 1974 dans son contexte historique, économique, social et humain. Dans une langue simple et un style vivant, cette histoire du vingtième siècle portugais est aussi une réflexion sur la singularité du pays.

Une histoire qui est le reflet d'un peuple séduisant, introverti, romantique, bien plus tourné vers les brumes de l'Atlantique que vers l'aridité des hauts plateaux de la meseta ibérique, ennemi de la violence prudent, pragmatique et lent à se résoudre aux excès communs chez les autres. Petit pays qui avait bâti le plus ancien empire colonial du monde, qui aura réussi, malgré quelques bavures, une décolonisation difficile et qui cherche six ans après la « liberté couleur d'aillet », une issue vers l'Europe et une nouvelle forme de société.

MARCEL NIDERGANG.

(\*) *La Liberté, couleur d'aillet*, de Christian Rudel, Editions Payot, 338 pages. Environ 47 F.

AFRIQUE

LA VISITE DU PRÉSIDENT SHAGARI A WASHINGTON

Le Nigéria est devenu le principal partenaire africain des Etats-Unis

De notre envoyé spécial

Lagos. — En quelques années, le Nigéria est devenu l'interlocuteur favori des Etats-Unis en Afrique, et l'un des plus écoutés du monde. La visite de M. Shagari à Washington — en marge de sa participation aux débats de l'ONU — permettra l'approfondissement de ce dialogue privilégié.

La réconciliation entre Washington et Lagos remonte à l'octobre 1977. En recevant, à l'époque, le général Obasanjo — premier chef d'Etat nigérien à visiter officiellement les Etats-Unis — le président Carter avait salué en lui « un conseiller » et un « camarade baptiste ». Ces cajoleries dissimulent les amers mécontentements, notamment le soutien apporté naguère par l'opinion américaine à la sécession biafraise.

Au cours des derniers mois, plusieurs personnalités américaines de marque se sont succédées à Lagos dont le vice-président Walter Mondale. Pendant cette dernière visite, les deux gouvernements ont conclu une série d'accords économiques.

La nouvelle idylle américano-nigérienne repose sur de solides intérêts mutuels. Les « *hens pétroliers* » entre les deux pays se sont resserrés au fil des ans. Chaque jour, le Nigéria expédie vers les Etats-Unis 1 million de barils de brut, soit près de la moitié de sa production totale, ce qui représente 17 % des importations pétrolières américaines. En ce domaine, le Nigéria est — après l'Arabie Saoudite — le deuxième fournisseur des Etats-Unis. C'est aussi leur premier partenaire commercial en Afrique. La vente du brut contribue pour plus de 90 % au volume de ces échanges fortement défavorables à Washington.

Les Etats-Unis s'emploient à réduire leur déficit commercial, le plus important enregistré par eux dans leurs relations avec le monde extérieur (environ 11 milliards de dollars cette année). Sans grand succès jusqu'à présent.

L'industrie américaine a pénétré l'immense marché nigérien.

Les matières premières nigériennes sont de plus en plus compétitives sur le marché américain. Un exemple : la Nigeria possédait en 1985 à Bonny près de Port-Harcourt, la plus importante usine de raffinage de gaz naturel du monde. Quatre compagnies américaines avaient accepté en novembre dernier d'acheter au Nigéria la moitié de sa « production ». Elle ne sera pas mise en marche en arrière avant la fin de l'année. Les américains, en affirmant qu'ils obtiendraient du gaz à meilleur compte au Nigeria qu'en Algérie, ont gagné dans le gulf du Mexique.

La Maison Blanche a accueilli avec satisfaction l'arrivée au pouvoir à Lagos de M. Shagari dirigeant aux idées conservatrices et adepte fervent du libéralisme économique. Washington attache naturellement du prix à l'appartenance au camp occidental de la première puissance d'Afrique noire. Mais si les Etats-Unis n'en sont pas pour autant privilégiés. Certes, ils ont équipé l'aviation nigérienne en appareils cargos C-130 et sont en passe d'accroître leur assistance technique à la marine, mais ils ne sont en ce domaine qu'un des fournisseurs du Nigéria parmi dix autres. Plus de vingt mille étudiants nigériens fréquentent les universités américaines. Les services consulaires américains à Lagos délivrent quotidiennement quelque quatre cents visas.

La principale divergence politique entre les deux pays porte sur l'avenir de l'Afrique australe. M. Shagari s'est solennellement engagé à tout faire pour que la Namibie soit indépendante en 1981. Il reproche aux Etats-Unis leur manque de fermeté envers l'apartheid. La presse nigérienne se plaît à évoquer la « complicité » de Washington « envers les apôtres de l'apartheid ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LE MONDE  
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immédiates.  
Vous y trouverez peut-être  
L'APPAREILMENT  
que vous recherchez

LE MONDE  
LES BUREAUX  
de la publicité







# La composition du gouvernement après le remaniement ministériel

Premier ministre .....	RAYMOND BARRE app. U.D.F.
<b>MINISTRES</b>	
Cardes des sceaux, ministre de la justice .....	Alain PEYREFITTE, R.P.R.
Ministre de l'intérieur .....	Christian BONNET, U.D.F.-P.R.
Ministre des affaires étrangères .....	Jean FRANÇOIS-PONCET, U.D.F.
Ministre de la défense .....	Joël LE THEULE, R.P.R. (2).
Ministre de la coopération .....	Robert GALLEY, R.P.R.
Ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la condition féminine .....	Monique PELLETIER, U.D.F.-P.R.
Ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des réformes administratives .....	Jean-François DENIAU, U.D.F.-P.R. (4).
Ministre de l'économie .....	René MONROY, U.D.F.-C.D.S.
Ministre du budget .....	Maurice PAPON, R.P.R.
Ministre de l'environnement et du cadre de vie .....	Michel d'ORNANO, U.D.F.-P.R.
Ministre de l'éducation .....	Christian BEULLAC, maj. prés.
Ministre des universités .....	Alice SAUNIER-SEITE, U.D.F.-P.R.
Ministre de la santé et de la sécurité sociale .....	Jacques BARROT, U.D.F.-C.D.S.
Ministre du travail et de la participation .....	Jean MATTEOLI, R.P.R.
Ministre de l'agriculture .....	Pierre MEHAIGNERIE, U.D.F.-C.D.S.
Ministre de l'industrie .....	André GIRAUD, U.D.F.-P.R.
Ministre des transports .....	Daniel HOFFEL, U.D.F. (4).
Ministre du commerce extér. .....	Michel COINTAT, R.P.R. (1).
Ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs .....	Jean-Pierre SOISSON, U.D.F.-P.R.
Ministre de la culture et de la communication .....	Jean-Philippe LECAT, maj. prés.
Ministre du commerce et de l'artisanat .....	Maurice CHARBETIER, U.D.F.-P.R.

## SECRÉTAIRES D'ÉTAT

### SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUTONOMES (\*)

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications .....	Norbert SÉGARD, app. U.D.F.
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants .....	Maurice PLANTIER, R.P.R.

### SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE

.....	Jacques DOMINATI, U.D.F.-P.R.
Relations avec le Parlement .....	Jacques LIMOUZY, R.P.R.
Recherche .....	Pierre AIGHAIN, U.D.F.-P.R.
Industries agro-alimentaires .....	Michel DEBATISSE, maj. prés.
Formation professionnelle .....	Jacques LEGENDRE, R.P.R. (3).

### SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS D'UN MINISTRE

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice .....	Jean-Paul MOUROT, R.P.R.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale .....	Jean FARGE, R.P.R. (3).
.....	Rémy MONTAGNE, U.D.F.-C.D.S. (1).
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) .....	Paul DJOUD, U.D.F.-P.R.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères .....	Olivier STERN, U.D.F.-rad.
.....	Pierre BERNARD-REYMOND, U.D.F.-C.D.S.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés) .....	Lionel STOLÉRU, U.D.F.-P.R.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la particip. (emploi féminin) .....	Nicole PASQUIER, U.D.F.-P.R.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environn. et du cadre de vie (environn.) .....	François DELMAS, U.D.F.-P.R.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture .....	Jacques FOUCHER, U.D.F.-C.N.P.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie (petite et moyenne industr.) .....	Jean-Pierre PROUTEAU, U.D.F.-rad.

- (1) Nouveaux membres du gouvernement.  
(2) Membres du précédent gouvernement qui changent d'attributions.  
(3) Membres du précédent gouvernement qui changent de titre.  
(4) Membres du précédent gouvernement qui changent de titre et d'attributions.  
(\*) Les secrétaires d'Etat « autonomes », créés lors de la constitution du gouvernement de M. Chirac, le 8 juin 1974, disposent d'un budget et d'une administration propres; ils ne dépendent pas de ministres, mais l'assistent pas, en principe, au conseil des ministres.

## Le baromètre « Figaro-SOFRES »

### MM. GISCARD D'ESTAING ET MITTERRAND EN BAISSE

Le Figaro-Magazine publie le sondage mensuel de la SOFRES sur la cote des personnalités politiques. L'enquête a été faite du 19 au 26 septembre auprès d'un millier de personnes.

51 % d'entre elles, contre 54 % le mois précédent, déclarent avoir confiance en l'action du président de la République. 42 %, au lieu de 41 %, n'ont pas confiance. M. Barre passe, d'un mois à l'autre, de 34 à 35 % de personnes qui lui accordent leur confiance.

Dans la majorité, Mme Simone Veil est toujours en tête, avec 42 %, de la majorité. M. Chirac à 33 % (au lieu de 35 %), Mme Pelletier, 32 % et M. Chaban-Delmas et Debré 27 % (au lieu de 28 %). Dans l'opposition, M. Rocard se maintient à 48 %, M. Mitterrand obtient 31 % (au lieu de 33 %) et M. Marchais 19 % (au lieu de 21 %).

## Questions orales à l'Assemblée nationale

Vendredi 3 octobre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont été notamment abordés :

### La conférence de Madrid.

Répondant à une question de M. BRAMONT (N.I. Val-de-Marne) qui insistait sur la nécessité de réaffirmer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se demandant s'il ne serait pas plus conforme à notre fidélité traditionnelle à ce principe de ne pas aller à Madrid, M. Pierre Bernard-Rémond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a déclaré notamment : « Si le gouvernement attache une grande importance à ce qu'on investisse une conférence de désarmement d'un mandat précis pour décider de mesures significatives, contraignantes et applicables à l'ensemble du territoire européen, il entend aussi voir aboutir des propositions substantielles en matière de coopération économique et dans le domaine des relations entre les personnes. Il est clair, ajoute-t-il, que les événements d'Afghanistan pèseront lourd sur le climat de la réunion. Aussi la France aborde-t-elle la conférence de Madrid sans optimisme excessif mais sans pour autant sombrer dans un pessimisme systématique. Elle entend que la rencontre journalière occasion de dresser sans complaisance le bilan de l'application des principes relatifs au respect des droits de l'homme ainsi que des dispositions de l'acte final d'Heist, elle souhaite que les travaux aboutissent sur des résultats tangibles et elle ne se contentera pas de faux semblants : la détente est non pas une commodité de vocabulaire, mais une discipline à observer. »

### Manufrance.

M. VIAL-MASSAT (P.C. Loire) estime que quelle que soit la solution retenue, l'intervention du gouvernement reste indispensable pour sauver l'entreprise Mann-

france. Il ajoute : « Débloquent-ous rapidement les 15 millions promis au mois d'août par le ministre de l'économie ? » M. MONORY, ministre de l'Industrie, déclare : « Ceux qui ont conduit l'entreprise Manufrance au point où elle en est devraient bien faire leur examen de conscience. Le gouvernement, quant à lui, ne se moquera ni du personnel de l'entreprise ni du contribuable : il n'acceptera pas de laisser croire au personnel que des solutions existent s'il n'y en a pas, il ne demandera pas au contribuable de boucher les trous d'une entreprise que ses responsables ont incapables de faire fonctionner. » M. Monory précise que l'entreprise perd actuellement plus de 10 millions par mois et ajoute : « De nouvelles investigations semblent se manifester mais les pouvoirs publics ne sont saisis d'aucun élément de dossier. Ils espèrent que ceux qui accablent la thèse de nouveaux investisseurs, sur des éléments encore bien fragiles, ont conscience des responsabilités qu'ils prennent vis-à-vis du personnel de cette entreprise. »

### Industrie sidérurgique.

M. ROSSIGNOL (U.D.F., Meurthe-et-Moselle) insiste sur les divergences des différents pays européens en ce qui concerne l'avenir de l'industrie sidérurgique. M. FROUTAU, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie indique que la production française a augmenté de 14 % au premier semestre 1980 par rapport au premier semestre 1979. Il ajoute : « Les informations disponibles font apparaître une baisse des commandes prises par la sidérurgie française en juillet-août 1980, de 10 % environ par rapport à la même période de 1978 et de 17 % par rapport à 1979. Est-ce pour autant, nous estimons que la demande faite par la Commission des Communautés européennes aux producteurs de réduire leur production de 10 % au second semestre de cette année est réaliste. Or, certains sidérurgistes ont rejeté cette proposition et ont continué à bloquer des quantités dépassant les possibilités d'absorption du marché ; d'autres chaises de pré-traitement d'acier à chaud en Allemagne puis, par contagion, sur tous les marchés des États membres. Une telle situation ne peut être longtemps tolérée sans mettre en péril l'avenir même de la sidérurgie européenne (...). Le gouvernement estime que l'heure est venue pour la Commission de tirer les conséquences de la désorganisation du marché et de mettre en œuvre tous les moyens que lui confère le traité de Paris. »

### M. DOUFFIAGUES (U.D.F.) EST ÉLU MAIRE D'ORLÉANS

(De notre correspondant)  
Orléans. — M. Jacques Douffiaques, (P.R. - U.D.F.), député du Loiret, a été élu maire d'Orléans, vendredi 3 octobre, par trente-quatre voix contre une, attribuée au Dr Gruchot, adjoint au maire (radical U.D.F.). Il y a eu six bulletins blancs. M. Douffiaques est le troisième maire de la ville depuis les élections municipales de 1977, après le docteur M. René Thinat (radical) en mars 1978 et celui de M. Gaston Galloux (R.P.R.), le 31 juillet dernier.

La querelle qui s'était élevée entre le R.P.R. et l'U.D.F. à propos de la candidature de M. Douffiaques (le Monde du 27 septembre) ne semble pas apaisée puisqu'un relevé plus précis des bulletins blancs, U.D.F., avait pourtant affirmé que toutes les formations politiques composant le conseil municipal, y compris le R.P.R., s'étaient mises d'accord sur le nom de M. Douffiaques.

Il y a eu 28 janvier 1941 à Paris. M. Jacques Douffiaques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENSA, est entré à la Cour des comptes en 1966. Chef de la mission économique de la région Centre de 1971 à 1975, puis sous-directeur de l'équipement et du développement à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur, il a occupé les fonctions de directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Solon, successivement secrétaire d'Etat à la formation professionnelle (janvier-août 1978) et secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (juillet-août 1979). Délégué général du parti républicain, M. Douffiaques représente depuis mars 1978, la première circonscription du Loiret à l'Assemblée nationale. Il était entré au conseil municipal d'Orléans à l'occasion d'une élection partielle en 1978.

Le comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, à l'élection présidentielle de 1981, vient de publier le premier numéro d'un hebdomadaire de huit pages intitulé R.L.P.-Espoir, dont l'objectif est de « briser le mur du silence » qui entoure, affirme-t-il, les activités et le programme de son candidat.

★ 11, rue Barrault, 75006 Paris. Tél. : 522-25-91 et 522-05-69.

## Le projet de budget pour 1981 confirme la priorité accordée aux forces nucléaires

Le projet de budget de la défense pour 1981, tel qu'il a été présenté, jeudi 3 octobre, à la commission de la défense de l'Assemblée nationale, s'élève à 104,4 milliards de francs (1), ce qui représente une augmentation en volume de 17,9 % par rapport à l'année dernière (le Monde du 28 août). Pour le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, remplacé à son poste dans le nouveau gouvernement par M. Joël Le Theule, il s'agit d'un « bon budget » qui « marque la volonté politique de donner à notre défense les moyens qui lui sont nécessaires ». « Ainsi, a-t-il dit, pour la cinquième année consécutive, se trouve confirmée la décision prise en 1976 d'accroître l'effort financier consacré par la nation pour la défense. »

Pour 1981, le projet de budget prévoit que 58,7 milliards de francs, soit une augmentation de 10,7 % par rapport à 1980, seront consacrés aux dépenses d'équipement.

### Priorité à l'équipement

Lors de sa présentation, l'ancien ministre de la défense s'est plu à rappeler que, abstraction faite des dépenses de carburant, les dépenses de fonctionnement de la défense consisteraient en une progression inférieure à celle des budgets civils. Ces sommes permettent de financer les rémunérations des chefs de chapitre, M. Bourges a précisé qu'avec les choix qui avaient été faits, les armées pourraient maintenir leurs activités à leur niveau prévu pour 1981 : onze heures de vol par mois pour tout pilote de combat de l'armée de l'air ; cent jours de sortie de camps pour l'armée de terre ; quatre-vingt-six jours à la mer pour les unités de la marine, les bâtiments de combat approchant pour leur part les cent jours.

Pour ce qui concerne les crédits d'équipement, il convient de noter que la priorité leur est donnée même si cela n'apparaît pas clairement dans les chiffres : « En quatre ans, a rappelé M. Bourges, leur part est passée de 40,7 % à 45 % du budget de la défense et, pour 1981, elle progresse encore pour atteindre 45,7 %. » Exprimées en autorisations de programme, ces crédits, qui permettent de financer le lancement des commandes des matériels prévus pour l'équipement et la modernisation des armées, s'élèvent à 54,4 milliards de francs (22,7 %).

D'une manière plus concrète, les effets du projet de budget de la défense pour 1981 se feront sentir de la façon suivante :

● **FORCES NUCLEAIRES STRATEGIQUES ET TACTIQUES.** Elles recevront tiers du budget d'équipement en crédits de paiement — le quart pour les autorisations de programme — leur est donnée. Cela correspond essentiellement à la modernisation de la force stratégique occasionnelle dont le nouveau missile à tête multiple (M4) sera mis en service opérationnel en 1985 et au

développement du missile air-sol moyenne portée (A.S.M.P.) qui équipera le Mirage 2000 en 1983. Le ministre de la défense a appelé à ce sujet qu'une quinzaine d'appareils Mirage IV seront maintenus en service jusqu'en 1993 et équipés de ce système d'armes. Parallèlement se poursuivra la mise au point de missiles balistiques mobiles pour lequel un choix définitif interviendra d'ici à 1983.

● **ARMÉE DE TERRE.** — Avec des autorisations de programme en augmentation de plus de 30 %, elle poursuivra son effort en vue de moderniser ses divisions blindées. A cet effet, un certain nombre de véhicules devraient être commandés en 1981 : soixante chars AMX 30, cinquante véhicules de reconnaissance AMX 10 P.C. (trois-roues), deux hélicoptères Gazelle, etc. D'autre part, des crédits seront débloqués pour accélérer la cadence de fabrication du fusil FAMAS 5,56.

● **MARINE.** — Les autorisations de programme destinées aux constructions neuves sont en hausse de 50 % par rapport à 1980. Elles serviront à financer la construction de deux bâtiments de commandement et de deux bâtiments de commandement de commandement.

parmi lesquels le quatrième sous-marin nucléaire d'attaque, une sixième corvette anti-sous-marin, un chasseur de mines et deux patrouilleurs de 300 tonnes. Il est à noter que 1981 sera également marquée par le démarrage du programme de renforcement des moyens de services publics en mer de la marine nationale. A ce titre, deux bâtiments, sur les onze prévus, devraient être commandés cette année-là.

● **ARMÉE DE L'AIR.** — Avec des autorisations de programme en augmentation de 22,6 %, elle poursuivra le renouvellement de son aviation de combat : vingt-deux Mirage 2000, vingt et un Mirage F-1 et cinq Transall seront commandés — et le développement de capacités de détection et de défense à basse altitude de nos forces.

● **GENDARMERIE.** — Le budget dont elle bénéficie — autorisations de programme en croissance de 17,8 % — devrait lui permettre d'accroître son parc de matériel et de créer sept cent vingt-cinq emplois auxquels s'ajoutent, grâce à un fonds de concours versé par l'Etat, une vingtaine de postes supplémentaires destinés à renforcer les brigades territoriales là où il y a des centrales nucléaires.

### Mme Simone Veil, première invitée de l'émission R.T.L. « le Monde »

Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, ministre de la santé, sera le mardi 7 octobre, de 18 h 15 à 19 h 15, la première invitée de l'émission produite par Radio-Télé-Luxembourg et le Monde. Mme Veil répondra aux questions que voudront bien lui poser les auditeurs de cette station et les lecteurs du journal en envoyant par écrit à l'adresse suivante : R.T.L. - le Monde, Cedex 807, 75300 Paris-Bruxelles.

En raison de ses responsabilités européennes, Mme Simone Veil s'interdit d'intervenir dans la politique intérieure des pays membres de la C.E.E. Compte tenu de ses fonctions et de sa personnalité, les thèmes plus particulièrement traités seront ceux des institutions européennes, des rapports avec l'Etat, des droits de l'homme et de la participation des femmes à la politique. En cours d'émission, R.T.L. appréciera, auprès d'un échantillon de cinq cents auditeurs, l'effet produit par les réponses de la personnalité invitée.

## TERRORISME : POURQUOI LES NAZIS JETTENT LEUR MASQUE

## LE CLASSEMENT DES DEPUTES SELON LEUR MERITE

### DEUX GRANDES ENQUÊTES

LE NOUVEAU **observateur** CETTE SEMAINE L'HISTOIRE ROUGE DE L'EUROPE L'OBSERVATEUR AUSSI







AGOGUE  
Paris

DE LA RUE COPERNIC

LES RÉACTIONS  
DANS LA COMMUNAUTÉ ISRAËLITE

DANS LES SYNDICATS

LE MESSAGE  
DU CHEF DE L'ÉTAT

Voici le texte du communiqué diffusé vendredi soir par l'Élysée :

« Immédiatement informé de l'acte attentat contre la synagogue de la rue Copernic, le président de la République, après avoir exprimé sa très profonde émotion et son indignation, a indiqué au ministre de l'Intérieur l'importance essentielle qu'il attache à l'action exemplaire de la police pour retrouver les auteurs de ce crime qui soulève la réprobation de tous les Français. »

M. RAMOND BARRE : ignoble.

M. Raymond Barre a déclaré, vendredi soir, avant de quitter Lyon :

« Je voudrais exprimer mon indignation à l'égard de l'ignoble attentat de la rue Copernic et dire à tous les Français que ce crime est une tache sur le visage de la France. Je réitère sur-le-champ à Paris de prendre toutes les mesures nécessaires pour retrouver les auteurs de ce crime et pour empêcher de nouvelles attaques de ce genre. »

N. CHRISTIAN BONNET : retrouver les assassins.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a déclaré, sur les lieux de l'attentat :

« Ma première réaction est celle de l'indignation devant un acte criminel au sens propre du terme. L'appelle choc, à garder son calme. Je réitère sur-le-champ à Paris de prendre toutes les mesures nécessaires pour retrouver les auteurs de ce crime et pour empêcher de nouvelles attaques de ce genre. »

M. PEYREFITTE : la rigueur de la loi.

M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a déclaré : « Un horrible attentat, une fois de plus, frappe des innocents. Il manifeste, en même temps que la mortelle redoutable de la violence, une intolérable résurgence de l'antisémitisme. Des criminels n'ont pas hésité à frapper sur le seuil de cette synagogue, qui a déjà tant éprouvé. Je donne des instructions pour que les auteurs de ce crime odieux soient recherchés et poursuivis avec toute la rigueur de la loi. »

M. GASTON DEFFERRE, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale :

« Ce n'est pas en minimisant le danger que représentent les organisations d'extrême droite, comme l'a fait le gouvernement, que l'on parviendra à les éliminer. Il faut que les responsables politiques qui commandent les forces de l'ordre agissent avec la plus grande rigueur pour la défense et la riposte. »

M. GEORGES MARCHAIS, secrétaire général du parti communiste :

« Je tiens, en nom du parti communiste français, à exprimer ma vive indignation devant cet acte intolérable et à m'incliner devant les victimes innocentes de ces agissements meurtriers, provocateurs. Toutes les mesures doivent être enfin prises pour le gouvernement pour que les criminels soient arrêtés et châtiés. Il convient, en particulier, comme notre parti ne cesse de le réclamer, de mettre un terme aux activités inadmissibles des groupes qui se réclament du nazisme. »

LE SECRETARIAT NATIONAL DU MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE :

« Après Bologne et Munich, voici Paris menacé à son tour de la manière la plus odieuse et la plus sanglante. Le M.R.G. exige que tout soit enfin mis en œuvre pour le gouvernement pour mettre hors d'état de nuire les auteurs de ces attentats criminels. Il serait inacceptable que le pouvoir continue de manquer à ses devoirs les plus élémentaires en permettant la poursuite de ces organisations terroristes dont il n'a cessé de minimiser le danger avec une coupable imprudence. »

LA FEDERATION PROTESTANTE DE FRANCE :

« Nous les protestants, à l'œuvre pour qu'un surcroît d'opinion publique, accompagnant une ferme action des pouvoirs publics, rende impossible la poursuite d'un tel acharnement dans lequel elle voit l'origine d'une redoutable dégradation morale. »

M. HENRI NOGUERES : les terroristes bénéficient de protections.

M. Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, a déclaré :

« Depuis les derniers attentats nous savions que les fascistes et les néo-nazis cherchaient à tuer et à terroriser les enfants. C'est aujourd'hui chose faite. »

« Cette escalade du crime est la conséquence directe de l'impunité et, on regrette de ne pas la voir, des protections dont jouissent les terroristes des lors qu'ils sont d'extrême droite. »

« Le gouvernement doit savoir que seul le démantèlement immédiat et durable du réseau dont la police connaît fort bien les membres et les chefs peut encore éviter l'engrenage des représailles que ne manqueraient pas d'entraîner une juste colère. »

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME :

« L'acte de la rue Copernic est un crime monstrueux et appelle au rassemblement et à l'action toutes les forces de progrès et de liberté. »

M. PIERRE BLOCH (LICRA) : l'internationale nazie.

M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, a déclaré :

« Je lance un appel à ceux qui ne font confiance, et, en particulier aux jeunes. Il ne faut pas répondre à la provocation. Je comprend leur indignation et notre peine. Si l'on bombe ainsi, on va vers la mort. Si l'on bombe ainsi, on va vers la mort. Si l'on bombe ainsi, on va vers la mort. »

LE RABBIN KAPLAN : le piège de la violence.

Le grand rabbin Jacob Kaplan a déclaré : « Je ne trouve pas de mots pour dire mon indignation, ma douleur, ma colère devant cet horrible attentat qui ne peut être que le résultat d'une totale impunité. Après la libération d'Auschwitz, après le manque d'efficacité de l'État qui a subi l'extermination anéantie du foyer juif, après l'absence de la moindre réaction devant l'assassinat d'un enfant juif de 12 ans, à adresser toute sa sympathie à toutes les familles des victimes. »

Mgr MARTY : je demande pardon au Seigneur.

Le cardinal François Marty s'est déclaré, à Annecy, à l'occasion d'une messe, devant la violence qui s'installe un peu partout et par ce qui vient de se produire dans un lieu de prière. Je suis pour une non-violence absolue. Je suis trop demandeur pardon au Seigneur de tous les actes de violence d'où qu'ils viennent. (...) Pour nous, chrétiens, le peuple juif est le peuple messianique. »

M. JACQUES CHIRAC : solidarité.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui se trouve actuellement à Brazzaville, a déclaré : « Bouleversé par ce crime de sang qui a coûté la vie à deux innocents, je pense à tous les Français qui ont été victimes de la violence, à tous les Français qui ont été victimes de la violence, à tous les Français qui ont été victimes de la violence. »

M. JACQUES CHABAN-DELMAS, président de l'Assemblée nationale :

« Je condamne l'odieux attentat qui vient d'être perpétré à Paris et qui a fait d'innocentes victimes. Il n'est pas tolérable que des différences de religions ou de races s'expriment par le sang. Tous ceux qui se souviennent de l'idéal de liberté des hommes qui ont animé les combattants de l'ombre aux heures sombres de l'occupation sont révoltés par cette résurgence du fascisme et du racisme. Le deuil des familles, ce sang, concerne tous les Français et toutes les Françaises. »

M. JEAN LECANUET, président de l'U.D.F. :

« L'acte de la rue Copernic rappelle des scènes abominables que l'on croyait à jamais disparues. Je m'incline avec une grande émotion devant les innocentes victimes et m'associe à tous ceux qui réclament une action exceptionnellement vigoureuse pour retrouver et châtier les coupables. »

LE CRIF DÉNONCE LA PASSIVITÉ DES POUVOIRS PUBLICS

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) met en cause la passivité des pouvoirs publics :

« La communauté juive de France, déclare le CRIF, s'incline devant les victimes d'un acte de terrorisme aveugle sans précédent en France. La communauté s'adresse au président de la République pour déplorer que la passivité des pouvoirs publics devant le terrorisme international et les attentats dont ont été frappés les juifs depuis plusieurs années ait abouti au drame de la synagogue de la rue Copernic. »

« L'indifférence de nos gouvernants lors d'attentats atteignant la communauté juive et Israël a laissé croire que les terroristes qui bénéficient d'une totale impunité. Après la libération d'Auschwitz, après le manque d'efficacité de l'État qui a subi l'extermination anéantie du foyer juif, après l'absence de la moindre réaction devant l'assassinat d'un enfant juif de 12 ans, à adresser toute sa sympathie à toutes les familles des victimes. »

M. A. DE ROTHSCHILD (CRIF) : le dernier degré de l'escalade.

M. Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a déclaré, rue Copernic :

« Je suis encore sous le coup de l'émotion. Se venger ? Non. Il faut que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour faire arrêter toute violence. Nous assistons à une dérive inquiétante, à une escalade de la violence, à une escalade de la violence, à une escalade de la violence. »

LE RABBIN WILLIAM, rabbin de la synagogue de la rue Copernic :

« C'est une honte pour la France ! Français, Français, faites quelque chose contre ces meurtriers ! Ils doivent savoir que nous n'avons pas peur. La communauté juive doit rester calme et unie. Tous les non-juifs et les gens normaux doivent réagir, fortement, auprès de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs journaux, pour protéger l'honneur et la justice en France. »

LE RABBIN WILLIAM, rabbin de la synagogue de la rue Copernic :

« C'est une honte pour la France ! Français, Français, faites quelque chose contre ces meurtriers ! Ils doivent savoir que nous n'avons pas peur. La communauté juive doit rester calme et unie. Tous les non-juifs et les gens normaux doivent réagir, fortement, auprès de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs journaux, pour protéger l'honneur et la justice en France. »

LE RABBIN WILLIAM, rabbin de la synagogue de la rue Copernic :

« C'est une honte pour la France ! Français, Français, faites quelque chose contre ces meurtriers ! Ils doivent savoir que nous n'avons pas peur. La communauté juive doit rester calme et unie. Tous les non-juifs et les gens normaux doivent réagir, fortement, auprès de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs journaux, pour protéger l'honneur et la justice en France. »

LE RABBIN WILLIAM, rabbin de la synagogue de la rue Copernic :

« C'est une honte pour la France ! Français, Français, faites quelque chose contre ces meurtriers ! Ils doivent savoir que nous n'avons pas peur. La communauté juive doit rester calme et unie. Tous les non-juifs et les gens normaux doivent réagir, fortement, auprès de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs journaux, pour protéger l'honneur et la justice en France. »

LE RABBIN WILLIAM, rabbin de la synagogue de la rue Copernic :

« C'est une honte pour la France ! Français, Français, faites quelque chose contre ces meurtriers ! Ils doivent savoir que nous n'avons pas peur. La communauté juive doit rester calme et unie. Tous les non-juifs et les gens normaux doivent réagir, fortement, auprès de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs journaux, pour protéger l'honneur et la justice en France. »

LE RABBIN WILLIAM, rabbin de la synagogue de la rue Copernic :

« C'est une honte pour la France ! Français, Français, faites quelque chose contre ces meurtriers ! Ils doivent savoir que nous n'avons pas peur. La communauté juive doit rester calme et unie. Tous les non-juifs et les gens normaux doivent réagir, fortement, auprès de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs journaux, pour protéger l'honneur et la justice en France. »

LE RABBIN WILLIAM, rabbin de la synagogue de la rue Copernic :

« C'est une honte pour la France ! Français, Français, faites quelque chose contre ces meurtriers ! Ils doivent savoir que nous n'avons pas peur. La communauté juive doit rester calme et unie. Tous les non-juifs et les gens normaux doivent réagir, fortement, auprès de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs journaux, pour protéger l'honneur et la justice en France. »

Des organisations de policiers s'inquiètent du « laxisme » des autorités

La C.G.T. : « Une nouvelle fois, un attentat fasciste aux conséquences dramatiques confirme les réels dangers que représente l'activité de groupes néo-nazis dans notre pays. La responsabilité gouvernementale, celle du ministre de l'Intérieur, maintes fois mise en évidence, en raison même de leur complaisance à l'égard de ces groupes, se trouvent confirmées dans ces tragiques circonstances. La protestation doit gagner en ampleur à la mesure même de la gravité de l'attentat. La C.G.T. s'incline devant les victimes de cet acte odieux. »

La C.F.D.T. : « Exige que toute la lumière soit faite et s'inquiète que les pouvoirs publics soient plus occupés d'atténuer aux libertés que de mettre hors d'état de nuire les éléments fascistes. La situation est grave. Il faut réagir. La C.F.D.T. propose aux autres organisations syndicales, aux forces démocratiques de ce pays, de se réunir dans les plus brefs délais pour envisager la riposte qui s'impose. »

La C.G.T.-F.O. : « L'acte inqualifiable de la rue Copernic rappelle fâcheusement des périodes et des méthodes que l'on croyait révolues. La confédération F.O. considère la situation comme suffisamment préoccupante pour exiger des pouvoirs publics que des dispositions soient prises afin de préserver les libertés. La démocratie ne saurait être mise en cause par quelques groupes fanatisés ou manipulés. »

LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE : « La faiblesse et la complaisance manifestées à l'égard de ceux qui ne se couchent même pas pour propager leurs théories et narguer la justice, ont permis que soit à nouveau poussés au bout la logique effrayante qui conduit à la mort. La F.E.N. exige que justice soit faite, que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur à ceux qui osent prôner en toute impunité les thèses nazies. »

M. AUGUSTE BLANC, secrétaire général de la Confédération des syndicats libres : « Dans un pays qui se dit libre, démocratique et républicain la violence d'où qu'elle vienne ne peut avoir sa place et doit être sévèrement réprimée. »

« D'autres organisations ont réagi, notamment le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège et le Syndicat national de l'enseignement supérieur. »

LA FEDERATION AUTONOME DES SYNDICATS DE POLICE ET LE SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES POLICIERS EN CIVIL

condamnent ce lâche attentat et déclarent : « Depuis plusieurs mois les deux organisations syndicales n'ont cessé de dénoncer et de mettre en évidence la montée du nazisme en France. Elles s'étonnent, face à cette recrudescence de la violence fasciste, du laxisme des pouvoirs publics et du ministre de l'Intérieur qui, jusqu'ici, a toujours déclaré qu'il ne fallait pas donner plus d'importance à l'affaire qu'elle n'en avait. »

LA FEDERATION C.F.D.T. DE LA POLICE estime que « la

L'EMOTION A APOSTROPHES

Sur l'invitation de Bernard Pivot, les médecins qui participaient, vendredi soir, à l'émission d'Antenne 2 « Apostrophes », ont pu exprimer leurs premières réactions après l'attentat de la rue Copernic.

Sévère et ferme, le professeur Paul Milieu, rappelant son rôle dans la Résistance, a insisté sur : « J'ai vu que je ne pensais revoir de ma vie ». Bouleversé, le professeur Alexandre Minkowski a rappelé le long cheminement d'attentats impunis, les meurtres de Curjel et de Goldman, mettant en cause l'« incurie » éblouissante du monde. Bernard Kouchner s'est écrié : « Parfois on a envie de ne plus être médecin... »

Ces quelques minutes de forte émotion ont ensuite donné un autre tour à l'émission littéraire, marquée par l'intrusion d'une actualité dramatique. Bernard Pivot devait ensuite préciser qu'il avait eu l'idée d'interroger ses invités, en apprenant la nouvelle à la radio. Les participants, eux, semblaient soulagés d'avoir pu se livrer, à chaud. A. L.

Brésil

SUICIDE D'UN NAZI AU BRÉSIL

Le criminel de guerre Gustav-Franz Wagner s'est suicidé le 3 octobre dans l'aéroport de São Paulo. C'était sa quatrième tentative. La dernière remontait à novembre 1979, peu après la diffusion d'un épisode du film Holocauste par la télévision brésilienne. Ancien sergent S.S. devenu commandant, adjoint des camps de concentration polonais de Treblinka et Sobibor, surnommé « la Bête humaine », Gustav-Franz Wagner était accusé d'avoir exterminé des centaines de juifs entrés au Brésil en 1959 sous sa propre identité. Il avait été arrêté pendant quelques mois, puis libéré après le rejet par le Tribunal suprême brésilien des demandes d'extradition présentées par l'Allemagne fédérale. Le Pouvoir israélien et l'Autriche (le Monde des 22 et 23 juin 1979). Ses crimes avaient été considérés comme couverts par la prescription. Depuis lors, il avait été hospitalisé dans un établissement psychiatrique de Brésilia. (A.F.P.)

TERRORISME : POURQUOI LES NAZIS JETTENT LEUR MASQUE

LE CLASSEMENT DES DEPUTES SELON LEUR MERITE

DEUX GRANDES ENQUÊTES

LE NOUVEAU CETTE SEMAINE

observedeur

L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEAU OBSERVATEUR AUSSI.







FORUM DU



« Nous, membres de l'Organisation des Nations unies, proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les injustices et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer la cause croissante de la pauvreté et les pays en voie de développement... »  
(Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée par consensus le 1<sup>er</sup> mai 1974 par la sixième assemblée spéciale des Nations unies.)

## EN MAL D'INFLATION

L'INFLATION est partout. Les seize grands journaux d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe qui réalisent, avec les services d'information des organisations internationales du système de l'ONU, un supplément commun publié tous les trois mois, le même semaine, ne pouvaient l'ignorer.

C'est en vain que les économistes et les spécialistes les plus éminents s'efforcent de se mettre d'accord sur les causes profondes de cette maladie qui ronge tant d'économies — si elle les dope parfois un temps, — et sur les remèdes qui seraient susceptibles de l'enrayer efficacement.

Pour les opinions publiques, en tout cas, l'inflation se traduit par une hausse inéluctable des prix qui accroît partout le sentiment d'insécurité. Non seulement dans les pays en voie de développement, contraints d'importer l'inflation des pays industrialisés — qui s'ajoute à la leur, — de payer leur énergie plus cher et de s'endettier de façon catastrophique sans pouvoir pour autant développer leurs investissements, mais encore dans les pays industrialisés, où des couches nombreuses de la population, notamment les jeunes, les vieux, les femmes et les minorités, voient leur niveau de vie se réduire inexorablement quand elles ne sont pas trappées par le chômage.

Voilà la situation que constatent les rédacteurs de ce supplément. Soucieux de ne pas esquiver ce problème crucial, les uns et les autres se sont cependant bornés le plus souvent à décrire les ravages causés par l'inflation dans leurs pays respectifs, laissant au lecteur le soin de comparer ces expériences diverses et la possibilité de tirer de cette comparaison des conclusions, voire des leçons. Peut-on leur reprocher de ne pas avoir analysé plus profondément les causes de ce phénomène ni recherché les responsabilités, qui ne sont pas seulement étrangères ? Leur reprocherait-on également de ne pas réclamer plus vigoureusement les remèdes que toutes les nations se devraient de prendre, ensemble et séparément, pour venir à bout de ce mal ?

L'auraient-ils fait qu'on les accuserait sans nul doute de s'ériger en juges et d'écrire plus en idéologue qu'en moralistes qu'on informateurs. Et pourtant, il faudra bien comprendre un jour que les grands problèmes économiques de l'heure sont fondamentalement des problèmes humains et qu'on ne parviendra à les maîtriser qu'en accordant une véritable priorité à leurs aspects sociaux et moraux.

C'est bien ce que veulent dire les cent vingt pays en développement du groupe « des 77 », lorsqu'ils dénoncent l'absence de volonté politique des pays industrialisés qu'ils rendent responsables des échecs successifs des négociations Nord-Sud depuis 1974. Ont-ils tort ? Ont-ils raison ? Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'un problème comme l'inflation, dont ils sont les premiers à souffrir ne sera jamais résolu par de simples aménagements techniques et financiers que n'inspirerait pas une grande détermination morale et sociale.

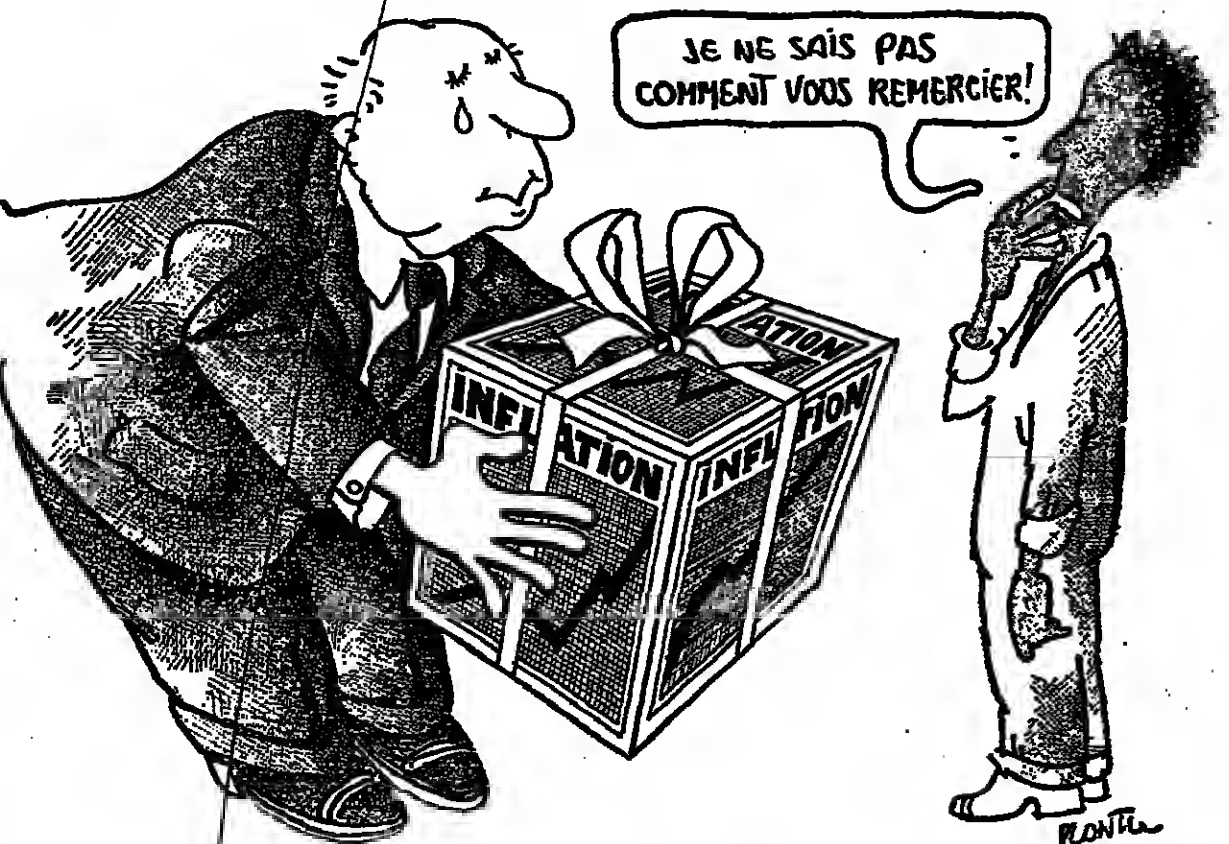
Dans une large mesure, en effet, l'inflation est aujourd'hui le prix que coûtent à la société internationale le maintien de privilèges et de rentes de situation qui constituent autant d'injustices, de gaspillages de toutes sortes dont le plus colossal reste la course mondiale aux armements, et dont la raréfaction des matières premières, la diminution des rendements et les pollutions coûteuses ne sont pas les seules conséquences (1). Bref, l'inflation est l'un des prix qu'il faut payer pour l'égoïsme des uns et la volonté de puissance des autres. Et ce prix tend à s'élever.

Comme un cancer, l'inflation ronge les fibres économiques et sociales des sociétés, risquant même à la longue de mettre en cause leur existence, si celle-ci n'engendrait pas contre elle la lutte avec la détermination suffisante. Des historiens modernes révèlent ainsi que la disparition subite et totale dans le passé, de plusieurs civilisations brillantes n'est plus une énigme, et que celles-ci se sont effondrées parce que leurs dirigeants avaient trop demandé aux hommes et à la nature.

Certes, l'histoire doit être interprétée avec prudence. Mais qui peut douter aujourd'hui que les injustices et les gaspillages ne soient partout, plus ou moins, à la racine du désordre économique actuel et que l'instauration d'un nouvel ordre économique international, visant à réduire les uns et les autres, ne constitue le meilleur moyen sans doute de maîtriser une inflation généralisée qui menace les fondements même de l'ordre actuel ?

JEAN SCHWOBEL  
(Coordonnateur.)

(1) Le prix réglementaire de produits et de services sociaux qui résultent de la concentration croissante à l'égard de ces injustices et de ces gaspillages.



(Dessin de FLANTU.)

## TRIBUNE DES NATIONS UNIES

### Des effets dévastateurs

A l'heure actuelle, pratiquement tous les pays du monde sont atteints par l'inflation. Celle-ci a des effets dévastateurs tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Alors que les pays développés à économie de marché connaissent des taux d'inflation de 10 % à 15 % par an, dans beaucoup de pays en développement les taux d'inflation ont, depuis 1973, atteint ou même dépassé 30 %.

L'inflation est devenue un obstacle essentiel à la croissance de l'économie mondiale et, de ce fait, également, à l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Elle encourage l'adoption de politiques déflationnistes qui réduisent la demande et entraînent des barrières dans le domaine du commerce extérieur. Les pays en développement non exportateurs de pétrole, qui sont ceux qui ont le plus grand besoin d'un ordre économique plus équitable, sont probablement les premiers à ressentir les conséquences de telles politiques et aussi ceux qu'elles atteindront le plus durement.

Cependant, l'inflation, si ses effets sont universels, peut avoir des origines variées, et on l'explique de façon diverse dans les différentes parties du monde :

● Dans les pays développés à économie de marché, on considère qu'elle est due à la fois à des facteurs agissant sur la demande et à des facteurs influant sur les prix de revient. Il y a « l'inflation par la demande » lorsque des injections excessives de monnaie, à la suite d'un financement gouvernemental des déficits, d'une politique de crédit libérale ou d'une politique monétaire laxiste (à bas taux d'intérêt), font monter les prix. Quant à

l'inflation par les coûts, elle est due à une politique salariale trop généreuse, à des hausses de la valeur ajoutée, à la dépréciation du taux de change, à l'augmentation des prix à l'importation, à des goulets d'étranglement dans l'approvisionnement (qui peuvent être provoqués par des grèves, des lock-out, une insuffisance des moyens de transport ou, tout aussi bien, par des causes naturelles).

Aux États-Unis, on fait remonter l'origine de la tendance inflationniste actuelle à l'année 1968, le gouvernement ayant assuré alors le financement d'un énorme déficit pour couvrir les dépenses afférentes à la guerre du Vietnam. Dans l'ensemble des pays développés à économie de marché, des politiques trop tolérantes à l'égard de la régulation de la masse monétaire mise en circulation se sont traduites par des liquidités excessives ; trop d'argent face à un volume décroissant de biens.

Aux États-Unis, l'inflation par la demande a été aggravée par l'inflation par les coûts lorsque, au début des années 70, le dollar a commencé à se déprécier, tandis que le prix du pétrole et celui des matières premières de base se mettaient à monter. On estime que l'augmentation du prix du pétrole a eu des effets inflationnistes particulièrement graves à partir de 1974.

ERVIN LAZLO  
et AK. BHATTACHARYA.

(\*) Le docteur Ervin Lazlo (États-Unis) est chargé spécial de recherche et M. A.K. Bhattacharya (Inde) est attaché de recherche auprès de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche.

(Lire la suite page 10.)

## Le Monde (Paris)

### Dissolvant ou moteur de la société

LA France a une solide tradition d'inflation. Longtemps même, à l'époque où ce cancer rongait moins ses concurrents, elle a fait figure de spécialiste en la matière. A l'exception de courtes périodes — telles, par exemple, où M. Fines, l'ancien président du conseil, venait aux affaires, — la hausse des prix a été à l'ordre du jour, l'opinion ne croyant guère, à vrai dire, aux chances durables de « l'expansion dans la stabilité des prix », adage que popularise un autre président du conseil, M. Edgar Faure. L'année 1980 ne déroge pas à la règle. Au premier semestre — le doublement des prix du pétrole brut aidant, — l'augmentation des prix a même battu ses records : 15 % de rythme annuel, avec des taux supérieurs encore pour les produits manufacturés (aux prix redevenus libres). On prévoit actuellement que, pour l'ensemble de l'année, la hausse sera de 15 % à 14 %, un tiers de plus que les années précédentes. C'est moins qu'en Italie et en Grande-Bretagne, certes ; mais c'est aussi plus du double de celle constatée en Allemagne.

Du coup chacun cherche des boucs émissaires. C'est la faute au gouvernement qui libère les prix industriels et, maintenant, alimentaires ; qui invite le patronat à augmenter ses bénéfices (dont ses prix) ; qui répercuté intégralement les hausses du pétrole brut et les élargit même aux autres sources d'énergie... Ce discours de l'opposition est exact. Mais insuffisant. Car l'inflation croissante que connaît le pays tient à des causes infiniment plus variées et durables : politiques, économiques, sociologiques.

Causes politiques : l'acceptation des relèvements des prix agricoles pour maintenir les revenus des paysans ; l'extension des lois sociales (relèvement du salaire minimum, cotisations sociales supplémentaires, taxes pour la formation permanente ou l'indemnisation du chômage...), qui alourdit les coûts de production. Mais causes économiques aussi : le renchérissement du pétrole et de certaines matières premières ; le désordre monétaire international, qui mine les principales monnaies d'échange, sabote les politiques nationales de paiements, stimule l'inflation interne ; les pratiques de cartels ou d'ententes, qui rançonnent un peu plus chaque année le consommateur, même quand la demande faiblit (l'exemple de l'automobile est caractéristique à cet égard) ; le gonflement des profits depuis deux ans, bien que le marché n'ait guère été porteur.

Les causes sociologiques ne sont pas les moindres : le cours universel au revenu supplémentaire, chacun voulant gagner autant que le voisin, le collègue mieux payé bien qu'il n'ait pas de mérite particulier à cela ; la résistance générale à la suppression des rentes de situation, à la remise en cause des « droits acquis » (« société bloquée ») ; la tendance, même en cette période de crise et de stagnation — périodes de balais — du pouvoir d'achat, à gaspiller, à remplacer au lieu de réparer, à faire de l'avoir un élément d'orientation non de mieux-être.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 11.)



## TRIBUNE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

## Une révolution tranquille dans le domaine de la santé

Il faisait autour de 40 degrés à l'ombre. Tandis que j'attendais, mal abrité du soleil par un bouquet de bambous, mon guide courait d'une maison à l'autre, quittant ses sandales chaque fois qu'il franchissait le seuil d'une maison et les ramenant pour se précipiter clopin-clopant à travers la boue desséchée par le soleil vers la maison suivante. Ses efforts furent enfin récompensés.

Mme Amporn Laechel sortit timidement de l'ombre de sa demeure et s'avança au soleil en nous lançant, à mon guide et à moi, un regard interrogatif. Lorsqu'elle eut que je venais de l'O.M.S. et que je souhaitais assister à une partie de la tournée journalière qu'elle effectuait en qualité d'agent des services de soins de santé primaires, elle rentre vivement dans sa maison pour troquer sa blouse noire et sa jupe verte à des shorts contre ses habits de travail : une veste légère de couleur taupe par-dessus une jupe rouge et or, avec un insigne portant une inscription en caractères thaï, mais aussi les lettres D.E.I.E.S. Initiales des mots « Development Evaluation of Integrated Health Delivery Systems ».

A vingt-six ans, elle est l'agent sanitaire bénévole du petit village agricole de Ban Kuang, en Thaïlande septentrionale. Le gouvernement lui

fournit l'uniforme, ainsi qu'une petite trousse de base pour les premiers secours : aspirins et comprimés contre les maux de tête, comprimés vitaminés, sirop contre la toux, alcool pour nettoyer les plaies et lode pour les désinfecter. Elle est également munie de quelques dispositifs et moyens contraceptifs — quelques stérilisations pour démonstration, un petit stock de « la » pilule — et de petits hydratants à administrer par voie orale pour le traitement de la diarrhée. C'est sa propre maison qui tient lieu de « centre sanitaire ».

Poitrinée, elle m'offrit l'abri de son ombrelle noire, tandis que nous cheminions lentement d'une maisonnette de bois à la suivante, les deux pieds à l'aplomb. Dans chacune, elle s'enquerra amicalement de la santé de la famille. Devant la dernière maison du village, une femme tenant un bébé de quelques mois dans ses bras était assise à même le sol sur une petite aire dégagée au pied de l'escalier. Un léger souffle de brise rafraîchissait tant soit peu l'air tandis que la mère, accroupie sur le sol, écaillait des arachides émoncées en un grand tas à côté d'elle. Sans attention aucune, Mme Amporn s'assit par terre à côté de la mère et se mit à écailler, elle aussi, tout en s'enquérant de l'état de santé du bébé.

## Pierre de gué

Les « soins de santé primaires » que concrétise Mme Amporn sont la garantie de l'avenir de Ban Kuang, ainsi que l'une des « pierres de gué » qui permettront à la Thaïlande de passer de son état sanitaire actuel à la réalisation du but mondial de l'O.M.S. : « Santé pour tous en l'an 2000 ».

Jusqu'à une époque toute récente, dans cette province, il n'y avait qu'un médecin pour trois cent mille habitants et une seule infirmière pour cent mille personnes. Dans ce village, personne assurément ne pouvait se permettre de faire venir un médecin de la capitale de la province, Lampang, située à 25 kilomètres de là, et bien moins encore d'assumer le paiement de ses honoraires.

L'agent de santé bénévole, en revanche, après avoir été choisi par la « comité » du village et avoir suivi un cours de formation de deux semaines à Lampang, est parfaitement à même de faire face, à 80 % à peu près, aux problèmes de santé qu'il rencontre et qui sont, par ordre de fréquence : de simples rhumes, des diarrhées (généralement sans gravité), des accidents (le plus souvent causés par la circulation sur la grande route voisine), des pneumonies et des maladies respiratoires. Il ne touche aucun salaire, mais a acquis du prestige et jouit du respect de ses voisins. L'avènement de cette fonction représente une révolution tranquille dans le domaine des soins de santé.

Mme Amporn n'est pas pour autant livrée à ses seules ressources. Si un cas dépasse sa compétence — et durant le bref cours de formation l'on a beaucoup insisté sur la nécessité, pour les agents bénévoles, de bien savoir reconnaître les limites de leur compétence — elle peut recourir les avis du wachakorn ou de la sage-femme du village, de la petite communauté la plus proche. Ainsi, par exemple, elle ne pratique pas les

immunisations contre les maladies les plus courantes : c'est la sage-femme qui les administre.

Tout comme les agents bénévoles, les wachakorns sont une catégorie relativement nouvelle d'agents sanitaires créée par les autorités sanitaires thaï pour répondre aux besoins d'une population en majeure partie rurale. Cette catégorie comprend des agents sanitaires proprement dits, ainsi que des sages-femmes. Le terme appui du gouvernement, dont cette catégorie bénéficie, est indispensable pour assurer le succès de cette forme d'approche novatrice du problème des soins de santé.

Après Mme Amporn, j'avais rendez-vous avec la sage-femme locale, Mme Nipa Namatanthum, trente ans, qui avait accompli son cours de formation de dix-huit mois dans le sud du pays, non loin de la capitale, Bangkok. Son centre d'obstétrique et de nutrition infantile, impeccable, dessert les cinq communautés du village, dont chacune a son propre agent de santé bénévole. Elle m'indiqua que chaque fois qu'une femme enceinte vient pour la première fois à cette clinique, on lui fait un petit exposé sur la santé de la mère et de l'enfant. A sa deuxième visite, on lui fait un petit cours de planning familial. « Dans cette clinique ainsi que lors des visites à domicile nous faisons porter notre effort éducatif sur les questions sanitaires, les soins aux bébés, l'allaitement maternel, les principes d'une alimentation rationnelle et le planning familial. »

Sous son uniforme blanc impeccable et tout entourée d'affiches murales brillantes transmettant les messages de l'éducation pour la santé, Mme Nipa nous a surpris : « L'hygiène pose de véritables problèmes dans cette région. Les gens sont réellement pauvres et jusque tout récemment, il n'existait nulle part de latrines. Les gens allaient faire leurs besoins dans les champs ou

derrière les buissons. Alors, je me suis adressée au centre d'hygiène de Lampang et j'ai demandé aux techniciens de ce centre comment faire pour résoudre ce problème. »

« Ils ont tout de suite accepté de me venir en aide, mais ils m'ont dit qu'il fallait aussi obtenir la participation de la communauté villageoise elle-même. Nous nous sommes réunies et avons cherché comment rassembler le somme nécessaire. Nous sommes parvenues à disposer de 3 000 baht (150 dollars U.S.A.) et, moyennant un prêt du centre pour compléter cette somme, nous avons été en mesure d'acheter du ciment et du fer. Une vingtaine d'hommes ont été volontaires pour le mouvement des dalles de béton et la construction des cabinets et maintenant, des tas de familles ont leurs propres cabinets, à l'extérieur des maisons. »

Dans cette région, l'approvisionnement local en eau propre et pure est assuré au moyen de petites pompes à main fournies par l'O.M.S. Les villageois construisent eux-mêmes ces simples puits tubulaires, qui tirent de l'eau de la nappe phréatique à quelques mètres de profondeur, puis la font écouler dans un réservoir souterrain. Ils s'efforcent de maintenir le puits et la pompe en bon état de fonctionnement, ceux-ci constituant une protection contre les maladies transmises par l'eau. Ayant été grandement éprouvés, il y a deux ans, par une grave épidémie qui a mis à sec les vieux puits superficiels, certaines communautés envisagent actuellement d'unir leurs ressources financières afin d'édifier en commun des citernes pour recueillir l'eau de pluie.

## La décennie de l'eau

Toutes ces activités témoignent des bases solides qui ont été jetées et déjà jetées en vue de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990). L'objectif que vise cette décennie est de faire en sorte que toute famille, tant rurale qu'urbaine, ait accès à un approvisionnement en eau potable et à un système sanitaire correct.

Dans des pays tels que la Thaïlande, l'O.M.S. a constaté que les gens qui ont participé, soit par l'apport d'une quote-part en espèces, soit en fournissant un travail, à l'amélioration de leurs modes et conditions de vie, apprécient invariablement ces améliorations bien davantage que si elles leur avaient été simplement apportées en leur nom par des pouvoirs publics ou par des institutions d'aide bénévoles.

C'est pourquoi on s'attache avant tout à promouvoir l'effort individuel des intéressés et les résultats ont d'ores et déjà démontré qu'en Thaïlande l'esprit communautaire est même plus développé qu'on ne s'y attendait. Des villages tels que ceux de Ban Kuang ne cessent de nous démontrer que l'eau et l'hygiène sont inséparables de la santé de la famille, le bon sens est inséparable du développement économique.

JOHN BLAND,

médecin en chef de Santé du monde, le magazine britannique de l'Organisation mondiale de la santé.

## Une université sans étudiants

PLUS de la moitié des 4 milliards d'hommes vivent dans des zones rurales, et la plupart sont pauvres. Les habitants des villages n'ont guère profité de la croissance économique, dans le tiers-monde en particulier. La plupart survivent à peine, et une soudaine mauvaise récolte, ou une catastrophe naturelle, peut représenter la différence entre la vie et la mort. Sur le simple plan quantitatif, les habitants constituent l'un des problèmes les plus urgents et les plus graves, celui de la « majorité oubliée », ignorée des projets de développement.

La cause des masses rurales pauvres, afin de leur donner les moyens de prendre elles-mêmes leurs propres décisions, a, dans l'Université des Nations unies (UNU), un de ses défenseurs les plus convaincus et les plus organisés, même si l'action est moins

spectaculaire que celle en faveur des masses urbaines pauvres à y a une décennie environ. Ayant son siège à Tokyo, mais s'étendant, par ses activités sur le terrain, dans plus de soixante pays, cette université est une institution peu habituelle. Sa charte, adoptée par l'Assemblée générale en 1972, lui donne pour mandat « de consacrer ses activités à la recherche sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité ». Ses trois domaines de programme sont la faim dans le monde, le développement humain et social, l'utilisation et la gestion des ressources naturelles. Son mode de fonctionnement a été élaboré en consultation avec des représentants éminents de la communauté universitaire internationale.

## Des réseaux de savants

L'université n'a ni étudiant, ni personnel enseignant, ni campus, au sens traditionnel. Elle offre, par contre, à des chercheurs du monde entier collaborant à ses réseaux la possibilité d'appliquer leur savoir à la solution de problèmes mondiaux réels.

● Dans les régions arides et montagneuses de l'Indonésie, la qualité quotidienne de l'eau peut occuper, presque toute une matinée, des enfants qui seraient sans doute mieux à l'école. Existe-t-il une solution, qui permette à la fois d'éviter le recours à de coûteuses techniques importées et d'utiliser les aptitudes traditionnelles locales ?

● En Amérique centrale, de précieuses quantités de haricots secs, qui sont une source essentielle de protéines, sont perdus du fait de techniques de stockage défectueuses. L'analyse des ressources locales, faite par les chercheurs, peut-elle mettre les agriculteurs en mesure de réduire ces pertes ?

● Au Soudan, la collecte du bois combustible se fait à des distances de plus en plus grandes. La désertification s'en trouve accélérée, et le phénomène a fait l'objet de recherches nombreuses. Pourquoi celles-ci n'ont-elles pas été mieux utilisées ? Que faut-il faire pour communiquer l'information voulue à ceux qui en ont le plus besoin ?

● Dans l'ensemble du monde en développement, l'anémie ferriprive a un effet grave sur les enfants les plus défavorisés et contribue de façon importante au cycle complexe de la malnutrition. Par quelles mesures alimentaires pen coûteuses serait-il possible de l'éliminer ? Comment diffuser le plus efficacement les travaux entrepris dans ce domaine ?

Les travaux de l'UNU donnent une place de choix à une des préoccupations fondamentales de ceux qui réfléchissent sur le développement : elle a été exprimée plusieurs fois en 1979 à la Conférence des Nations unies sur la science et la technique au service du développement : « Pourquoi la science et la technique contribuent-elles si peu au développement ? » Cette réflexion en partie de deux décennies structurées de la société internationale auxquelles l'UNU tente de remédier.

Le premier est le déséquilibre Nord-Sud croissant pour les ressources consacrées à la science et à la technique qui a pour effet d'accroître l'avantage des pays riches tout en entravant l'évolution des nations pauvres. Le second est la fragmentation de la communauté scientifique mondiale en blocs pratiquement isolés.

Comment traduire ces préoccupations générales en solutions concrètes pour les masses rurales pauvres ? La méthode adoptée par l'UNU est l'établissement de réseaux de savants abordant des thèmes particuliers. Par exemple, dans le réseau de l'UNU sur l'anémie ferriprive, M. Abraham Stekel, de l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires du Chili, un épidémiologiste associé à l'UNU, travaille depuis plusieurs années sur les moyens de remédier à cette carence par une modification du régime alimentaire des enfants chiliens défavorisés. Avec une subvention de l'UNU, M. Stekel a pu continuer à tester sa solution offerte par une formule exclusive en fer du lait pour bébé, nouvellement élaborée. Ses recherches ont permis de montrer qu'il y avait là un moyen efficace et économique de ramener à des proportions négligeables l'anémie ferriprive infantile.

M. Stekel a pu exposer ses résultats à un séminaire organisé par l'UNU à Caracas et en discuter avec d'autres chercheurs latino-américains. Les travaux de ce séminaire sont distribués aux chercheurs d'autres pays travaillant sous l'égide de l'UNU sur des aspects voisins des besoins nutritionnels. Se trouve ainsi en évidence le cycle des premiers contacts, du financement de la recherche, de la diffusion de la connaissance, de l'effet de rétroaction et de l'élargissement des contacts, éléments qu'on retrouve dans les dix-neuf réseaux de l'UNU.

La carence de fer est l'un des thèmes du programme mondial contre la faim. Les deux autres programmes portent sur le développement humain et social (pourquoi la croissance économique a-t-elle aussi peu contribué, pour beaucoup, à un développement équitable ?) et sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles.

Avant tout, l'UNU cherche à dégager des solutions d'un intérêt pratique pour les masses rurales pauvres. Le nouveau recteur de l'université, M. Soedjatnoko (Indonésie), lauréat en fonctions en septembre, a depuis longtemps milité en faveur d'une approche consistant à aider les hommes à s'aider eux-mêmes. Dans une série de conférences qu'il a faites l'an dernier, M. Soedjatnoko montrait que les besoins essentiels des masses rurales pauvres devaient être satisfaits par des moyens « très libéraux, leurs énergies créatrices, constituant progressivement leur autonomie et leur confiance, les rendant ainsi plus libres ».

DONALD A. JAKER,

chercheur américain établi au Japon. Traits des problèmes de développement.

## Des effets dévastateurs

(Suite de la page 91.)

Des augmentations de prix annuelles de l'ordre de 30 % à 40 % se sont répétées très fortement sur les coûts et les prix. On estime qu'elles se sont traduites, en une seule année, par une diminution des revenus réels de 1,5 %. On admet que le pourcentage exact de cette diminution varie d'un pays à l'autre, selon leur degré de dépendance à l'égard du pétrole de l'OPEP, l'importance du « coefficient pétrole » et les effets du recyclage des excédents de l'OPEP.

● Les économistes des pays de l'OPEP ne partagent généralement pas l'opinion selon laquelle le prix du pétrole importé est le principal agent de l'inflation dans les pays industrialisés. Selon eux, l'inflation dans ces pays est provoquée par des rigidités structurelles, aucune branche du processus de production n'acceptant que sa part relative subisse une réduction, même en cas d'accroissement relatif de ses coûts de production de sorte que cette hausse se répercute sur le produit fini.

Les économistes de l'OPEP estiment qu'il n'y a aucune raison de penser que l'inflation des pays industrialisés diminuerait si le prix du pétrole cessait de monter. D'autres composants du processus de production contribueraient, de toute façon, à

gonfler les prix. En Europe occidentale, par exemple, 0,5 % à 2 % seulement de l'inflation sont dus à la hausse du prix du pétrole, alors que, dans la plupart des pays de la CEE, le taux de l'inflation a largement dépassé 10 %.

● Dans les pays en développement, l'inflation est due à une série de facteurs dont le plus important est la pression exercée par les coûts. La politique de financement budgétaire par le déficit — dont beaucoup d'économistes des pays en développement croient qu'elle était susceptible de permettre un déplacement des ressources financières relativement indolore pour assurer la réalisation de projets de développement — a aggravé les tendances inflationnistes, tout particulièrement en Amérique latine, où elle a été largement pratiquée.

A l'heure actuelle, toutefois, on a de sérieux doutes quant à l'opportunité d'une telle politique, car l'inflation aggrave le déficit du commerce extérieur, décourage les investissements privés, accroît l'écart entre la partie riche et la partie pauvre de la population, et exige un mécanisme bureaucratique de contrôle extrêmement pesant.

La pression des coûts est considérée comme la cause la plus importante de l'inflation dans l'ensemble des pays

en développement. La hausse des prix de revient y est provoquée avant tout par l'augmentation du prix des importations, dont le pourcentage annuel moyen qui s'élève de 4,5 % durant la période 1973-1979, a presque doublé depuis 1973. La dépréciation et les fortes fluctuations du taux de change du dollar, qui se sont traduites par l'augmentation de la valeur des monnaies de réserve de la plupart des pays en développement, ont contribué à une inflation supplémentaire.

Ben que la hausse du prix du pétrole soit assurément à l'origine de graves difficultés de la facture nette des importations de pétrole des pays en développement non producteurs de pétrole est passée de 15 milliards de dollars en 1973 à 21,5 milliards en 1979 et l'on s'attend qu'elle soit considérablement plus élevée dans les années 80, celles-ci sont compensées, dans bien des cas, par une aide de l'OPEP. La vraie difficulté, c'est que le taux de l'inflation, supérieur à 10 %, continue d'accroître les facteurs d'inflation des pays en développement, alors que leurs exportations ne reflètent pas toujours des augmentations de prix correspondantes.

Les mesures restrictives adoptées pour combattre l'inflation rendent le problème plus complexe en freinant la croissance économique réelle. Les pays en développement non produc-

teurs de pétrole, qui paient à la fois leur pétrole et leurs importations plus cher, se considèrent à juste titre comme les principales victimes de l'inflation mondiale.

● Les pays socialistes d'Europe, quant à eux, attribuent généralement l'inflation mondiale aux liquidités excessives des économies capitalistes. D'après les économistes socialistes, ces liquidités excessives tendent à être un phénomène général inhérent au capitalisme. A la longue, le système capitaliste produirait une masse monétaire plus importante que ne l'exige le processus d'accumulation (épargne excédentaire par rapport aux possibilités internes d'investissement), d'où une quantité croissante de liquidités sans débouchés et, par suite, la nécessité d'exporter des capitaux concrets et centralisés. Cette internationalisation des capitaux excédentaires aggrave le problème de l'inflation dans l'ensemble du monde et cause des déséquilibres dans les relations commerciales et monétaires.

Quant à l'inflation dans les pays socialistes eux-mêmes, sur laquelle on ne dispose pas de statistiques exactes, il apparaît que les difficultés sont dues à une inflation par les coûts, créée elle-même par la hausse des prix à l'importation combinée avec des goulets d'étranglement internes de

nature structurelle, en particulier dans les transports. L'Union soviétique, par exemple, dépendait de la Sibérie pour 11 % de sa production pétrolière et y était sans cesse à l'heure actuelle. L'indépendance relative du pétrole soviétique est considérablement accrue. Il en résulte toute une série de pressions dues à l'augmentation des prix de revient résultant, d'une part, des distorsions considérables à franchir de l'Union soviétique, par rapport aux économies capitalistes, et d'autre part, des distorsions de l'Europe occidentale.

Présumément, tous les pays sont touchés par l'inflation, et il va de l'intérêt de chacun de la maîtriser. Toutefois, tant les causes que les explications qu'on en donne sont très diverses. Jusqu'ici, il n'y a eu ni accord, ni désaccord sur les véritables origines du phénomène, ce qui explique que les efforts pour l'arrêter, en vue de réduire les coûts de production, est une condition sine qua non pour parvenir à stabiliser l'économie mondiale, notamment en cas de fléchissement, et à créer un nouvel ordre mondial du point de vue international.

HERVÉ LASZLO  
et K. BHATTACHARYA.

البحر الأحمر



# TYCIEŃ WARSZAWY (Varsoie)

**L**ORSQUE le lecteur polonois, il y a dix ans à peine, contemplant les informations qu'il découvrait comme de curieuses particularités d'un monde plutôt distant, il en a tout autrement aujourd'hui et, quand il apprend par les journaux que des anémiques conditions climatiques empêchent le commerce du coton en Brésil ou que l'OPEP a décidé d'augmenter le prix du pétrole, il sait qu'il ne s'agit plus de données abstraites et que les réajustements de prix auront tôt ou tard une incidence sur les conditions d'approvisionnement en pétrole, en café et autres produits d'exportation.

Le monde s'est en quelque sorte nivelé, les distances géographiques se sont effacées, et ce sont les écarts de niveau technique et les relations économiques qui occupent maintenant le devant de la scène. Dans les années 1970-1980 le processus inflationniste s'est considérablement accentué à la suite de la flambée des prix du pétrole brut au cours du deuxième semestre 1973.

Les pays socialistes sont tributaires du commerce extérieur à des degrés divers. La part du commerce dans le revenu national est d'environ 5 % pour l'Union soviétique, 25 % pour la Pologne et 40 % pour la Hongrie. De toute évidence, l'U.R.S.S., qui ne dépend que peu du commerce extérieur, n'a pas eu vraiment à pâtir de l'infla-

sion importée, mais les autres pays ont dû faire face à ce danger. La cohésion du monde socialiste a pu, d'une certaine mesure, permettre de fuier l'inflation. Les transactions entre les pays membres du CAEM se font à la base de prix mondiaux ajustés. Ces prix étaient fixés initialement pour des périodes quinquennales, ils correspondaient aux prix mondiaux non affectés par les fluctuations de la conjoncture économique et de la spéculation sur les

Il convient évidemment de tenir compte du volume de l'activité commerciale des pays du CAEM avec les pays capitalistes. La commerce mondial s'est donc appuyé sur les dix derniers années et les échanges entre pays du CAEM et pays capitalistes ont connu un essor tout à fait remarquable de 1973 à 1975. Le volume de ces échanges est variable mais, ces dernières années, le commerce avec les pays capitalistes a fourni environ 50 % de ses recettes en devises étrangères à la Roumanie, 40 % à la Yougoslavie, à la Hongrie, à l'U.R.S.S., à la R.D.A. et à la Tchécoslovaquie, et environ 20 % à la Bulgarie.

Dans le cas de la Pologne, l'augmentation des échanges avec les pays capitalistes et l'incidence de l'inflation sur les paiements en devises fortes ont été plus importantes en

marques sapinières. C'est pourquoi l'augmentation de ces prix se répercutera sur le pays qui les paie, et non sur le pays qui les reçoit. Au cas où les prix monétaires publiés par le CAEM en 1969-70 sont à peu près les mêmes qu'en 1974, indépendamment des prix en vigueur sur le marché mondial. Par là, la partie de l'inflation causée dans le monde après 1970 est répartie entre les Russes des prix des matières premières, et la hausse due à l'effet de ces prix poussés dans les pays du CAEM, les pays du tiers monde et les autres pays. Ce sont toujours les prix monétaires des dix années antérieures qui servent de base pour les calculs. Le rôle stabilisateur des prix monétaires et leur importance avec un certain lien sur les échanges entre les pays du CAEM.

L'insuffisance des exportations a conduit à restreindre le commerce extérieur, malgré l'augmentation de crédits étrangers dont le coût de plus en plus élevé, ajouté à la hausse des taux d'intérêt, avait des effets fâcheux.

Les pays socialistes sont en mesure de neutraliser l'influence des tendances inflationnistes du commerce extérieur sur les prix du marché intérieur, en ce qu'ils consacrent, en particulier, les fonds de compensation. Il est nécessaire à cet effet d'adopter la politique de change sur laquelle on se propose de faire des études de fournir des subventions sur le budget de l'État, de façon à atténuer les chocs. On peut rappeler à cette occasion, comme le font certains de nombreux pays dont le Pologne, pendant une période de temps prolongée, afin d'atténuer le niveau de vie planifié, les prix des biens de consommation, qui n'est pas possible d'attribuer les subventions budgétaires ad hoc.

Il faut donc modifier les rapports entre les prix agricoles tirés dans une conjoncture totalement différente. En Pologne, par exemple, sur 700 milliards de zlotys, soit la moitié des dépenses budgétaires, consistent en subventions destinées à soutenir les prix de détail, très bas d'un certain nombre d'articles de consommation, denrées alimentaires principalement. Il est nécessaire de commencer à limiter les dépenses budgétaires affectées à la baisse des prix et de consacrer ces fonds à des besoins plus urgents du point de vue social, comme l'extension des services de santé, les investissements dans l'enseignement, etc.

li convient également, pour des raisons économiques, d'aligner les prix

sur le balance des paiements. Les importations ont donc été rationalisées et les activités d'exportation diminuées. Les chiffres globaux ne donnent peut-être pas une juste idée de l'ampleur de ce changement.

du marché national sur ceux du marché mondial. Le fait de laisser inchangés les prix intérieurs pendant une longue période, malgré le montage en faveur des prix mondiaux, fausse l'analyse économique des entreprises et risque de dérégler les mécanismes de l'économie. Dans ce cas, l'économie polonaise sera placée à partir de 1961 sous un nouveau régime. Le prix à la production, qui favorisera une gestion rationnelle et surtout une meilleure utilisation des matières premières de plus en plus

« Les réformes de structure de l'économie sont absolument nécessaires pour faire cesser l'inflation. Ces réformes, selon un éminent économiste polonais, le professeur Stanislaw Radeckiw, pourraient consister en la mise au point de programmes appropriés d'intensification productive, d'investissement, d'exportation, d'écoulement des produits, de façon d'écarter d'écarter un changement dans la structure des exportations et des importations. Il s'agit d'améliorer l'efficacité de la gestion, d'accroître en troussant la production à l'échelle du marché afin d'exporter les produits dans le plus profitables des pays. La Pologne occupe la 12<sup>e</sup> des dernières années ennuie une place de plus en plus importante sur le marché mondial des importations. Le moment est venu pour elle d'accroître aussi de la façon la plus profitable sa production ».

**HENRYK CHADZYNSKI**

(Suite de la page 9.)

L'inflation ne persisterait pas aussi durablement si elle n'avait de solides racines. Cencer de la société française, elle s'appuie essentiellement les plus filiales, les détenteurs de rentes, ceux qui n'ont pas les moyens suffisants pour placer leur épargne en capitaux de valeur. Les rentiers, même de l'inflation (torpilles, logement, bijou); ceux qui font pas de fonds permettant de varier les placements, arbitrent entre les placements. Enrichissement des riches, n'apparaissant pas aux filiales, l'inflation est injuste. Mais elle opère aussi clandestinement les mutables que la société refuse de décider avec transparence.

Lament silencieusement des revenus individuels, elle dégage des épargnes forcées collectives : la reconstruction de l'industrie française après la guerre aurait été impossible sans elle. Dépréciatrice des investissements de sociétés non réalisées, elle fait apparaître des bénéfices comptables, affectés au financement d'équipements nouveaux ou de paiements d'impôts souvent dévolus à des tâches productives. En rongeant les comptes nationaux, elle opère ex post les ajustements impossibles à conserver ex ante.

Motus aveugle de la société, l'inflation exerce des effets semblables dans bien

autres pays industrialisés que la France, imposant de nouveaux équilibres économiques et sociaux. Entre les peuples aussi l'inflation est cancer et moteur.

Cancer, quand la hausse des prix manufacturés des pays riches réduit la possibilité pour les pays pauvres d'acheter des biens d'équipement dont ils ne peuvent le passer; quand le désordre monétaire international dégrade les termes de l'échange des pays pauvres ou réduit la valeur de leur monnaie (donc le prix des denrées qu'ils exportent); quand elle oblige les peuples déshérités à rembourser en monnaies fortes (relativement de plus en plus chères) les emprunts qu'ils ont été obligés de faire pour se nourrir ou éduquer.

• Mais l'inflation accoucheuse de société quand elle modifie de nouveaux rapports de forces, déprécie des dettes anciennes, oblige à se soumettre les peuples incalculables à équilibrer leurs comptes extérieurs.

Mal en soi, l'inflation joue, à l'échelle rationnelle comme internationale, le rôle d'une accoucheuse pacifique — mais pourtant meurtrière — de contradictions et de conflits souvent inexprimés. L'homme s' est habitué. Comme au malheur. Sans cesser d'espérer le vaincre.

**GILBERT MATHIEU.**

#### T ES experts et les organisations

Les experts et les organisations économiques internationales sont d'accord : le dollar va aussi persister dans une prévision qu'il se soit agrippé. Si l'on en croit le Bureau londonien d'informations économiques, qui regroupe d'éléments spécialisés, la croissance, cette année, des quatre grands pays d'Europe occidentale que sont la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, dépassera pas 0,8 %. Tandis que la hausse moyenne des prix devrait atteindre 10,5 %. Les prévisions du Fonds monétaire international et de l'O.C.D.E. sont plus sombres encore, où l'on s'attend à une croissance de 0,5 % pour une hausse des prix de

Il y a quelques années, les organismes économiques hongrois ne prêtaient que peu d'attention à de telles prévisions, et l'opinion publique ne s'en inquiétait guère. Jusqu'au milieu des années 70, en fait, on a cru que ni la stagnation ni l'inflation ne mettraient en danger le développement de la Hongrie, car son économie — du fait de la planification et de l'appui de la communauté des pays socialistes

— pourrait à coup sûr éviter les difficultés rencontrées par l'économie mondiale. La majorité des économistes pensaient ainsi que la hausse des prix était un phénomène transitoire que l'on pouvait arrêter aux frontières et que, même en cas d'inflation, le gouvernement pourrait combattre les augmentations — qu'elles soient mineures ou importantes — par des moyens financiers tels que taxes et subventions.

Avant la fin des années 70, cependant, il es: apparu que les processus qui avaient surgi, puis s'étaient installés au sein de l'économie mondiale, étaient: de telles dimensions qu'ils ne pourraient être supprimés par des mesures improvisées et provisoires. L'ouverture à l'économie hongroise s'y oppose. Le pays hongrois, en effet, dispose de toutes les ressources humaines et de tous les matériaux de base; et, plus, l'ensemble de ses exportations représente près de 50 % du revenu national. Durant ces quinze dernières années, cette tendance s'est particulièrement accélérée: les exportations augmentent deux fois plus vite que la production. Plus de la moitié des produits fabriqués dans une dizaine de secteurs — parmi lesquels l'industrie pharmaceutique, des transports et d'ingénierie

Dans de telles conditions, les changements intervenant dans l'économie mondiale ne pouvaient manquer de causer à la Hongrie des pertes considérables, et de détériorer les termes de l'échange. La hausse des prix touchait l'énergie importée, les matières premières et les matériaux de base, en même temps que les produits semiconfinés et les biens d'investissement, parmi lesquels figuraient les technolo-

Une person plus stricte — modernisation de la structure du produit, amélioration de la qualité, élargissement des marchés — a permis, depuis deux ans, de faire progresser la balance commerciale de la Hongrie de 100 millions de dollars. Les échanges commerciaux extérieurs non comptabilisés en roubles s'est accru de 11 %, parallèlement à une augmentation de 26 % des exportations. La détérioration des termes de l'échange a été limitée à 12 %, ce qui est appréciable lorsqu'on sait qu'elle a été dans le passé de 20 à 30 % dans les pays capitalistes. Bon dupi, des conditions plus difficiles, les entreprises ont pu poursuivre, à un rythme accéléré, leurs activités de coopération : en l'espace d'une année, elles ont conclu avec des firmes de pays capitalistes développés soixante-deux accords, dont dix-huit impliquant une étroite association et le transfert de produits techniques.

A partir de ces premières expériences, les méthodes de gestion de l'entreprise ont été, davantage encore cette année, modernisées. De nouvelles

gies les plus récentes. Sortir de cette impasse était d'autant plus difficile que la majorité des pays socialistes se trouvaient dans une situation semblable, leurs échanges mutuels pâtissant également de cet état de fait.

Avec l'accélération du processus inflationniste qui frappait l'économie capitaliste, les responsables honnêtes comprennent que ces modifications des conditions économiques au niveau mondial constituent un défi qu'ils ne pourraient évaluer. Les premiers pas vers l'adaptation furent marqués par la mise en place d'une politique à long terme du commerce extérieur ; il devint alors évident que pour que les producteurs locaux s'orientent vers le marché intérieur les prix devraient être plus proches de ceux qui avaient cours sur le marché mondial.

Il fut établi comme principe de base que producteurs et consommateurs devaient être conscients des changements permanents intervenant au niveau des prix sur les marchés extérieurs, qu'il s'agisse de l'énergie, des matières premières ou des produits finis. Ainsi des fluctuations d'ailleurs également intervenir dans les prix des producteurs et des consommateurs. C'est là une condition indispensable pour que le système d'évaluation au niveau de la direction de l'entreprise s'insère dans un contexte économique mondial nouveau.

La concurrence s'est en effet accrue sur les marchés ; on est plus exigeant sur le plan de la qualité, des techniques et des conditions de livraison ; les professionnels du vin s'adaptent à ces nouvelles exigences. Tout cela implique, en conséquence, une approche différente et des méthodes nouvelles de gestion : des décisions plus pensées, la réalisation d'économies et le courage de prendre des risques. Seuls des produits de qualité ou les plus robustes dans leur conception peuvent, vendus sur tous les marchés, compenser l'augmentation des prix des matières premières.



هڪڙا مني الاصل

GABOR TOTH







# VICTIME DE L'INFLATION

le soleil (Daher)

## Le plus grand obstacle au développement

**P**URETE des temps, difficultés des choix à opérer pour penser le futur. Faut-il, dès lors, se résoudre à ne plus rien acheter, chez soi comme à l'étranger? Les commandes violent les prix, doublent d'une période à l'autre. Les prix des marchandises valent, au rythme des arrivées.

Si, au moins, l'armée des chômeurs, dans nos pays à démographie galopante, s'en trouvait réduite, le transport abordable, les services nombreux... A tous les niveaux, nous vivons, comme sous d'autres cieux avec d'autres peuples, le drame du quotidien. Chacun se découvre, à l'heure des comptes, des dons d'équilibre. L'inflation est là, incandescente qu'il faut éteindre si nous ne voulons pas désespérer de toutes nos luttes.

En effet, aucun pays, comme le faisait remarquer le premier ministre français, M. Raymond Barre, ne peut durablement s'accommoder de l'inflation sans risquer de succomber à de graves désordres économiques.

C'est vrai des pays riches. Des pays, encore plus, l'état de sous-développement, accentué par le caractère extrême de nos économies, nous impose des batailles plus dures. Au cœur de la tempête, notre esquif est bien désemparé. Dans l'inflation nous ne pouvons qu'être plus judicieux de sa passer du mot, et de parler... d'inflation.

des relèvements de salaires de 15 % en moyenne et des augmentations du prix à la production de l'arachide, du coton et du mil, vient se greffer une inflation par les coûts. Les hausses enregistrées dans les pays avec lesquels nous faisons la gros de notre commerce sont répercutées sur nos importations. C'est ici que l'indexation des prix des produits pétroliers sur ceux des produits manufacturés, différentes mesures de compensation, de subvention des produits à la consommation, de tarification spéciale, de préférences généralisées, etc., prennent tout leur sens dans le nécessaire dialogue Nord-Sud. C'est, bien sûr, en ces temps de crise généralisée que l'aide des pays industrialisés à ceux du Sud doit être plus substantielle, nos programmes de développement et nos plans d'investissement plus soutenus.

Avec des capitaux de plus en plus chers, des mécanismes de financement très complexes, une lourde dette extérieure, des investissements se font rares. Et il nous faut vivre. Nous importons alors en plus des biens d'équipement, des biens de consommation industrielle, des produits alimentaires, des céréales, du riz principalement.

On le voit donc, il n'y a pas de plus grand obstacle au développement que l'inflation qui réduit de manière très



(Dessin de GAGNAT).

Car, comment résister, sans prendre le difficile choix de remettre à demain, toujours repousser le développement économique. La maladie inflation, importée des pays industrialisés, à l'inverse de la croissance qui, par une curieuse répartition des rôles, reste au centre, exige de nouvelles thérapeutiques. Mais, souvent, la machine qui doit aider à la solution des équations du futur reste bloquée.

## Apocalypse et sécheresse

Croissance économique, plein emploi, stabilité des prix plaident pour le maintien du pouvoir d'achat : sur les trois tableaux, le feu est chez nous à l'orange, prêt à virer au rouge. Le temps presse. Nous savons que les plus faibles, dans l'arène, risquent d'être emportés par la bousculade. Ambiance d'apocalypse dans un décor de sécheresse. Test de la volonté des gouvernants à voler au secours des populations.

Au Sénégal, 9 % d'inflation en moyenne. La dose importée est de 15 %. Pour atteindre ce résultat, tout de même acceptable si on le compare aux taux enregistrés dans les pays africains et même dans les pays industrialisés au moment où l'inflation à deux chiffres court la planète, il a fallu, on n'en doute pas, une intervention rigoureuse de la puissance publique.

Nous ne sommes pas assez naïfs pour croire que la hausse continue du brut explique tous nos maux, car si le pétrole s'est enrichi au point que notre facture est passée de 5 milliards de francs C.F.A. en 1973 à 50 milliards de francs C.F.A. en 1980, la hausse des prix des produits manufacturés a été aussi forte. De plus, à l'inflation, par la demande intérieure qui s'est accrue, avec

sensible nos chances de nous équiper tout en constituant une menace sérieuse pour l'équilibre social. Il nous faudra sans doute compter encore avec une inflation accrue dans les années 80. Le sacrifice est donc nécessaire, et la solution qu'on célèbre dans les grands forums entre le Nord et le Sud trouve, maintenant, plus que par le passé, un terrain propice pour éclore. Mais de notre temps, l'inflation n'arrange personne, si ce n'est les spéculateurs, réfugiés dans l'immobilier et le commerce sauvage.

La dureté de sa prise sur notre quotidien peut cependant nous conduire à reformuler le consensus social, pour engager de nouvelles conquêtes.

Différentes mesures ont été prises au Sénégal pour lutter contre les effets pervers de l'inflation : restriction des populations, mais aussi de l'état qui doit donner l'exemple. Intervention marquée dans les investissements, surveillance plus étroite des importations, contrôle du commerce extérieur, encadrement des crédits, négociations des conventions collectives pour soutenir le pouvoir d'achat, maintien à un niveau acceptable de la consommation, sans laquelle l'investissement n'est pas possible.

Il reste que la crise que nous vivons est structurelle. La stagnation continuera encore de nous menacer, comme au nord du pays, le désert qui avance. Combattre le mal est d'autant plus difficile que nous baignons dans un monde interdépendant. Certains remèdes ne peuvent, à la limite, qu'atténuer, au gré des évolutions brutales, notre temps. L'exigence d'un développement autonome qui rompt avec les modèles anciens n'en est que plus pressante pour débloquer les impasses du dialogue Nord-Sud et étendre les cadres possibles de la coopération Nord-Sud.

ABDOULAYE NDIAGA SYLLA.

DAWN (Karachi)

## La part de responsabilité des multinationales

**A** la fin des années 60, les gouvernements, se référant aux schémas traditionnels, ont été amenés à croire que l'inflation était le prix à payer pour la croissance et qu'on ne pouvait contraindre le premier qu'en sacrifiant la seconde. Soucieux de juguler l'inflation, ils se sont rabattus sur les vieilles méthodes visant à restreindre la demande pour réduire les taux d'inflation et relâcher les économies.

Le débat entre économistes néo-classiques et disciples de Keynes au sujet des causes et des remèdes de l'inflation s'est renoué après la crise traumatique de 1970-1971 durant laquelle la récession économique s'accompagnait d'une montée en flèche des prix sans précédent. La détermination des prix fondée sur le modèle néo-classique de la concurrence parfaite est bien loin de correspondre à la réalité. La distribution du revenu national pose également un problème sans cesse aggravé par la construction de monopoles économiques, et par le fait que la fixation des prix dépend dans une large mesure de la politique suivie en la matière par de puissants blocs économiques monopolistiques et que les travailleurs syndiqués sont assez forts pour défendre leurs acquis.

## Le prix des transferts de technologie

La lutte pour la répartition du revenu national entre le capital et le travail et le désir des monopoles de s'approprier une part plus importante du « gâteau national » influent considérablement sur le mécanisme de l'inflation actuelle. La volonté des monopoles de réaliser le maximum de profits et le combat qui livrent en même temps les syndicats dans les pays industrialisés pour que se maintienne la part des salaires dans le revenu national obligeant les sociétés multinationales à gonfler les prix de leurs exportations vers les pays en développement et, en particulier, ceux des transferts de technologie.

Selon le rapport de la commission Brandt, une bonne partie des échanges internationaux des sociétés multinationales s'effectuent « en famille », entre la maison mère et ses filiales, et cette importante activité interne représente, selon une estimation, plus de 30 % du commerce mondial. D'autres opérations ont également lieu sur une grande échelle entre les différents partenaires de ces entreprises, par exemple l'octroi de prêts, la délivrance de licences d'exploitation technologique et le transfert de services. On peut, dans toutes ces opérations, fixer des prix de transferts différents du prix qui aurait été arrêté entre des partenaires absolument indépendants. Ces écarts de prix traduisent certes les préoccupations commerciales légitimes des entreprises, mais ils peuvent aussi fort bien

## La propagation des fluctuations économiques

Les pays développés à économie de marché ont connu, au cours des décennies 1950-1960 et 1960-1970, une relative stabilité des prix qui ont augmenté en moyenne de 1,3 % et 3,5 % par an respectivement. En 1970-1977, l'augmentation annuelle a été d'environ 7,15 %. Les dévaluations successives et la chute du dollar flottant dans les années 70 ont beaucoup contribué à cette accélération du mouvement inflationniste. Les poussées inflationnistes se sont encore accentuées à partir de 1973 et les hausses renouvelées du prix du pétrole déclenchées par l'OPEP n'ont fait que mettre de l'huile sur le feu. Les pays développés connaissent maintenant les uns après les autres un taux d'inflation à deux chiffres. Une nouvelle vague de stagnation, porteurs d'une crise encore plus grave que la précédente, semble prête à déferler.

Les fortes poussées inflationnistes ou récessionnistes auxquelles sont en butta les pays en développement sont en général déclenchées par la propagation à l'échelle internationale des fluctuations économiques que subissent les pays industrialisés. Les pays

servir à transférer des bénéfices. Les échanges entre filiales d'une même société permettent à celle-ci d'imposer des pratiques restrictives à l'intérieur de son propre système.

Les multinationales sont ainsi en mesure de dicter leurs conditions puisque le marché de la technologie est très imparfait. Pour la vendre, la coût marginal dans le vente d'une technologie déjà bien au point peut être faible, mais, pour l'acheteur, s'en passer ou le mettre au point lui-même pourrait lui coûter très cher. Il y a là une forte disparité que, toujours selon le rapport Brandt, c'est la position de force relative des partenaires dans la négociation qui détermine essentiellement le prix. Et en l'occurrence les pays en développement se trouvent automatiquement en position de faiblesse parce qu'ils sont très largement tributaires de la technologie importée. Leurs difficultés sont accrues par le manque de personnel ayant les compétences nécessaires pour mettre au point des technologies de rechange et opérer des choix judicieux.

comme le Pakistan, dont le commerce est très tourné vers l'extérieur, sont particulièrement vulnérables à cet égard. Aussi la montée inflationniste au Pakistan a-t-elle suivi de près, au fil des années, le mouvement international.

La hausse annuelle des prix de gros a été de 1,6 % pour la période quinquennale 1955-1960, de 2,4 % pour la période 1960-1965, de 4,5 % pour la période 1965-1970, et 16,9 % pour la période 1970-1975. Des chiffres records d'augmentation annuelle de 32,8 % et 25,1 % ont été enregistrés en 1973-1974 et 1974-1975 à la suite de la très forte dévaluation de la roupie pakistanaise en mai 1972, de la hausse mondiale du prix du pétrole déclenchée par l'OPEP à partir d'octobre 1973, et de la stagnation mondiale la plus grave de l'après-guerre, qui s'est installée en 1974-1975. Les prix moyens des importations du Pakistan ont augmenté d'environ 10 % en 1973-1974 et d'environ 30 % en 1974-1975. Pour les importations autres que le pétrole, le taux d'augmentation a été d'environ 9 % en 1973-1974 et de 20 % en 1974-1975.

R.M.U. SULEMAN.

INDIAN EXPRESS (New-Delhi)

## L'Inde victime de la stagflation

**L**ES Indiens ont été si préoccupés par l'inflation au cours des derniers dix-huit mois qu'ils n'ont prêté aucune attention à un problème autrement plus sérieux qui lui est sous-jacent : le marasme qui sévit dans l'économie indienne depuis 1966, date de l'expiration du troisième plan.

L'inflation et la stagnation dont souffre le pays ne sont pas des phénomènes indépendants. Au contraire, ils se sont renforcés l'un l'autre, et ont inexorablement précipité l'économie dans sa chute. Ce cercle vicieux se manifeste surtout dans les secteurs non agricoles de l'économie. Si le pays a pourtant réussi à progresser à pas de tortue, avec une croissance de 3,5 % du P.N.B., c'est seulement grâce à une percée technologique dans le domaine de l'agriculture, qui a

masqué l'échec du développement industriel après 1966.

Il est à présent généralement admis que la cause principale de cet échec remonte à la décision du gouvernement, prise en avril 1967, de suspendre le plan pendant trois ans, lorsque le troisième plan serait arrivé à terme. A l'époque, la décision semblait sensée. Le pays souffrait le double coup de deux échecs et de deux guerres, qui, conjointement, avaient fait monter le niveau des prix de presque 50 % depuis 1963, dont 32 % pendant les seules années 1965-1966 et 1966-1967. Il semblait donc sensé de freiner l'investissement pour réduire l'inflation et d'assurer une croissance de la production par une meilleure exploitation du grand nombre d'entreprises qui avaient été créées au cours des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> plans.

## Le financement par le déficit

Selon le même ordre d'idées, l'investissement prévu par le plan fut réduit en termes réels, au cours des trois années de suspension du plan, de 30 % par rapport au niveau atteint en 1965-1966, quoique la mise de fonds restât la même, en moyenne.

Les dirigeants ne prirent cependant malheureusement pas en compte l'effet accélérateur d'une baisse de l'investissement public sur les industries à haut capital. La plupart de celles-ci avaient été créées au cours des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> plans dans l'anticipation d'un niveau d'investissement en hausse constante et sans heurts. Ce tassement a donc suscité un arrêt abrupt des commandes et a plongé les industries de biens d'équipement, puis les industries de base comme la sidérurgie, dans une récession profonde qui s'est étendue implacablement au reste de l'industrie.

Le ralentissement de la croissance industrielle qui en est résulté a eu une autre conséquence imprévue. Il a fait chuter le taux d'accroissement des revenus de l'Etat (qui ont une relation directe avec la croissance industrielle) et aggravé la crise financière dans laquelle il se débattait. Le moment venu de reprendre la planification et de lancer le IV<sup>e</sup> plan (en 1969), les ressources nécessaires pour accélérer le taux d'investissement s'étaient évanouies.

Ce fut là l'origine du recours massif au financement par le déficit au cours des quatre premières années du IV<sup>e</sup> plan. Comme les trois premières années du plan furent marquées par la révolution verte et une succession de moussons excellentes, les prix restèrent relativement stables. Mais l'échec partiel de la mousson de 1972 libéra le potentiel latent d'inflation créé par le gouvernement. La hausse des prix qui en résulta, de 1972 à 1974, annula la valeur réelle des ressources qu'il avait cherché à créer.

Conséquemment, la valeur réelle de l'investissement prévu par le plan resta en dessous du niveau atteint en 1965-1966 jusqu'à la fin du IV<sup>e</sup> plan en 1974, à l'exception de l'année 1972-1973, lorsqu'il dépassa légèrement la pointe précédente. La situation ne s'est guère améliorée depuis 1974-1975, l'année de lancement du V<sup>e</sup> plan. Il y a bien eu une importante augmentation de l'investissement en valeur nominale, mais le gouvernement l'obtint en bonne partie en changeant tout simplement la définition d'investissement prévu par le plan. Alors que précédemment les provisions de renouvellement du capital en étaient exclues, celles-ci figuraient désormais dans l'estimation totale.

Les conséquences n'en furent pas négligeables, même pendant la première année du V<sup>e</sup> plan. Sur un inves-

tissement total de 2333 Rs crores (8 milliards de dollars), quelque 360 Rs crores (440 millions de dollars) furent alloués au renouvellement du capital. La proportion n'a cessé d'augmenter depuis, car pendant les quatre longues années de marasme les usines flambant neuves construites lors des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> plans se sont déteriorées et leurs machines de plus en plus ont dû être remplacées.

L'investissement annuel prévu par le plan n'a finalement dépassé les niveaux 1965-1966 qu'au cours du VI<sup>e</sup> plan, mais d'une marge qui reste faible. Les 12 500 Rs crores (15 milliards de dollars) investis en 1978-1979 reviennent seulement à 3 500 Rs crores (4,4 milliards de dollars) en prix 1965-1966. Si on compte qu'un cinquième de cette somme est allouée aux frais d'amortissement (c'est la proportion globale pour le pays, mais celle-ci pourrait être encore supérieure dans l'industrie où les actifs en capital tendent à avoir une vie plus courte), l'investissement net réel n'a pas dépassé Rs 2 800 crores (3,5 milliards de dollars), soit une progression de seulement 18 % par rapport au niveau atteint treize ans auparavant. Ce résultat ne fut d'ailleurs atteint qu'au prix de déficits monumentaux dans les budgets de 1977-1978 et 1978-1979. Cette période connut une nouvelle poussée d'inflation due à la sécheresse de 1978. Le niveau de l'investissement public, en valeur réelle, se mit conséquemment à sombrer en 1979, puis de nouveau en 1980-1981.

Les choses se répètent selon un schéma désormais clair. Depuis 1966, chaque effort pour élever le niveau d'investissement prévu par le plan, c'est-à-dire le niveau des dépenses pour le développement, a créé un vaste potentiel d'inflation qui, concrétisé et aggravé par une mauvaise récolte, a effacé les gains nominatifs effectués au cours des années précédentes.

PREM SHANKAR JHA.

Edité par la S.A.B.I. le Monde.  
Général  
Jacques Favet, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.  
Imprimerie  
Du Monde  
5, r. des Italiens  
PARIS-IX<sup>e</sup>  
1978  
Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 52 427.







Le Monde

culture

VARIÉTÉS

Julien Clerc au Palais des congrès

Comme tous ceux de sa génération formés en partie par le rock, Julien Clerc se méfie des mots qui composent une chanson dans la mesure où ces accords encore à court-circuit d'inspiration nous ont fait. La chanson est évidemment pour lui un mariage de sous et de mots ; cependant l'émotion insoumise, l'enthousiasme, l'énergie, ne doivent pas être mélangés au second

plan mais déployés à plein vent avec cette façon américaine d'aller à l'essentiel en musique.

Entre vingt et trente ans, Julien Clerc a néanmoins été victime des mots et il est généralement apparu au public comme un adolescent insouciant, pleurant, une sorte de romantique bon genre, plein de pudeur dans ses sentiments.

ROCK

The Undertones au Palais

Derry est une petite ville côtière entre l'Irlande et l'Angleterre où le couvre-feu est comme une seconde nature et où l'on vit avec l'éventualité permanente d'un affrontement sanglant entre catholiques et protestants. Autant dire que les loisirs y sont pratiquement interdits. Il y a les clubs où les mineurs sont interdits, et il y a les Undertones. Les Undertones qui, pour avoir enregistré deux albums et connu un hit avec Teenage Kicks, sont devenus de véritables héros pour les adolescents de Derry.

Sûr aujourd'hui de ne plus vouloir se laisser enfermer dans des phrases, désireux de donner une image qui se corresponde plus à sa façon d'être, d'ouvrir son horizon de chanteur aux palpitantes pites concubines de la vie, au regard nouveau d'un adulte de moins de trois ans, Clerc s'est offert la collaboration de nouveaux auteurs (Jean-Loup Dabadie, Luc Plamondon) qui lui offrent des histoires où il lui est possible de s'emparer hors de lui-même, de crier, de hurler, d'être grave ou ironique, de jouer sur une palette plus large de sentiments, d'émotions — il y a notamment une magnifique chanson sur la peine de mort écrite par Jean-Loup Dabadie (*L'assassin assis*) et la reprise de la *Chanson de Don Quichotte*, de Jacques Brel.

Parallèlement, Julien Clerc a poursuivi son chemin musical, a constitué un nouveau groupe composé de musiciens américains, anglo-saxons et français, une formation solide qui lui a donné des musiques plus éclectiques, variées, musicales, qui dansent et décollent, qui rendent l'indiscernement du chanteur et lui permettent de transposer ce qu'il offre dans ses mélodies et ses mouvements.

Il est rare qu'un chanteur français de variété éprouve le besoin de sortir du cadre qu'il s'est créé au jour le jour. C'est le métier de Julien Clerc de le tenter et de le réunir au Palais des congrès.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Palais des Congrès. 31 heures.

■ Jazz à la brasserie Borjeng. Des concerts ont lieu à partir du 3 octobre à la brasserie Borjeng, 5, rue de la Bastille, Paris 75004. Premiers invités : le duo Caratini-Fosset, les 3 et 4 ; D. Friedman, avec J.-L. Chantemps le 10 ; D. Hamail et J.-F. Jenny-Clark le 11. Diner à 21 heures, concert à 22 h. 15.

15 OCTOBRE

**PREMIERE MONDIALE**

*Ingmar Bergman*

DE LA VIE DES MARIONNETTES

DE LA VIE DES MARIONNETTES

DE LA VIE DES MARIONNETTES

ARTS

La mort du peintre Shirley Goldfarb

Nous apprenons la mort, survenue à Paris le 28 septembre dernier, du peintre Shirley Goldfarb. Michel Butor évoque le souvenir de cette artiste qu'il connaissait bien. Née à Altoona (Pennsylvanie), elle a vécu à Paris depuis les années 50, après avoir travaillé à l'Art Student League de New-York.

Dès son arrivée à Paris en compagnie de Gregory Masurovsky, Shirley Goldfarb était tombée amoureuse de Montparnasse qu'elle n'a plus quitté, sauf pour de rares vacances et quelques retours aux Etats-Unis, et dont elle était devenue l'une des figures marquantes. Très proche à ses débuts de l'impressionnisme abstrait, elle a toujours gardé une exceptionnelle sensibilité à la lumière, mais elle a développé, pour l'exprimer, des moyens de plus en plus personnels. Elle affectionnait les très grands formats placés comme dans son atelier, de telle sorte qu'il était presque impossible de les embrasser d'un seul coup d'oeil, tels des mosaïques ou tapisseries, situation admirablement retrouvée lors de sa dernière exposition l'hiver dernier, au musée de Fontainebleau : ou bien les formats très petits, tels des miniaturisations des autres.

C'est au cours d'un séjour à New-York qu'elle commença pour elle, après tant de flâneries irisées, l'aventure monochrome qu'elle a menée d'une façon toute particulière, alignant de petites touches quasi rectangulaires, les unes à côté des autres, jusqu'à faire de la toile convertie une sorte d'infra-mince capot, modulant, infusant de telle couleur l'éclairage. L'oeil de son nom se mit à étirer en larmes ou menus lingots aériens, étirés visibles et respirables. Puis toutes les mines de l'arc-en-ciel cruesées de galeries avec leurs carrefours et passages ? Se sachant menacée, elle a longuement construit sa méditation dans une grande toile entièrement noire manifestant, dans les vibrations de ses strates, la même joie de vivre que les plus printanières d'antan.

MICHEL BUTOR.

EXPOSITIONS

LA PHOTOGRAPHIE AU GRAND PALAIS

Lartigue le sidérant

(Suite de la première page.)

Il a eu le sentiment de l'exception de cet instant, il sait bien qu'au bout du compte, la vie n'est faite que de ces instants-là, qu'il ne reste dans le souvenir que ces quelques instants rares qui font croire au bonheur.

Cet homme peint aussi, dans son jardin, devant un grand miroir posé sur un chevalet, ses yeux sont bleus. Il est encore jeune. Il va vieillir et ses yeux vont pâlir, il le sait. Il note dans son journal le temps qu'il faut à la qualité de la lumière, c'est important pour un photographe.

Enfant, cet homme avait des petites voitures aux roues à la fois faites de courses, puis on eut à sa disposition des engins plus importants, un appareil photo juste-ment, de vraies voitures, des Hispano, des bobolights dingos, des avions, des avions qui se cassent la figure et, dans son plaisir du jeu, cet homme a tout mélangé, le photo et le mouvement, le sport, la course, la ruse, le jeu.

Pendant que cet homme faisait joujou, au-delà du mur le pire s'est passé. La guerre de 14-18, puis le second conflit mondial, les tours crématrices, les femmes tendues, le feu, la torture. Rien vu, rien entendu, muet et bouche cousue : un témoin dont on aurait acheté l'aveuglement, un œil à millions.

On pouvait croire que cet homme, condamné au plaisir, victime d'un narcissisme de classe, était un homme muet, aveugle, il n'était qu'un don, le don de l'angoisse, et une dimension, celle de la mort. On était en droit d'aimer Cartier-Bresson contre Lartigue, parce que, par là, deux d'un même milieu, le premier l'avait quitté, presque plaqué, pour aller vers l'aventure, vers la conscience, tandis que le second s'y était enraciné et l'avait assumé.

On était aussi en droit d'aimer Boubat contre Lartigue, parce que le premier est un bienheureux innocent, dénué, qui peut prendre son bonheur dans n'importe quel cadre de vie, de ciel, de vide, tandis que le second cadrait le bonheur dans un contour, un raffinement, des détails. Or une exposition au titre bonhomme et un peu naïf, *Bonjour, monsieur Lartigue*, ne remet pas les choses à leur place — car Cartier-Bresson et Boubat restent Cartier-Bresson et Boubat, mais change les lieux, tout à fait et réhabilite magnifiquement un homme, une œuvre. Pour la première fois, l'exposition dans ses courbes et dans son parcours sans angle, par la grâce du choix d'Isabelle Jammes, révèle un très grand artiste.

Par quel sort malin a-t-on voulu nous faire croire que Lartigue n'était qu'une ombrelle sur une femme

emmaillottée de tulle, ou l'instant suspendu d'un plongeon ? On dirait qu'on a toujours voulu étouffer, minimiser Lartigue, à travers les livres ou le choix des revues (même son livre principal, *Instant de ma vie*, en donne une idée mineure), en le réduisant à une photographie du mouvement, du saut, de la promesse sportive, comme une machine emballée à qui le mouvement aurait tourné, vidé le tulle, mais qui continuerait à produire, à vide, des images.

La vérité de Lartigue, elle est ailleurs : dans la violence de la sensation, de l'amour, dans la puissance d'une individualité et d'une intelligence visuelle. Le nombre de photos sublimes, parmi les cent cinquante-cinq tirages de l'exposition, est à peine croyable.

Une tempête sur le promenade

La donation

Le 25 juin 1979, en présence de M. Jean-Philippe Lartigue, Jacques-Henri Lartigue signait l'acte de donation à l'Etat français de l'ensemble de son œuvre photographique.

L'Association des amis de Jacques-Henri Lartigue, créée pour en assurer la gestion, s'est donné comme première mission d'installer dans les locaux du Grand Palais cette collection qui comporte environ 200 000 documents : plaques sur verre, vues stéréoscopiques, pellicules coupées de tous les formats jusqu'à 24 x 36 actual, autochromes, diapositives, ainsi qu'une centaine d'albums et une vingtaine de tableaux.

L'exposition « Bonjour Monsieur Lartigue » est donc la première manifestation de l'Association des amis de Jacques-Henri Lartigue, et se veut une préfiguration de la présentation de la donation, en attendant son installation dans les locaux définitifs du Grand Palais. Elle sera ensuite installée pour un mois à la Fondation nationale de la photographie à Lyon, puis de nouveau au Grand Palais, dans l'aile sud-est, en février 1981.

des Anglais, à Nice : la silhouette dorsale, ébranchement noir, d'un homme devant le rocher de la mer ; cet autoportrait au quadruple visage, visage du miroir, visage point du tableau, visage du peintre tourné vers sa toile, et visage absent du photographe qui laisse l'appareil à le dériver, comme un bateau conduit par un gouvernail automatique, le déclencheur à retardement. Le départ d'un ballon sphérique qui rappelle les illustrations de Jules Verne.

Un énorme cerf-volant, météore tombé sur une plage devant la foule attirée, par un collage comme un effet d'optique. Deux visages d'enfants peurs qui entrent dans le cadre, avec leurs casquettes et leurs cache-nez posés sur leurs vestes grises, tandis qu'une femme regarde la mer, au Havre, en 1909. Ils sont seuls mais ils suffisent à dire le bonheur et le malheur. La vision vacillante d'un appartement désert aux murs couverts de graffiti, au moment où Lartigue va s'emmêler à Neuilly, avec Bibi, en 1927. Ou ce précédent et stupéfiant portrait de Bibi, pris en 1923 lors d'une séance de pose, et dont Lartigue a brouillé le visage, au moment du tirage de la photo, pour le remettre à l'état de la pein-

ture et le confronter à celui de tableau (les quelques tableaux de Lartigue, un peu Van Dongen, un peu Bonnard, sont jolis et maladroits).

Le plus sidérant est de trouver toute la photographie dans Lartigue, aussi bien Atget, dans la photo des petites voitures de course au bas du meuble recouvert, en 1905, que David Hockney ou Joel Meyerowitz, dans les photos de piscine prises à Biarritz en 1930, ou John Ballo, dans certains autochromes. Le portrait de Richard Avedon, pris dans son studio en 1972, avec sa grosse hélice de ventilation, ses portraits aux visages tristes et sa culasse de bois verticaux comme un cerceau, semble d'une plus grande modernité que les photos de son modèle. Quand on demande son âge à Lartigue, il répond : « Six ans plus quatre-vingts ans. » ses yeux sont encore très bleus et il pose pour un photographe, en costume bleu pâle devant le Grand Palais. Lartigue a la chance de croquer en Dieu.

HERVÉ GUIBERT.

(\*) Grand Palais des Champs-Élysées, jusqu'au 31 octobre. Catalogue : 40 F.  
(\*) Les autochromes de Lartigue, aux Éditions Recherche. Environ 150 F.

AU THEATRE MOGA-DOR

**RY COODER**  
Sam. 4 oct. / 20 H

**THE BROTHERS JOHNSON**  
Lun. 6 oct. / 21 H

**ROBERT PALMER**  
Mer. 8 oct. / 20 H

A L'HIPPODROME, PORTE DE PANTIN

**WEATHER REPORT**  
Lun. 13 oct. / 20 H

**KISS**  
Jeu. 16 oct. / 20 H

**PAT BENATAR**  
Lun. 20 oct. / 20 H

**JOE COCKER**  
Lun. 3 nov. / 20 H

**FESTIVAL DE GUITARE ACoustique**  
avec John McLaughlin  
Al Di Meola  
Paco De Lucia  
Ven. 7 nov. / 20 H

Loc : 3 FNAC, clémence, Nuggets

ACTUELLEMENT

Attention ! Spectacle ! Cinéphilos grincheux et puristes engoncés dans des certitudes cousues main, s'abstenir !

NOUVELLES LITTÉRAIRES

ROMY SCHNEIDER

LA BANQUIÈRE

UN FILM DE FRANCIS GIROD



# SPECTACLES

## théâtres

### SPECTACLES NOUVEAUX

**Astérix** (208-34-35) : les Trois Jeanne (samedi, 21 h.).  
**Théâtre de la Comédie, Andervilliers** (203-16-15) : les Trois Jeanne (samedi, 20 h. 30; dimanche, 17 h.).  
**Grand Hall Montorgueil** (232-50-78) : En pleine mer (samedi, 21 h.).  
**Châtelet** (239-36-37) : Chacun sa vérité, par le Gravier de Toulouse (samedi, 20 h. 30; dimanche, 17 h.).  
**Mathurins** (235-30-30) : Promet on la passion d'être, par la Comédie de Saint-Étienne (samedi, 21 h.; dimanche, 17 h.).  
**Théâtre de la Comédie, Andervilliers** (203-16-15) : Promet on la passion d'être, par la Comédie de Saint-Étienne (samedi, 21 h.; dimanche, 17 h.).  
**Théâtre de la Comédie, Andervilliers** (203-16-15) : Promet on la passion d'être, par la Comédie de Saint-Étienne (samedi, 21 h.; dimanche, 17 h.).

### Les salles subventionnées et municipales

**Salle Favart** (238-12-30) : l'Éclatante Comédie-Française (235-10-30) : le Bourgeois gentilhomme (samedi, 20 h. 30; dimanche, 15 h.); Tartuffe (dimanche, 20 h.).  
**Odéon** (232-70-32) : Le roi se meurt (samedi, 20 h. 30; dimanche, 15 h.).  
**TFM** (237-84-04) : Films (samedi, 20 h.).  
**Centre Pompidou** (237-12-30) : Télévision autrichienne (samedi, 20 h.).  
**Carré Silvia Monfort** (231-38-34) : Cyrille et le monde (samedi, 20 h.).  
**Théâtre de la Ville** (234-11-24) : Milla (samedi, 18 h. 30; dimanche, 15 h.).

### Les autres salles

**Aire libre** (232-70-78) : l'Homme couché (samedi, 20 h. 30; dimanche, 15 h.).  
**Antoine** (208-77-71) : Potiche (samedi, 20 h. 30; dimanche, 15 h.).  
**Antioche** (208-77-71) : Potiche (samedi, 20 h. 30; dimanche, 15 h.).  
**Athénée** (232-70-32) : Cher monsieur (samedi, 21 h.; dimanche, 17 h.).  
**Cartoucherie** (232-70-32) : Cher monsieur (samedi, 21 h.; dimanche, 17 h.).  
**Comédie-Française** (235-10-30) : le Bourgeois gentilhomme (samedi, 20 h. 30; dimanche, 15 h.).  
**Comédie-Française** (235-10-30) : le Bourgeois gentilhomme (samedi, 20 h. 30; dimanche, 15 h.).  
**Comédie-Française** (235-10-30) : le Bourgeois gentilhomme (samedi, 20 h. 30; dimanche, 15 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 4 - Dimanche 5 octobre

**Soupe** (278-27-54) : la Chasse au cerf (samedi, 21 h.).  
**Théâtre de la Comédie, Andervilliers** (203-16-15) : les Trois Jeanne (samedi, 20 h. 30; dimanche, 17 h.).  
**Théâtre de la Comédie, Andervilliers** (203-16-15) : les Trois Jeanne (samedi, 20 h. 30; dimanche, 17 h.).

### Les chansonniers

**Carton de la République** (278-44-45) : les chansonniers (samedi, 21 h.).  
**Carton de la République** (278-44-45) : les chansonniers (samedi, 21 h.).

### Le music-hall

**Bobino** (232-74-94) : J. B. Desnoes (samedi, 21 h.).  
**Bobino** (232-74-94) : J. B. Desnoes (samedi, 21 h.).

### Les comédies musicales

**Bataclan** (208-34-35) : J. Offenbach (samedi, 21 h.).  
**Bataclan** (208-34-35) : J. Offenbach (samedi, 21 h.).

### La danse

**Boîtes de nuit** (232-74-94) : J. B. Desnoes (samedi, 21 h.).  
**Boîtes de nuit** (232-74-94) : J. B. Desnoes (samedi, 21 h.).

### Les concerts

**Lucernaire** : L. Petrova, A. Pouchat (samedi, 21 h.).  
**Lucernaire** : L. Petrova, A. Pouchat (samedi, 21 h.).

### Jazz, pop, rock, folk

**Café d'Edgar** (232-11-02) : R. Mason (samedi, 21 h.).

### Dans la région parisienne

**Arcturion** (208-34-35) : les Trois Jeanne (samedi, 20 h. 30; dimanche, 17 h.).  
**Arcturion** (208-34-35) : les Trois Jeanne (samedi, 20 h. 30; dimanche, 17 h.).

### Festival d'automne

**Théâtre de la Ville** (234-11-24) : Milla (samedi, 18 h. 30; dimanche, 15 h.).  
**Théâtre de la Ville** (234-11-24) : Milla (samedi, 18 h. 30; dimanche, 15 h.).

## cinémas

Les films marqués \* sont interdits aux moins de 16 ans.

### La Cinémathèque

**Chaillet** (204-24-34) : M. 15 h. : Avec le sourire, de M. Tourneur. 17 h. : Comme les oiseaux de la nuit, de J. B. Desnoes.

### LES FILMS NOUVEAUX

**KAGAMUSHA**, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : 12 h. 30 (234-70-17) : Paramount-Galaxie. 15 h. 30 (234-70-17) : Paramount-Galaxie.

### Les exclusivités

**ADAMA, SAÏSA POUR GOLDMAN** (Fr.) : Saint-Gervais. 15 h. 30 (234-70-17) : Paramount-Galaxie.

### LES FILMS NOUVEAUX

**KAGAMUSHA**, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : 12 h. 30 (234-70-17) : Paramount-Galaxie. 15 h. 30 (234-70-17) : Paramount-Galaxie.

# SERGIO MENDES

ET BRASIL 88

## L'OLYMPIA

BRUNO COQUATRIX

### 2 concerts exceptionnels

## LUNDI 6 OCT.

## 20 H ET 22 H 30

NOUVEAU 33 T ET 45 T "FATO CONSUMADO"

JEAN-PIERRE MARIELLE dans JACQUES FRANÇOIS

## L'HABILLEUR

de Ronald Harwood

Texte français de Jean-François Prevand et Stéphane Meldegg

Mise en scène de Stéphane Meldegg

avec

Danielle Ajour, Catherine Labadie, Gérard Jourde, Jean-Pierre Marianne

THÉÂTRE DE LA MICHODIÈRE (Maison Opéra)

Loc. 742-95-22 et Agences



CHEZ VÔTRE PHARMACIEN



















# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

- 2-3. EUROPE  
— Les élections du 5 octobre en Allemagne fédérale.  
— PORTUGAL : sept millions de citoyens élisent deux cent cinquante députés.  
— POLOGNE : le comité central du parti ouvrier unifié siège à Varsovie.  
3. AFRIQUE  
— La visite du président du Niger à Washington.  
4. LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN.  
4. ASIE  
4. AMÉRIQUES  
— ARGENTINE : le général Videla est choisi pour succéder au général Videla.  
POLITIQUE  
5. La composition du gouvernement après le remaniement ministériel.  
SOCIÉTÉ  
6 à 8. L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC.  
8. L'expulsion de M. Simon Molley.  
18. ÉDUCATION.  
18. RÉGIONS.

### UN SEUL MONDE

9. « En mol d'inflation », par Jean Schwebel.  
10. Tribune des institutions internationales.  
11. La contagion de l'inflation à l'Est.  
12-13. Le tiers-monde, première victime de l'inflation.

### CULTURE

15. EXPOSITIONS.  
— VARIÉTÉS : Julio Clero ou Polaris des congrès.  
— CINÉMA.

### ÉCONOMIE

19. LOGEMENT : la disposition du secrétariat d'Etat : plus qu'un symbole, un oiseau.  
— ÉTRANGER : face à la concurrence japonaise, les Neuf sont loin de présenter un front uni.  
20. AFFAIRES.  
— AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE.  
20. LA SEMAINE FINANCIÈRE.  
21. LA REVUE DES VALEURS.

### RADIO-TELEVISION (17)

- INFORMATIONS  
— SERVICES (14)  
— Météorologie : Mots croisés : « Journal officiel ».  
Carnet (14) : Programmes spectacles (16 et 17).

● M. Jean Lobry, cinquantenaire, administrateur civil, ancien directeur du Service économique informatique et relations publiques (SIEP), une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, a été nommé, vendredi 3 octobre, par M. Edouard Michelin, juge d'instruction à Paris de ce fait en matière de commerce et usage. On reproche à M. Lobry d'avoir gonflé des factures et d'avoir par ce moyen détourné plusieurs millions de francs en huit ans (le Monde daté 26-28 août). L'enquête menée par la neuvième section de la brigade financière de la P.J. a permis d'établir que les malversations étaient commises par l'intermédiaire de plusieurs sociétés qui étaient diverses publications pour le compte de la Caisse des dépôts.

Le numéro du « Monde » daté 4 octobre 1980 a été tiré à 563 491 exemplaires.

### EUROPA

- Au sommaire du supplément publié dans Le Monde de lundi (daté 7 octobre)  
— Un article d'Edward Heath, ancien premier ministre de Grande-Bretagne ;  
— Une interview d'Edem Kodjo, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine ;  
— Un article de Paul Fabro sur les rapports du Fonds monétaire et du tiers-monde ;  
— Un reportage de Jacqueline Grapin sur les Indiens des États-Unis et l'uranium.  
Ce supplément est préparé en collaboration avec le Stempel. The Times et Die Welt.

A B C D E F G

## APRÈS SA RENCONTRE AVEC M. KIRKLAND

### « Des relations « de facto » existent désormais entre la C.F.D.T. et l'A.F.L.-C.I.O. » déclare à Washington M. Michel Rolant

De notre correspondant

Washington. — Pour le premier fois, un dirigeant de la C.F.D.T. a été officiellement reçu, le jeudi 2 octobre, au siège de l'A.F.L.-C.I.O. à Washington. M. Michel Rolant, secrétaire confédéral du syndicat français, a été reçu par M. Kirkland, président de la centrale américaine. A sa sortie, il nous a déclaré : « Des relations de facto existent désormais entre nos deux organisations, et il y a de bonnes chances qu'elles s'améliorent. »

M. Rolant vient de passer trois semaines aux États-Unis. Il était chargé, par le Conseil économique et social, de rédiger un rapport sur l'évolution de l'économie américaine et ses conséquences sur l'économie française. A ce titre, il a rencontré divers spécialistes, banquiers, patrons et syndicalistes. Cela ne l'a pas empêché de consacrer, comme prévu, une partie de son voyage à l'établissement de nouveaux rapports entre syndicats français et américains.

Les propos de M. Kirkland — « patron d'une centrale de treize millions de membres » — ont été très intéressants. Ils ont permis de mieux connaître les dirigeants de la plus ancienne radio libre française, quelques heures après les dix perquisitions effectuées, le jeudi 2 octobre à 6 h 30, par le service régional de police judiciaire de Strasbourg du nord au sud de l'Alsace.

Agissant sur commission rogatoire, les enquêteurs ont saisi un important matériel (magnum, pistolet, table de mixage, cassettes enregistrées) sans toutefois trouver un seul des quelque vingt émetteurs dont dispose R.V.F. Les personnes concernées ont été conduites dans les locaux de la police pour interrogatoire. L'une d'elles, habitant Munster (Haut-Rhin), a été rapidement mise hors de cause : elle n'avait d'autre lien avec les « vertes » que d'avoir assisté, le 15 octobre, à la fête du Soleil, le 2 mai dernier à Lutterbach, au cours de laquelle R.V.F. avait émis en direct et en public pendant plusieurs heures.

Pour M. Germain Sengelin, juge d'instruction au tribunal de Strasbourg, les deux émetteurs qui ont été saisis par les enquêteurs de R.V.F. en liberté, dès la fin de la mat-

## RADIO - VERTE - FESSENHEIM A ÉMIS DE NOUVEAU VENDREDI 3 OCTOBRE

Radio Verte Fessenheim, a émis de nouveau, le vendredi 3 octobre, conformément à ce qui avait été annoncé au cours de la conférence de presse organisée par les animateurs de la plus ancienne radio libre française, quelques heures après les dix perquisitions effectuées, le jeudi 2 octobre à 6 h 30, par le service régional de police judiciaire de Strasbourg du nord au sud de l'Alsace.

Grâce à ses émetteurs mobiles, Radio-Verte-Fessenheim a couvert toute l'Alsace, une partie du Pays de Bade (R.F.A.) et le nord-ouest de la Suisse, au rythme de deux émissions par semaine, le vendredi soir et le dimanche en fin de matinée. Sa deux cent soixante deuxième émission a donc eu normalement lieu, même si elle a été partiellement brulée par les services de l'I.D.F.

BERNARD LEDERER.

## En Belgique

### VIVE TENSION AU SEIN DU GOUVERNEMENT A PROPOS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Après une semaine ininterrompue de discussions serrées, le premier ministre belge tenait samedi 4 octobre une dernière opération de survie, probablement à la demande du roi qui l'aurait tenuement reçu la veille.

Les tensions qui séparent les ministres libéraux de leurs collègues socialistes et sociaux-chrétiens n'ont cessé de s'aggraver pendant tout le débat. Le désaccord porte sur l'assainissement de la dette sociale, la baisse de 4 500 millions de francs français. Les libéraux veulent davantage d'économies tandis que l'aile progressiste du socialisme s'oppose à toute mesure qualifiée de « régression sociale ».

### TROIS JOURNALISTES FRANÇAIS ARRÊTÉS AU KHOUZISTAN ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Téhéran (A.F.P.). — Trois journalistes français qui avaient été arrêtés dimanche par les autorités iraniennes dans le sud du Khuzistan, où ils avaient pénétré à partir de l'Irak, ont été libérés ce samedi 4 octobre à Téhéran.

Il s'agit d'Alexandre Fronty d'Europe numéro 1, de Gérard Beaulieu (R.T.L.) et de François Lulzet (France-soir).

● Henri Amouroux, codirecteur du journal Rhône-Alpes, assurera tous les samedis, à partir du 4 octobre, une chronique sur France-Inter, à 8 h 15, en remplacement de Pierre Sainderichin, qui avait succédé à Y. a quelques mois à Michèle Cizé.

## MANUFRA NCE ET LA « FILIÈRE » SUISSE

### M. Dumas demande un engagement de vente ferme des actifs de l'ancienne société

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La solution suisse pour sauver Manufrance est bloquée depuis vendredi 3 octobre à la suite de nouvelles exigences de M. Jean-Claude Dumas. Au cœur du problème, il y a cette litanie d'affaires immobilières pouvant être réalisées sur quelque 8 hectares qu'occupait déjà il y a quarante ans, cours Fauriel, le siège social de la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne.

Il y a là de quoi construire trois à quatre mille appartements à un prix moyen de 500 000 F. Encore faut-il que le plan d'occupation des sols (P.O.S.) soit révisé. La municipalité de Saint-Etienne n'est pas opposée à la condition que l'entité Manufrance soit préservée à Saint-Etienne. Mais pour la maire communiste, M. Joseph Sanguedolce, l'intérêt d'une telle opération immobilière n'est pas évident. Il y a effectivement plus de mille logements invendus à Saint-Etienne.

Outre l'accord de la municipalité, les investisseurs suisses doivent obtenir, s'ils veulent réaliser cette opération immobilière, de pouvoir acheter les actifs de Manufrance, et notamment les immeubles du cours Fauriel. Le contrat de location-gérance, passé entre l'ancienne société et la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.), ne prévoit qu'un droit de préemption pour la S.N.M. M. Bernard Tapie, le nouveau P.-D.G. de l'ancienne société, s'est engagé à respecter cette clause. Mais M. Jean-Claude Dumas, qui représente les intérêts suisses, lui demande un engagement de vente écrit, afin, dit-il, de protéger les garanties des personnes et des sociétés qui viendront dans cette affaire. Il a proposé, pour ce faire, une réunion qui rassemblerait les anciens actionnaires et ceux qui s'apprêtent à « sauver » Manufrance. Mais à Saint-Etienne, où M. Dumas bénéficie d'un préjugé favorable, on se demande si sa dernière exigence n'est pas une manœuvre destinée à gagner du temps.

PAUL CHAPPEL.

## Le centenaire de la fondation de Brazzaville

### M. CHIRAC A REÇU UN ACCUEIL CHALEUREUX

(De notre envoyé spécial.)

Brazzaville. — A l'occasion des fêtes du centenaire de la fondation de la capitale du Congo, M. Jacques Chirac a déclaré vendredi 3 octobre : « La France a l'honneur de proposer une grande action pour les pays en voie de développement dans un esprit analogue à celui du plan Marshall. La politique africaine de la France doit occuper une place éminente dans sa politique étrangère. Elle doit être plus active et doit s'amplifier. Le moment est actuellement propice pour que la France aille dans ce sens. C'est également une occasion du gouvernement et du président de la République française. »

L'allusion au président de la République française, l'habitué dans la bouche du chef du R.P.R., s'explique par le fait qu'il se trouve à l'étranger et aussi par la participation active de l'ambassadeur de France à l'accueil chaleureux qui lui a été réservé. Le maire de Paris a relevé les signes appuyés de sympathie, non seulement à l'égard de sa personne, mais surtout, à l'égard de la France et de son peuple.

« Les Congolais ont invité tous les anciens représentants du régime colonial à participer aux cérémonies. M. Chirac devrait être reçu ce samedi par le président Sasson N'Guesso. »

ANDRÉ PASSERON.

## Le sort des forces d'intervention extérieure

### Optimisme ou illusion ?

« La France doit être en mesure de faire face à toutes les menaces, quels que soient leur déroulement, leur localisation ou leur nature », a expliqué M. Valéry Giscard d'Estaing, lundi 29 septembre, aux parlementaires réunis à Ceylus. « C'est pourquoi la France a besoin de forces très mobiles et très disponibles, capables d'intervenir immédiatement pour préserver le paix et défendre ses intérêts là où ils seraient menacés », a-t-il conclu.

Du vu, exprimé par le chef des armées, à la réalité militaire de la France, il y a un pas et sans doute, le président de la République pèche-t-il, en la circonstance, par optimisme.

Certes, la 11<sup>e</sup> division parachutiste et la 5<sup>e</sup> division d'infanterie de marine, engagées depuis 1974 en maintes occasions et sur maints théâtres, ont réussi à mener à bien des opérations qui, telle celle de Kolwezi en mai 1978, risquaient d'être militairement et diplomatiquement périlleuses. Pour autant, l'instabilité mondiale dont ce qu'elle est et ce qu'elle menace de devenir en s'aggravant chaque jour davantage, ces forces françaises d'intervention extérieure sont-elles à l'abri d'irréversibles mésaventures ?

Pour l'instant, en Afrique, elles ont eu à connaître un adversaire insuffisamment aguerri et, souvent, dépassé par son propre armement. Bien renseignées, entraînées et équipées d'un matériel éprouvé de longue date, les unités françaises, dont une grande partie de leurs membres les plus jeunes a alors reçu le baptême du feu, ont emporté

sur le terrain des victoires relativement faciles.

Dans cette région du monde, les grandes puissances ne s'affrontent pas encore directement. Les risques d'une escalade incontrôlée de la bataille vers son paroxysme, que représenterait l'éventualité d'un échange nucléaire, sont quasiment nuls.

Il en serait tout autrement ailleurs. A commencer par cette région du monde, le Golfe et l'Océan indien, riche en pétrole, où, déjà, se dessinent, avec les combats irano-iraquiens, les contours de ce qui pourrait devenir le conflit majeur de demain engageant les grandes puissances. Les belligérènes potentiels y sont, le plus souvent, équipés des derniers matériels les plus modernes et en quantité impressionnante.

Quelle efficacité aurait, dans cette hypothèse, la légèreté, la rusticité ou la modestie des armements dont sont, aujourd'hui, dotées les forces françaises ? Malgré le savoir-faire des hommes, le rapport des forces est, aussi, une réalité militaire dans ces guerres modernes, grandes consommatrices de matériels.

Des officiers de la 11<sup>e</sup> division parachutiste en sont conscients. Selon eux, il faut « durcir » ou « muscler » le casé ou les termes « l'équipement de la ligne ». Paradoxalement, ce sont les hommes politiques qui paraissent conserver les illusions sur les capacités de cette division, escoutrée qu'ils ont été aux services de la ligne rendue par elle dans un passé proche.

JACQUES ISNARD.

## BÈGUES

Depuis 1938, des milliers de personnes ont bénéficié des déductions fiscales d'un ANCIEN BÈGUE.  
Pr. M. BAUDRY  
185, bd Wilson, 33200 Bordeaux

## LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...

LE CHARMÉ SUBLIME DES IMPRIMÉS D'HIVER DEPUIS 18,50 F LE MÈTRE  
LE COIN DES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES  
LE CLUB CHIC DES LAINAGES, TWEEDS, DRAPS, REVERSIBLES, ÉCOSSES, CACHOU, MOHAIRS  
LA FAMEUSE BOUTIQUE DES SOIERIES, DENTELLES, LAINES, TISSUS BRODÉS ET BROCHES  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## RODIN

**ELEMENTS EN VRAI BOIS**  
Avec nos assemblés (en jante) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires, bibliothèques, bureaux, tables, chaises, etc. Style ou contemporain, toutes essences.

**CAPÉLOU** 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI  
Métro : Pasteur - Parking assuré  
TEL. 357.46.55

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS**  
**LECTURE RAPIDE**  
Cours intensifs (2 jours + 1)  
• 8, 15, 22 oct. 80 et 2 avril 81  
• 6, 13, 20 nov. 80 et 23 mai 81  
• 2, 9, 16 déc. 80 et 2 juin 81  
Séances pratiques : chaque mardi de 9h à 12h15 du 7 octobre au 12 décembre 80 et le 12 mai 81.  
**ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL**  
21 cours le mardi 14, mercredi 15 et jeudi 16 octobre 80.  
C.P.M. 108, Bd Malesherbes 75017 PARIS - TEL. 766.51.34

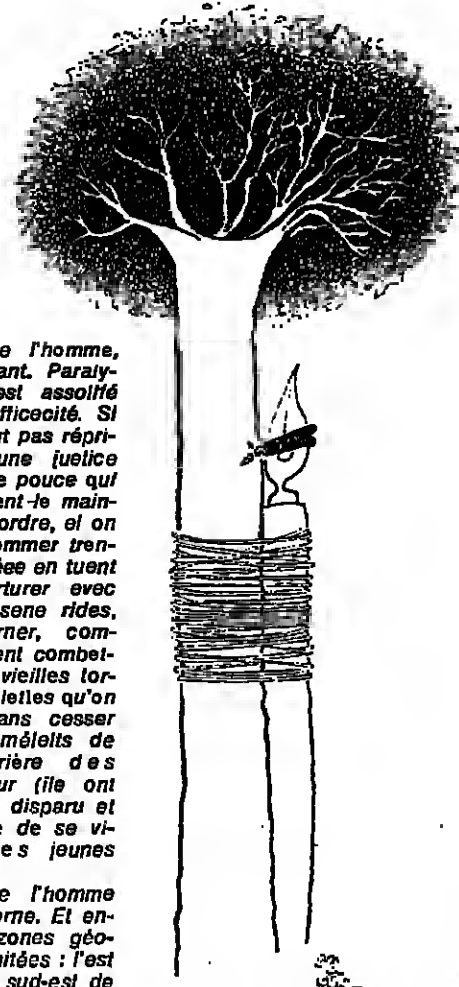






Parti pris

Réalisme



Les droits de l'homme, c'est rapé. Fatigant. Paraly-sant pour qui est assailli d'éclosion, téré d'efficacité. Si une police ne peut pas répri-mer tranquille, une justice donner le coup de pouce qui assure discrètement le main-tien d'un certain ordre, et on ne peut plus assommer tranquille, tuer les idées en tuant les hommes, torturer avec une conscience sans rides, comment gouverner, com-ment agir, comment comba-tre ? A nous les vieilles for-mules sur les omelettes qu'on ne peut faire sans casser d'œufs, sur les méloités de l'utilisation guerrière d'es enfants de chœur (ils ont d'ailleurs presque disparu et l'image va perdre de sa vi-gueur auprès d'es jeunes générations) !

Les droits de l'homme sont à usage externe. Et en-core, dans des zones géo-graphiquement limitées : l'est de l'Europe et le sud-est de l'Asie.ailleurs, que ne laissez-vous les gens à poigne lutter contre le péril rouge au lieu de leur mettre des bâtons dans les roues ?

Le vieux discours du réalisme musclé, que personne, ou presque, n'osait plus tenir ouvertement, réapparaît aujourd'hui. Parce que tant d'années d'exhortations sur les droits de l'homme, d'appels à les défendre eux quatre coins du monde avec plus ou moins de bonheur, avec plus ou moins d'éloquence, ne mobilisent plus beaucoup. Les trop longs combats engendrent la lassitude. Et celui-là, il est le délégué éternel.

Les forts n'ont pas été toujours vaincus. Ne serait-il pas plus vivifiant de s'attaquer aux faibles ? Certains, en termes plus ou moins voilés : solution simple, heurtant vite à leurs yeux : remplacer les droits de l'homme par le culte de l'homme fort.

La recette est ancienne. Au-delà de quelques centaines de personnalités, hier considérées comme folkloriques, et que l'on découvre aujourd'hui avec effroi, il est à craindre qu'elle tienne bien des gens, jeunes ou non, qui n'ont rien de se mettre dans le cœur.

JEAN PLANCHAIS.

Macho

Nous sommes effectivement en pleine crise de moeurs, de morale et d'identité et personne n'y échappe. Il y a un certain malaise chez les « nouveaux hommes », mais un malaise pré-cède toujours une explosion, car cette crise conduit inévitablement non à l'effacement vers un affaiblissement général. D'ail-leurs, n'avez-vous pas écrit dans vos colonnes, il y a peu de temps, que, d'après les renseignements donnés par le Pentagone, les États-Unis ne seraient plus en mesure de défendre leur terri-toire dans le cas d'agression extérieure ?

Démissions des hommes ?

non ! démisions des gouverne-ments, car il suffit qu'un homme ait un peu d'autorité pour qu'il soit automatiquement cloué au pilori des machos, et la presse, la radio, la télévision, ne sont pas étrangères à cela.

Les hommes ont-ils donc peur des femmes ? moi pas, je suis un macho, fier de l'être et j'élève mes trois garçons dans ce sens, avec autorité.

Enfin ne vous étonnez pas s'il existe des Phlochet ou des Khomeiny, car l'état se ressente autour des démocraties, des pays islamiques à l'Amérique latine, en passant par la Russie et la Corée du Sud, une grande offen-sive dictatorial se développe. Il y a sûrement, en France comme ailleurs, un Khomeiny qui sommeille et le moment venu, pour les femmes en général et les féministes en particulier, plus dure sera la chute, car ce n'est pas nous les hommes qui en souffrirons le plus.

Je tiens cependant à vous dire combien j'y suis opposé et si, par malheur, la France devait se trouver entraînée par une dicta-ture, d'où qu'elle vienne, n'en cherchez pas les causes, elles sont étalées au grand jour.

En tout état de cause, si les hommes sont actuellement à la recherche d'une nouvelle identi-té, ils la trouveront bien un jour. Espérons pour le bien de tous que ce sera dans le bon sens.

GEORGES CHENAVARD, (Boulogne-sur-Mer).

Chute des empires

L'ultime phase d'un féminisme exacerbé, accepté comme fatal souvent, aboutit à une « dévri-lisation » pour le monde inépuisable, d'où qu'elle vienne, n'en cherchez pas les causes, elles sont étalées au grand jour.

En tout état de cause, si les hommes sont actuellement à la recherche d'une nouvelle identi-té, ils la trouveront bien un jour. Espérons pour le bien de tous que ce sera dans le bon sens.

GEORGES CHENAVARD, (Boulogne-sur-Mer).

toire a encore un sens...) peut y retrouver la racine même de la chute des empires et sociétés pourrissantes d'antan. Le pro-di-gieux empire romain, n'ayant pu résister aux « barbares », est-ce que notre monde à nous, miné par ses idéologies de contraccep-tion et d'avortement à la chaîne, faisant planer l'idée d'un avenir de « vieux » rattachés vaillants de nos villes, saurait contenir la poussée vigoureuse des peuples jeunes de rêves et de séve, qui ont tant de hâte à obtenir place au soleil, et qui ont pour eux non seulement le nombre qui s'enrichit à vue d'œil, mais cette force vierge, encore intacte du « caractère » qui conserve, par ses sources millénaires, les fruits d'une ascese que les temps ont implantée et entrée toute vive dans la « seconde nature pas-calienne » ?

Tandis que, chez nous, le mou-dre sacrifié (comme un mou-dre gain provenant du mauvais temps) prend aussitôt la couleur d'un désastre national, quand la force en « grandeur d'âme » (des beaux temps chrétiens) s'avère dans nos « démocraties avilies » (qu'en aurait donc pensé Mon-te-squieu ?), de plus en plus un mythe (...). Puisse le réveil ne point être par trop brutal !

DOCTEUR FELIX LECOR, (Amsterdam).

Informatique en R.F.A.

Dans l'article que vous consa-crez à la R.F.A. (« Envahissante informatique », 1<sup>er</sup> septembre), vous écrivez : « La loi du 1<sup>er</sup> jan-vier 1978 sur la protection des données informatiques — la pre-mière du genre en Europe. »

— La première loi relative au traitement automatisé des infor-mations nominatives date d'oc-tobre 1970 : c'est celle du Land de Hesse en R.F.A. La première loi « nationale » est la loi sué-doise de mai 1973.

— Les dispositions de la loi fédérale allemande s'appliquent principalement aux traitements automatisés, mais certaines d'en-tre elles valent également pour les traitements non automatisés (par exemple, la désignation de délégués à la protection des données au sein des entreprises : à partir de cinq salariés employés régulièrement pour les entreprises qui effectuent des traite-ments automatisés, à partir de vingt salariés employés réguliè-rement pour les entreprises qui effectuent des traitements non automatisés).

— Enfin, la loi du 27 janvier 1977 : certaines de ses dispo-sitions sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1977, d'autres le 1<sup>er</sup> janvier 1978 ; d'autres encore le 1<sup>er</sup> janvier 1979.

Vous privilégiez les traitements intéressant la sécurité et l'ordre public. Or d'importantes dispo-sitions concernent les droits des personnes à l'égard des traite-ments privés.

Enfin, les propositions de modification de la B.D.S.G. pré-sentées par les propres parle-mentaires S.P.D. et F.D.P. ne se limitent pas, comme on pourrait le penser, à la lecture de votre article, aux traitements effectués par les services de police et de renseignements, mais préconisent l'introduction d'un droit à répa-ration, la suppression de la répa-ration exigée des personnes pour l'obtention de renseignements, un renforcement des instances de contrôle.

JEAN-PIERRE DUBOIS, (Saint-Germain-en-Laye).

Angélique

J'ai été profondément surpris et choquée de lire, dans le Monde Dimanche du 14 septem-bre, en conclusion de l'article de votre collaboratrice Joëlle Stols : « Éternelle Angélique », la citation de Mme Golon, repro-duite ci-après : « Mes enfants appellent Angélique « la mon-golienne ». C'est la fille dont « on conte », dit-elle, un peu amère d'avoir convié un cygne « visible seulement aux cœurs purs », qui restera pour d'autres un vilain petit canard.

Ce qui m'étonne et me navre est qu'un journal comme le vôtre puisse se faire, indirecte-ment, l'écho d'une pareille énormité.

J'ai un fils mongolien dont je n'ai pas honte. Je suis fière, au contraire, de ses qualités de cœur et de son courage pour surmonter le plus possible son handicap.

Ce dont il faut avoir honte, c'est peut-être d'avoir un enfant dont « le cœur n'est pas assez pur » pour penser qu'un mame puisse avoir honte d'un enfant malade d'un handicapement.

Mme GAJARD, (Paris).

Le propos était malheureux. J'ai rapporté l'état plus encore. C'est donc à nous qu'il appartient de présenter nos excuses et nos regrets. — J. S.

Qu'est-ce qu'elle a ?

Qu'est-ce qu'elle a donc de particulier le docteur Jeanne ? (le Monde Dimanche, 7 septem-bre 1980). Nous sommes des mil-liers à mal dormir quand nos malades nous posent des pro-blèmes. Nous sommes des milliers à revenir chez nos malades ou leur téléphoner au milieu de la nuit (sans honoraires) pour prendre des nouvelles ou pour modifier un traitement, après réflexion. Cela fait partie de la routine du métier que nous avons choisi.

J'espère que vous consacrerez une chronique au balayeur qui a consciencieusement balayé le trottoir. Dans ses rapports avec son travail, il n'y a aucune diffé-rence de nature entre lui et le docteur Jeanne (on nous autres, les milliers).

Quant à la « médecine lente », il faudrait tout de même finir par la démythifier.

Il y a des médecins qui tra-vailent (relativement) vite et bien et d'autres qui travaillent lentement... et mal. La rapidité ou la lenteur ne sont pas des cri-tères de valeur pour un généra-liste ; l'étendue des connaissances techniques, l'aptitude à l'écoute ou à la compassion sont autrem-ent plus importantes.

Le « docteur Jeanne » se ridi-culise en disant qu'il lui faut des heures ou des semaines pour so-gner un mal de ventre (quel diagnostic !) ou avec son his-toire d'hémorragie dont elle a eu la prémonition dans la nuit. Elle se rend odieuse aux yeux des médecins qui se sentent doulou-reusement impuissants devant leurs malades atteints de sclé-rose en plaques, en affirmant qu'elle en a guéri une.

DOCTEUR E. ADRIAN, (généraliste).

Croire

Dans le Monde Dimanche du 14 septembre, vous remarquez l'existence d'une jeunesse repue, qui s'ennuie. Mais il me sem-ble que cet article est bien in-complet. En effet, vous n'expli-quez ni pourquoi ni comment la guérir.

Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas de religion, parce que nous n'avons plus de rêve.

La première idée qui nous vient est certainement le commu-nisme parce que ça a un aspect merveilleux et que tous les je-unes bien-pensants sont commu-nistes ; seulement combien le sont hors des paroles, combien accepteraient de vivre dans une société autre que capitaliste ?

Combien ont lu le Manifeste du parti ? Combien ont cherché à lire les grands philosophes (de toutes époques) et bien trop dif-ficile pour nous ?

Enfin, combien, quand ils sont francs avec eux-mêmes (si ça leur arrive), sont encore communistes ?

C'est ceux-là qui se sont posé la question qu'un jour aban-donnent, qui finissent par s'en-fuir.

Il y en a qui se disent écolo-gistes. Je veux bien, mais ce n'est pas une idéologie.

En plus il y a Dieu, seulement pour nous il est trop tard car nous croyons en la science. Nous savons bien, (peut-être à tort après tout) que la puissance sur-naturelle qui régit le monde, c'est le cerveau des hommes.

Que reste-t-il donc ? Certains se jettent dans l'anarchie (naso-fascistes, punks...) parce qu'ils ne veulent pas être comme nous, mais en plupart sous un masque de maquillage extravagant (cf. dans la rue) sont plus dé-sespérés que nous. D'autres se laissent endormir par la drogue, pour oublier l'ennui, pour pouvoir rêver.

Et puis il y a nous, nous qui ne sommes pas assez forts pour aller aux extrêmes et pas assez faibles pour nous plier, ou en-core nous qui ne sommes pas assez désabusés.

Nous sommes les indécis, les inquiets, ceux qui se sentent mal dans leur peau, car ils sont vides et qu'ils ont honte de l'être.

Ceux qui cherchent un but passionné et non une réussite sociale.

Alors au nom de ceux qui ont encore un espoir : en quoi, en quoi pouvons-nous CROIRE ?

ISABELLE MEMMONT, (Paris).

Le français trahi par le progrès

M Michel Debré a fait de l'avenir de la langue française l'un des thèmes majeurs de sa campagne présidentielle. Toute culture n'existant qu'en fonction d'un langage, c'est-à-dire d'un ensemble d'éléments permettant de communiquer, l'avenir de notre culture s'annonce assez

sombrer ; nous l'allons montrer tout à l'heure...

D'ici à trente ou quarante ans, un seul petit centième de la planète usera de la langue fran-çaise. Outre le fait que cela est dans la logique de l'histoire universelle (il n'est que de voya-ger pour entendre malais, un gal-limatias américano-français qui nous promet de belles « conversations », à venir, à l'échelle planétaire !), il convient également de penser cette perspective en fonction d'un choix présent, lié au seul impé-ratif économique... Peu importe le vin, pourvu qu'on ait l'ivresse.

D'où l'on a déduit l'exemplaire rédaction du formulaire subes-quent — trouvé conjoint à une calculatrice de poche (le tout acheté dans un supermarché) :

« Je fais des félicitations à votre achat sur notre seul calculateur demi-scientifique. »

« Votre calculateur opère en conformation avec un huit digital d'exposition verte et une clef-planche de 22-clefs. »

« Pour son professeur, il a la capacité à calculer bien et la caractéristique pour la conve-nance à calculer que votre calculateur contemporain. »

« Entre beaucoup de la ca-ractéristique modernes est la fonction de mémoire indé-pendant, point décimal à flot, pourcentage et beaucoup de l'autre faire son problème de calcul bien à toute vé-locité et simplicité. »

« Lors la caractéristique modernes générales mention-née au-dessus votre calcula-teur effectue non seulement calculations générales com-merciales, mais encore les problèmes scientifiques, Y, compris commande de mé-moire, échange X et Y. »

Comprenez qui pourra. Mais le plus grave n'est certes pas que ce décriptage fasse rire aux larmes, mais bien plutôt qu'il nous force à questionner les conséquences d'une telle ineptie ; la notion de progrès étant indis-sociable d'une certaine démocrati-sation, les tenants de la culture pour tous ne manqueront pas de s'insurger contre un langage aussi férocement élitiste. Il n'est que de tenter de lire pour s'énquêter de l'avenir d'une écriture qui semble, paradoxalement au fon-dement des lois économiques, et donc de l'expansion, basée sur une éducation des moyens.

Est-ce là les regards du langage informatique au service de l'hu-maine condition, dont on nous promet les merveilles ? Tout ce qui touche au grand public est-il donc systématiquement confié à l'incompétence ? On savait l'audio-visuel (des mass media) au pouvoir des plus médiocres, on savait les diction-naires défectueux (il paraît qu'ils se battent !), on savait les jour-naux minés de coquilles ; aujour-d'hui on possède des modes d'emploi interdisant l'usage ; la consommation se saborde !

La réalité dépasse l'affliction, et le français, trahi par les clercs, dégringole les géométries.

FRANÇOIS BODDAERT, (Directeur de la revue Oublieux.)

L'an 2001

Une remarque infime sur la nouvelle « Les actinomorphes », publiée dans le Monde Dimanche (7 septembre).

L'année 1999 ne sera pas la « vieille du vingt et unième siècle », car l'année 2000 ne sera pas la première dudit siècle, mais la dernière du vingtième.

Le premier siècle du monde être couvre les années 1 à 100, le second les années 101 à 200, etc. le dix-neuvième les années 1801 à 1900 (comprise, hé oui ! M. Ar-thur Conte, le 1<sup>er</sup> janvier 1800 n'était pas le premier jour du vingtième siècle), et notre siècle a encore plus de vingt ans à vivre.

On a vu fleurir autour du 1<sup>er</sup> janvier 1980 bien des erreurs semblables dans la presse. J'y compris dans le Monde.

En revanche, Stanley Kubrick a fort justement choisi l'an-née 2001 pour situer son Odyssée de l'espace « à l'aube du vingt et unième siècle ».

Très cordialement.

A. MARCOUX, (Nairobi, Kenya).

Charbon

Dans le Monde Dimanche du 21 septembre, page VIII, « Re-flets du monde », Newsweek : « L'anthrax se traduit par charbon. C'est une maladie qui n'a rien à voir avec l'anthrax » ou avec « un anthrax » qui est un furoncle à plusieurs têtes, pour parler vulgairement. Le charbon est une maladie très grave dont une épidémie en a effrayé une région d'U.R.S.S. à partir d'une usine d'armes bactériolo-giques. Le vaccin anti-charbon-neux est bien connu.

Dr JEAN-PAUL SCHÖLLER, (Paris).

VOUS et MOI

Maisons et palais

Certains mots ont des vertus ma-giques... Ainsi du mot « maison ». Passe encore que l'on parle de la Maison des étudiants, de celle des « jeunes et de la culture » ou même de la Maison de la Lozère. N'oubliez-t-on pas un « foyer » aux travailleurs immigrés aux personnes âgées, aux militaires, bref à ceux qui n'en ont pas (encore que l'existence d'un « foyer de fonctionnaires » laisse songeur...).

Peu à peu cependant, s'est opéré un glissement subtil. Ce ne sont plus les personnes mais les objets, qui, désormais, ont leur « maison ». C'est ainsi que la Maison du linéaire (qui date un peu) côtoie dans le Bottin la Maison du plas-tique (plus récente) ou celle « du caoutchouc », « de la laine », « sans parler de celle « du blanc » ou « de la cheusure ». Y a-t-il un déplace-ment de sens à partir de la femme traditionnellement « maîtresse de maison » ? Que dira-t-on lors de la Maison de la presse, de la Maison du magnétophone, de celle « de la radiologie » et — up jo date — de la Maison de l'automoti-on ? N'avons-nous pas déjà celle « de la radio et télévision » et celle « de la chimie » ? Cependant que d'autres expressions disparaissent : ne voit-on pas moins de Maison de la jeune fille (hanni soit qui mal y pense !) et davantage de Maison familiale.

Pourtant « maison » fait un peu ordinaire. On peut rêver à mieux. Ce n'est pas assez de « maison », il y a aussi « palais ». Laissons le Palais des congrès pour rece-voir les hôtes prestigieux, celui « des sports », qui s'adresse encore à des personnes, comme celui « de la ménagère », qui doit être reine. Mais voici le Palais du vêtement, le Palais de la chimie, le Palais des arts, le Palais de la médecine, le Palais de la moto. Tout le monde connaît dans sa ville la Palais de l'élec-tricité et, à Paris, celui « de la découverte ». A quand le Palais de l'informatic qui a déjà son « sa-lon » comme l'automobile, le meuble

de bureau, et même la machine agricole, etc.

Certes, des glissements de sens se produisent à toute époque. La Ma-ison de la dentelle existait dans la région du Puy à la fin du dix-neuvi-ème siècle, et le terme de « salon » s'applique depuis Louis XIV aux ex-position d'artistes vivants. Mais la tendance à la métaphore s'est beau-coup accentuée dans cette direction. On peut se demander pourquoi, alors que, dans certains cas, le terme d'office, plus justifié étymologique-ment, n'est pas utilisé et serait bien déplacé. Il est ressenti comme froid et impersonnel, et tout se joue dans le ressenti. A l'opposé, la connota-tion de chaleur et d'intimité de « maison » valorise les objets, leur donne un cachet de confiance, d'au-thenticité (ne dit-on pas justement « une maison de confiance » ?). Des

objets elle passe aux fonctions, qui relient les objets entre eux, comme dans le cas de la radiologie et de l'automobile. Les infirmités alle-mandes (la Maison de la surdité) en sont ennemies. « Palais » ajoute à cela une note de grandeur, de ma-gnificence, de certitude intangible et suprême... Qu'est-ce qui se joue à travers cette initiation verbale ? Compensation imaginaire pour le français moyen limité à son trois-plais-cuisine ? Nostalgie d'antan ? Réassurance ?

Les deux n'ont plus de temples. Les rois sont détrônés. Mais les objets sont devenus nos maîtres. C'est eux qui, désormais, habitent maison, salon et palais. Voilà la part du rêve servie par la magie des mots porteurs d'images...

ALBERT MOYNE.

Actuelles

De l'applaudissement universel

« Il est de l'applaudissement universel comme de la quadrature du cercle, du mouvement perpétuel, de la pierre philosophale, et telles autres chimères. Tout le monde le cherche et personne ne le trouve. Travailleurs à l'acquies-tement tant qu'il nous sera possible ; nous n'y réussirons non plus que les autres. Ceux qui ont dit que la neige est noire ont laissé des successeurs qui, s'ils ne disent la même impertinence, en disent d'autres qui ne seront pas de meilleure venue. Il est des cervelles à fausse équerre, aussi bien que des bâtons de. Ce serait une trop longue et trop forte besogne de vouloir réformer tout ce qui ne se trouve pas à notre gré. Tantôt nous aurions à répondre aux sottises d'un ignorant, tantôt il nous faudrait combattre la malice d'un ennemi. Nous aurons plus tôt fait de nous moquer des uns et des autres. La pluralité des rois est pour nous. S'il y a quelques entre-rengants qui veulent faire bande à part, à la bonne heure. De toutes les dettes, la plus aisée à payer, c'est la mépris. Nous ne ferons pour cela ni cessons ni banqueroute. Aimons ceux qui nous aiment ; pour les autres, si nous ne sommes à leur goût, il n'est pas raisonnable qu'ils soient au nôtre. »

D'une lettre de Malherbe à son ami et confrère Jean-Louis Guez de Balzac, lettre datée de 1625 par raisonnable conjecture.

JEAN GUICHARD-MEILL.





MARC PAYGNARD

VIES

## Le chômeur et la planche à voile

Un chômeur qui a voulu créer son entreprise. Pas facile à cinquante ans. Un peu d'optimisme quand même. Et une dent contre le premier ministre.

PIERRE CHERRUAU

LES rails de chemin de fer se perdent dans la forêt méditerranéenne aux environs de Lacanau, puis s'enfoncent dans des bâtiments industriels abandonnés, les anciens ateliers de la C.F.T.A. (Chemin de fer et transports automobiles). Fermés depuis plusieurs années, ils avaient employé jusqu'à cent cinquante personnes à la belle époque, presque uniquement des compagnons du tour de France qui réparaient wagons et autocars dans une forge, des ateliers de peinture, sellerie et menuiserie.

Depuis qu'il a repris l'ancienne forge, Claude Bourdais a souvent en la visite de quelques-uns des anciens ouvriers. Plusieurs habitent encore dans la petite cité qui jouxte l'usine. « Ils me demandent si je vais démolir. Je leur réponds que je vais faire revivre. Vous ne pouvez pas savoir ce que ça leur fait plaisir. »

Si Claude Bourdais, cinquante ans, ancien élève de la section bronze de l'école Boulle, a repris cet atelier, ce n'est pas par goût de l'archéologie industrielle : « Ici, c'est Pompéi. Tout le monde est parti un beau jour et tout est resté tel quel. »

Des chemises et des bleus dans les placards. Des tiroirs béants. Une carte syndicale sur le coin d'un établi. Des pin-up collés à l'intérieur des casiers individuels. Des outils abandonnés. Un autocar posé sur le sol, sans ses roues. Comme si les hommes qui animalent ce lieu avaient fui un cataclysme.

Claude Bourdais a même retrouvé des moules en bois, « faits à la perfection », pour couler les pièces de fonte. Les pilons, qui sont passés par là n'ont pu enlever une certaine aura à cette cathédrale du début du siècle dans laquelle la production industrielle se mariait à la qualité et à la patience artisanale. Claude Bourdais y voit un bon présage et il regarde avec confiance les premières planches à voile qu'il a fabriquées depuis trois mois. Des tas de copeaux

oubliés leur font un premier lit de sable et la lumière oblique qui traverse les vasistas, obscurs comme des vitraux, veut bien celle des projecteurs.

En sortant de l'école Boulle, Claude Bourdais avait créé une fabrique de bijouterie. Il avait la haute couture pour clientèle : « De mauvais payeurs mais de merveilleux publicitaires. » A trente ans, il en a marre de la France et d'un art qui s'industrialise. Il expatrie ses activités au Liban où sa mère enseigne. La guerre civile le ruine en neuf mois. Il met alors ses dons artistiques et créatifs au service de l'UNESCO. Puis, pour ne pas rester un petit fonctionnaire sans diplôme du bas de l'échelle, il se présente à Centrale, réussit, devient expert audio-visuel dans le même organisme international. Il le reste jusqu'à la grande charrette des années 1975-1976.

### Xénophobie

Retour à Paris. Il s'aperçoit alors qu'après vingt ans d'absence il n'est plus français en France : « Je n'avais pas cotisé à leurs trucs et à leurs machines. Exactement comme si j'étais arrivé en situation irrégulière. On se sent rejeté. Les gens ne vous disent pas que vous avez essayé de vous enraciner à l'étranger et que vous n'avez qu'à y retourner, mais ils le pensent. Ce n'est pas du racisme, mais de la xénophobie. »

Après un an de travail dans une entreprise qui l'avait embauché pour sa reconversion informatique Claude Bourdais se retrouve au chômage. « Le coup de pied au cul dont on a besoin de temps en temps. » Avec sa femme Denise, ils font alors une autre découverte : « A cinquante ans, vous êtes un homme fou. »

A part les dotées d'intérêt qui proposent le SMIC, et encore faut-il se faire passer pour l'idiot du village, il n'y a rien. Il ne nous restait qu'une solution : nous faire un job. »

Ils avaient découvert la voile aux Antilles. Ils ont cru à la planche à voile : « C'est le ski de l'été. Elle suivra le même chemin, avec beaucoup plus de liberté. Pour moi, c'est un créneau certain. J'arrive tard, mais pas trop tard. Les planches ont déjà commencé à se spécialiser et doivent continuer à le faire. »

Si Claude Bourdais avait préparé sa reconversion sur le plan technique, il lui restait à trouver un lieu d'implantation et des capitaux. Le Sud-Ouest atlantique était vide et présentait de nombreux points d'eau, avec le chapelet des lacs et des étangs. Il s'est installé à Lacanau, près de l'océan, d'Hourtin, de Maubuisson et de la base de plein air de Bombannes.

Ce ne fut guère facile. « Vous n'intéressez aucune municipalité et vous ne créez pas d'emploi dit-elle. » Claude Bourdais avait des perspectives plus modestes. Finalement il a trouvé cet atelier abandonné qui appartenait au département de la Gironde. « Là il faut que je renvoie l'ascenseur au sous-préfet de Lescarpe. Je suis allé le voir le 12 mars 1980. Le 16, mon dossier passait en commission départementale. Le 19, j'avais les clés. Des fonctionnaires comme ça je ne savais pas que ça existait. »

Un point noir cependant : « Pour sa remise en état, l'atelier m'a coûté les yeux de la tête. Il était en perdition. Je le fais revivre. Je viens de recevoir la proposition de louer de l'administration. C'est juste un peu plus cher, au mètre carré, que le prix d'achat d'un terrain sur une zone industrielle voisine où sont ins-

taillées des facilités que je n'ai pas ici. »

Mais c'est au premier ministre qu'il en veut le plus : « Quand il dit : « Chômeurs, créez votre entreprise », c'est monumental ! Tous les crédits vous sont refusés, et même par les banques, dont c'est la vocation. Je ne crois pas qu'on fasse preuve de la même rigueur à l'égard des grandes entreprises qui font semblant de créer des emplois. »

Il a vu trois banques. La première a donné son accord pour un prêt de 125 000 F, mais lui a demandé d'augmenter son apport personnel. Il ne disposait que de 60 000 F. Il a hypothéqué quelques biens de sa mère pour arriver à 100 000 F. Son projet a alors été refusé. Quant aux autres banques, elles ont tout simplement dit non.

Son accueil de la chambre de commerce et d'industrie de Bor-

deaux qui a voulu se porter garante. Mais cela faisait perdre l'avantage des prêts bonifiés. Et quand le projet est arrivé en commission, il s'est trouvé un « spécialiste » pour dire que les études étaient fausses. Il savait de quoi parler, puisque bricoleur du dimanche, il avait fabriqué sa propre planche à voile...

Finalement, Claude Bourdais a pu obtenir un petit prêt de 23 000 F sur cinq ans. « Par protection, dit-il, mais la banque a quand même cherché à se protéger auprès d'un organisme de garantie pour l'artisanat, puis s'est retrouvée toute seule. Ils en sont encore malades. »

Quant à la prime pour le développement artisanal, je cours encore après, pour le principe, mais je ne l'ai pas. D'abord, il faut créer six emplois productifs en deux ans. Je n'en prends pas le chemin. Ensuite,

je m'étais franchisé (1) pour débiter. On y voit le camouflage d'une extension industrielle. »

On lui avait également dit que l'ASSEDEC pouvait soit prêter de l'argent, soit faire des dons aux chômeurs créateurs d'entreprises.

« Ils m'ont refusé le prêt, en disant qu'ils ne voulaient pas concurrencer les banques. Quant au don, il est au maximum de 10 000 francs et entraîne la radiation. 10 000 francs pour abandonner tous mes droits ! Pas besoin d'une machine à calculer pour comprendre que c'est une aberration. Alors, si vous voyez Raymond Barre, dites-lui que ce n'est pas avec ce vinaigre-là qu'on peut attirer les mouches. »

La difficulté, c'est de survivre. Une quarantaine de planches ont déjà été fabriquées. Elles se sont mal vendues à cause d'un début de saison catastrophique. Tout l'argent disponible y est passé.

Mais Denise et Claude Bourdais ne regrettent rien. Même si l'accueil fut souvent gentil à Lacanau, même si on leur a quelquefois prêté aimablement la main, ils estiment rester des étrangers en ce pays. « Nous avons choisi la liberté d'être nos propres patrons, avec tout ce que cela comporte de risques et d'amertume. Et nous ne voulons pas accepter que, en France, à cinquante ans, on soit un homme fini. »

Un double défi qui n'est pas si simple. Il y a, certes, une aventure merveilleuse dans le vieil atelier des compagnons du Chemin de fer. Mais aussi, tous les jours, une angoisse dont Claude Bourdais ne parle jamais : celle de l'échec qui le laisserait encore plus démuné qu'avant, sur le quai de la gare fantôme de Lacanau.

Un seul regret pour l'instant, il l'avoue, celui de n'avoir jamais eu le temps de monter sur une de ses planches à voile. ■

(1) Accord commercial dans lequel le franchisé prend l'exclusivité d'une marque et respecte quelques « règles » en échange de certaines prestations de service.

Une nouvelle revue pour une autre lecture du texte politique ...

## Mots

MOTS ... ORDINATEURS ... TEXTES ... SOCIÉTÉS

Ventes et abonnements

Presses de la Fondation nationale des sciences politiques  
27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07 (France)

☐ Le Numéro : 50 F ☐ Abonnement 1981 (2 numéros) : 85 F  
☐ Abonnement groupé 1980-1981 (3 numéros) : 125 F

NOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_



CROQUIS

L'homme du Nord

Il est originaire d'un Nord indéfini, mais a vécu en Nouvelle-Guinée. Les méchantes langues disent qu'il y a ramassé de l'argent. Ayant acheté un paquet d'hélicoptère, gerrique et moquis, entre Nîmes et Montpellier, il a échoué sur projet.

Un matin, il parlait de construire deux maisons, une pour lui et un cousin, l'autre pour les ouvriers agricoles. Car il avait décidé de « faire » de la vache à lait subventionnée à peine quelques milliers de millions. L'eau ? Il en avait le jallir des cailloux, en abondance.

Le lendemain, il était question d'un immense vivier, creusé dans la colline. Le projet reçut un commencement d'exécution. Avec, pour seule eau, celle des pluies de mars et d'avril. Nous y gagnâmes, nous autres ses voisins, une multiplication des moustiques, contre laquelle il fut le premier à pester :

« Dans le Nord, affirmait-il, cette vermine ne pique pas. »

Au printemps, devant mes pines parasolées, il m'avait fait la leçon sur l'imprudence de s'entourer de résineux qui s'enflamment comme de l'étoupe. Deux semaines plus tard, avec son barboteur, il mettait le feu à ses feuillards. La quart de la colline y passa.

Son dernier projet est né au début de l'été : transformer ses hectares en camping. Devant l'opposition du maire et du préfet, il s'est réorienté que, dans le Nord, on taurait couvert de fleurs pour un tel dessein.

Que va-t-il encore inventer ? On commença, dans le coin, à le trouver inquiétant. Mais comme on n'est pas mauvais bougre ni les vendeurs ni les chasseurs n'ont voulu le tenir à l'écart.

Il a saccagé, en faisant le marlole, quelques pieds de vigne, et manqué deux fois de tomber dans la chaudière. Pour l'ouverture de la chasse, il s'était juré de faire une hécatombe de sangliers. Dans le Nord, proclama-t-il, ces victimes à soies et à bourse ne se comptent pas.

Après une journée de vaine embuscade, il crut tenir son triomphe. Trois coups de fusil et voilà trois sangliers grièvement blessés. Il les rata toutes les trois. Une chance : c'étaient les chèvres du garde-champêtre.

On devait, dans les jours qui suivirent, l'entendre décliner la faune languedocienne et vanter ses exploits cynégétiques dans... le Nord.

...Qui a dit que Tartarin était de chez nous ?

MAURICE CHAVARDES.

Mer

A l'écoute des millibars, ils passent de fréquence en bulletin météo. Ici une voix anglaise et oisive vous annonce la catastrophe sur les côtes. La chaîne 1 donne force 1, le chaîne 2 force 4. Qui croire ? Un doit mouiller dans le vent ne souffre pas ni le souffre marin qui vous passe dans les cheveux. La navigation plaisancière réclame une information précise que l'on parait avec baromètre, radio de bord, pronostics contradictoires et sourcilieux.

Le vent s'établit, force 4, optimale, on navigue au plus près, les voiles se gonflent les vagues glissent régulières. Bien calculer son tir pour aller chercher le vent qui nous poussera au derrière, doucement roulés, le soleil sur la joue. Mais non, le vent est tourné, je le disais bien, le volé qui arrive plein sud. Les voiles frémissent, faisaient. Plus de vent. La côte sauvage et brève, avec sa lende fracassée en roches tourmentées, grand assésit des allures neopolitaines.

La mer que ne ride plus aucune rive s'empilait d'ambre solaire. Fini le sport, on met le moteur. Le capitaine botta souples. Les femmes s'étalèrent sur le pont et respirèrent. On sort les sandales et le chocolat. Derrière la brume, le soleil nous mange le peau.

Mais, demain, peut-être une douce pluie bretonne viendra-t-elle panser nos peaux. Les engagés rétrograderont, les autres iront se bousculer dans les boutiques pour se fournir en loup de mer, cirée de tempête et bottes de sept lieues.

Les hommes tueront le pipé, les femmes ressembleront aux hommes, et, le soir, on ira s'asseoir au cinéma sur les fauteuils de peluche usée. Sur l'écran, le film scintille de mille clignotements, et la pellicule trois fois se déchira. Mais qu'importe ? L'essentiel c'est le vent qui soufflera demain sur les rêves hâlés.

MARIE-LOUISE AUDIBERT.

Les désabusés

Ils traversent la présente les yeux dans le cantiveau, et aux lèvres un tutoiement revenu de tous les voyages. Agglutinent leurs barbes d'une semaine autour des petites annonces, et s'en vont user leurs tennies à l'ourque de fausses lithes dans les H.L.M. leurs reins à faire reluire les couloirs glacés des hôpitaux. Leur non-directivité sur les gosses des colos, dans leur poche rapée une licence en droit ou un B.T.S. de secrétaire.

Jouent à cache-cache avec les grands principes et les grands sentiments, s'aiment et se désolent au gré de leur éphémère chasse au désir. Demain est si loin. Au petit matin, leurs trépidations sans imprécations traquent le Nescéat dans l'escalier de service.

Certes, ceux qui font métier de les incomprendre ont beau jeu de démentir, nequies, les parts du respect et de l'indépendance dans leur dévouement tolérances, qui fait battre le même pavé aux enfants de Barcelles et de Neully, lecteurs de France-Soleil ou de L'Id. Certes, il est facile de faire peur aux bonnes gens en pointant les ombres lillères urbaines vers lesquelles les lendemains sans promesses éjectent parfois leurs hasardeux campements. Certes, sur l'autre rive du conformisme, on tend très tôt une oreille compréhensive pour répéter dans les années mortes les échos des slogans dont leurs grands trères barbouillèrent les murs des tabourets.

Mais si aujourd'hui ils ne se

réincarnent plus à Nanterre que par habitude et pour avoir le « sécu », et leur route, du béton des banlieues aux sables de Crète, passe de moins en moins souvent par le BoulMich, que l'un ne s'y trompe pas : leurs aînés, quand ils sont entrés aux P.T.T. ou chez Publicis, leur ont passé l'éternel relais, empoisonné et empoisonnant : l'exigence.

Où, ces petits princes ont avant tout la déstabilisation exigeante. De temps à autre, ils retournent risquer leur naïveté vers des parents-consorts ou trigos qui les attendent sur de lointaines planètes : SICAV, Juen-les-Pins, Mammoth. Les temps d'un week-end bison fûté et barbeque, et ils s'en reviennent un peu plus las, un peu plus certains d'être étrangers.

Etrangers ? Allons, ils ne savent que trop, au fond de leurs refus, comment une tude doublée dans la brume le cap des vingt-cinq sommes, leurs siliages se sépareront. La plupart s'en reviennent sagement mouiller en de plus calmes ports ; dans leurs bagages, des regrats mal étiés et une légende toute neuve pour endormir bébé dans les pavillons à crédit. Seuls les plus tristes et les plus résolus dérivent lentement vers les eaux fabuleuses et troubles du grand large, voiles solitaires que les méduses et les tentacules d'époules longtempes à suivre, entra tempes et horizon.

DANIEL SCHNEIDER.

PATERNITÉ

L'insémination artificielle avec donneur

Plus de deux mille couples dont le mari est stérile pratiquent en France chaque année l'insémination artificielle avec donneur anonyme. Une technique qui nous renvoie à des interrogations fondamentales sur la sexualité et la paternité.

ANNE SAINTIN

La demande d'insémination artificielle avec donneur anonyme, couramment appelée I.A.D., devient le principal recours de couples dont l'infécondité est due à la stérilité du mari ; il s'en pratique actuellement deux mille à deux mille six cents chaque année en France. Des enfants, a priori très désirés, naissent ainsi dans des conditions absolument identiques à celles de la naissance habituelle : il y a grossesse, naissance, déclaration du père à la mairie, constitution d'une famille, etc. A un détail près, cependant : un tiers anonyme a fourni le sperme fécondant qui, conservé par la légation sous forme de paillettes, a été introduit de manière « artificielle », non sexuelle, par intervention médicale.

Confronté depuis longtemps à d'insolubles cas de stérilité masculine et au désespoir manifesté par les couples qui en sont victimes, le professeur Georges David crée en 1973, au Kremlin-Bicêtre, le premier centre d'études et de conservation du sperme (Cecos) permettant aux I.A.D. avec une équipe de médecins, gynécologues, biologistes, généticiens, tandis que le professeur Roger Misès, du Centre de psychiatrie infantile de la Fondation Valde, fournissait la législation et la participation de plusieurs psychologues et psychiatres. Le Cecos fonctionnait comme association régie par la loi de 1901, transformé ainsi en « service public » ce qui était jusqu'alors réservé aux circuits clandestins. Depuis, quinze autres Cecos — appelés plus couramment « banques de sperme » — se sont établis dans toute la France. Outre les I.A.D. et les recherches sur la stérilité, ils permettent aussi de faire des I.A.C. (insémination avec le sperme du conjoint), des dépôts de sperme avant vasectomie ou irradiation, etc.

Pour ce qui est de l'I.A.D., certaines règles de fonctionnement des Cecos se sont modelées peu à peu : ainsi les centres ont-ils abandonné, par exemple, la « règle du sosie », qui consistait à attribuer au couple demandeur le sperme d'un donneur aussi ressemblant que possible au mari ; n'est-ce pas « gonner » davantage ce dernier ? On tient désormais compte tout autant des caractéristiques morphologiques de la femme, et la règle est de ne pas introduire un caractère héréditaire qui n'existerait chez aucun des deux conjoints. La déontologie, en revanche, reste celle des débuts et se résume ainsi : l'I.A.D. s'adresse aux couples mariés ou au moins stables ; un entretien avec un psychologue — qui ne se veut pas examen d'hygiène mentale, — facultatif au début, est devenu obligatoire pour les couples demandeurs, qui doivent attendre un an entre la signature de leur demande et le moment où leur est remise leur dose de sperme (250 P) et où leur gynécologue pratique l'insémination. Au terme d'une clause récente, ils peuvent toutefois bénéficier d'un délai plus court s'ils parviennent à envoyer un couple donneur au Cecos, étant entendu qu'il n'y a aucune correspondance entre ce don et l'insémination qui sera faite. Le don de sperme n'est pas rétribué (mais on peut rembourser certains frais de déplacement) et doit être fait par un couple de parents ayant au moins un enfant. Ce don servira à cinq couples différents, chiffre établi après un calcul de probabilités des risques de consanguinité dans la population. Notons qu'il faudra presque trois jours plusieurs cycles d'insémination pour obtenir une grossesse, et qu'il y a globalement 50 % de réussite sur l'ensemble des femmes inséminées.

A Marseille, un centre privé, le CEFER (Centre d'exploration

fonctionnelle et d'étude de la reproduction) fonctionne avec des principes différents : le don, légèrement rétribué, peut être fait par un célibataire, et le couple demandeur prend sa décision seul avec son médecin. Une proposition de loi, déposée par les sénateurs Henri Caillaud et Jean Méraud, vient d'être adoptée par le Sénat le 5 juin dernier (le Monde du 7 juin), complétant un vide juridique pour réglementer l'insémination artificielle et garantir la légitimité de l'enfant (un cas de désaveu en paternité après I.A.D. a été enregistré, en 1976, par un tribunal de Nice).

Qui sont les donneurs ? Des hommes qui doivent être en bonne santé, âgés de vingt à quarante-cinq ans, et dépourvus de tare génétique. Le contrôle très strict de ces critères fait des enfants obtenus par I.A.D. des enfants « privilégiés » : 3 % d'anomalies au lieu de 3 % de la population globale. Mais les Cecos bannissent avec vigilance toute perspective eugénique. Les donneurs viennent de tous les milieux, sensibilisés par des articles de presse (presse féminine surtout), ou après avoir été sollicités par un couple stérile. Ceux qui viennent au Cecos ont généralement la trentaine, sont mariés et ont en moyenne deux enfants. Pour le docteur Patrice Huere, qui s'est entretenu au Cecos du Kremlin-Bicêtre avec un certain nombre d'entre eux, beaucoup ont une « histoire » personnelle où le don intervient un peu « comme une réparation ». Un assez grand nombre envisagent de parler de ce don à leurs propres enfants pour contribuer à la levée de certains tabous.

Générosité

Au Cecos du Kremlin-Bicêtre, on l'a vu, le don est gratuit et se veut l'expression d'une réelle générosité, en partie analogue à celle qui commande le don d'organe, fait par un couple de parents qui donne à d'autres couples inconnus cette dimension dont ils sont privés, il est apparemment plus réfléchi que s'il est fait par un homme seul, et il légitime en quelque sorte la démarche des couples demandeurs. En outre, il éloigne l'image adultérine du « triangle » traditionnellement vaudevillesque.

Les couples demandeurs viennent, eux aussi, de tous les milieux, plus souvent des milieux libéraux et des professions libérales. Ils sont déjà, dans l'ensemble, plus jeunes qu'aux débuts de l'I.A.D. et mieux disposés, semble-t-il, à séparer les notions de paternité et de fécondité : dissociation théorique importante pour surmonter la « blessure narcissique » de la stérilité, castration symbolique. Cette stérilité est d'ailleurs beaucoup mieux supportée lorsqu'elle survient par accident (à la suite d'une chimiothérapie, d'irradiations...) que lorsqu'elle est congénitale.

L'initiative de la demande d'une I.A.D. vient le plus souvent, au dire des couples, des deux conjoints ensemble ou du mari. Beaucoup plus rarement la femme seule. La majorité des couples sont unis et ont longtemps réfléchi avant de se lancer dans cette pratique. En particulier, un pouvoir exorbitant à la mère. Ils ont désormais une plus grande confiance dans la stabilité des familles ainsi constituées : les enfants sont généralement épanouis, éveillés, et un nombre grandissant de parents, transformés et heureux, viennent faire une deuxième demande. Pour le docteur Gabrielle Semenov, qui a reçu des couples dans le service du professeur

Misès dès la création du Cecos, et qui voit beaucoup de ces demandes d'une seconde I.A.D., c'est une « demande profonde, non morbide » ; la vie paraît s'organiser de manière équilibrée. Certains problèmes psychologiques demeurent cependant, dus en particulier au nombre élevé d'échecs de l'insémination elle-même (environ 50 %).

D'autre part, peu de couples envisagent de révéler à l'enfant les circonstances de sa naissance, ce qui, dit-on le plus souvent, l'inquiéterait inutilement. Mais il n'est pas sûr qu'un secret total soit possible (il n'est pas rare qu'un proche soit au courant). S'il scelle l'entente (voire la complexité), c'est-à-dire la culpabilité du couple, il devient aussi, vis-à-vis d'un enfant qui grandit et questionne, un mensonge permanent. Il est difficile de préconiser une attitude-type dans ce domaine où entrent en compte l'âge et la personnalité de l'enfant. Mais il reste évident que le secret est le moyen de camoufler la stérilité et de maintenir l'image d'un père tout-puissant.

D'autres raisons, moins profondes, conduisent peut-être aussi les couples à souhaiter le secret, en particulier les plaisanteries graves ou l'entourage presque toujours cette pratique, n'aggrave clandestine, et les craintes entretenues par certains médias qui utilisent à tort et à travers les termes de « bébé-éprouvette » ou de « manipulations génétiques » dans des articles sur l'I.A.D. à eux titrés « désirs », « Des enfants venus du froid », « Les pères sans visage », « Des enfants à la carte », etc.

L'opinion des Français évolue à ce sujet, mais un spécialiste comme M. Henri Leriche estimait en 1978 les réponses à une enquête effectuée deux ans auparavant (1). Un tiers des personnes interrogées estimaient alors que l'I.A.D. peut être une bonne solution à la stérilité, d'autre part, deux tiers « pour que la femme puisse être mère ». Mais préciser l'image de l'insémination artificielle a « cacher l'insémination » à « cacher le donneur dans le public est difficile : le sujet provoque de fortes résistances. On touche à un domaine tabou... »

Parler en effet de la stérilité masculine provoque une inquiétude qui conduit souvent à la nier (dans l'enquête déjà citée, 6 % des personnes interrogées attribuaient la stérilité d'un couple à l'homme, 30 % à la femme ; dans la réalité les proportions sont équivalentes). La stérilité masculine, c'est l'absence à la puissance mâle, c'est la mort de l'individu ou d'une civilisation. Quant à la procréation directement liée à la pratique sexuelle, elle a une signification fondamentale pour imprégner la mentalité de toutes les collectivités humaines : elle est le schéma symbolique de toutes les productions : enfanter = mettre au monde, produire, innover, créer.

Ce lien essentiel rend impossible dans notre inconscient une séparation radicale entre procréation et sexualité, séparation pourtant entérinée par la contraception, et que pourrait paraître l'I.A.D. En outre, cette dernière pratique est contemporaine en France de mouvements d'idées parallèles et parfois contradictoires : répartition plus souple des rôles masculin et féminin, avènement, contre-coup, revendications féministes (et en même temps, en ce qui concerne l'enfant, revendications masculines : mouve-

ment de la condition paternelle). Cette coïncidence contribue à embrouiller les pistes. D'autant qu'on touche ici aux racines de la vie, à la Nature avec un grand N. La stérilité était, dans la mythologie, une malédiction divine ; ou encore l'homme était puni de ses fautes par les malheurs que provoquait ou subit sa descendance, idée reprise par la science-fiction dans de nombreuses œuvres littéraires ou cinématographiques. Or la science désormais toute-puissante ou présumée telle touche de plus en plus aux choses de la vie, régies par la divine nature : que va-t-il nous arriver, que voulons-nous faire, quel monde voulons-nous ? Le discours sur les conditions et les conséquences d'une procréation de plus en plus maîtrisée, et par là même vaguement transgressée, frôle constamment une interrogation sur le bien et le mal.

Cet arrière-plan explique le malaise, voire les contradictions, dans les réactions à propos de l'I.A.D. Elle est tantôt vue comme une technique (bonne ou mauvaise), tantôt comme un signe (de décadence ou d'évolution). Des entretiens que nous avons menés sur le sujet peuvent-on retenir ? D'abord que la femme apparaît comme la principale bénéficiaire, même si les opinions sur la maternité sont le plus souvent ambivalentes. « Oui à la maternité, qui est une nécessité pour la femme. » Oui à une maternité qui apporte une garantie génétique et une intégration de l'enfant dans la famille « meilleure » qu'une adoption. Mais l'image d'une longue grossesse a aussi une signification profondément sexuelle : elle « objectivise » un fantasme d'adultère et désigne l'infériorité du mari — qui est pourtant, en même temps, ennoblé par cette paternité voulue qu'il assume, en faisant preuve d'un amour profond pour sa femme. En permettant d'éviter un adultère, l'I.A.D. semble mettre fin à la sexualité, méthode « naturelle », et l'on oublie facilement que le père par I.A.D. couche avec sa femme ! Il devient saint Joseph. On annonce bien souvent des conflits futurs ou des chantages autour de cet enfant qui sera, biologiquement, de la mère.

Objet de désir

L'enfant, lui, est défini par son image merveilleuse et sa fonction dans le couple : symbole d'avenir, de vie, de joie, il anime la maison, ancre, cimente et mobilise un couple qu'il rend plus normal. Objet de désir, il rend aussi objet tout court, personne n'ose préciser, même à titre purement théorique, les caractéristiques d'un milieu familial qui serait nocif ou inadéquat pour lui. On formule bien quelques réserves à l'égard des alcooliques ou des « dingues » qui voudraient un enfant par I.A.D., mais avec de grandes précautions verbales : en gros, le désir fait loi, et « un enfant voulu est toujours heureux ». Cette prudence contraste étonnamment avec les exigences sur la « qualité » de l'enfant, qui s'accompagnent de déclarations carrément eugéniques. L'enfant doit être avant tout intelligent, et la récente affaire du sperme des prix Nobel a donné de cet état d'esprit une démonstration caricaturale. Ce rêve eugénique rappelle aussi sur une note « tarée », qui entrave une « évolution » de notre société, dont on ne songe pas à contester le sens et les valeurs. Entre d'éventuels « bons » géniteurs et d'éventuels « bons » parents — hypothèses toutes deux illusoires — la préférence est donnée à ce qui paraît intellectuellement déterminable : la connaissance est dans le biologique. L'insémination artificielle des animaux n'est-elle pas elle-même au départ eugénique ? C'est pour améliorer la qualité du bétail qu'elle a été mise au point en médecine vétérinaire. Cet enfant qui résulte, comme l'indique le nom de la technique, d'un « artifice », beaucoup souhaitent qu'il soit « tant qu'à faire... » le plus réussi possible. Comment ? En « sélectionnant » de mythiques donneurs.

Ces derniers sont aussi l'objet d'attitudes très ambivalentes : on leur reconnaît une certaine générosité — parfois mêlée de gratifications louches, — mais, s'ils sont idéalisés dans des caractéristiques qu'on leur souhaite, leur personne est dédaignée. Doubtant le père légal, le donneur-type ne peut être un bon père quidam mais plutôt, de préférence, un « étudiant » : jeune, fringant, peu inséré socialement, un peu turbulent mais si bon cœur, bien méritant aussi, et surtout intelligent. Mieux :

(1) L'enquête de H. Baetide et A. Girard sur « Attitudes des Français sur la conjonction de procréation, la natalité et la politique familiale à la fin de 1978 » comportait une série de questions sur l'I.A.D. Revue Population, mai-juin 1977 (INED).



un étudiant en médecine, et la boucle médicamenteuse est bouclée autour de l'I.A.D. Son don, généreux mais incoercible, passe par un acte de réputation douteuse, unanimement rallié et en tout cas peu adulte : une masturbation (produitiquement appelée « prélèvement » dans les banques de sperme). Pour qu'elle ne pose pas de problèmes moraux, autant lui donner une autre un peu caméléonesque, et au besoin payer le donateur au lieu d'avoir à le remercier.

Or, en faisant apparaître l'épouseur humain du donneur — marié, père de famille, altruiste — la déontologie du CECOS fait du don un acte désintéressé et réfléchi, infirm par un couple où la femme, en quelque sorte détentrice du sperme, participe au don. Elle contraint donc l'opinion publique à opérer une difficile triangulation entre des protagonistes d'égalité dignité : elle est souvent mal comprise ou mal acceptée, qualifiée de puerile, ou même d'hypocrite, et de superfétatoire. Une banque de sperme n'a pas à promouvoir une morale, dit-on, elle est là pour apporter des garanties scientifiques et donner le sperme à ceux qui le demandent ; un point, c'est tout.

En général, lorsque l'I.A.D. est réprouvée, c'est au nom d'un ordre naturel transgressé de crainte des futuristes ou de conflits familiaux provoqués par la dissémination parentale, l'« inégalité » du mari. Mais une partie de l'opinion l'accepte de plus en plus. Le fonctionnement rassurant et déculpabilisant des banques de sperme y est pour beaucoup. On admet également les raisons réfléchies des couples demandeurs. Bien sûr, admette-t-on même l'admission, l'I.A.D. continue à déranger. Ainsi, curieusement, dans le texte même de la loi qui doit la légitimer, on a prévu une clause qui, d'une certaine manière, la nie. Cette clause, qui fut écartée, prévoyait la possibilité d'une insémination avec le sperme du conjoint (I.A.C.) post-mortem, dans un certain délai, pour une veuve dont le mari aurait pu faire un dépôt de sperme dans une banque (par exemple s'il exerçait un métier dangereux). Tout le monde admet presque spontanément les raisons sentimentales qui peuvent pousser une veuve à faire cette demande, mais c'est faire « remonter » la paternité génétique au cœur d'une pratique qui tente d'en minimiser l'importance.

Une autre clause, elle aussi écartée, permettait l'accès à l'I.A.D. d'une femme célibataire ; des femmes de plus en plus autonomes revendiquent désormais la maternité célibataire, en usant du pouvoir absolu sur la procréation que leur ont donné la contraception et l'avortement (2). On cite parfois des exemples de femmes cherchant dans leurs relations amicales, professionnelles ou... à la piscine, selon leurs goûts et la force de leurs convictions héréditaires, l'époux procréateur délaissé aussitôt qu'utilisé. Aussi frustrée et mal-honnête que soit cette relation, elle reconnaît l'existence d'un monde extérieur. En mettant l'I.A.D. au service d'une procréation quasiment parthogénétique, on oublie un peu vite la malphobie ou l'homosexualité — latente ou effective — que recèlent certaines chastetés ou des célibats farouches. Pourquoi refuser un enfant, symbole d'avenir, à des homosexuelles, dirait-on ? Répondre à cette question comme à celle de la maternité célibataire par l'I.A.D. en général, c'est reconnaître ou non à l'enfant le droit d'avoir un père, ou du moins la réponse à la question : qui est mon père ? Tout le monde n'a pas les certitudes du petit Jésus.

### Dons rares

Certes, ne considérer la maternité comme bonne ou légitime que chez la seule femme mariée, ou vivant en union stable, devient de moins en moins un principe acquis. Il reste que l'I.A.D. à la femme seule perd sa dimension de paternité (paternité abstraite mais pensée, voulue) pour se mettre au service de la seule maternité. L'I.A.D. légitimant le désir d'enfant sans père et sans sexualité d'une femme seule, c'est réaliser la mort du père et le retour fonctionnel à la mère, vieilles nostalgies. (C'est d'ailleurs presque toujours « un enfant — solitaire — pas plusieurs, qui doit venir combler une vie féminine solitaire.) Aujourd'hui, l'I.A.D. trouve par un couple dont le mari est stérile valorise paradoxalement le rôle de ce dernier. En effet, réduire un spermatozoïde étranger à une sorte d'antimatter et son introduction à un

avatar de parcours est possible : un père est toujours un homme qui déplace sans l'enfant mis au monde par sa femme, celle qu'il est supposé aimer et avec qui il couche. L'I.A.D. ne fait qu'exalter ce constat sentimentel : que l'enfant, surtout voulu, n'est pas le simple fruit d'une rencontre cytologique mais d'une relation — où la sexualité occupe une place importante — et que

c'est de la richesse et de la chaleur de cette relation que dépendront vraisemblablement la réussite de l'I.A.D., l'intégration de l'enfant et le réajustement de la famille.

Plus profond que les flottements d'un projet de loi, un refus de l'I.A.D. dans nos mœurs est probablement manifesté par la rareté des dons de sperme ; de nombreuses personnes théo-

risant, aménageant, facilitant et organisant la démarche des demandeurs, mais tout l'édifice I.A.D. repose sur le don de sperme. Faudra-t-il payer les donneurs ? Et créer alors un corps de « mercénaires du sperme », selon l'expression du professeur David ? L'I.A.D. deviendrait alors une pratique tolérée mais non vraiment « reconnue ».

La vraie question que pose l'I.A.D. n'est donc pas tant « êtes-vous pour ou contre l'I.A.D. », mais : « avez-vous fait, feriez-vous un don de sperme ? », ou « ferez-vous avec votre mari faire un don de sperme ? ». Certains hommes, dans le feu de la conversation, acceptent volontiers l'idée. Mais cette promesse s'apparente beaucoup à la réponse brachée

faite au défi à la masturbation — comme dans les chambres militaires — car elle est sans lendemain. Les uns ajoutent que, n'étant pas arrivés vierges au mariage, ou s'autorisant quelques fredaines, ils ont peut-être ici et là des enfants « naturels » et que cela ne les gêne pas.

Des boutades évoquent la frustration sexuelle — « autant faire l'enfant directement à la femme ! » — ou se font coquet-terielles : « Pour que des enfants risquent d'avoir ma tête ? Vous parlez d'un cadeau ! », dit un homme pas mal du tout de sa personne. « J'essaie myope, ferais refusé ! » dit un autre, père de deux enfants. La plupart s'attribuent une « responsabilité » non assumée à l'égard d'enfants inconnus. Les femmes, à l'idée d'un don de leur mari, reconnaissent leur « jalousie », non pas tant à l'égard des autres femmes, mais des enfants nés ailleurs, fantasmatiquement « rivaux » de leurs.

Quoi qu'il en soit, c'est presque toujours lorsqu'on en vient à cette question du don que l'interlocuteur s'agace, digresse, ou que l'entretien tourne court. Mais la « détresse » des couples stériles demeure : peu de gens interrogés jugent leur demande aberrante, même si la technique I.A.D. l'est à leurs yeux. Un jeune médecin de vingt-huit ans, père de deux enfants, exprime fermement son désaccord, estimant que cette méthode est source d'un « déséquilibre » qui peut « faire décaler le couple ». Puis il termine pensivement : « C'est pas facile de dire aux gens d'y renoncer, ou qu'il y a autre chose qui peut remplacer un enfant. Ce n'est pas vrai. »

## François et Geneviève

Tous deux scientifiques, tous deux la trentaine, François et Geneviève ont encore l'air d'un couple d'étudiants. Ils se sont mariés jeunes, certains d'avoir des enfants un jour, mais pas trop vite : d'abord voyager. Ils ont entrepris, voilà deux ans, d'avoir un enfant, sans succès. Malgré le choc ressenti, ils se félicitent d'avoir eu rapidement (ce n'est pas toujours le cas) un diagnostic de stérilité masculine « sans ambiguïté », qui les a immédiatement conrmanés à un choix, dans la mesure où ils ne pouvaient s'imaginer sans enfants. François a préféré tout de suite — « très égoïstement » dit-il — l'I.A.D. à l'adoption. L'argument majeur : permettra à sa femme l'expérience « bonne ou mauvaise » de la maternité. Et puis c'est un enfant « qui sera au moins d'elle, donc un peu de nous deux ».

Geneviève préfère aussi, de loin, l'I.A.D. à une adoption, « qui correspondrait à un échec » et qui comporterait à ses yeux l'exploitation de la misère d'autrui, actuellement le tiers-monde. Elle a res-

senté douloureusement, parfois avec colère et ressentiment, l'impossibilité d'avoir un enfant qui soit « de lui », de son mari : il a fallu lui le dire d'un « petit François ».

Parallèlement à leur demande d'I.A.D. auprès d'un CECOS, l'envie terrible, étouffante, d'en parler autour d'eux, de rencontrer des couples dans le même cas : jusqu'à envisager de mettre une annonce dans un journal. N'osant en parler à leurs familles respectives, « qui ne comprendraient pas », ils en ont parlé à quelques couples amis, suscitant ainsi un don de sperme — qui n'a posé aucun problème — assurément — mais pas assez vite pour bénéficier d'un délai raccourci. Et finalement tant mieux, car ce délai d'un an « nous a aidés à nous parler de nous-mêmes », « ça nous a énormément rapprochés ».

S'ils gardent un bon souvenir de leur contact avec le CECOS et de la présentation qui leur était faite de l'I.A.D. (« ça m'a paru être quelque chose qui était pensé à l'avance », dit François),

la période d'insémination proprement dite, faite à l'hôpital, est l'objet d'un étonnant ressentiment. Ne reste que le souvenir d'une froide technicité dans une ambiance démoralisante : examens et bilans, deux à trois rendez-vous par mois à l'hôpital ; le médecin « arrive toujours avec une heure de retard... Dans la vie courante ça pourrait être supporté plus facilement, mais là... » ; « manœuvre de délicatesse » des infirmières, vocabulaire strictement anato-mo-physiologique... Et puis, surtout, surtout, impossibilité pour eux d'obtenir une réponse médicale, technique, aux questions qu'ils posaient dans l'espoir de collaborer, à leur niveau : « Il fallait leur tirer les vers du nez pour savoir ne rien faire que le moment de l'ovulation... C'était vraiment, dit François, une force, nous relancer les moyens de nous aider par nous-mêmes, c'était donc nous rendre un peu plus impuissants... Bref ils étaient, elle surtout, dans un état dépressif pendant cette période finalement assez courte (trois cycles d'insé-

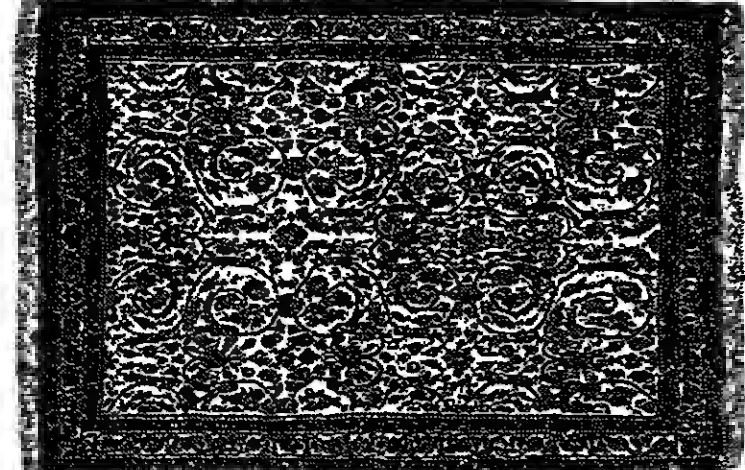
mination ont amené une grossesse) mais où « il n'y a rien à faire d'autre qu'attendre ».

Maintenant tout va mieux, la grossesse se passe à merveille, ils ne se sentent plus exclus de toute cette vie courante avec enfants qui mobilise autour d'eux les amis, les proches parents, les collègues, dont ils étaient péniblement jaloux. Espérant au moins deux enfants, ils se refusent à imaginer le sexe du premier et se posent à son sujet les mêmes questions que tous les futurs parents. Favorables quelque temps au secret vis-à-vis de l'enfant, ils pensent désormais lui dire les circonstances de sa naissance : « Si c'est caché il le sentira. Si on accepte ça bien, lui l'acceptera bien ».

L'enfant « est presque là ». Tu verras qu'il te ressemblera, le suis sûre qu'il aura tes tics, les manies ! dit Geneviève, qui semble aussi remonter spontanément la définition de la paternité que bien des femmes reprendraient à leur compte : « Si François n'était pas là, cet enfant n'aurait pas... »

## Tapis d'Orient : Prenez l'avis de notre expert.

Exposition-vente jusqu'au 31 octobre 80.

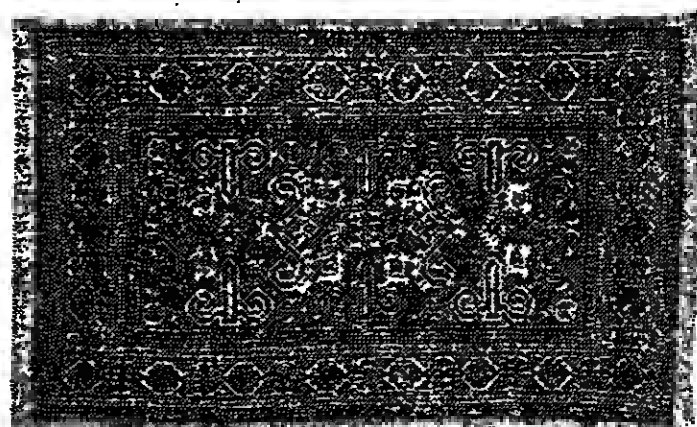


Bidjar 166 x 117 cm. 19.900,00 F 15.840,00 F Tapis persan des Kurdes.

C'est toute une collection de tapis originaux de 0,20 m² à plus de 20 m² qui regroupe des tapis de mariage Kasghai, des tapis Kilim, ou Suzani de tente, des tapis berceaux d'Azerbaïdjan, des tapis Khourdine de cavaliers.

En tapis plus anciens, c'est une collection unique de tapis caucasiens : Karabagh, Kazak, Shirvan... et de Chine : Paoton, Hing-Hsia... qui vous sera présentée. Beaucoup d'autres tapis d'Afghanistan, d'Inde, de Chine, d'URSS... seront également mis en vente durant cette exposition exceptionnelle.

Pendant celle-ci, vous pourrez discuter à loisir avec des vendeurs et des ouvriers qualifiés qui vous conseilleront sur le bon entretien et sur les restaurations éventuelles de vos Tapis d'Orient. Le Bon Marché, 1<sup>er</sup> spécialiste en France du Tapis d'Orient vous attend. Un rendez-vous à ne pas manquer. Tous les tapis d'Orient sont vendus avec certificat d'origine.



Kazak 185 x 115 cm. 6.900,00 F 5.520,00 F Tapis du Caucase années 1930.

**-20%** sur tous les tapis d'Orient! jusqu'au 31 octobre 80.

**AU BON MARCHÉ**  
Rive Gauche

Métro : Sèvres-Babylone. Parking. 2<sup>e</sup> étage. Magasin 1.

(2) Voir le Monde Dimanche du 9 mars 1980.





MORGAN

## ATTENTES

# Artistes en chantier

Le début d'une vie d'artiste, c'est presque toujours la bohème. Des petits boulots au noir, la course aux contrats, des amours fugueuses et des soirées à Montparnasse.

JEANNE LOYSEAU

**B**ENOIT, Jean et Bruno travaillent ensemble sur un « chantier », un appartement à enduire et repeindre pour des particuliers qui préfèrent employer des jeunes au noir plutôt que de s'adresser à une entreprise spécialisée. Que les particuliers en question ne soient, en général pas particulièrement fauchés, n'est pas ce qui nous importe ici ; mais qu'ils soient gens à aller au concert ou dans les cinémas d'art et d'essai, voilà qui est plus intéressant : ne seraient-ils pas surpris en effet d'apprendre qu'en réalisant ces petites économies ils pratiquent, sans le savoir, une forme de racket et que peut-être un jour, il leur sera donné d'applaudir Jean à la tête d'un orchestre, Bruno dans un récital de piano, ou Benoit au générique d'un film d'auteur ?

Bruno, Benoit et Jean ne travaillent pas toujours ensemble : parfois c'est Bruno et Jean, parfois Jean et Benoit ou le contraire. Jean a vingt-sept ans et est chef d'orchestre. Bruno en a vingt-cinq et lorsqu'il ne travaille pas sur un chantier il est à son piano six ou sept heures par jour. Benoit a fait l'Institut des hautes études cinématographiques, il a vingt-quatre ans et un diplôme de réalisateur. Cela fait quelques années déjà qu'il livre des marions glacées, colle des affiches de cinémas ou assiste un

réalisateur sur un film. Pour le moment il fait des chantiers. Il a appris l'enduit avec Jean ; la peinture c'est moins difficile.

Bruno a connu Benoit par Caroline, qui fut la petite amie de l'un avant d'être celle de l'autre. Caroline prend des cours de chant et a raté le concours d'entrée à l'Opéra, mais à vingt-quatre ans elle peut encore le repasser. Pour payer ses leçons et son loyer elle vend une méthode d'anglais au porte-à-porte, ou autre chose (au noir). C'est par elle aussi que Benoit a connu Jacques : à vingt-huit ans, Jacques est en quelque sorte un poète puisqu'il a publié dans *Action poétique*, et qu'il écrit un roman pour lequel il n'ose pas demander d'argent à un éditeur.

## Des machins

Alois il vend des disques dans un grand magasin où convoie des voitures en Espagne, en Italie, ailleurs. Lorsqu'il a ramassé assez d'argent pour vivre deux ou trois mois il s'arrête pendant trois ou quatre autres, le temps de faire quelques devises et d'écure. Peu de gens autour de lui l'ont vu, certains disent que ce qu'il fait est bien, les autres alimenteraient savoir.

Le travail de Jean (le chef d'orchestre), ou celui de Bruno

(le pianiste), ou encore de Caroline (la chanteuse d'opéra), il faut être un peu spécialiste pour l'apprécier ; aussi, peu de gens autour d'eux se risquent à porter des jugements sur ce que fait chacun, bien que, par exemple, Benoit (le chanteur) écoute pas mal de musique, et accompagne parfois Jean aux répétitions. Par ailleurs, Jacques (le poète) va beaucoup au cinéma, autant que Benoit lui-même, dont personne ne peut vraiment juger le travail car il lui faudrait d'abord de l'argent, une production, pour pouvoir réaliser un vrai film, avec les moyens. De ce point de vue, c'est pour Jacques que c'est le plus difficile : une œuvre littéraire ne dépend que du talent et de la volonté de l'écrivain. Sans doute est-ce la raison pour laquelle il parle peu de son travail. D'ailleurs, les autres non plus ne parlent pas énormément, entre eux, de ce qu'ils font : juste assez pour se tenir au courant, mais sans en faire des mystères non plus. Ils ne parlent pas davantage des chantiers, sinon pour s'organiser, et pour en rire. A cause des traces de plâtre dans les cheveux, et de peinture blanche sous les ongles...

L'actuelle petite amie de Jacques (celui qui convoie des voitures) s'appelle Sophie. Elle vient d'écrire un scénario, qu'elle compte présenter à l'agence sur recettes pour le réaliser. En attendant, elle est caissière dans un cinéma. Et c'est par Stéphanie, une amie d'enfance, que Benoit a connu Jean, l'ami de Stéphanie ; elle est caissière, et fait parfois des chantiers avec eux. Lorsqu'on lui demande de quoi elle vit, elle répond : « Oh ! de trucs et de machins. Surtout de machins. » Jean et Stéphanie vont souvent, à l'aube, « poser des ventouses », c'est-à-dire réserver des places de stationnement devant les lieux de tournage, pour les équipes de cinéma, au volant de la vieille 403 commerciale de Jean. Celle-ci (tout comme la 203 grise que, actuellement, il convoite) fait partie des folles que les uns et les autres s'offrent parfois : une cavare ringarde à 3 F aux « puces » d'Aligre ; une paire de Westons à 750 F dans un magasin des Champs-Élysées ; ou encore une cuite à la Closserie des Lilas. Sinon, pour les voitures, ce sont plutôt les 2 CV en voie

d'extinction ou des 4-L usées jusqu'à la semelle, qu'on leur laisse achever. Ils en changent donc régulièrement.

Il se retrouvent souvent à la Closserie en fin de soirée, par hasard — ou bien c'est qu'ils ont prévu que peut-être ils passeraient pour voir Jacques, qui y est presque tous les soirs lorsqu'il ne travaille pas, claquait en Pimms et en Alexandras une partie de sa nuit. Pourquoi ne sont-ils pas plutôt au Sélect, un peu plus haut sur le boulevard de Montparnasse (dragageurs et olisifs professionnels), ou à l'Académie de la Bière, un peu plus bas sur le boulevard de Port-Royal (presque la zone, babas pas toujours cools) ?

## Entre les deux

C'est qu'ils sont entre les deux : pas vraiment des étudiants vivant de jobs en attendant leurs diplômes, ni des anonymes du spectacle, techniciens de confiance dont le nom n'a pas passé l'affiche, ou bien de ces guignols qui montent des coups foireux depuis des dix-huit ans. Ils ne le sont plus, ou pas encore. Leur situation transitoire, qui les oblige à vivre, comme on dit, d'expédients, fait partie intégrante de ces métiers où la professionnalisation — autrement dit la possibilité de vivre de ce qu'on fait — n'est jamais garantie d'avance, étant fonction de la reconnaissance, souvent aléatoire, des pairs et des spécialistes.

Jean, par exemple : comment trouver des engagements s'il n'a pas fait ses preuves devant un orchestre, un public, des critiques ? Out, mais comment faire ses preuves si on ne lui donne pas l'occasion de diriger ? Car il y a le travail et le talent, certes, mais aussi, en plus, l'introduction dans la profession — souvent mesurable au carnet d'adresses, — qui, elle aussi, est un apprentissage, dès lors qu'elle n'est pas garantie d'avance par ce que certains (ceux qui en bénéficient) nomment les circonstances favorables ou la chance, et que les autres (ceux qui ne peuvent pas compter

dessus, comme Jean, ou Bruno, qui cherche un engagement, Benoit un producteur. Jacques un éditeur prêt à miser sur lui. Caroline une écoute. Sophie une palette favorable. Stéphanie un public) appellent, tout simplement, le piston. Méthiers donc où pour exercer il faut être, aux deux sens du terme, « reconnu », mais où il faut d'abord s'exercer pour arriver à se faire reconnaître. C'est pas forcément vieux, mais c'est prolongé souvent l'attente. Des métiers qu'on dit d'art. Professions artistiques.

Ils travaillent, même si c'est au noir, afin d'entretenir des compétences dont sans doute ils finiront par vivre. Et ce qui les distingue des « métiers anonymes » ou des marchepieds du spectacle, c'est, tout simplement, qu'ils sont trop jeunes pour s'y être installés. Mais ça va venir : l'an prochain Benoit, plutôt que de faire des chantiers, sera second ou même premier assistant sur des « télé » (où il pourra gagner pas mal d'argent) ; Bruno donnera des cours de solfège à de futures chanteuses (dont Caroline), et Jean se fera embaucher comme assistant d'un chef d'orchestre — le tout étant de savoir s'ils arriveront à en sortir, de ce purgatoire de l'art. Peut-être resteront-ils toute leur vie premier assistant, prof de piano, seconde main. On peut-être se feront-ils un nom.

## Dédoublage

Pour le moment, ils se retrouvent à la Closserie, qui est à Paris (relativement) fauché, pour peu qu'on se sente riche d'un quelconque capital — fût-il culturel, voire virtuel. Ce qui les réunit là, le soir (ou parfois dans les halles, au Mother ou au Conways, c'est selon), ce n'est pas l'origine sociale qui diffère sensiblement : si leurs parents ont en commun de n'être pas artistes, ils peuvent être notables de province ou petits bourgeois, industriels ou psychanalystes (Jean fait souvent des chantiers avec un fils de plombier qui, comme eux, ne travaille — au noir — que le temps de réunir

assez d'argent — mais c'est pour s'acheter une ferme dans le Midi). Ce n'est pas non plus leur « vocation », qui les rassemble à la même table (mais un tel mot les ferait rire, qui conviendrait mieux à La Palette, café des peintres américains qui y croient) ; car il n'y a pas grand rapport entre un orchestre et une équipe de tournage, un piano et un stylo, une partition et un scénario.

Pour comprendre ce qui les fait se rencontrer, il faut chercher plutôt dans leur disposition présente à un « dédoublement » qui, pour être provisoire, n'en constitue pas moins un élément structurel de leur condition, comme disent les sociologues : en bref, les futurs artistes, lorsqu'ils ne sont pas sous mécénat (parental ou autre), passent forcément par les petits métiers de l'artisanat où vraisemblablement ils ne feront que passer, puis par les petits métiers de l'art — où ils courent le risque de demeurer : il en est qui rapportent bien, et l'on accède pas toujours au grand art.

Dans l'immédiat, Jean cherche des occasions de diriger. Bruno continue à s'entraîner. Benoit présente son court métrage. Jacques écrit entre deux convois, Caroline fait du porte-à-porte et Stéphanie on ne sait trop quoi, pendant que Sophie, la du Henry James derrière sa caisse, Certains font aussi du plâtre, de temps en temps, en attendant de se faire un nom. Pour le moment, ils n'ont encore que des prémisses, parfois, très simplement, ils échantonnent, comme les appartements à louer, les amours et les adresses de chantiers.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvage.

Imprimé par la S.A.R.L. Le Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-13.  
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 57-487.

## LIVRES

# Cimetières pour invendus

Les livres invendus meurent sous les dents de la déchiqueteuse. A moins que les soldes ne leur offrent une nouvelle chance.

JACQUES BERTOIN

**S**I la naissance d'un livre se veut toujours fracassante, si chacun se félicite de la vitalité de l'édition française — plus de deux cents titres nouveaux seront encore proposés cette semaine à la fringale des lecteurs — et si les critiques manquent de mots pour saluer chaque nouveau volume aligné sur les étagères des librairies, les sorties de scène sont plus discrètes. Chacun s'accorde à regretter la baisse de la durée de vie des livres, mais on reste d'une étrange pudeur quant à ses effets : sur le sort des cadavres, c'est le black-out.

L'édition a son continent perdu, où personne n'avoue jamais avoir mis les pieds : quid de ces invendus qui disparaissent un jour, comme aspirés par une trappe ? Pour tout entrepreneur, le stock mort est une charge dont il lui incombe de se débarrasser, et les éditeurs ne faillissent pas à cette règle. Deux voies leur sont ouvertes pour nettoyer des entrepôts engorgés par l'inflation de la production : ils peuvent faire plonger les livres, ou les solder.

Le plon, c'est la destruction physique des livres. Tout commence par un rituel immuable : un cortège parcourt, chez l'éditeur ou chez son diffuseur, les travées dans lesquelles s'étale, chers auteurs, le fruit de vos entrailles. Le petit groupe ne compte dans ses rangs aucun des interlocuteurs habituels de la chose écrite : ni bibliophile averti, ni libraire habillé à fouiller « derrière les fagots », ni directeur de collection, mais les seuls personnages habillés à signer l'arrêt, et à l'exécuter : un représentant de la direction

commerciale de la maison d'édition choisit les ouvrages condamnés, un puissier en dresse la liste, un « peintre en bleu » leur inflige à grands coups de pinceau la marque infamante qui les désigne, et un camionneur, dont on souhaiterait que lui, au moins, ressente quelque émotion, fait le compte du tonnage à charger sur ses ridelles. Pour la dernière fois, on procède à l'appel des auteurs et des titres : dès que le « certificat de destruction » sera rempli, les livres n'existeront plus. La presse et le public sont rarement conviés à la cérémonie. Seuls, les auteurs des livres promis au pilon reçoivent, quand la procédure est respectée, un sobre courrier les avisant qu'ils retrouvent leurs droits sur leurs ouvrages et leur liberté de proposer leur prose en d'autres lieux.

## Sarcelles

Lorsqu'on soit l'un de ces camions, il faut résister au désir de piocher dans la benne ou de dénigrer contre la machine. Car, une fois signé, le constat d'huissier est sans appel : le plonneur s'engage sur son honneur à n'accorder aucune grâce. Tout sera détruit.

Direction : Sarcelles. On décharge Lawrence Durrell, le *Sursis* de Sartre (on ose espérer qu'il s'agit d'exemplaires défectueux), mais aussi des poètes entières portant des noms que l'amitié oblige à taire, et, pour finir, on couvre la colline de livres d'un nombre impressionnant de paquets encore sous leur pellicule d'emballage. Chaque année, ce sont 250 tonnes de livres qui sont confiées à cette seule entreprise par un

seul grand diffuseur pour un autodafé technologique ! Chaque palette — l'unité de manutention correspond à l'usage de charlots élévateurs — contient entre cinq mille et huit mille exemplaires. On en range une bonne vingtaine en bordure d'un tapis roulant, et, sur un signe du chef d'équipe, un homme armé d'une sorte de gaffe munie d'un crochet les fait basculer vers un plan incliné. Le nom de la machine qui avale le torrent suffirait à décrire la scène. C'est un déchiqueteur, qui « mange » de 10 à 30 tonnes de livres à l'heure. Bruit intraduisible, mastication implacable, tout à la fois martèlement de coups sourds, crépitements de balles sur les parois métalliques, grincement de mâchoires inhumaines. Les livres ressortent, en lambeaux, toujours tirés par le tapis, qui ne s'arrête pas.

Gérard Margoline, le maître des lieux, sourit : lui-même n'a rien contre les livres, il lui arrive même d'en acheter, et il se contente d'exécuter scrupuleusement ses contrats. Cependant, ce ne sont pas les balles d'imprimés qu'il caresse avec le plus de tendresse : les livres sont un piètre rebut, dont les papiers ne tirent que des cartons de mauvaise qualité, ou des fibres. A Sarcelles, le livre, c'est le bas de gamme. Qu'on parle à Gérard Margoline des romans blancs, de cet « AFNOR 7 » innommable qui lui vient des ateliers des imprimeurs ou des fabricants d'enveloppes, et son regard s'allume : la voilà, la marchandise rare ! Chez le récupérateur, c'est l'impression qui déclassa, et les restes du roman de X... ne vaudront pas plus que les « cartonnets » des emballa-



vendus

la déchiqueture...  
chance.

ges d'Orno : 040 F le kilo, au cours du jour, ou bien un peu moins, c'est selon la saison.

Evidemment, à ce prix, on se doute que les éditeurs ne tirent pas profit de l'holocauste ; le plomage leur coûte même parfois un peu d'argent. De plus en plus, ils ont donc recours à l'autre moyen dont ils disposent pour résorber la prolifération des inventaires : les soldes.

## Vérole

Il s'agit cette fois pour l'éditeur de vendre à un négociant, à prix cassés, les ouvrages dont l'exploitation était de toute manière devenue un leurre coûteux. Le livre neuf que vous trouvez affiché à 10 F dans un bac, sur le trottoir, alors que vous l'avez payé 50 F quelques semaines auparavant, est un livre soldé. Cette vente en gros présente un double avantage : pour l'éditeur, elle procure un afflux d'argent frais provenant de la réalisation d'un stock déjà amorti, et pour l'auteur, elle laisse subsister l'espoir de toucher de nouveaux lecteurs qui lui resteront fidèles. A quel tribut l'absence totale de statistiques sur l'importance du soldé et son évolution ?

Interrogé sur le problème, le syndicat des éditeurs m'a répondu par la voix de son responsable des relations publiques : « On peut à la rigueur connaître dans un pays le nombre de propriétaires de yachts ; il est beaucoup plus difficile de dénombrier les citoyens qui souffrent de vérole ». Passe encore pour le pilon, destruction clandestine de livres pour compte. Mais le soldé ?

Ces grossistes qui éparpillent leur « marchandise » aux quatre coins de l'Hexagone évoquent une cascade de fautes commises : celle de l'auteur, qui n'a pas su convaincre, ou séduire ; celle de l'éditeur, qui a mal publié, soit que la décision même de faire paraître tel ouvrage ait été infondée, soit, plus fréquemment, que le tirage initial d'un livre ait été exagéré. Le soldé frappe d'abord les « coups » ratés, les best-sellers restés confidentiels, ou les livres chers à fabriquer, qui obligent à faire le pari d'un tirage de départ important pour pouvoir être mis en vente à un prix qu'on a cru, à tort, acceptable.

## Brocante

Enfin, le soldé révèle l'incapacité du réseau de distribution traditionnel à promouvoir et à vendre les livres qui lui sont proposés au prix auquel il les met sur le marché. Certains titres, passés inaperçus lors de leur sortie, parce que les libraires n'y ont pas cru, se trouvent parfois faire un malheur sur le marché du soldé qu'ils inondent.

René Baudouin arpente un invraisemblable entrepôt qui ferme une impasse proche de la Nation. Sur plusieurs milliers de mètres carrés — auxquels s'ajoutent ceux d'un hangar de banquette — s'entassent des milliers de livres.

Il y a le boulevard des livres de cuisine, la place du porno, le quartier des sciences humaines et les faubourgs du roman...

Des Fenwick chargés de palettes font des va-et-vient incessants de l'entrepôt aux camions. René Baudouin est le plus important des vendeurs « indépendants », et bénéficie donc du statut de libraire. Libraire d'une trentaine d'années, inconnu du grand public, il lui vend pourtant quelque 13 tonnes de livres chaque jour. Convertissez en nombre d'exemplaires, ce qu'il s'avère incapable de faire lui-même, et vous concevrez que ses confrères en soient quelque peu ébranlés.

René Baudouin ne se contente pas de racheter et de vendre ; outre son activité d'éditeur — *Encyclopédie de Diderot, Calendrier des bergers*, albums photographiques, etc. —, il est aussi un éditeur de livres. Plus loin, c'est un bonhomme employé des chemins de fer qui est comptable « à mi-temps » (1), tandis que sa femme « fait » dans l'esthétique, à domicile, etc. On n'en finit plus. L'immeuble et la cité toute entière, sous des allures coquettes de nid pour cadre moyen-façades de briques, pelouses, balcons de bois, ne seraient qu'une énorme ruine, secrète, affairée et silencieuse.

Mais nous y sommes, un peu impatient, un peu troublé aussi par l'aspect anodin des lieux, contrastant avec l'énormité que notre guide, imperturbable, poursuit jusque sur le palier. Une jeune femme aimable, mince, vive et soignée, ménagère sans reproche et mère de famille épanouie, nous fait entrer dans un intérieur confortable. Moquette épaisse, canapé, bibliothèque en bois vernis, chaîne hi-fi, plantes vertes, rien ne manque

tiré parti de cette occasion pour glisser dans les exemplaires soit des son catalogue des titres toujours disponibles dans le circuit traditionnel. Lui, dont le travail consiste à prendre en charge tous les cas désespérés, ne pousse pas plus de 10 % de ses stocks. Les éditeurs en gonflent artificiellement le coût en y intégrant, selon lui, les frais généraux considérables qui tiennent au train de vie des équipes commerciales ou à des frais de publicité excessifs, que lui-même n'a évidemment pas à supporter.

Les livres soldés se vendent pour un quart à l'exportation, un autre chez les grossistes et part dans les grandes surfaces. Les trois quarts restent dans les librairies, soit qu'il s'agisse des librairies de soldes spécialisées d'un côté, ou de librairies traditionnelles de l'autre. Les libraires traditionnels ont dû baisser les bras et vendre leur fonds ou des librairies générales qui se servent du soldé à la fois comme produit d'appel étalé sur le trottoir et pour nourrir un fonds que la carence des éditeurs menace de laisser tarir.

Enfin, et c'est là le phénomène le plus intéressant, le dernier quart s'oriente maintenant vers ce qu'on peut qualifier de « marché parallèle ».

Un jour, un brocanteur rendit visite à René Baudouin : « Je ne veux pas dépenser plus de 5000 francs, et il me faudrait quelques palettes de trucs cohérents. Que ça tienne debout quand fêta... » L'expérience se révèle positive au-delà de toute attente, les livres, dispersés entre les vieux lavabos et les lustres de récupération, se révèlent être un « produit leader ». Alors viennent les autres, ces « nouveaux livres » : *« Big Boss », « Promo-Flash », « Pour l'Éducation », « Disant Business », soldes de surplus américains, de papier peint, d'outils, de lunettes de soleil... »* Eux aussi viennent maintenant remplir leurs camions à l'entrepôt : « L'un d'eux m'a liquidé en quelques semaines 50 tonnes de « Pensée universelle », mais il m'a aussi vendu deux cents livres de la collection de Zola, aux Cahiers d'Art ! Pour lui, c'est seulement un gros livre qui se vend, mais il suffit que ceux qui achètent, eux, sachent ! »

Baudouin se refuse à jeter la pierre à ces « commerçants », qui viennent poser leurs tentes sur les livres : « Ils font au moins acte d'achat, ce que ne savent plus faire des libraires asservis par les offices des édi-

teurs ; et puis, si ça se vend, ils regardent ce que c'est... »

De ce nouveau marché, où l'on vend tout, pourvu que ce soit à très bas prix, René Baudouin attend la disparition totale du pilon. Mais ne faudrait-il pas redouter aussi celle du réseau de distribution, déjà largement attaqué par le discount sous toutes ses formes, auquel les livres bradés risquent bien de donner le coup fatal ? Comment les libraires pourraient-ils expliquer à leurs clients que le prix d'un ouvrage s'effondre d'un jour à l'autre ? Et ces énormes quantités de « lecture » qui s'échangent sur des tréteaux ne viennent-elles pas saturer la demande potentielle et détourner les clients des librairies des nouveautés, qui incarnent pourtant la création ?

Certes, tous ne sont pas encore frappés, et l'on n'a pas encore vu, dans les boîtes des détaillants divers, la couverture blanche de Gallimard, le liseré bleu des éditions de Minuit, le cadre vert ou rouge des éditions du Seuil. Chez ces « grands », et chez quelques autres, l'auteur malheureux peut espérer soit figurer pendant des décennies au catalogue, soit, dans le pire des cas, un enterrement désintéressé et clandestin.

## ITALIE

# Un clandestin très ordinaire

Dans un faubourg du nord de l'Italie, Angela fabrique des pantalons. Au noir. Dans une petite cité anodine et bourgeoise...

VÉRONIQUE MAURIS

ENTRE les dernières rues commerçantes, le canal et les champs crevés de petites jardins potagers, la cité se désagrége en groupes d'immeubles tantôt sordides, tantôt presque coquets. C'est une prairie de l'autre côté de la route, un manège à l'ancienne grince. Des groupes de jeunes adossés à leurs motos côtoient des ménages tranquilles. Nul mystère, nulle tension dans ce faubourg étiré, curieux produit du mélange de la population ouvrière, du « quart monde » et de la petite bourgeoisie milanaise. L'atmosphère tient du *Volero di bicyclette* et des *Dimanches de Ville-d'Avray*.

Nous brûlons. Depuis deux jours nous traquons le « clandestin », en vain. « Un travailleur clandestin ? A Milan, à Naples, oui, mais ici... » Le mur ! Quel Italien, de ce Nord industriel et hanté, consentirait à dévaler un peu des dessous d'une économie trop belle pour être tout à fait honnête derrière ses vitrines design, son luxe et ses sièges sociaux glacés ?

Il s'en est fallu d'un hasard. L'ami d'un ami. Résistant, un peu raide dans son rôle de « traître », notre guide ouvre en habitude les grilles d'une cité d'allure bourgeoise, s'excusant encore : « Dans le Nord nous n'avons pas de vrais ateliers clandestins. Tout au plus du travail au noir... » Voilà, ça recommence ! Si près du but...

Il se reprend, sentant notre déception. « Il y en a quand même beaucoup. Ici, par exemple... » Et d'indiquer une liste interminable : « J'ai fait un petit pointage », dit-il, lequel laisse paraître, effectivement.

Ici, Mme D., femme d'un employé de banque, fait une fois par mois les feuilles de paie d'une petite entreprise. Là, Mme O., ex-employée de bureau, se livre à un commerce clandestin de marmittes. Plus loin, c'est un bonhomme employé des chemins de fer qui est comptable « à mi-temps » (1), tandis que sa femme « fait » dans l'esthétique, à domicile, etc. On n'en finit plus. L'immeuble et la cité toute entière, sous des allures coquettes de nid pour cadre moyen-façades de briques, pelouses, balcons de bois, ne seraient qu'une énorme ruine, secrète, affairée et silencieuse.

Mais nous y sommes, un peu impatient, un peu troublé aussi par l'aspect anodin des lieux, contrastant avec l'énormité que notre guide, imperturbable, poursuit jusque sur le palier. Une jeune femme aimable, mince, vive et soignée, ménagère sans reproche et mère de famille épanouie, nous fait entrer dans un intérieur confortable. Moquette épaisse, canapé, bibliothèque en bois vernis, chaîne hi-fi, plantes vertes, rien ne manque

dans ce *sweet home* à l'italienne. « On pourrait vivre sans nous, mais avec plus de difficulté », dit-elle plus tard. En attendant, c'est presque un choc de découvrir, dans la chambre d'enfants, l'atelier, séparé seulement du lit par une bibliothèque basse. Impeccable lui aussi, et même élégant. L'énorme machine à coudre, la table à repasser, les bobines, en remontrant pourtant aux ateliers professionnels les mieux équipés. Seule trace de désordre : quelques pantalons en cours de finition.

Angela en confectionne en moyenne trois ou quatre par semaine, selon la demande — il y a la hante et la basse saison — et son temps libre. Sauf cas de force majeure — mariage ou autre — le donneur d'ordre n'exige aucun délai. Le semaine et les journées de notre « clandestine » aux yeux bleus, si fine dans son chandail brun, n'en sont pas moins réglées comme au métronome. Lundi, jour de marché et de travail bénévole, celui-ci — à la parole : pas de couture. Mardi, mercredi, jeudi : horaires de travail calqués sur les heures d'office : 9 h. 30-12 h. 14 h. 16 h. Vendredi, les pantalons terminés sont portés à la boutique de l'employeur, qui donne les pantalons déjà coupés et essayés pour la semaine suivante.

## Étonnements

Il paie cash, « bien sûr » : 18 000 lire pièce (1). Un prix fixé tous les ans : « On s'entend. En général, il augmente de 1 000 lire chaque mois de septembre. Il y a des ateliers qui paient plus, mais pas beaucoup : 20 000 lire ; 25 000 quand il y a des échéances très rigides. » Un prix de main d'œuvre en somme honnête ? Bon ! Avec 18 000 lire, je paie la note d'électricité. Le samedi, au supermarché, je dépense 20 000 à 22 000 lire. Ça va... »

La précarité de l'emploi ? Angela s'étonne. Non, vraiment, ce n'est pas un problème. Les « jeunes » ne veulent plus faire ce travail et elle est très qualifiée. On lui a souvent fait des offres. Et puis elle a l'habitude. Issue d'une famille nombreuse, fort modeste, elle a commencé à travailler à douze ans dans un atelier de couture. Non déclarée ? « Bien sûr ». Elle est restée onze ans la seule ouvrière d'un artisan qu'elle a quitté pour un poste à peine mieux payé, mais — enfin — au grand jour. Elle est restée « régulière » pendant neuf ans dans un atelier employant officiellement huit personnes — en réalité le double — qui fabriquait, au centre de Milan, des costumes de luxe pour hommes. Puis elle s'est mariée, a eu un enfant... et est

retournée à la clandestinité. Délibérément.

« Au départ, je comptais travailler un nombre limité d'années, en soutenant un régime de contribution volontaire, afin d'atteindre le minimum de la pension de retraite. Et puis j'ai continué. » Une hésitation. « Nous voulions aussi, surtout, ne pas dépasser certains seuils de revenus imposés... » Son revenu, relativement faible (200 000 à 240 000 lire par mois, soit 1 000 à 1 200 F), représente quand même 20 % des ressources totales du ménage (entre 5 000 F et 6 000 F).

Et les contrôles, les sanctions ? Angela lève le sourcil, décidément étonnée de nos questions et de l'intérêt porté à son cas, si banal ici. Clandestine, oui, mais sans problème, sans peur et sans reproche. Le risque, connaît-elle. Pour le « patron », peut-être... Mais il a proposé de ne déclarer. C'est moi qui ai refusé.

Arrive le mari, un barbu jovial et sympathique, technicien supérieur de son état, qui met à nous recevoir la même gentillesse un peu surprise, mais pas étonnée. « Moi, je suis très content. La maison est plus confortable, et puis Angela est un peu indépendante. » Elle renchérit, souriante, moqueuse : « Nous sommes très bien, mais nous ne sommes pas des gens très riches. »

« Si je veux aller chez le coiffeur me faire faire des mèches, il n'a rien à dire... » L'atmosphère se détend encore, carrément amicale maintenant. Angela sort les tasses dorées, soigneusement alignées derrière les vitres de la bibliothèque, sert le café. On parle vacances — un mois tous les ans à la mer et à la montagne —, voiture — une Peugeot 305 toute neuve —, loisirs. On refait une fois encore la liste des clandestins du voisinage. « Toutes les femmes qui n'ont qu'un enfant cherchent un petit boulot », explique Angela.

« Nous, honnêtement, nous n'avons besoin de rien. Certains », ajoute le mari qui, très fier de son français, raconte les exploits clandestins de ses collègues de bureau : bobineurs en cave, artisans du week-end, comptables du soir, etc. Notre guide s'hardit, cite sa cousine qui coud des pull-overs chez elle, « comme ici ». Il finit par avouer que lui-même, parfois... double ses revenus grâce à des « consultations privées ».

On ressort perplexe, presque déçu. Couleurs locales, zéro : la cité garde son allure quêtée, bien-pensante, dépourvue de banale. Il faut se forcer pour penser que derrière les fenêtres... Le visage des passants ne laisse rien entrevoir de ce banal : c'est la sortie du lycée, l'heure de l'après-midi, du journal et de la boulangerie. On pourrait être dans n'importe quelle banlieue. A Naples, peut-être... »

(1) 1 000 lire valent environ 5 F.

## REFLETS DU MONDE

# THE GUARDIAN

## Drôle de façon de célébrer Noël

Le quotidien indépendant londonien THE GUARDIAN, consacre : « Nos tables sont remplies en ce moment de livres tels que les Chans au Proche-Orient, les Uniformes des combattants arabes, dans lesquels les spécialistes tentent de trouver des informations sur l'armée irakienne... » Il semble que ces livres militaires jouissent d'une grande popularité en ce moment. Les éditeurs, qui ne peuvent pas offrir de cadeaux aux abonnés, se tournent vers les livres de guerre. Les livres de guerre, qui ne peuvent pas offrir de cadeaux aux abonnés, se tournent vers les livres de guerre.

couteux qui va paraître prochainement sera un très grand succès. De telles réussites militent les éditeurs à l'été et ils ne font donc rien pour décourager de potentiels lecteurs. « Alors, un éditeur n'a-t-il pas fait porter aux libraires des affiches de publicité pour un livre qui recommande d'offrir pour Noël, fête de la paix, le Livre des fusils ? » Un don peut être plus chrétien que celui d'une arme, mais une façon bien curieuse de célébrer la naissance du symbole de la paix », ajoute le journal.

# SÉOUL SHINMUN

## Habeas corpus à la coréenne

Le ministère sud-coréen de l'Intérieur semble plein de sollicitude à l'égard de la jeunesse et de ses problèmes, si l'on en croit le journal SEDUL SHINMUN. Celui-ci écrit : « Le ministère de l'Intérieur vient de demander à la police de ne plus pénétrer les jeunes gens aux cheveux longs, car cela risque de gêner le développement de leur personnalité et de leur identité. Si le seul contact des jeunes avec l'autorité gouverne-

mentale se résume à avoir leurs cheveux coupés dans un poste de police, ils risquent d'avoir une conception déformée de ce qu'est la vraie autorité légitime. » La longueur des cheveux ou des jupes n'est pas une affaire administrative, mais une question d'esthétique personnelle et de mode. La nouvelle administration n'interviendra jamais dans les affaires privées des citoyens sous le couvert de sa campagne de purification... »

# tageblatt

## Le premier accroc coûte 100 francs

« Il y a des gans, explique le quotidien luxembourgeois TAGEBLATT, qui veulent toujours avoir raison, quand bien même on leur montre noir sur blanc qu'ils ont tort. En voici un exemple. Pour conclure une soirée sympathique, nous nous rendions à plusieurs dans une pizzeria. Quand la note nous fut présentée, nous donnâmes au garçon un billet de 1 000 francs. Mais il refuse catégoriquement de l'accepter en paiement. Interrogé sur la raison de son geste, il nous dit que la billette... il admet et que la Caisse d'épargne ne lui en donnerait alors que 900 francs. Affirmation que nous repoussâmes d'autant plus que l'un de nous est caissier à la poste. Il s'ensuivit de la part de l'hôtelier et du serveur la

menace d'appeler la police, ce qu'ils ne firent pas, bien que nous fussions parfaitement d'accord. Comme rien ne servait de se disputer inutilement, nous réglâmes l'addition en nous contentant de notre dernier argent. Après en avoir parlé avec des responsables de la Caisse d'épargne, il apparaît établi qu'en aucun cas les billets de banque ne sont négociables au centimètre. (...) Pour un billet de 1 000 francs, à peu près coupé en deux, on reçoit logiquement 500 francs. On en reçoit 1 000 lorsqu'on peut produire plus de la moitié du billet. Un morceau inférieur à la moitié est sans valeur. » Qu'on se le dise, dans les pizzerias luxembourgeoises et ailleurs !

# The Daily Telegraph

## Les faits de la vie

Le quotidien conservateur DAILY TELEGRAPH rend compte d'un livre, *Les Faits de la vie*, écrit par l'écritrice Nettie Newman, qui a versé sa drolle d'humour à une association d'aide aux enfants handicapés, comme elle l'a déjà fait pour cinq ouvrages.

Pour connaître les Faits de la vie, l'auteur a interrogé des enfants. Voici quelques réponses : « Pour avoir un enfant, il faut faire l'amour à quelqu'un qui n'a rien contre », suggère Metienne (neuf ans). « Je verrai

d'abord si la vie mariée me plaît et si elle me déplaît, alors j'essaierai autre chose », affirme Mark, âgé de onze ans. Pater, de deux ans plus jeune, conseille : « Commencez d'abord tous par tomber amoureux, puis mariez-vous et ayez un bébé. Vous pouvez aussi le faire à l'inverse. » Lynn, neuf ans, estime que ceux qui ne veulent pas d'enfants doivent pratiquer « la contraception ». Getty, sept ans, explique : « Maria, la femme de Joseph, a eu une immaculée conception. »

# ASSOCIATED PRESS

## La guerre du musicien

Dans le nord de Londres, tous les samedis, un musicien de vingt-neuf ans s'installe devant une boutique vide et présente aux passants une pétition à signer. Cela se passe à Hampstead, quartier unique à Londres qui a su préserver une atmosphère de village que l'on trouve rarement dans les faubourgs de la capitale. Hampstead est peuplé d'étudiants, d'hommes d'affaires jeunes, d'intellectuels et de personnes plus âgées, souvent originelles. La très grande majorité sont des conservateurs passionnés. C'est pourquoi sans doute cinq mille d'entra sur les cinquante mille habitants ont signé la pétition du musicien : comme lui, ils ne veulent pas que leur quartier chic soit dénaturé par l'ouverture de la quarante-quatrième succursale d'une firme spécialisée dans la vente de « hamburger », cette boulette de viande servie dans un petit

pein chère aux cours américeins.

Quatre associations d'habitants de l'Hampstead soutiennent l'action du musicien, disant qu'ils n'ont rien contre les « snobs » en tant que tels, mais qu'ils ne veulent pas d'une échoppe à hamburgers « dont l'installation à Hampstead serait une atteinte à l'héritage de l'Angleterre ». Elles tentent donc, presque tous les jours, de faire pression sur le conseil municipal pour que celui-ci ne délivre pas l'autorisation demandée par la chaîne des hamburgers... Le directeur commercial est « déconcerté » et rappelle que son restaurant procurerait cent emplois locaux nouveaux. Quant au conseil municipal, il a pour l'instant ajourné sa décision pour étudier le problème de manière plus approfondie. Quant au musicien, il ne désespère pas et tous les samedis sollicite les signatures des passants...



# Anticonformisme en chances

**ALAIN BROSSAT**

A l'autre bout de la chaîne apparaît, dans le courant de radicalisation de la jeunesse étudiante à la fin des années 60, une chanson protestataire de qualité où se trouvent pris à partie les démons rennaissants de la vieille Allemagne et les miriflores contestables de la nouvelle Rénégation, Nasser, Mao, Séverine, Castro, etc. C'est alors que les plus connus... — stigmatisaient en ballades amères la bonne conscience retrouvée de leurs aînés et les crimes américains au Vietnam. « Protest song » souvent percutant, même chanson d'intellectuels pour les intellectuels et à laquelle, c'est le moins que l'on puisse dire, les médias ne faisaient pas de gros polichons.

« Pour l'histoire, les figures de

## Sans complaisance

Y défilent les mythes et les angoisses de la jeunesse : moto, drogue, drague, rêves d'Amérique, chagrins d'amour, solitudes de banlieue, rage de vieillir : « *Ellen a quarante ans et se demande / Comment me tirer de cette saule d'automne / Assoc me rêves saules d'automne* ». *Faucheux* : NI complaisance ni démagogie : Lindenberg est contre la drogue, contre les solitudes du samedi soir (il parle d'expérience), et ses chansons le disent sans ambiguïté : ses jeunes écoutent, applaudissent, et se disent que le dédicé à lieu. Ces textes ne sont pas de ceux qu'on alevé pour s'ébourier. Parfois, la politique affleure dans le chant multiple de la vie quotidienne : comme dans cette belle ballade, *Mädchen aus Oesterlin*, qui évoque l'émigration allemande vers les deux pays du mur de Berlin et où l'on rêve... d'un grand concert

Paradoxe rassurant : tandis que les deux Allemagnes ne cessent de se contempler en chiens de faïence, la chanson, elle, circule entre la RFA et la RDA, et même une institution comme le désarmement des RPA et des gardes-frontières, Les Jeunes Allemands de l'Est, c'est bien connu, aime les rythmes modernes non conformes aux canons esthétiques du « socialisme réel », et les dirigeants du S.E.D. gardent encore en mémoire les paroles de la chanson d'Alexanderplatz de Berlin-Est, fin 1977, tournée à la franche émeute. A quel bon saisir quelques cassettes pop à la frontière des deux mondes dès lors que la télévision ouest-allemande peut être captée sur presque tout le territoire est-allemand ? Facile aux enfants d'acquiescer à l'avis de l'adulte, autre Allemagne, il est.

Mais ce n'est là que la moitié du paradoxe. L'« exportation », le plus souvent à leur corps défendant, de nombre de chanteurs est-allemands a, au contraire, fortement contribué au renouveau de la chanson en Allemagne de l'Ouest. Le premier nom qui s'impose est, bien sûr, celui de Wolf Biermann. Certes, ses chansons antibureaucratiques, au virillet étalant constamment l'usage du verbe, ont été considérées comme « gauchistes » et, en conséquence, l'est-allemand bien avant son banissement par les autorités de R.D.A. intervenu en novembre 1976. Mais ce n'est que depuis ce fameux concert de Cologne, dont on saisit le prétexte pour lui interdire de regagner son pays, que l'Allemagne de l'Ouest a choisi de vivre, et qu'il qualifie lui-même de « meilleure », qu'il a véritablement « éclaté » en R.F.A. Intimement lié à la gauche « radicale » ouest-allemande, il s'est rapidement engagé dans ses combats et ses dévotions. Si, à l'origine, il n'a pas voulu interpréter certaines chansons pamphlétiques qui lui attirèrent les foudres des gens de pouvoir à l'Est, son répertoire s'est enrichi de textes toujours aussi militants et caustiques contre le « tout-nucléaire » en Allemagne fédérale, sur la mort de Beader et sur la guerre, sur la pollution de Skamshelm, une grave de dockers en mer du Nord... Exécuteur l'étiquette de « dissident professionnel », il s'applique, avec un sens des formes, une agilité intellectuelle extraordinaires, à déstabiliser l'attention de ses auditeurs sur les problèmes et les contradictions qui se posent à leur société, et pas seulement ce que « Dräben » (3) qui, en R.F.A., sert souvent de dérivatif commode aux questions d'actuel ouest-allemande. Ainsi, chacun de ses concerts, où alternent chantant et débat avec le public, reprend l'air d'une sorte de « conférence » ouest-allemande (pas seulement « radicale ») s'interroge sur le passé de son pays, le destin du communisme, les problèmes de la

**L'Est**

Notons d'ailleurs que, pour s'attacher aux deux forçages, nous arrivons en R.F.A. plusieurs chanteurs de l'Est qui s'étaient engagés dans le mouvement de protestation à la suite de son bannissement : Parnach et Kunert, Michael Sellmann, dont l'inspiration doit beaucoup à celle de Biermann, disent le malaise de chanter entre Est et Ouest : « *Wie ist es denn mit uns, wir sind Berliner, Oest! Est fendeute auch! Co Ergo ist's Wi's qu'z passer de Feste, c'est! A'h! si tu le poudrais s'adempu* » (Michael Sellmann). Depuis quelques semaines, Bettina Wegner, dont le nom est connu en Allemagne fédérale, est venue grossir le contingent des chanteurs est-allemands en exil. Son féminisme militant apporte une note nouvelle dans le mouvement et témoigne que, sous le « socialisme réel », commencent encore quelques M.L.F. !

Nina Hagen, elle, a stéréotyped comme une infériorité sur la scène du rock occidental ; dynamisant tous les points derrière elle, elle s'est fait une tête de diva, elle « punk » et produit une musique tissée de balancements, de roulements et d'impulsions. Elle a été l'élément déclencheur, elle, elle empêche l'auditeur au col et ne le lâche plus. Ses tris, ses provocations, ont le goût de la douleur d'être dans un monde inhabitable, percus de décadence et de bêtise. Qu'elle chante le sexe ou l'ivresse du royaume, l'émancipation des femmes ou le goût de la mort des grandes villes, elle a été la première à nous avoir bout de la rime et du cri. Une révolte sans espoir de rémission ou d'accomplissement.

Signes des temps : ses disques sont disponibles en France. Comme ceux de Biermann. Pour les autres chanteurs que nous avons évoqués, il faudra attendre encore un peu : c'est si loin, l'Allemagne !

- (1) Du rock contre la droite.
- (2) Le Combat continu. Démolissez ce qui vous démolit.
- (3) De l'autre côté, c'est-à-dire à l'est. — R.D.A.

虎

**Pâtisserie Traditionnelle Japonaise, Salon de Thé**  
**10,Rue Saint-Florentin-75001 PARIS. Tél : 260.13.00**

La Maison TORAYA, la plus ancienne  
Pâtisserie du Japon, est fournisseur de la Cour  
Impériale depuis 450 ans. Elle ouvre, à Paris,  
son premier magasin à l'étranger et vous invite  
à venir déguster dans son Salon de Thé ses  
pâtisseries traditionnelles, faites entièrement  
de produits naturels.

# Race

Jean Jaures, vie et mort

## La grande

E

Le jazz de Philippe Adler à Paris

### Vibration

Le retour de l'Europe du jazz



# Radio-Télévision

«Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste», à Antenne 2

## La grande famille de la gauche

THOMAS FERENCZI

ENTRE le Zola d'Armand Lanoux et Stelio Lorenzi, centré sur l'affaire Dreyfus, et le Congrès de Tours, de Jean Elléain et Yves Clampt, qui reflète la montée du socialisme, le Jaurès d'Angela Casta vient rétablir le chaînon manquant dans cette histoire imagée de la Troisième République avant 1914, dont la télévision semble s'être fait une spécialité. Une histoire vivante, qui offre l'exemple d'une pédagogie efficace : on retrouve avec plaisir, d'une émission à l'autre, les mêmes personnages, sous un éclairage différent, qui rend compte de la complexité des situations et donne à chacun des films, en relation avec les deux autres, une grande puissance d'évocation.

### Le dernier témoin

Charles-André Julien, quatre-vingt-neuf ans, a rencontré personnellement Jaurès, qui était un ami de son père. Il est probablement le seul témoin encore vivant. De Jaurès on n'a gardé aucun document cinématographique, à l'exception de deux plans filmés à la Chambre des députés, qui font au total 45 secondes. Ils sont conservés à la cinémathèque Gœumont. On n'a pas non plus d'enregistrement de sa voix, il ne le voulait pas, dit Angela Casta. Un documentaire sur Jaurès n'aurait donc pas beaucoup d'intérêt. Mais le témoignage de Charles-André Julien, qui impose à l'écran, avec sa chaleur, son intelligence, son amour de Jaurès, une étonnante présence, apporte un exceptionnel poids de vérité.

Dans la famille d'Angela Casta, on vénérait aussi Jaurès. Angela Casta ne se cache pas de faire œuvre militante. Car la vie de Jaurès, dit-elle, nous parle des problèmes de notre temps : le chômage, le terrorisme, le socialisme. Jean Jaurès est « porteur d'interrogations qui

sont celles de 1980 » : les récents événements de Pologne ne montrent-ils pas, par exemple, le « formidable lucidité » d'un homme qui ne jugeait pas contradictoire l'émancipation des travailleurs et le foi religieuse ?

Angela Casta est de ces réalisateurs qui se battent pour la pratique de leur métier. Il a exercé d'importantes responsabilités syndicales. La réalisation de son film illustre bien la situation de la télévision aujourd'hui. En 1977, Angela Casta, qui a fait dans les années 60 de nombreux reportages pour « Cinéma Colonnes à la Une », puis pour des éditions spécialisées d'« Information première » (notamment l'Algérie dix ans après, en 1972), qui a réalisé aussi plusieurs documentaires et qui vient d'achever un documentaire sur le chômage pour les « Douze » de l'écran, a été à un grand film sur Jaurès. Marcel Julien, qui va quitter quelques semaines plus tard la présidence d'Antenne 2, donne son accord. Angela Casta travaille sur le scénario et, en 1979, commence à discuter du financement.

Il fait appel à un producteur privé, Philippe Dussart (le producteur de Mon oncle d'Amérique), qui chiffre le projet à 2,72 millions de francs. Antenne 2 refuse d'aller au-delà de 1,9 million. Le projet est ramené à 2,58 millions, puis Angela Casta se tourne vers la S.F.P. qui dit : 2,45 millions. Antenne 2 ne veut rien entendre mais finit par accepter de monter d'abord jusqu'à 2,10 millions, ensuite jusqu'à 2,30 millions, à condition que la S.F.P. consente une couverture de

100.000 F sur les habituels 10 % d'imprévu et que la durée du tournage soit réduite de 25 à 23 jours, ce qui fait gagner 50.000 F supplémentaires. On s'entend donc sur 2,45 millions, dernier prix.

### Conditions de production

La préparation commence, en décembre 1978, quand la S.F.P. fait savoir qu'elle s'est trompée. Elle demande 2,60 millions, puis, après un nouveau chiffrage, 2,75 millions. En économisant un peu, on arrive à 2,71. C'est encore trop. Le projet est par terre.

Retour de Philippe Dussart, qui veut bien descendre à 2,55 millions.

On négociera sur les droits des ventes à l'étranger et on parviendra finalement à 2,25 millions. Le tournage se fera en vingt jours.

Tout cela, dira-t-on, est de la petite histoire. Peut-être. Mais elle montre d'abord comment, une fois de plus, la S.F.P. a laissé la place à une société privée, ce qui, au départ, n'était pas évident. Elle prouve ensuite que le réalisateur doit dépenser la plus grande partie de son énergie à trouver de l'argent. Enfin, elle éclaire la façon dont le budget d'un film est peu à peu rogné jusqu'à porter atteinte à la qualité du travail artistique. En dépit de ces difficultés (Jaurès a coûté, à l'heure, le mot d'ordre), le film d'Angela Casta est réussi. Ses limites sont celles de ses conditions de production.

● FRS, le samedi, 22 h. 30.

## les films de la semaine

Les notes de Jacques SICLIER.  
★ A VOIR ★★ GRAND FILM

### Les Risques du métier

D'ANDRÉ GAYATTE  
Lundi 6 octobre  
FR 3, 20 h 30  
★ Jacques Brel, instituteur accusé d'attentat aux moeurs par les gamins de sa classe, est mis en prison, mais le spectateur croit, d'emblée, à son innocence, le chanteur devenu acteur étant très sympathique. Tiré d'un fait divers réel (recueilli dans un livre de Simone et Jean Cornac), le film de Gayatte est sans ambiguïté. Il ne s'intéresse qu'au mécanisme des faux témoignages et au système judiciaire. Il est bien construit, bien réalisé en son genre.

### La Reine de la prairie

D'ALLAN DWAN  
Lundi 6 octobre  
TF 1, 20 h 35  
★ Ce vétérinaire du cinéma américain, qui mit jadis en scène plusieurs films de Douglas Fairbanks, suit, en quelques plans, faire vivre des personnages, créer une atmosphère. Une sorte de fresque moderne en hermine de série, avec Barbara Stanwyck extraordinaire en héroïne vengeresse. Et, en 1954, l'amitié d'une femme blanche et d'un Indien était, à Hollywood, un thème anticonformiste, audacieux.

### Sept secondes en enfer

DE JOHN STURGES  
Mardi 7 octobre  
FR 3, 20 h 30  
★ La fusillade de Tombstone, qui terminait régulièrement les comptes à O.K. Corral, de John Sturges, commence ce film qui en est la suite. La lutte d'Ike Clanton, survivant du gang détruit par Robert Ryan, contre Wyatt Earp (James Garner) et Doc Holliday (Jason Robards, dramatiquement très fort dans ce rôle), est menée, montrée avec une violence saisissante. A la fin des années 60, la mythologie traditionnelle du western s'effaçait au profit du réalisme historique. John Sturges a contribué à cette transformation.

### Un nuage entre les dents

DE MARCO PICO  
Mercredi 8 octobre  
FR 3, 20 h 30  
★ Remarquable comme interprète du travailleur portugais de O Salto, Marco Pico a débuté dans la réalisation avec cette comédie bouffonne et mordante sur les mariages du journalisme de faits divers créant eux-mêmes des informations « sensationnelles ». Compères mythomanes, Pierre Richard et Philippe Noiret

vivent une folle nuit, flottent au milieu d'un monde imaginaire et dangereux. Il y a, dans cette satire où le réel est déformé par la schizophrénie, une originalité de ton qui, tout en étant vire, apporte le trouble.

### Les héros sont fatigués

D'YVES CIAMPI  
Jeudi 9 octobre  
FR 3, 20 h 30  
Des Blancs déchaînés, d'anciens héros (un Français, un Allemand) de la deuxième guerre mondiale pourrissent au Libéria et découvrent que le monde n'offre plus d'aventures à leur mesure. Venu après le Salaire de la peur, de Clouzot, ce film s'efforce d'en retrouver le climat d'horreur réaliste, d'affrontements violents, et sombre dans un exotisme de pacotille. Et pourtant il est bien mûr. Aujourd'hui, on ne supporte plus la vision de tout cela.

### Ce gamin-là

DE RENAUD VICTOR  
Vendredi 10 octobre  
A 2, 23 h  
★ Tourné, pendant trois ans, par un jeune homme qui avait le cinéma sans l'avoir pratiqué (il s'est défini lui-même : « né en milieu rural et autodidacte »), dans la commune Deligny, à Monoblet (Cévennes), Renaud Deligny, ancien instituteur qui s'est toujours intéressé aux enfants déficients, avait réuni là un groupe de maisons abandonnées, depuis 1967, des enfants autistes fugés inébranlables. Le film de Renaud Victor regarde, observe, sans influencer leur comportement, ces enfants refusant le langage parlé, parlant l'écrit. Jean-Marie, dont il suit l'itinéraire de vie quotidienne, images muettes où le son intervient progressivement. Puis Renaud Deligny lui-même introduit un discours poétique dans ce document, qui nous rapproche de la « différence » pour la supprimer et qui montre comment s'expriment ceux qui ne veulent pas, ne peuvent pas parler.

### Le Cerveau

DE GERARD DURY  
Dimanche 12 octobre  
TF 1, 20 h 35  
★ Le téléscopage burlesque du bricolage et de la technique perfectionnée dans la préparation, par un petit escroc et un chauffeur de taxi français d'un côté, par un célèbre truand anglais dit le Cerveau et un cadé de la Mafia de l'autre, du cambrage d'un train spécial de l'OTAN. L'utilisation d'un budget colossal a fait des gags et des gadgets une machinerie un peu trop luxueuse. Le rythme du film s'en ressent, mais on s'amuse bien avec les deux acteurs : Belmondo-Bourvil, David Niven-Sil Walach.

### Le Tunnel

DE KURT BERNHARDT  
Dimanche 12 octobre  
FR 3, 22 h 40  
★ Bravant toutes les difficultés matérielles et les intrigues des spéculateurs, sacrifiant sa vie privée, un ingénieur réussit à construire un tunnel sous l'Atlantique pour relier les Etats-Unis à l'Europe. Plus fort que le tunnel sous la Manche, mais on ne croit pas à la réalisation de cette utopie. Tourné en double version dans les studios allemands, au début du régime hitlérien, par un cinéaste qui n'allait pas tarder à fuir le nazisme, ce film exaltait la mystique du chef suprême conduisant les foules, patronisant les ouvriers et lutinant contre le capitalisme. Idéologie atténuée par les dialogues et l'interprétation de la version française. Comment voir Jean Gabin en « Führer » ? Le Tunnel comporte quelques séquences dramatiques bien menées dans les chantiers sous-marins. C'est, aujourd'hui, une curiosité pour le rôle qu'y tient Gabin, non rattaché à son mythe ni à ses créations précédentes.

«Hollywood U.S.A.», à FR 3

## Versions originales

CLAUDE SARRAUTE

SAVEZ-VOUS de quel on parle dans les festivals, dans les grandes rencontres internationales ? De qui a vendu quel ? A qui ? Dans 85% des cas à la Grande-Bretagne et surtout aux Etats-Unis, deux marchés ouverts l'un à l'autre et orgueilleusement fermés au reste du monde. La consécration pour une émission — ou pour un livre ou pour un film, d'ailleurs — c'est la traversée de l'Atlantique.

Pas facile. A cela une bonne raison : les téléspéctateurs américains ne supportent ni le doublage ni le sous-titrage, ils ne tolèrent que ce qui s'exprime, dès le départ, dans leur propre langue, l'américain. Même les Anglais — un peu moins cheuvins, ils consentent, eux, à programmer des séries made in U.S.A., — ou, les Anglais sont obligés d'atténuer leur accent et de

prendre celui qu'on qualifie de « midlo-Atlantique » pour arriver à retenir l'attention des trois chaînes commerciales new-yorkaises. Elles préfèrent, en règle générale, leur acheter l'idée de l'émission et le développer sur place à leur façon.

Ce que je vous dis là, c'était encore vrai le semestre dernier. Depuis, il s'est passé quelque chose d'inouï : le triomphe de « Shotgun », ce feuilleton tiré par Hollywood d'un best-seller américain qui comporte à sa suite — de longs dialogues non sous-titrés en japonais (le Monde du 24 septembre). De quel ravier l'espérance et l'ardeur épuisées de toutes les télévisions étrangères qui se sont systématiquement cassées la nez sur le bottin de la

6<sup>e</sup> Avenue où se dressent plein de morgues les trois grattes-de-l'air les plus inaccessibles de l'audiovisuel.

Véritable filiale de la BBC, le service public yankee se laisse rarement tenter, pour exécuter les mêmes raisons, par des productions en provenance du vieux Continent. A moins évidemment qu'il ne soient tournées en Amérique et en... américain. C'est le cas, un cas quasi unique, de « Hollywood U.S.A. » présenté le samedi en fin de soirée par FR 3 en version originale sous-titrée, série déjà longue d'interviews de vedettes réalisées par Catherine Laporte-Coolen. Elles sont toutes françaises bilingues. Elles sont souvent amusantes. Un exemple :

à Michael Caine (vous le verrez à l'antenne le 18 octobre) : « Il doit y avoir de sales moments au cours d'un tournage, non ? » Et lui :

« Surtout quand vous avez dix mille bonhommes en train de dévaler une pente au pas de charge, contre-charge explosive soigneusement réparée au cours de l'assaut, et une seule réplique, celle de la fin... que vous oubliez de donner. Alors ils doivent remonter sur leur colline, tout recommencer et, pour un peu, voyez, ils vous tordent le cou ».

C'est une nouvelle venue au cinéma, c'est Judy Davis, l'adorable vedette australienne de Ma brillante carrière qu'on découvre ce 4 octobre sur nos écrans. Olivia Newton John, star du disco et partenaire de Travaïta dans Grease nous révèle le 18 novembre son vrai visage, celui de tous les jours, un de ces visages en apparence banal de comédienne capable de prendre tous les masques, y compris celui de la beauté.

● FRS, le samedi, 22 h. 30.

Le jazz de Philippe Adler à R.T.L.

## Vibrations octogénaires

Le retour en vogue du jazz d'un large public est si évident que la radio à son tour s'empare à nouveau d'une musique déjà octogénaire mais en bonne santé : depuis la rentrée, R.T.L. lui consacre une émission hebdomadaire de près de deux heures animée par Philippe Adler, un « ancien » de la station qui avait comme autrefois d'autres émissions de jazz sur la même antenne et qui est aussi journaliste à l'Express et auteur de chansons (Papa-tango, Maceo).

Beaucoup de ceux qui évoquent le jazz à la radio le font sur un ton nostalgique. Le but d'Adler est d'un parler en direct, avec une liberté totale, avec l'envie de communiquer aux auditeurs son plaisir, ses passions, d'aborder avec les musiciens eux-mêmes une musique plus vivante que jamais et de sortir un peu plus celle-ci d'une sorte de ghetto culturel.

Pendant longtemps, les musiciens de jazz français ont été à la traîne des Américains et ont développé un complexe pesant. Aujourd'hui, et Adler le sait bien, il y a une nouvelle génération de musiciens qui ont joué en province et, pleins d'inventions, ont développé un son européen.

Avec enthousiasme, à ses risques et périls et avec l'idée de ne pas chercher au-delà des frontières de ce qui parfois existe dans l'Hexagone, Philippe Adler veut donner à son émission — qui ne porte toujours pas de titre — un rythme nerveux, rendre les auditeurs sensibles à l'actualité. Les premières cinquantaine minutes du programme sont consacrées à une présentation des nouveautés, à des « avant-premières » phonographiques. Une séquence dédiée à de grande classiques ou à des pièces de collection suit ou s'intègre dans cette partie.

Vient ensuite une longue séquence consacrée au jazz en France mais qui pour tout aussi bien développer d'étonnantes figures comme celle de Simon Sobel, le premier batteur de Django Reinhardt (et qui joua aussi avec Coleman Hawkins) ou encore inviter durant une heure un musicien — voire un cinéaste ou un écrivain — et, en faisant surgir son univers, montrer ses vibrations, ses émotions.

CLAUDE FLÉOUTER.

● L'émission est programmée le dimanche de 22 h à 24 heures, c'est-à-dire en même temps que celles de France-Inter (22 h à 24 heures) et d'Europe 1 (23 heures-24 heures). Absurdité de la concurrence ! Rappelons également les émissions de France-Musique (du lundi au vendredi, à 12 h 35 et à 18 heures, le dimanche à 19 heures) et de France-Culture (le vendredi à 21 h 30).

## MAURICE SCHUMANN

de l'Académie française

## Un certain 18 juin

«Une passionnante partie d'échecs expliquée par quelqu'un qui n'ignore rien du jeu.»

MARGUERITE YOURCENAR de l'Académie française

Plon



**Lundi 6 octobre**

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**

L'idée de ce reportage, baptisé pompeusement « document de création », était bonne et sa réalisation était même pu être, sur une antenne nationale, un peu subversive ou tout au moins décapante. La résultat découvre même les télescopes, les avions, les missiles, les premières d'antidra, dans le premier numéro avouant les bureaucraties totalitaires, les témoignages de dissidents soviétiques, de l'ancien secrétaire de Staline ou du soi spécialiste de la Chine...

De création d'images, il ne faut pas parler : quelques artifices de mise en scène pour des discours traitant de sujets au moins univoques. L'annuel atteint son comble avec la dissertation finela de notre philosophe nouveau et national se prenant pour Malraux déambulant dans les salines d'Arc-et-Sansans. Un ratage, Domenga vraiment.

# Et lyrique

dans un dialogue perpétuel avec le silence. A partir de 1958 des expéditions rétrospectives dans les musées sont organisées pour les principaux musées du monde, et en 1973 le Grand prix national des arts lui est décerné.

On le suit dans une de ses longues promenades recueillies, en compagnie du peintre Jean Béraud, dans le printemps 1980. Grimeud, Bram s'entrelient de son goût pour les livres « dans lesquels il peut rêver » et de son amitié avec Beckett. A travers les labyrinthes de ses toiles, on découvre avec l'artiste le monde d'un paysan qui se lève, lisse d'un paysage d'hiver.

Tout l'ouvrage de Bram Van Velde tend à fixer le flouité de la vie et du temps.

# de Giono

maximum du possible de ne pas abîmer la langue de Giono, son art du récit, son merveilleux « parler ». Les dialogues sont fidèles à l'esprit de *Collina* et ont été confiés à des comédiens qui leus ont à voir avec le midi de la France — Peul Crochet, Yvea Favier, Armand Melfre, Marie Cecora, Jean Toscan. Dès lors, ceux-ci n'ont pas trop l'air de lorcar leur accent. Surtout ils semblent s'être laissés prendre à la magie du mot.

Vous pourriez qu'il y a de positif à dire. Quant aux images d'a ça hemesu où la fontaine a cessé un jour de couler, quel un rythme auquel les catastrophes vont se succéder, quel un côté théâtral des mouvements demandés aux acteurs de la tragédie... il faudrait se demander pourquoi Lazare Iglesia fait toujours — autant de moyens dont il se dispose — du Lazare iglésien « des produits » de la révolution, mais, surtout, certes, mais qui la révolutionneront jamais l'art du faire des films. A cause en somme d'une platitude sournoise.

**d'étoiles**

ralent qu'après la présentation  
raillait qu'en tant ses amis.  
Michel Cassé se définît comme  
un chercheur d'étoile » et  
expliqua : « L'homme est la  
reliet du ciel : ce qu'il se passe  
dans le ciel se reproduit exactement  
sur la Terre. Les étoiles vivants  
en couple et l'insistent souvent  
par divorcer. »

Des situations extra-terrestres  
pour des dialogues pour le  
moins étonnante :

— « En vins » m'interroger sur  
l'origine du vin.

— Le vin est le fils de la  
Terre.

— Et la Terra ? du Soteli.

— Moralité : la vin est le fils  
d'une étoile. C.O.F.D. Pour saisir  
ce qu'il en a peu : une  
musique et des images qui  
viennent d'ailleurs.

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal  
13 h 50 Émissions régionales.  
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.

Ces chœurs disparaissent : Edith Piaf racontée par elle-même : 14 h 5, Chanson photographique et forêt : 14 h 25, Série : Ou dangereux rendez-vous : 16 h, Variables : Jules Beaucaire : 16 h 25, Au grenier du présent : la parole reconquise : 17 h 20, Scènes-vues géographiques : 17 h 45, A votre service.

18 h TF 4.  
18 h 20 L'île aux enfants.  
18 h 55 La Comédie - Française racontée par P. Dux.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
Comment aider votre enfant à bien apprendre à lire.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Les paris de TF 1.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : « Le Rain de la prairie ».  
Film américain d'A. Dwan (1954), avec R. Stanwyck, R. Reagan, G. Evans, L. Fuller, A. Caruso, J. Klam, Y. Dugay.  
*Un fermier du Montana supprime les d'antennes des troupeaux d'un bœuf qu'il a fait tuer par des Indiens. La fille du mort, respectée du massacre, lutte avec acharnement pour la spoliation.*

\_\_\_\_\_

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Série : Les amours des années folles.

12 h 45 Journal.

12 h 35 Chanteurs et musiciens des rues.

12 h 45 Face à vous.

14 h Aujourd'hui madame.

Des auteures face à leurs lectrices.

15 b Français adults : Petites histoires épiques.

10 h Littéraires.

L'Émalgama : Proff : Anton Tchekhov.

16 h Famille sur : Parons médecine.

17 h 30 Récit A 2.

17 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

18 h 45 Top club.

20 h Journal.

20 h 35 Magazine : Question de temps.

Regards croisés sur l'Amérique.

19 h 30 Séries de Washington et Claude Guignard à Los Angeles ont réalisé une enquête sur l'obésité, nouveau fléau social dans ce pays. Comment le plus grand nombre

d'obéss au monde. Reportage sur l'extension de la télévision.

21 h 40 Documentaire : Les Nouveaux Séigneurs.

Les jésuites hier et aujourd'hui.

(Lire notre sélection.)

22 h 40 La grande parade du jazz : New-York Jazz Repertory.

23 h 10 Journal.

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- Hédo Jennes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- Comité national des associations de personnes âgées.
- 18 h 10 Journal.
- 19 h 25 Émissions régionales.
- 19 h 55 Douché animé.
- L'ours Paddington.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Cinéma public : « les Risques de médier ».

Film français d'A. Cayatte (1967), avec J. Brél, E. Riva, J. Hardin, A. Alari, M. Laurey, C. Fabrega, N. Nél, D. Dreyfus (rediffusion).

Documentaire de l'Équipe, l'Instituteur d'une classe de filles est accusé par certaines de ses élèves, de viol et d'attentat aux mœurs. Sa femme même une enquête parallèle à l'investigation de l'aire afin de prouver son innocence.

- 22 h Journal.

10 h Télévision scolaires.  
12 h 10 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.

19 h 45 Les deux gendres : 15 h 30, Feuilleté : 15 h 45, Jean-Christophe : 15 h 35, Minal show : 15 h 45, Les Recettes de moo village : 16 h 5 h, L'été de la France : 16 h 45, Tout feu tout mer : 16 h 25, Dossier : Les oiseaux bêtes : 16 h 35, Le pour et le contre : 17 h 5, A vos souhaits : 17 h 45, La femme insolite : 17 h 20, Série : Coup de cœur : 17 h 50, Variétés.

19 h 45

19 h 50 30 : L'île aux enfants.

19 h 55 La Comédie - Française racontée par P. Dux.

19 h 10 Une minute pour les femmes.  
S'y retrouver dans les méthodes d'apprentissage de la lecture.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Les paris de TF 1.

20 h 10

20 h 30 Le Grand débat : Michel Debré.  
Quatre députés, MM. M. Barnier (R.P.R. Savoye), G. Bepi (P.S. Haute-Garonne), G. Longuet (C.F.D. Meuse), P. Zarka (P.S. Pyrénées-Orientales) interrogent Michel Debré (R.P.R. Réunion).

21 h 35 *Caméra Une. Première : Ils furent rois tout un matin.*  
D'après le roman de C. Chonéz, réalisation R. Milcent, avec S. Bouy, P. Rouleau, S. Thomas...  
*Dans une petite ville au bord de la mer, l'amour très pur d'un homme et d'une fillelette détruit par les commérages et la méchanceté des voisins.*

22 h 40 *Variétés : Etoiles sur glace.*

23 h 10 *Journal.*

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : Les amours des années folles.  
12 h 45 Journal.  
18 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
La littérature des rêves.  
15 h Série : Moïse.  
16 h Minéraux.  
La sauvegarde du patrimoine international.  
17 h 20 Fenêtre sur : Bram Van Velde.  
17 h 50 Récré A 2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.

20 h 40 Les dossiers de l'écran : Téléfilm -  
J'ai volé mes enfants.  
Ce téléfilm américain raconte l'histoire d'un  
père divorcé qui s'enfuit avec ses deux filles,  
les recherches menées par la mère, les drames  
des enfants, etc.

22 h Débat : Les enfants dans le divorce.  
Avec Mme S. Rozès, présidente du tribunal  
de Paris, M. R. Liberman, neuropsychiatre  
et auteur du livre Les Enfants du divorce.

23 h 30 Journal.

19 h 30 Pour les jeunes.  
Les couleurs du temps.  
18 h 55 Tribune libre.  
Le Syndicat national des collages.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
1<sup>re</sup> h 55 Dessin animé.  
L'oura Paddington.  
20 h Les Joux.  
20 h 30 Cinéma (cycle grands westerns) : « Sept secondes en enfer ».  
Film américain de J. Sturges (1967), avec J. J. Richards, B. Ryan, A. Balmi, C. Aldman, S. Dunst, L. Gates, J. Volzitz (rediffusion).  
Joe Clinton, bandit survoient de la fusillade à Ambrose, Arizona (1881), poursuit le shérif Wyatt Earp, ses frères et Doc Holliday de sa vengeance.  
22 h 10 Journal.

12 h 10 Réponse à touL  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 40 Les voisins du mercredi

13 h 40 Les visiteurs du mercredi.  
Les Poi Poi; 14 h 35, Spécial 6-10 ans;  
14 h 40, Jeunesse; 14 h 45, 20 Dessins animés  
(6 à 15 h 35); 15 h 10, Spécial 10-15 ans;  
16 h 35, Dessins animés; 17 h, Les fantômes  
classés; 17 h 25, Studio 3.

16 h 10 Auto-Mag.

16 h 30 L'île aux enfants.

16 h 55 La Comédie-Française racontée par  
P. Dux.

18 h 10 Une minute pour les femmes.  
Faire aimer la lecture à votre enfant.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Les paris du TF 1.

19 h 55 Tirage du Loto.

20 h  
Journal.

20 h 30 Dramatique: Colline.  
D'après le roman de J. Giono, réalisation  
L. Interès, avec P. Clumachet, Y. Favier,  
M. Cecchi, J. Tognon.  
(Lire notre sélection.)

22 h Magazine: La rage de lire.  
De G. Saffert.  
La France des chimistes et de la mémoire.  
avec P. Beret et J.-N. Guryard (ils visent  
à France 2) et A. Oho (l'Europe route  
inconnue), Jf. Scipion (l'Arbre du men-

songe) et Mme F. Zonabend (la Mémoire  
logue).  
23 h 10 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : Les amours des années folles.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
14 h 50 Face à vous.  
14 h Les mercredis d' Aujourd'hui madame.  
15 h 15 Série : Bonanza.  
16 h 10 Récré A 2.  
16 h 10 Cours d'anglais.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 45 Les chefs-d'œuvre des musées nationaux.  
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Tannis Folie's.  
Ou quinze chansons en trois sets.  
C'est Gard Chambré, Don Porcel, Slim Baizac, Francis Gabrel, Marie-Paule Belle, Maurice Hlouze.  
21 h 45 Le Grand Stade : Sport le Business.  
Une équipe de télévision a pu former avec le joueur manager Mark Nac Cormack qui a

acquies une fortune en « s'occupant » entre autres d'Arnold Palmer, Jean-Claude Killy, Adriano Panatta, Guy Dru.

22 h 40 Bande à part : Le ciel au cœur.  
Une émission de M. Gosset.  
(Lire notre sélection.)

23 h 5 Journal.

- 18 h Travail manuel.
- Le serrisseur - Joulifier ; Travail manuel en région Rhône-Alpes.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- De trite et robe : Fred Bassot.
- 18 h 45 Tribune.
- Association française de prospective sociale.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- Hector et Victor.
- 20 h Les Jeunes.
- 20 h 30 Cinéma : Un nuage entre les dents avec P. Nolret, P. Richard, C. Piepja, J. Denis, M. Peyrolon, P. Cruchet, M. Dudaudot.
- O. B. Jambou (restitution).
- Un journaliste et son photographe, toujours à l'affût de faits divers sensationnels, chercheurs de paris et en banlieue les deux petits verveux du plateau qu'ils croient victimes d'un enlèvement. Ils se perdent dans les fantasmes et leur déformation professionnelle.
- 22 h Journal.

# PÉRIPHÉRIE

**LUNDI 6 OCTOBRE**

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. Série : *Chips* : 21 h. 20. *Le bon conseil*, film de S. Gohbi.
- **TELE-MONTÉ-CARLO** : 20 h. 30. *Stranawa*, film de L. G. Betsanaga.
- **TELEVISION BELGE** : 19 h. 55. *L'écran d'après G. Conchon*, film de V. Girard.
- **TELE 2** : 19 h. 55. *Le pays de Liège*, suivi d'une dramatique wallonne, de M. Martin ; *Théâtre de Mércour*.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 30. *Séances*, film de M. 21 h. 35. *André Branduardi* : 22 h. 35. *La Suisse*, de F. Graber.

**MARDI 7 OCTOBRE**

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. Série : Mennix : 21 h. *California* film de R. Eitron.
- **TELE-MONTÉ-CARLO** : 20 h. 35, *Le Retour* de Roben des Bois, film de P. Morcaut.
- **TELEVISION BELGE** : 20 h. *Feuilleton* : Les routes de la fortune : 20 h. 35, *Élémentaire mon cher Einstein* : 21 h. avec deux équipes : 1. *Le monde est à nous* : 21 h. 15. 2. *Les trous noirs* : 22 h. 3. *Rafains du monde*, n° 1 : U.S. Streets Tunes. - **TELE 2** : 21 h. 55. Série : *Scènes de la vie conjugale*.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 19 h. 50, *Le monde est à nous* : 20 h. 15. *Le monde du Nord*, film de R. Aldrich : 22 h. 10. *Vern* une Eglise solidaire des pauvres : présence

**MERCREDI 8 OCTOBRE**

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h., Hit-Parade ;  
21 h., *Le Calosse de Rhodes*, film de S. Leone.
- **TELE-MONTE-CARLO** : 20 h. 35, la Seconde

Mort d'Harold Peigham, film de M. Relph et B. Deardouf.

- **TELEVISION BELGE** : 20 h. Feuilleton : Les chevaux du soleil ; 20 h. 55. Point de mire ; 21 h. 55. De bric et de broc : émission de Jules Beaucaerns. — **TELE 3** : 18 h. 55. Sports 2 ; 22 h. Vidéo-Graphic.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 45. Variétés ; Muséum ; 21 h. L'agriculture au baoc d'essai : Les pommes de terre ; 21 h. 30. Le Chlois au quotidien ; 22 h. Anstols : différent soude ; 23 h. Football.

**JEUDI 9 OCTOBRE**

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. Série : *Les Héros hurlés* ; 21 h. *L'Homme de Barnado*, film de S. Luchins.
- **TELE-MONTE-CARLO** : 20 h. 35, *la Belle et la Bête*, film de J. Cocteau.
- **TELEVISION BELGE** : 19 h. 55, *Autant d'astres que les poètes* ; à choisir : 21 h. *Dites-moi que je t'aime*, film de G. Mijangos ; d'après P. Eliechmidt. — **TELE 2** : 20 h. 15, *Le Concerto de Brandebourg*, film de musique (Fauré, Debussy, Poffet) ; 21 h. 15, *Bruegel et D. Robla*.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 15, *Temps de la vie*, une retransmission différée ; 21 h. *Prémiers d'entrées* ; 21 h. 10, *la Belle et la Bête*, film de J. Cocteau ; 22 h. 35, *L'Assommoir* de Zola.

**VENOREOI 10 OCTOBRE**

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. Série : Marcus Welby ; 21 h. *Opération Lady Mariène*, film de R. Lamoureux.
- **TELE-MONTE-CARLO** : 20 h. 35. *les Coups pour rien*, film de P. Lambert

- **TELEVISION BELGE** : 19 h. 55. A suivre : hebdomadaire d'information : 19 h. 55. Cinéclub : *L'Homme à la hache*, film de M. Saut. — TELE 2 : 19 h. 55. Feuilletage : La trague : 21 h. 50. Intervallonte.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 25. Série : *Les ambitieux*, 22 h. Les grands pèlerinages du monde : Jérusalem ou la terre trois fois promise : 22 h. 55. A l'afiche.

**SAMEDI 11 OCTOBRE**

- **FILM-LUXEMBOURG** : 20 h. 74 et 82 mol.  
film de A. Halli ; 22 h. 12, *La Filles à la palaise*.  
film de V. Zurbial.
- **FILM-MONTÉ-CARLO** : 20 h. 35, *P.Bomme*  
et complet blanc, film d'A. Mackendack.
- **TELEVISION BELGE** : 20 h. 20, *Daring LH*.  
film de R. Edwards ; 22 h. 15, Jeu ; Esquisses  
tout.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 20 h. 33,  
Série : Les rous de la fortune ; 21 h. 25, Les  
sœurs de Carlos ; variétés ; 22 h. 23,  
Sports.

**DIMANCHE 12 OCTOBRE**

- **TELE-LUXEMBOURG** : 20 h. 55, *Série* : L'ambitieux ; 21 h. 30, *film* de Costa-Gavras.
- **TELE-MONTE-CARLO** : 20 h. 33, *Mourire* sur la personne de la mer, *film* de M. Subieta.
- **TELEVISION BELGE** : 19 h. 55, *Musique-Métropole* : Les aventures de Carlos ; 21 h. 15, *film* : Les Femmes du lac, de R. Castellan.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** : 19 h. 45, *Le Samouraï*, *film* de J.-P. Melville ; 21 h. 25, *Ménuhoul* : l'homme et la musique ; 22 h. 25.



هكذا من الأصل



Jeudi 9 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Objectif santé : Artiste des membres inférieurs.  
14 h Les 24 Jours.  
Un conte russe : Jemella le sot ; 14 h 25, Sécurité routière ; 14 h 35, Benard des quatre saisons ; 14 h 50, La phobie sociale ; 15 h 5, Le temps des ambitions ; 15 h 30, Échanges entre élèves ruraux et citadins ; 16 h, Une école insipide ; le théâtre ; 17 h 30, Bilan des échanges entre élèves ruraux et citadins.  
18 h TF 4.  
18 h 30 L'île aux enfants.  
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
Dynamique et dysorthographe.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les paris de TF 1.  
20 h Journal.  
20 h 30 Série : La conquête du ciel.  
Cinquième épisode. Julien vient d'être affecté à la ligne Rabat-Dakar. Le survol du désert est une grande aventure.  
21 h 30 : Magazine : L'Événement.  
De H. Marquet et J. Semançon.

22 h 25 Documentaire : Honoré Daumier.

La vie du célèbre caricaturiste et les différents événements politiques qui l'ont jalonné, avec la participation de M.-A. Jacquemin, de Mmes de Caqueray et M. Tournant, attachés au département des peintures du musée du Louvre.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h Télévision scolaire.  
10 h 30 A.N.T.L.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Série : Les amours des années folles.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
Les réfugiés du Sud-Est asiatique chez nous. (Lire notre sélection.)  
15 h Série : Drôles de dames.  
16 h 10 Émission de jeu : Jacques Teyraud.  
17 h 20 Faut-il sur : La mémoire des routes.  
17 h 30 Récit A.2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Assemblée parlementaire : Assemblée nationale.  
20 h Journal.

20 h 35 Dramatique : Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste.

Téléfilm écrit et réalisé par A. Costa. Avec P. Presson, A. Motte.  
(Lire notre article.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
A quel jeu - 7-99 en France ? Le tir à l'oiseau : El Kaï : le théâtre.  
18 h 55 Tribune libre.  
Le parti socialiste, avec L. Fédus.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Océan animé.  
Rector et Victor.  
20 h Les jeux.  
20 h 35 Chèque (cycle Yves Montand) : « Les héros sont fatigués ».  
Film français de Y. Champi (1955), avec Y. Montand, M. Félix, J. Servais, G. Oury, R. Kian, C. Jurgens, G. Froese (N., rediffusion).  
Au Libéria, république noire où les blancs sont en minorité, deux anciens pilotes de guerre, un français et un allemand, devenus aventuriers, s'affrontent à propos d'une affaire de contrebande de diamants, apprenant à s'estimer et déboussant dans l'entreprise qu'ils voulaient tenter ensemble.  
22 h 15 Journal.

Vendredi 10 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 10 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi première.  
13 h Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 C.N.D.P. : Monastère au Moyen Âge. Séanque, le Thronos.  
14 h TF 4.  
18 h 30 L'île aux enfants.  
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.  
19 h 10 Une minute pour les femmes.  
Pourquoi faut-il que les enfants font-ils des fautes d'orthographe ?  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les paris de TF 1.  
20 h Journal.  
20 h 30 Théâtre : Une rose au petit déjeuner.  
De Bardet et Grady, mise en scène de R. Clément, avec M. Collard, G. Girardon, R. Oberlin, N. Dindia.  
Après avoir été éternel quinquennat ensemble, Catherine et Nicolas décident de vivre sous le même toit, en « garçons ». Leur complicité faite de pudeur et de rires dressa une étrange barrière entre eux.  
22 h 50 Magazine d'actualité culturelle : Pleins Feux.  
De J. Arnoz.  
23 h 50 Journal et Cinq Jours en Bourse.

12 h 30 Série : Les amours des années folles.

12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Face à vous.  
14 h Aujourd'hui madame.  
Des talents pour demain.  
15 h Série : Drôles de dames.  
16 h Magazine : Quatre saisons.  
18 h 55 La Mémoire des téléspéculateurs.  
17 h 20 Fenêtre sur : La mémoire des routes.  
17 h 30 Récit A.2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Feuilletton : Jean Choussé (n° 4 et fin).  
D'après le roman de R. Bompard, réalisation G. Verges, avec R. Oudin, A. Garreau, J.-M. Galay, S. Michel.  
Catherine meurt, Jean Choussé repart avec ses moutons dans les landes des Mépentes commentent à courtir...  
21 h 35 Apotrophes : Le féminisme a-t-il changé les femmes ?  
Une émission de B. Pivot.  
Avec Mmes R. Pernod (la Femme au temps des cathédrales), L. Weiss (Combats pour les femmes), M. E. Segal (Un homme, une femme, un enfant et M. F. Ruch, qui présente : Journal d'une grève (T. Michel) et les Imposteurs (M. Vian).  
22 h 55 Journal.  
23 h 5 Ciné-club : Co gamin-là (cycle Francis).  
24 h 5 Ciné-club : Co gamin-là (cycle Francis).

Film français de R. Victor (1975) essai auteur professionnel.

Le vie de Jean-Marie, enfant existant parmi d'autres, dans la communauté de Monoblet (Cévennes), créée par Fernand Deligny pour des jeunes, fugés moutons, qui ont refusé le langage écrit.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
Les contes du folklore japonais : le dieu mitsueki : Des livres pour nous : Momo.  
18 h 55 Tribune libre.  
La Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.), avec J. Page.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Océan animé.  
Rector et Victor.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 V.S. - Le nouveau vendredi : Papa contre maman.  
Une émission de J.-M. Carada et de M. Thoulouze. Reportage de J. Brigot et G. Van Der Gucht.  
(Lire notre sélection.)  
21 h 30 Variétés : Les révélateurs de villages.  
Un air de fête, un air de fête, deux hommes dringés dans un village et deux dringés fêtés.  
Avec F. Cabrel, C. Lefortier, P. Vassiliu, M. Corring, J. Beaumont, U. Ramos, R. E. Rochem, Foucault, Ben.  
(Lire notre sélection.)  
22 h 25 Journal.  
22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 11 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 10 Émissions régionales.  
12 h 30 Cultivons notre jardin.  
13 h 45 La vie commence demain : Avenir.  
13 h Journal.  
13 h 30 La monde de l'accordéon.  
13 h 50 Au plaisir du samedi : les Alsaciens à Paris.  
Snoopy ; 14 h 35, Découvertes TP 1 : 15 h, La famille Bonnardel ; 15 h 50, Pique d'été ; 16 h 55, Mays l'abbé ; 16 h 20, Temps 2 ; 17 h 30, L'homme qui valait 3 milliards.  
18 h 10 Trévis millions d'amb.  
18 h 40 Magazine auto-moto.  
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.  
19 h 20 Émissions régionales.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Numéro Un.  
Sacha Distel Folies, Avec Roland Magdane, Patrick Sébastien, Sergio Mendes, Véronique Sanson.  
21 h 30 Série : Tant qu'il y aura des hommes.  
Réalisation B. Huil, avec N. Wood, W. Devane, R. Thionnes.  
Sixième épisode. Lorenne, une prostituée, se

Ne avec Prawitt, soldat contestataire et tombe amoureux de lui.

22 h 30 Télé-Foot 1.  
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.  
12 h La vérité est au fond de la mer.  
Croisante et gâteaux mousses du petit déjeuner.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Les jeux du stade.  
18 h 30 Des animaux et des hommes.  
17 h 20 Récit A.2.  
18 h 5 Chorus.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 35 Dramatique : Fantomas.  
D'après l'œuvre de P. Souvestre, réalisation R. Bompard, avec H. Berger, J. Dufré, P. Malet.  
Fantomas, l'homme aux cent visages, a débarrassé l'échafaud et continue de faire trembler Paris.

22 h Variétés.

23 h Les carnets de l'aventure : Escalade extrême en forêt amazonienne.  
Quatre Américains ont réalisé l'escalade de l'Échelle de Dieu, une piste rocheuse de 1 500 m au milieu de la jungle équatoriale.  
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

1 h 30 Pour les jeunes.  
Le Réchauffement : A vos marques.  
18 h 30 Journal.  
18 h 20 Émissions régionales.  
18 h 55 Océan animé.  
Rector et Victor.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Retransmission théâtrale : « Les Parents terribles ».  
De J. Cocteau, mise en scène de J. Marais. Avec J. Marais, P. Delahaye, L. Escrova, P. Duval, A. Ludovic.  
Paris, 1935 : Histoire de famille et mensonge qui pient Cocteau : tout Cocteau.  
22 h 45 Journal.  
23 h 5 Ciné-regards : G. Oury.  
La mécanique du rire.

Dimanche 12 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Bourse de 30 heures.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe.  
Célébrée avec la communauté paroissiale de Saint-Jean-Baptiste de Mentilly, prédication Père R. Jorcen.  
12 h La séquence du spectateur.  
12 h 30 TF 1 - TF 1.  
13 h Journal.  
14 h 20 C'est pas sérieux.  
14 h 15 Variétés : Les Nouveaux Rendez-vous.  
G. Bécand, J. Iglesias, P. Hernandez, Sheila et J. Clerc.  
15 h 30 Tiercé.  
16 h 40 Série : Les hommes de rose.  
Premier épisode, réalisation M. Cloche, avec D. Doli, J. Martinelli, R. Dalban, J.-P. Chastaldi.  
16 h 55 Sports première.  
18 h 30 Série : Stars et Hutch.  
Réalisation D. Wales.  
19 h 25 Les animaux du monde.  
Un zébron irrécusable : le chat sauvage.  
20 h Journal.  
20 h 35 Chèque : Le Cerveau.  
Film français de G. Oury (1968), avec J.-P. Belmondo, Bourvil, D. Riven, E. Wallich, S. Monti, P. Valois, E. Gossé (rediffusion).  
Un curieux français et son copain chauffeur de taxi cherchent à réaliser, en bricoleurs, la cambriolage d'un train contenant une fortune. Un grand train anglais et un cad de la mafia préparent en même temps, mais séparément, de même « gros coup ».  
22 h 20 Concert.  
Premier mouvement de la VIIe symphonie

d'A. Bruckner, par l'Orchestre national de France sous la direction d'E. Jochem.

23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 Cours d'anglais : Follow me.  
11 h 45 Salut l'accordéon.  
12 h Concert, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction de G. Amy : adagio et stretto (Amy) : la Valse (Ravel).  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Série : Shérif, fais-moi peur.  
14 h 10 Hors compétition : voile.  
15 h 10 Série : Les Arpents verts.  
15 h 35 Disney Dimanche.  
17 h 30 Feuilletton : Ces merveilleuses pierres.  
17 h 30 Série : Les Muppets.  
18 h La course autour du monde : Éliminatoires suisses.  
18 h 55 Slade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Intrigue à la Maison Blanche.  
Réalisation G. Nelson, avec C. Robertson, J. Roberts, S. Powers, E. Vaughan.  
A. Washington, le président Baker Bush Anderson, malade, a retenu à se présenter pour un renouvellement de mandat. Il contacte le directeur de la C.I.A. pour choisir un successeur.  
22 h 5 Les peintres enchanteresses de France et d'ailleurs.  
Série de J.-M. Drot et L. Masson.  
Robert Taft, un des « singuliers de l'art ».  
23 h Petit théâtre : Trafic.  
Deux personnages vieillissent lentement par un imaginaire conté entre eux de franchir les limites de leur vieillesse.  
Avec Danielle Darrieux et Michel Auclair.  
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

13 h 45 Aspects du court métrage français.  
« L'Empire Garnier », de R. Jordan.  
14 h 10 : Tout contre trois.  
Le canal du Midi.  
17 h Prélude à l'après-midi.  
Cronique musicale aux îles grecques.  
18 h Théâtre de toujours : « Marie Tudor ».  
D'après Victor Hugo. Adaptation et réalisation d'Abel Gance. Avec F. Christophe, P. Massimi (deuxième partie).  
La reine Marie Tudor, survenue « Marie la Sanglante » pour le climat de terreur qu'elle a instauré en Angleterre, s'oppose de son favori Robert Dudley, qui lui fait l'écume partie du drame dont la première partie a été diffusée le 4 octobre.  
19 h 40 Spécial DOM-TOM.  
20 h 30 Série : Senny Hill.  
21 h 30 Histoire : 1920-1930, une révolution invisible.  
Une émission de G. Elgy, R. Remond, G. Vincent, A. Prost. Des champs à la ville.  
(Lire notre sélection.)  
21 h 25 Journal.  
21 h 40 L'Unité de FR 3 : La Joconde.  
De J.-M. Boyer et M. Frydland.  
Histoire et aventures de la plus célèbre peinture du monde.  
22 h 40 Chèque de minuit (cycle J. Gabin) : « Le Tunnel ».  
Film franco-allemand de K. Bernhard (1933) en version française, avec J. Gabin, M. Renaud, E. Van Daele, G. Grundgens, A. Noz, R. Allain, D. Le Gigan, P. Richard (N.).  
Un ingénieur américain entreprend la construction d'un tunnel sous l'Atlantique pour relier les États-Unis à la France. Il se heurte à des intrigues d'hommes d'affaires, des catastrophes, mais poursuit son œuvre avec et contre tout.

A VOIR

Les réfugiés du Sud-Est asiatique

AUJOURD'HUI, MADAME

Jeudi 9 octobre

A 2, 14 h

Intéressant ce reportage. Il l'aurait été davantage s'il n'avait pas repris les choses d'aussi loin. Les « boat people », les camps de Thaïlande et d'ailleurs, on connaît, on les a souvent vus à l'écran. Ce qu'on ignore, en revanche, c'est le sort réservé aux réfugiés à qui la France a donné asile. Il en arrive environ mille par an qui sont transférés dans des camps d'hébergement où ils apprennent les premiers rudiments de notre langue avant d'être confiés, par familles groupées, à des associations régionales qui superviseront leur intégration au milieu rural.

Toute cette partie-là de l'enquête, même si elle nous laisse un peu sur notre faim, est passionnante et montre à quel point les « Asiatiques », comme on les appelle, s'adaptent facilement à des conditions de vie pourtant très différentes de celles de leur pays d'origine. A Port-Launay, à Mandé, aux Matelles où une famille vietnamienne de neuf enfants a reçu l'hospitalité de toute la localité, mobilisée autour d'un vieux presbytère entièrement restauré à l'intention des nouveaux venus, on assiste à une encourageante collaboration entre autochtones et réfugiés.

Le droit des pères

LE NOUVEAU VENDREDI :

PAPA CONTRE MAMAN

Vendredi 10 octobre

FR 3, 20 h 30

Il y a eu Kramer contre Kramer en février 1980. Ce film américain a fait pleurer beaucoup de monde parce qu'il recontait, pour la première fois, le drame d'un père qui veut garder son enfant après avoir divorcé. Cela ne se terminait pas trop mal parce qu'on arrivait à une sorte d'arrangement sans haine, et que la mère laissait au père la possibilité d'être père, l'inverse de ce qui se passe en général dans la réalité.

Il suffit de lire les journaux (les faits divers) pour voir que le divorce entraîne des situations de conflit intense, de véritables drames pour la garde des enfants. Sur cent couples divorcés, huit pères seulement ont la garde de l'enfant. L'enquête menée par Jacques Brigot

et Gérard Ven der Gucht montre le point de vue des pères. Celui d'un artisan par exemple, qui, après avoir été condamné pour séquestration, a fini par obtenir la garde provisoire de son fils âgé aujourd'hui de douze ans ; celui d'un géologue, divorcé, père de trois enfants emmenés aux États-Unis par leur mère américaine ; celui d'un architecte dont l'ex-femme s'est enfuie avec leur fils ; celui d'un père assumant les fonctions de « père-mère » sans problème, de nombreux témoignages auxquels s'ajoutent ceux d'enfants, d'avocats, de magistrats et de juges. Tout n'est pas dit, bien sûr, au cours de ce reportage qui plaide en faveur du droit des pères, mais c'est une pièce importante versée à un dossier complexe autant que douloureux.

A noter : le même sujet constitue le thème des « Dossiers de l'écran » du mardi 7 octobre.

Musiques tendres

VARIÉTÉS :

« LES RÉVÉLATEURS DE VILLAGE »

Vendredi 10 octobre

FR 3, 21 h 30

Deux hommes étranges arrivent dans un village triste et sans vie.

Un air de flûte, et quelques vers d'un poème suffisent pour l'animer. Une porte s'ouvre, un volet grince, des visages apparaissent aux fenêtres. Intrigués, les habitants du bourg se rapprochent du lieu de la fête. Peu à peu, le village se réveille. Une auto-stoppeuse, un routier et un jeune cadre dynamique abandonnent leur routine quotidienne pour participer à ce rassemblement improvisé et inattendu.

Tout devient musique, tendresse et joie. Les deux musiciens vont visiter d'autres villages. Partout, la fête s'installe. Ce divorce, conçu par Jacques Hansen, réalisateur et acteur, fait revivre un village, grâce à la participation de nombreux saltimbanques : Jules Beaucarne, Francis Cabrel, Catherine La Forêt, Pierre Vassiliu, Michel Corring, une Ramon. Dans l'unité et la décontraction, le réalisateur Régis Forissier convie les téléspectateurs à la fête.

Soixante ans d'histoire de France

DOCUMENTAIRE :

1920-1980 : UNE RÉVOLUTION INVISIBLE

Dimanche 12 octobre et suivants

FR 3, 20 h 30

Des quatre noms inscrits au générique, George Elgy, René Remond, Gérard Vincent, Antoine Prost, on attendait mieux que cet inopiné survol de soixante années d'histoire de la société française, à en juger du moins par les deux premiers épisodes de cette série en quatre volets. Les auteurs ont voulu montrer la « transformation de la France » de 1920 à 1980, en s'attachant plus à l'évolution des techniques et des mœurs qu'aux événements politiques. On voit comment la France a mécanisé son agriculture et développé son industrie en passant « des champs à la ville » (c'est le titre de la première émission) et comment sa démographie a évolué avec « les âges de la vie » (titre de la deuxième émission). Mais tout cela ressemble à ces documentaires triomphalistes que l'on voyait jadis au cinéma, avant l'entrecôte, dans les années cinquante. Une phrase passe-partout décrit, par exemple, l'influence américaine après la Libération.

Cette histoire demeure à la surface des choses, elle ne dit rien des forces qui sont à l'œuvre, elle est bien loin de la réalité sociale qu'elle prétend montrer. Domage.

**LATABAGIE**

Au Centre Commercial  
Maine-Montparnasse.  
Tél. 538.65.18

**Le spécialiste du cigare**

Grand choix de coffrets humidificateurs  
Dépositaire Davidoff Dunhill  
Dupont lcs « Must » de Cartier

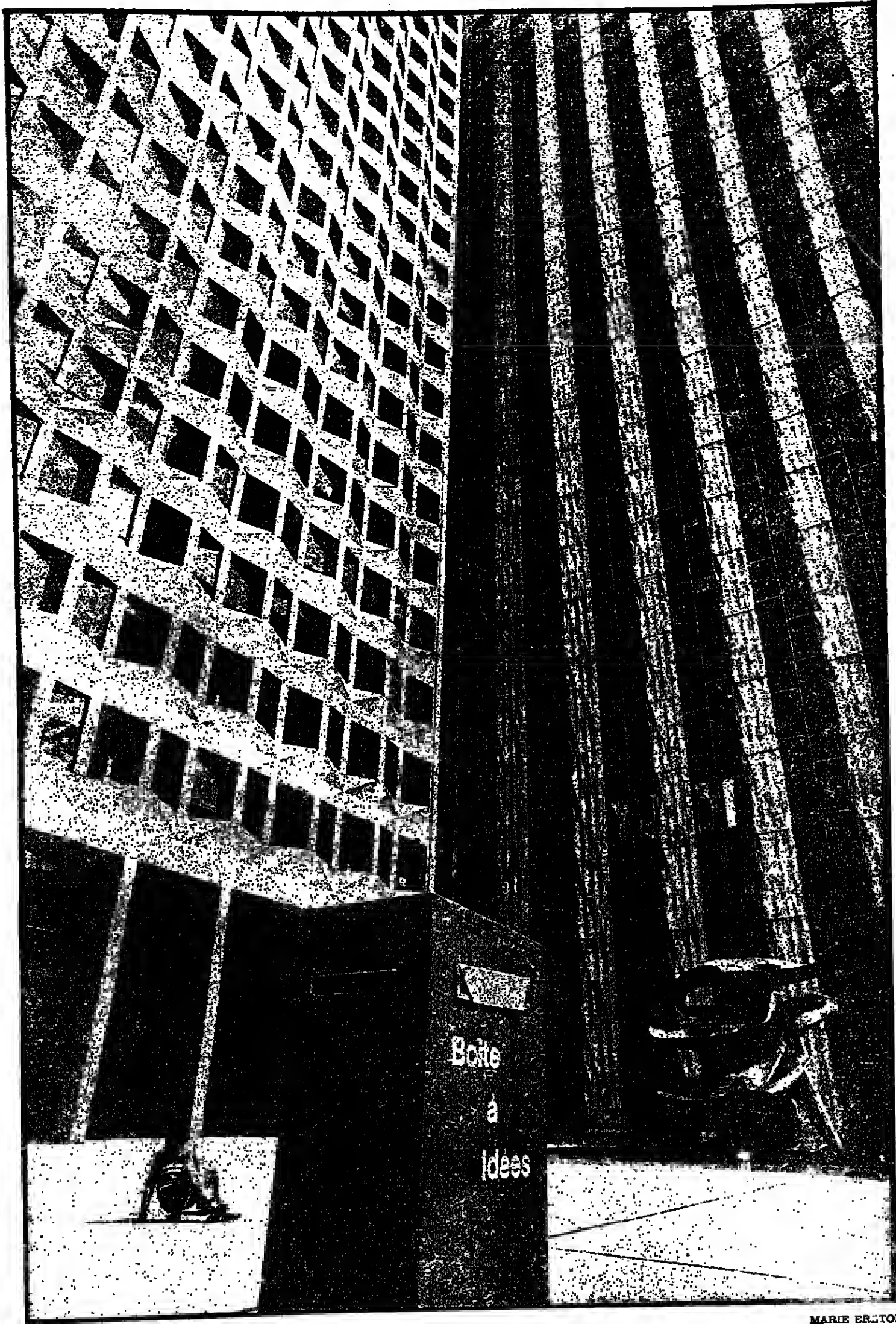


**LATABAGIE**









MARIE BRITON.

HABITAT

# La maison de l'an 2000 a l'air rétro

Pour imaginer l'habitat de l'an 2000, les voyantes ont mis des lunettes noires. En matière d'excuse... Comment s'y reconnaître, en effet, parmi les tendances contradictoires, les contraintes durables et les effets de la mode?

MICHELLE CHAMPENOIS

DANS sa maison bulle, le 9 avril 2002, le ménage presse-boutons commande, devant l'écran mural de la télévision, le petit déjeuner de toute la famille. Ce cliché du futurisme domestique a déjà un air rétro. En matière d'habitat, les utopies scientifiques sont derrière nous, et l'on imagine aujourd'hui plus volontiers le « progrès » sous l'aspect d'une maison en pierre et en bois, largement ouverte vers le soleil pour capter la chaleur et la petite famille régénérant l'eau qu'elle utilise, tissant la laine et

faisant pousser des carottes sans engrais. Entre la soucoupe sur pilotis et la cabane en bois, les experts ne savent plus quoi nous promettre. Les îles totales en forme d'atollum, les cités propres et pures posées sous cloche dans un désert, sur la mer, ou sur la lune, les logements-bulles accrochés à une mégastructure : cette débauche d'images qui fit rêver les architectes dans les années 60 n'a plus cours. Menant plus avant les recherches des grands « modernes » du début du siècle, ils concevaient des « machines à habiter » répondant aux besoins et aux désirs des hommes, scien-

tifiquement recensés. Pendant qu'ils dessinaient la lune, on emplissait les familles dans des boîtes normalisées ; on égarait les rêves bachelardiens. Même si elle trahissait les intentions des inventeurs des années 20, même si la ZUP des Froides-Bouillies ou la barre de La Courneuve, ce n'est pas seulement « la faute à Corbusier », la dure réalité des grands ensembles d'après-guerre a porté un coup fatal aux utopies de « ville parfaite », où chacun aurait son grand bol d'air pur et sa ration de verdure, et où les ascenseurs et les voitures assureraient la communication sociale.

On comprend qu'après de tels chambardements les experts soient modestes. Les changements des vingt prochaines années ne pourront en aucun cas égaler ceux que nous venons de subir. « L'an 2000, c'est demain », notent incidemment les experts réunis par le commissariat du Plan pour réfléchir aux « perspectives de l'habitat à long terme ». Même avec les techniques modernes, plus simples et plus rapides, on construit pour cent ans plutôt que pour vingt. Les besoins vont lentement diminuer (130 000 logements environ par an à la fin du siècle, selon les prévisions) et nous

n'aurons plus les moyens. Dieu merci, de transformer l'espace urbain et rural aussi profondément qu'il l'a été depuis vingt ans. Enfin, une politique de l'habitat, même radicalement différente, ne serait visible que beaucoup plus tard, et il est vraisemblable qu'en l'an 2000 nous habiterons tout simplement les maisons et les immeubles d'aujourd'hui. A quelques nuances près, et pas forcément de la même façon.

Les plus pessimistes imaginent un urbanisme de plus en plus inégalitaire. Les privilégiés se réserveraient, comme ils le font déjà, la partie semi-campagnarde quand les enfants sont petits et les maisons réhabilitées du centre des villes pour les jeunes couples, les célibataires et les retraités. Les autres, plus ou moins exclus, seraient cantonnés dans les vastes banlieues, ces zones ni chat ni chien, qui souffrent des nuisances de la ville (encombrement, bruit, manque de verdure) sans en avoir les avantages et l'animation.

## Energie plus chère

Au fur et à mesure que la ville attirante, le centre, se « réhabiliterait », les vieillards, les étrangers, les pauvres, qui se passaient du confort domestique, seraient progressivement chassés. Ce schéma caricatural n'est pas loin de décrire assez bien la « reconquête urbaine » menée depuis vingt-cinq ans, au moyen de la rénovation-bulldozer et puis de la « restauration » qui ne conserve que rarement les habitants avec les pierres.

Centre-ville pagé, ravagé de frais pour le plaisir du commerce et de la rencontre, pour le spectacle de la vie urbaine joué par des badauds figurants... Et pour l'efficacité quotidienne, de vastes supermarchés, des magasins de meubles, de vêtements, de jouets, flanqués d'immenses parkings proches des « périphéries » où habite le grand nombre. C'est la ville éclatée qu'on nous a fabriquée. Celle que nous subissons pendant plus de vingt ans encore.

La réflexion assez confuse des experts du Plan tente de prendre en compte les nouvelles contraintes : une énergie plus chère, un espace plus rare, et les changements sociaux qui s'esquissent. Mais aucun de ces éléments n'est suffisant pour tout changer.

L'énergie plus chère incitera bien sûr à limiter l'usage des automobiles, fondement néfaste de l'urbanisme actuel. Il est facile de rêver à la ville idéale où le temps de transport, du domicile au lieu de travail, serait strictement limité (il était en 1974 de une heure vingt-deux minutes en moyenne par jour en région parisienne, de cinquante-trois minutes ailleurs). Mais les autoroutes sont construites, et pas les métros qu'il aurait fallu prévoir.

Le développement des techniques de communications permet à certains d'imaginer une nouvelle forme de travail à domicile : grâce à la télématique, on créerait des « zones électroniques » comme il y a des zones industrielles. Mais la commission du Plan se contente de prévoir le développement des techniques actuelles : en 1975, les trois quarts des employés n'avaient pas le téléphone chez eux, et 89 % des ouvriers.

P plutôt qu'un schéma de crise conduisant à gazer les autoroutes et à transformer les automobiles déshabillées en cabanes à lapins, il est plus réaliste d'imaginer que la société de consommation, même si elle est contestée par une minorité éclairée, trouvera les moyens de s'adapter à la pénurie relative. Malgré la brutalité des hausses du prix du pétrole, depuis 1973, ni les individus ni les pouvoirs publics n'ont réellement modifié, ou voulu modifier, les modes de vie. Même si on calcitrant les fenêtres des vieilles maisons et qu'on isole mieux les murs des logements neufs, le prix du pétrole n'est jamais assez élevé — avec la complicité des gouvernants — pour qu'on laisse les voitures au garage. Et le programme électro-nucléaire a précisément pour but de retrouver, le plus vite possible, par d'autres moyens, l'énergie à bon marché qui a permis la modernisation si controversée du pays.

## La maison à soi

Le conservatisme n'est pas moins grand, les tendances ne sont pas moins lourdes, pour ce qui concerne le mode de vie et les relations sociales.

Pour les historiens, la construction massive d'immeubles collectifs, bien que soutenue par une forte réflexion théorique,

apparaît peut-être plus tard comme un écart temporaire. Tout concourt, en effet, depuis cent ans, à favoriser, en France, le penchant à la propriété privée et le « rêve » de la maison à soi. Même s'il se nourrit d'illusion, même s'il est satisfait par de faux-semblants : l'appartement sans cave ni grenier, posé sur une pelouse. Ce « rêve », réel et supposé, des administrés inspire des politiques sincères ou démagogiques et se développe dès que l'économie laisse faire : depuis 1975, un logement construit sur deux est une maison.

L'augmentation du temps libre, la réduction des horaires de travail, l'insatisfaction engendrée par des villes mal faites, l'absence d'équipements collectifs sérieux réellement pris en main par des communautés d'habitants, tout concourt à renforcer le fameux « rêve ». Les psychologues y ajoutent le désir de s'enraciner quelque part, de se « réaliser » comme ils disent, ou, plus, de « s'investir » dans une œuvre à sa mesure. On constate que ceux qui le peuvent financièrement ont déjà beaucoup « investi » dans la résidence prétendue secondaire, à défaut d'avoir pu organiser au mieux la vie et le logement de tous les jours.

Quant aux changements proprement sociaux, les experts n'en attendent pas une influence marquante sur les besoins d'habitat. Si les jeunes vivent ensemble avant de se marier (50 % des enfants de cadres), cela ne change rien à leur espace de vie et d'ailleurs neuf sur dix, finalement, se marient.

## Bricolage

Des familles moins nombreuses (la fameuse dénatalité des pays riches), plus de personnes seules (retraités, vieillards, célibataires, divorcés) et, à la marge, quelques communautés élargies. Rien de tout cela ne dessine un habitat franchement nouveau. Et de même que les communautés d'après 1968 ont facilement envahi les trop grands appartements vides, devenus inabordables ou inconfortables pour une famille « normale », de même les nouvelles façons de vivre ensemble trouveront leur place dans ce qui existe... ou le bricoleront.

Après le cœur des villes, la prochaine savane à explorer est le patrimoine le plus récent : que faire en effet des grands ensembles construits depuis trente ans si leurs habitants les abandonnent un jour ? Il faudra en démolir certains et on a déjà commencé : à Vaulx-en-Velin les premières « vieilles pierres » du demi-siècle sont tombées et l'on n'est plus obligé de prendre l'exemple venu d'Amérique d'un immeuble obsolète avant d'avoir atteint sa majorité.

On pourra utiliser les ensembles qui méritent d'être gardés comme une trame de base pour imaginer un nouveau découpage intérieur des regroupements, des transformations radicales de l'espace intérieur et jusqu'à la construction de nouveaux bâtiments pour combler les vides. Des projets de récupération du patrimoine récent existent, mais la réhabilitation engagée par les propriétaires d'H.L.M. est encore, dans l'ensemble, très superficielle. Il faudra attendre que les « squatters » prennent cela en main, installent des capteurs solaires sur les toits et des potagers sur les balcons.

PIAGET

Bijoux

PIAGET

J.BERNARD

Grande Rue de la Bourse, 10  
PARIS 2



ACCELERATEUR

# Particuliers contre particules

Le projet du CERN de construire un nouvel accélérateur de particules de 10 kilomètres de diamètre soulève une petite tempête au pays de Gex. Et des questions sur un certain gigantisme scientifique.

YVES MAMOU

**C'**ETAIT un beau pays ici. Maintenant, il y a cette fatidique, on n'y peut rien. « Ils vont nous prendre nos terres, les griller, et détourner les sources d'eau potable. » « Inutile d'aller se plaindre, ils sont trop forts pour nous. » « Maintenant qu'on a ce cancer, il faut vivre avec. Qu'est-ce qu'on peut faire, nous, contre ça ? »

Qui parle ainsi ? Les habitants d'un pays du tiers-monde pris à la gorge par une multinationale ? Ou d'humiliés immigrés soumis à un racket ? Non, des agriculteurs du pays de Gex, en 1980, dans le département bien français de l'Ain. Propos qu'il faut d'ailleurs aller solliciter, car ces paroles amères sont quasi murmurées. Dans ce couloir d'invasion, au pied du Jura, les maux restent secrets. On ne parle pas. Le cosmopolitisme de la ville de Genève, distante de quelques kilomètres à peine, une zone franche où transitent des marchandises du monde entier et surtout la présence massive de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) n'ont guère modifié les mentalités. Les jeunes agriculteurs du C.D.J.A. témoignent de la même résignation : « On n'y peut rien, ça se fera quand même. »

Quelle est cette affaire qui semble déjà jouée avant même de commencer ? Le CERN, centre multinational de la recherche fondamentale en physique des particules, veut construire le Lep (Large electron positron ring) ; soit un gigantesque accélérateur de particules souterrain de 30,6 kilomètres de circonférence (10 kilomètres de diamètre). Envisagé presque intégralement sur le territoire français, un bon tiers de ce vaste anneau de quatre mètres de large passera à 1 000 mètres de profondeur sous les montagnes du Jura. Y entreront en collision des faisceaux d'électrons et d'anti-électrons (ou positrons) animés d'une énergie de mouvement pouvant aller de 22 à 130 milliards d'électrons-volts. Car en physique des hautes énergies, seule la « brutalité » paie : pour connaître les composants ultimes de la matière, il faut casser les particules.

## L'eau

Cet accélérateur géant, « le plus grand du monde », expliquent les dirigeants du CERN, entrera en service à la fin des années 80. Il est le prolongement d'une gamme de machines à protons, elles aussi de taille considérable. Sur un domaine de 560 hectares, situé de part et d'autre de la frontière franco-suisse, le CERN exploite déjà un synchrotron (S.C.) de 0,6 GeV, un synchrotron à protons (P.S.1) de 26 GeV, plusieurs anneaux de stockage à intersections (I.S.R.) et un super-synchrotron à protons (S.P.S.1) de 400 GeV, machine qui, en 1976, date à laquelle elle entra en fonction, était déjà le plus grand accélérateur du monde avec ses 8,5 kilomètres de circonférence. A cet ensemble d'engins, il faut ajouter de grands détecteurs de particules visuels et électroniques et des équipements ultra-modernes de dépouillement des données acquises. On trouve ainsi, au CERN, la charnière de calcul la mieux équipée d'Europe, reliée par satellite à différents laboratoires européens.

Etait-il donc urgent d'ajouter à un tel ensemble une machine supplémentaire ? « Oui, le Lep est nécessaire », répond sans hésiter la direction du CERN. Car, dans la course aux découvertes et aux récompenses, le Lep « s'inscrit dans une chaîne où la concurrence est encore faible », explique M. Robert Lévy-Mandel, membre du directeur du CERN. « Ce sera une machine pour mener des expériences-frontières. »

Y a-t-il de quoi inquiéter les agriculteurs gessiens ? Oui, car le projet Lep, qui doit être défini-

tivement approuvé par les Etats membres du CERN en juin 1981, soulève un problème d'importance régionale : l'eau. « Le Jura est le réservoir naturel du pays de Gex », explique M. Maurice Grandclément, ingénieur à la Direction départementale de l'agriculture (D.D.A.) de Bourg-en-Bresse, et personne ne connaît le cœur de cet anticlinal où va pénétrer le Lep. En perçant dedans, on risque de drainer les nappes alluvionnaires et aussi de détourner définitivement les eaux contenues dans les failles et les karsts du jurassien. » Dans les deux cas, on risque d'assécher le pays de Gex : le jour où la mise en perce du Jura sur plus de 10 kilomètres rencontrera des difficultés — « et c'est inévitable », ajoute M. Grandclément — il sera déjà tard.

Se peut-il qu'une assemblée de savants voués à la recherche désintéressée méprise de tels problèmes ? « Nous ne méprisons

rien du tout et nous pensons être bien armés pour faire face à ce problème d'eau potable », explique M. Lévy-Mandel. C'est d'ailleurs pour étudier ce problème qu'une galerie de reconnaissance de 4 600 mètres de long a été percée sous la commune de Crozet, à 70 mètres de profondeur. De plus, nous n'avons pas intérêt à ouvrir des roies d'eau, car le Lep monde deviendrait inutilisable. C'est le meilleur argument que nous pouvons offrir. » Les experts sont cependant moins péremptoirs. Quand on demande à M. Gilbert Ranton, directeur du Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) de Lyon, institut associé aux études du Lep, si les agriculteurs ont des raisons de s'inquiéter pour leurs sources, il répond par l'affirmative.

## Explosifs

Bizarrement, sans doute à cause de son statut d'organisation internationale, le CERN n'est pas tenu de fournir un cahier des charges lorsqu'il effectue des travaux de cette importance sur le territoire français. Une étude d'impact (imprécise et laconique) constituera l'unique « engagement moral du CERN », selon l'expression de M. Michel Lavaneau, sous-préfet à Gex, de remédier à toute désorganisation de l'alimentation

en eau de la région. De plus, cette « galerie de reconnaissance » sera percée à l'emplacement et aux dimensions exactes d'une des trois galeries d'accès à des laboratoires souterrains prévus dans les plans du Lep. Et les analyses de cette incursion sous le Jura (dont les travaux doivent commencer le 15 octobre 1980) ne seront terminées et disponibles qu'en juin 1982, soit un an après le feu vert donné par les Etats (1) à la construction du Lep.

Une deuxième galerie d'accès est prévue à Echenevex, non loin de Crozet. « S'ils veulent creuser sur ma commune, il faudra faire venir les C.R.S. », s'exclame le maire, M. Jean-Roger Honorat. Lorsque l'on demande à M. Lévy-Mandel, au cours d'une réunion publique, de garantir par écrit qu'aucune commune du pays de Gex ne manquera d'eau, il n'a simplement changé de sujet. « Autres adversaires déclarés du Lep : les écologistes. M. Albert

Mandel. Selon les derniers documents publiés par le CERN, une consommation énergétique de 300 GWh est prévue pour la première phase de mise en exploitation du Lep, soit un tiers des structures accélérateurs. Ce qui porterait la consommation globale du CERN à 900 GWh pour 1988 (70 000 tonnes d'équivalent pétrole environ) et augmenterait la consommation annuelle du CERN d'environ 30 %.

Au-delà de cette bataille de chiffres, les écologistes suisses contestent que cette voracité énergétique ne serve d'alibi pour l'installation de centrales nucléaires. Au point que Mme Monique Bauer-Lagier, députée de Genève, interpellait le Conseil fédéral, le 6 juin dernier, pour exiger qu'aucune « implantation de nouvelles centrales nucléaires (n'ait lieu) en Suisse du fait de la consommation du CERN en énergie électrique ».

Ces prises de position ne font cependant pas l'unanimité. La plupart des élus gessiens ne sont pas hostiles au Lep. M. Laverrière, maire de Prevezin, commune sur laquelle une bonne partie des équipements sont situés, n'est pas inquiet pour l'eau. « J'ai confiance en la CERN », s'enfonce de toutes les précautions. Il faut que le Lep ne fasse pas des installations scientifiques se prêtant à la CERN ferme ses portes, le chômage qui en résultera sera un coup terrible pour la région. » Le CERN est, en effet, le premier employeur du pays de Gex. « Un éléphant dans un quadrilatère industriel », selon l'expression de M. Lévy-Mandel.

« Le Lep ou la mort », cette alternative développée par le CERN n'a non seulement convaincu et rallié la plupart des communes, mais aussi la majorité du personnel technique, ad-

M. Vivargent, président du comité des physiciens européens pour les accélérateurs, il ne fait aucun doute que la quasi-totalité des scientifiques concernés sont pour le Lep. « S'ils étaient contre, argumente-t-il, pourquoi ne se seraient-ils pas exprimés au cours des nombreuses réunions de commissions que nous nous organisons ? » Derrière cette façade on trouve cependant un malaise profond mais largement inexprimé dans la communauté des physiciens français. Au point que certains d'entre eux se sont regroupés pour créer un périodique, en vue d'ouvrir un débat interne. « Démocratie-Démocrate » — tel est le titre-programme de cette revue — a, depuis sa création en novembre 1979, abordé les différents problèmes que le Lep pose aux physiciens. Mais gêne, pour des représailles ou ambiguïtés des différentes positions individuelles, peu d'articles sont signés.

## Silence

« N'écoutez pas que les physiciens sont contre le Lep », explique M. Claude Broil, physicien détaché au CERN par le laboratoire d'Annecy de physique des particules. « Démocratie-Démocrate ne représente qu'une minorité qui s'exprime au sein d'une vaste majorité silencieuse. » Le savant d'aujourd'hui s'interroge effectivement peu sur les implications de ses expériences ou sur les rapports que la physique entretient avec la société. Il n'a pas le temps. Il participe simultanément à deux ou trois expériences, et en prépare une quatrième sans avoir pris le temps d'analyser à fond le résultat de ses manipulations. Le physicien est un individu sur-occupé, accomplissant un travail parcellaire dont l'ensemble lui échappe le plus souvent.

Il n'est donc guère étonnant que ce laborieux silence puisse être exploité comme un soutien sans réserve. « En fait, les physiciens n'ont jamais été consultés sur l'ensemble du projet », indique M. Maurice Poulet, du laboratoire d'Annecy de physique des particules, également détaché au CERN. On nous a, certes, associé quelquefois à des commissions techniques mais jamais à la décision de construire ou non le Lep. « Les oppositions sont, en fait, de deux ordres. Pour les uns, cette machine va monopoliser l'intégralité des ressources du CERN et donc entraîner une hyperspécialisation de la recherche. Ce qui est fort regrettable pour d'autres secteurs tout aussi intéressants de la physique des hautes énergies », ajoute M. Christian Baglin, lui aussi physicien « visiteur » au CERN.

Sur les mille trois cents scientifiques utilisant les machines du CERN (deux mille physiciens des hautes énergies en Europe) les deux tiers devront effectivement se reconverter. Quatre cent cinquante physiciens seulement pourront travailler sur le Lep.

## Gigantisme

Pour d'autres, l'enjeu réel de la recherche en physique des particules se situe dans le domaine militaire. « Les nombreuses innovations technologiques ont trouvé des applications directes dans le domaine de l'armement : tables de mesures automatiques pour les photos prises par satellites, systèmes de transmissions pour les sous-marins... et peut-être mise au point prochaine de la technique des beam weapons (2), ou canons à électrons, sortes de modernes désintégrateurs. Le renouveau de la physique des particules et les énormes crédits qui lui sont consentis (le Lep, phase I, va coûter environ 1 milliard de francs suisses) sont également liés à la possibilité d'utiliser des faisceaux de protons accélérés pour la régénération de métaux radioactifs (3). Un accélérateur peut, en effet, produire dix à vingt fois plus de plutonium qu'un réacteur et ce pour un investissement égal. D'ores et déjà, des systèmes hybrides combinant fusion et accélération sont à l'étude pour la production de plutonium. Ce qui n'est pas sans conséquence pour le traité de non-prolifération des armes nucléaires, dans la mesure où les accélérateurs de particules ne sont soumis à aucun contrôle international.

Ces deux groupes d'opposants se rejoignent pour regretter le « centre hyper-centralisé et hyper-hiérarchisé » que connaît la physique des particules en

(1) Douze Etats sont membres du CERN. Ils financent cet organisme au prorata de leur produit national brut : République fédérale d'Allemagne (22,5 %), France (21,43 %), Royaume-Uni (15,7 %), Italie (12,5 %), Pays-Bas (10,6 %), Suède (10,43 %), Belgique (10,33 %), Suisse (10,07 %), Autriche (10,07 %), Danemark (2,33 %), Norvège (1,69 %), et Grèce (0,86 %).

(2) Voir « Aviation space and space technology », numéros de juillet et août 1980.

(3) « Courrier CERN », mai 1979.

Europe. Termes inspirés sans doute par la nostalgie des « manifs » regroupant une petite équipe de scientifiques. Mais aussi par l'inquiétude de voir leur vie professionnelle envahie par un « dirigisme politico-scientifique qui tait l'imagination ». Il est regrettable que la sociologie ne se soit guère intéressée au comportement de ces multinationales de l'administration ou de la science. Ces énormes complexes, tel le CERN, ne peuvent-ils subsister qu'en se développant toujours davantage ? Quels en sont les centres réels de décision ? Et surtout la « fuite irrationnelle dans le gigantisme » (selon l'expression d'un physicien désistant rester anonyme) qui les caractérise n'engendret-elle pas de la mégamania ? Car il est couramment admis en physique des particules qu'il faut quinze à vingt ans pour exploiter à fond un nouveau synchrotron. Or le S.P.S. entrera à peine en fonction, en 1976, que le projet Lep naîtra. Et le Lep était encore que simple idée que déjà, en 1977, le CERN rêvait d'un « very big accelerator » (V.B.A.) si gigantesque qu'un financement mondial seul pourrait le réaliser. L'accélérateur idéal prendrait-il la forme d'un anneau circulaire terrestre ?

## REPÈRES

### Une centrale à base d'excréments bovins

Une centrale de production d'énergie à base d'excréments bovins a été inaugurée récemment à Lisbonne par la Commission nationale de l'environnement. D'un modèle simple, elle est constituée de trois cubes de fermentation et d'un gazomètre immergé, où le gaz accumulé actionnera sans tard un générateur d'une puissance de 30 kW. Une centrale de même type fonctionne déjà dans le pays et deux autres sont en construction en Alentejo (région agricole du Sud). Par ailleurs, dans deux régions productrices de porcs (Leiria et Montijo), il a été décidé de construire des centrales électriques à partir d'excréments porcins, particulièrement nuisibles à l'environnement. (SOURCE : ENERGIE, 26, rue Cedei, 75009 Paris.)

### Un institut africain de prospective

Un institut africain de prospective va voir le jour à l'initiative de M. Dou Kinkou, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.) et directeur régional pour l'Afrique. Le but de cet institut sera de permettre aux cadres africains de réfléchir à l'avenir de leur continent sur des bases plus scientifiques. L'étude de ce projet a été confiée à M. Mahdi Elmandjra, professeur à l'université Mohamed-V de Rabat. (SOURCE : FUTUR-INFORMATIONS, supplément à la revue Futuribles, n° 34, 55, rue de Varenne, 75017. Tél. 222-62-10.)

### Le soleil et l'Europe

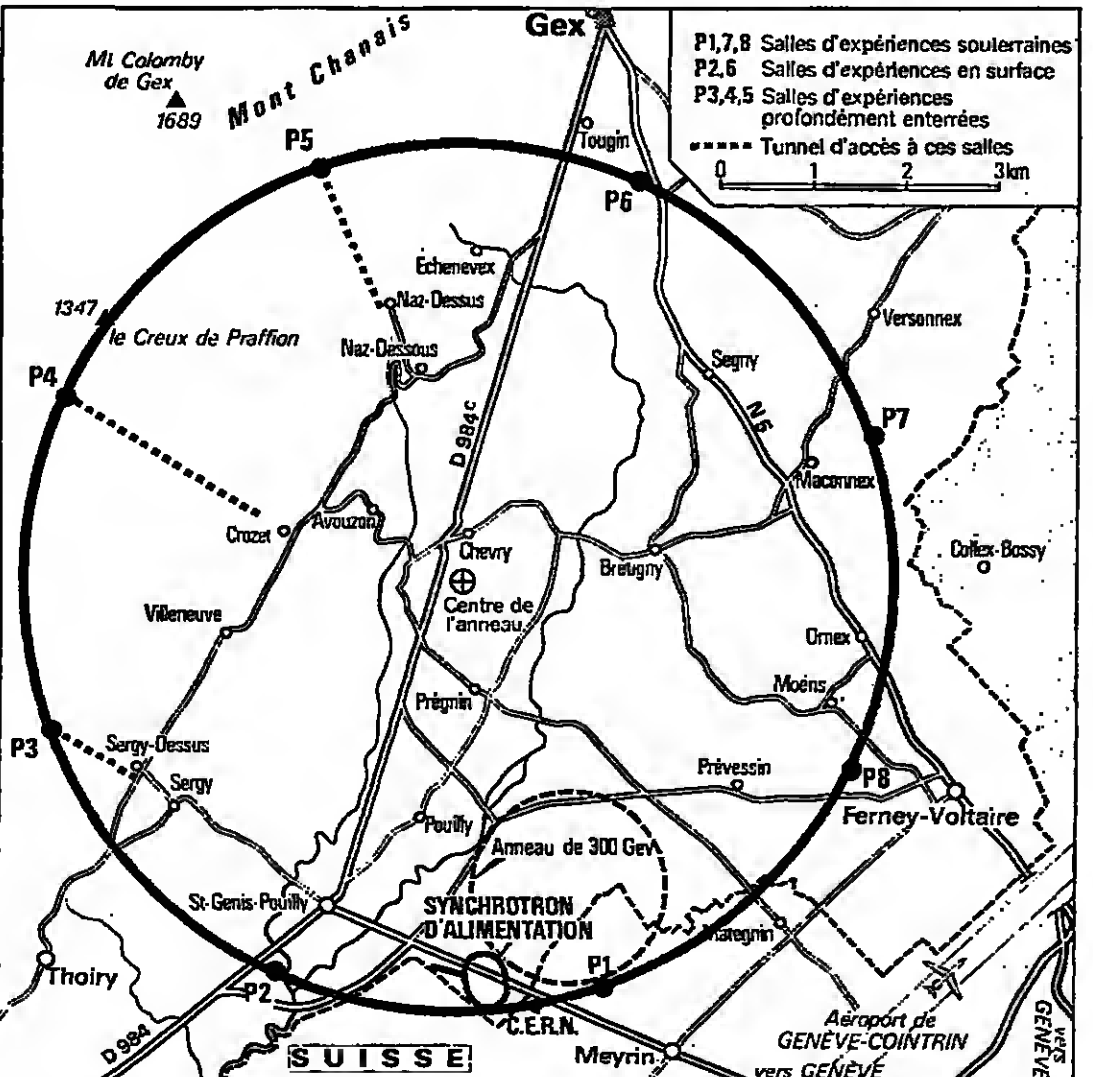
La Commission des Communautés européennes procède actuellement à la sélection des douze premiers projets de production d'électricité d'origine solaire qui bénéficieront des crédits mis à disposition par la Communauté pour l'exploitation de l'énergie solaire.

Chaque Etat membre accueillera au moins un de ces projets qui convertiront directement le rayonnement solaire en électricité au moyen de cellules photovoltaïques.

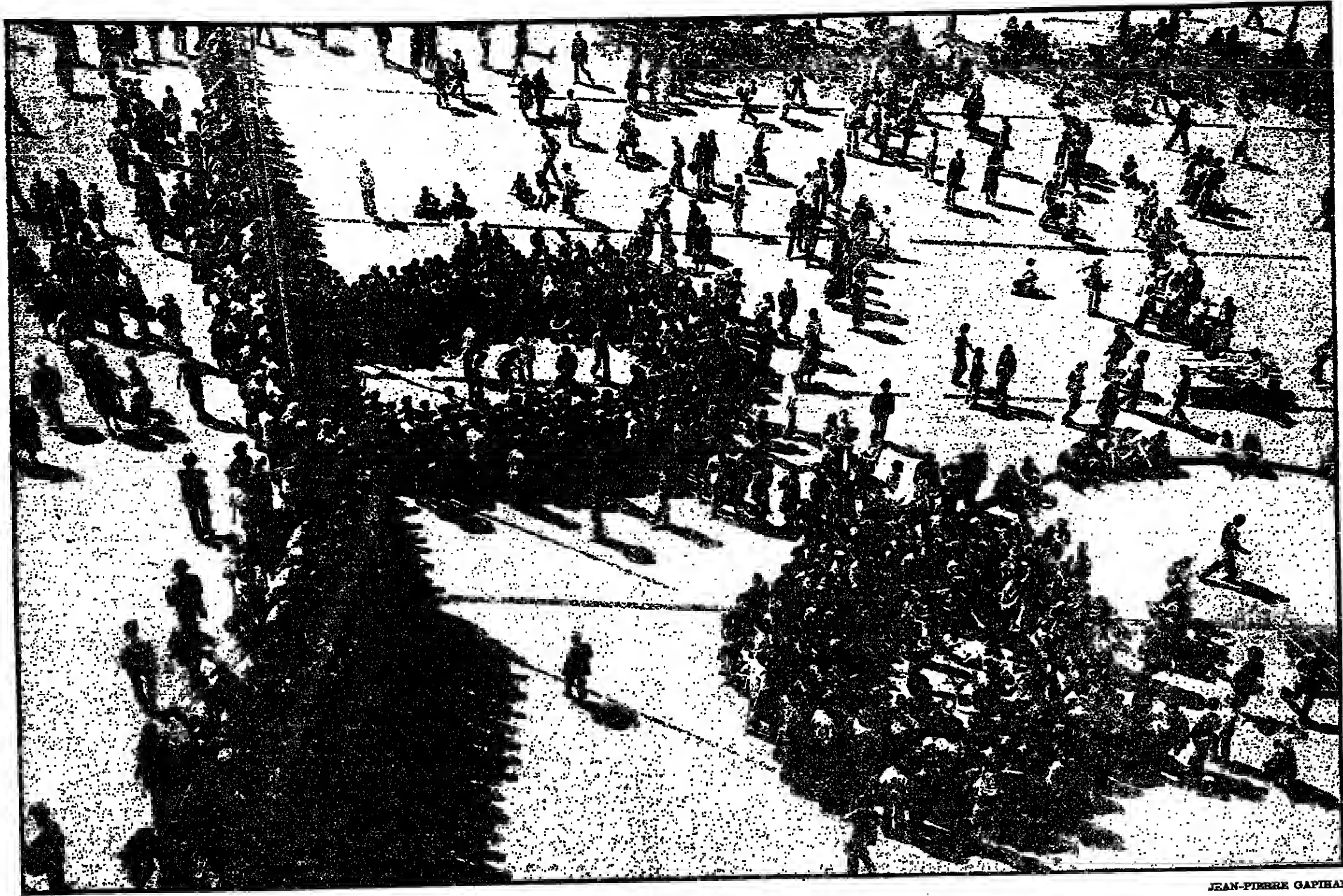
Aucun générateur de ce type n'a été construit en Europe jusqu'à présent. La puissance nominale se situera entre 30 et 300 kW. Ensemble, les installations auront une capacité approximative de 1 MW. Elles devraient être achevées d'ici au milieu de 1983 et viendront à démontrer qu'il est possible de produire de l'électricité à partir du rayonnement solaire en Europe.

Les projets, qui recevront de la Communauté des aides représentant au maximum 50 % de leur coût total, ont été présentés par différents consortiums européens. (SOURCE : Commission des Communautés européennes, 200, rue de la Loi, Bruxelles.)

**PRECISION** — Le tableau accompagnant l'article « Transport sous vide », dans « Le Monde Dimanche » du 28 septembre, pouvait être mal interprété. L'auteur, François Chalon, nous prie de lui excuser de ne pas avoir supprimé les « de créations d'emplois » sans strict mais d'effectifs existants qui pourraient être affectés à la mise en œuvre de ce nouveau moyen de transport.







JEAN-PIERRE GATHIN

MÉTAPHYSIQUE

# Les électrons pensants de Jean Charon

Scientifique très controversé... par les scientifiques, Jean Charon veut réintroduire la métaphysique dans la physique. Pour lui, l'Esprit existe : il l'a rencontré dans les électrons. Paul Caro lui répond.

JEAN MANDELBAUM

**E**LEGANT, le verbe gouailleur, discret et volubile à la fois, Jean Charon est un homme déroutant. Salut comme un nouvel Einstein par une partie de la presse lorsqu'il publia sa *Théorie de la relativité complétée* en 1962 (Albin-Michel), ses thèses sont farouchement combattues par de nombreux scientifiques, estimant qu'elles n'ont rien de scientifique.

Ces idées rencontrent pourtant un très large écho auprès du grand public. Son livre de vulgarisation, *L'Esprit est inconnu*, a été un succès de librairie. Le projet de Jean Charon, prolongeant celui de Teilhard de Chardin, est de réintroduire la métaphysique dans la physique (1).

« Peut-on résumer votre thèse en disant qu'elle a pour objet de rendre absurde la traditionnelle dichotomie matière-esprit en donnant un support matériel à l'esprit ? »

« Il n'a jamais été facile, aujourd'hui pas plus qu'hier, de vouloir soutenir l'idée d'une complète dichotomie entre matière et esprit. Tout simplement parce que la matière, comme tous les phénomènes physiques, doit d'abord pour nous son existence au fait qu'elle est connue par notre esprit. On peut prétendre qu'elle « existe » indépendamment de la connaissance que nous en avons : mais c'est une hypothèse supplémentaire. Notre univers est d'abord ce que l'on pense de lui, puisque seul notre esprit nous fait prendre connaissance de la réalité. Notre univers est (s'il « est » aussi), indépendamment de ce que l'on pense de lui, inconnaisable par définition. On peut donc affirmer que l'esprit est nécessairement premier : supprimez l'esprit, et toute « image » de la matière disparaît ; on ne

pourra plus rien en « penser », puisqu'il n'y aura plus de pensée.

« Vous semblez donc donner un support scientifique à la phénoménologie chère à Sartre et à Heidegger : il n'y aurait pas de réalité en soi, mais uniquement des perceptions... »

« Si vous voulez, mais Berkeley l'avait déjà dit, et je crois être allé au-delà de cette forme de représentation. Cela dit, si je donne un support matériel à l'esprit, en le situant comme un porteur par ces particules élémentaires de la physique que sont les électrons ? La réponse ne me paraît pas pouvoir être faite par oui ou non. J'ai montré que les développements récents de la physique, et notamment de l'astrophysique, suggèrent que notre univers était bifasé, qu'il avait comme un « dedans » et un « dehors », et que ces deux faces avaient entre elles le même rapport que celui correspondant à la traditionnelle distinction philosophique entre le connaissable et le connu. C'est parce que l'électron se trouve localisé entièrement dans le « dedans » de l'univers qu'il est « connaissable », et dans celui de propriétés spirituelles. Mais, de ce fait, il n'est plus une matière ordinaire. Cette découverte d'un « dedans » de l'univers nous oblige à faire un distinguo entre la matière connue (les électrons) et la matière connue (tout ce qui n'est pas électron). On peut alors parler alors de psycho-matière, quand il s'agit de l'électron.

## Néguentropie

« On vous reproche de ne pas tracer assez clairement la limite entre la partie absolument scientifique, et donc irrefutable, de votre théorie et ce qu'il y a d'intuitif.

« Chacun soupçonne bien que l'esprit possède d'une certaine manière des relations avec la matière, donc avec la physique, qui étudie la matière. Mais la tentation est grande pour les physiciens préoccupés de la nature de l'esprit (ce qui est non seulement leur droit, mais je pense aussi leur devoir, puisqu'il s'agit de l'esprit qui bâtit les

théories physiques) d'en quel- que sorte « forcer » des caractéristiques spirituelles dans leurs approches créatives en physique. Il faut éviter cet écueil : mais il faut aussi rester attentif à tout ce qui, dans l'observation du monde physique, pourrait se révéler comme un chemin possible vers la compréhension des caractéristiques spirituelles, des caractéristiques observables de manière évidente chez l'homme, mais aussi, plus généralement, chez l'ensemble du « monde vivant ».

« Pourriez-vous clarifier la notion d'esprit telle que vous l'entendez ? Que conviendrait-il d'appeler esprit ? Quand direz-vous que certaines structures matérielles présentent des caractéristiques spirituelles ? N'est-il pas temps de préciser la notion fondamentale de « néguentropie » ? »

Cette question est, en effet, importante. Pour qu'une structure matérielle présente des caractéristiques spirituelles, il ne suffit naturellement pas qu'elle sache influencer son milieu extérieur ou qu'elle, à l'inverse, son milieu extérieur soit capable de l'influencer. Cela est le fait de toute matière, les lois physiques nous l'apprennent ; voyez, par exemple, les forces de pesanteur que la matière brute est capable de développer dans l'espace qui l'entoure, avec cette conséquence d'attirer vers elle toute matière située dans cet espace.

« Nous dirons qu'une structure matérielle présente des caractéristiques spirituelles si elle est capable de mémoriser l'information du milieu extérieur et, au fur et à mesure que le temps passe, d'ordonner toujours

d'avantage et spontanément toute information. Les physiciens disent qu'une telle structure est « spirituelle » se comporte et évolue à l'inverse d'une structure purement matérielle, qui s'achemine toujours avec le temps vers le désordre, puis vers la mort : c'est le célèbre principe d'entropie croissante caractérisant tout le monde physique. Au contraire, une structure spirituelle évolue à entropie décroissante ou, comme on dit parfois, à néguentropie croissante, la néguentropie désignant une entropie négative.

## « Trou noir »

« Vous dites qu'une structure spirituelle évolue « spontanément » vers la néguentropie croissante. Qu'entendez-vous par ce « spontanément » ? »

« Oui, cette spontanéité est une caractéristique fondamentale de l'esprit, c'est elle qui nous permet de parler d'un état de conscience associé à l'esprit. Il y a, chez l'esprit, comme un moteur qui le pousse continuellement vers l'avant, c'est-à-dire vers le changement. C'est ce que Bergson appelait déjà l'« élan vital ». Vous ne pouvez pas plus arrêter le fonctionnement de votre esprit que vous ne pouvez arrêter l'écoulement du temps.

« Les états successifs de conscience viennent se succéder l'un à l'autre, et cela même quand vous dormez. En fait, arrêter ce mouvement spontané de la conscience correspond à la mort. Cela signifie l'arrêt non seulement de votre pensée, mais aussi de tous vos processus inconscients, c'est-à-dire indé-

pendants de votre volonté, comme la respiration ou le battement de votre cœur, par exemple. Il y a dans la conscience, qui est cependant l'espace qui nous entoure, quelque chose qui ressemble au temps et à son écoulement inexorable, quelque chose qui provoque une manipulation incessante de ces images spatiales que nous avons mémorisées. Un peu comme si notre conscience baignait dans un milieu où temps et espace auraient échangé leurs rôles.

« C'est ici, sans doute, qu'interviennent les « trous noirs ». En effet, un « trou noir » est ce qu'il advient à une étoile, quand elle s'achemine vers sa mort. Elle a brûlé tout son combustible, elle se recroqueville donc de plus en plus sur elle-même, devenant de plus en plus dense, jusqu'à presque toute la matière de l'ancienne étoile vient se rassembler dans un volume de plus en plus petit (de l'ordre de quelques kilomètres de diamètre seulement).

« Einstein nous avait déjà annoncé que cet accroissement de densité de l'étoile s'accompagnait d'un accroissement de « courbure » de l'espace. C'est ce qui se passe autour d'une étoile mourante : mais, dans la phase terminale, l'espace se courbe tellement qu'il se crève en quelque sorte. L'étoile disparaît soudain dans l'espace comme un navire sombrerait en dessous de la surface de l'océan. Et, comme le navire, l'étoile devient alors invisible, d'où le nom de « trou noir » donné par les astrophysiciens à la région de l'espace où vient ainsi à disparaître une étoile dans son stade ultime de contraction.

« Quel rapport y a-t-il entre les « trous noirs » et l'esprit ? »

« Il y a quelque chose qui distingue ce phénomène de « trou noir » de tous les autres phénomènes physiques connus. Si l'étoile était venue avec le « trou noir », simplement « se cacher » dans un pli de l'espace un peu plus courbé, lui qu'il leur, nous dirions que ce phénomène est curieux, intéressant mais demeure dans le

cadre de toutes les lois physiques habituelles. Mais ce n'est pas cela qui se produit : l'étoile mourante n'est plus dans notre espace habituel, elle est passée comme « de l'autre côté » de cet espace, exactement comme le navire, sombrant dans les flots, est passé de l'autre côté de l'air dans lequel il baignait précédemment.

« Pourquoi est-on conduit à cette conclusion de l'existence d'un « dedans » de l'espace visible habituel ? Parce que les physiciens, en étudiant au moyen des lois de la relativité générale d'Einstein la correspondance entre l'espace invisible du « trou noir » et notre espace observable, ont été conduits à constater que dans la région où se situe le « trou noir », l'espace et le temps n'ont plus les mêmes propriétés que ceux que nous connaissons dans l'espace habituel qui nous entoure, et dans lequel ont été énoncées toutes les lois physiques à ce jour. Dans le « trou noir », l'espace et le temps ont échangé leurs rôles respectifs : l'espace est devenu du temps et le temps est devenu de l'espace. C'est l'espace qui « s'écroule » de manière inexorable, et non plus le temps, comme cela avait lieu sur la face visible de notre univers.

« On peut dire que ce que nous apprennent les « trous noirs », c'est que l'espace et le temps de notre univers sont encore beaucoup plus complexes que ce que nous en avons dit Einstein : non seulement l'espace et le temps sont indissociables l'un de l'autre (« relativité restreinte », 1905), non seulement cet espace-temps est un milieu à propriétés géométriques, notamment capable de « courbures » (« relativité générale », 1915), mais encore il possède un « dedans » invisible et un « dehors » visible à propriétés complémentaires. L'entropie croissante des phénomènes se déroulant dans le visible est donc remplacée par une néguentropie croissante dans l'invisible. Chasses la métaphysique de la physique, elle reviendra par la porte des « trous noirs » !

(Lire la suite page XV.)

(1) Jean Charon vient de publier, en collaboration avec Christian Barthélémy, *Le monde éternel des sons* (Stock).







**PORTO  
DIEZ**

Mis en bouteille au Portugal.

**CROVETTO CARMONA SA, 229 rue St Honoré - 75001 PARIS**









**JOSYANE SAVIGNEAU**

(1) Marietta-Antonietta Macchiotti : *Les Femmes et leurs maîtres*, Christian Bourgois, 1979.

(2) *Le roman de la femme*, Anne Tristan : *Histoires du M.L.F.*, Gallimard-Lévy, 1977, p. 85.

(3) *Le féminisme*, A. Des dacs dans quelle forme féministe, éditions Tierce, 1979.

(4) *Chaplin*, 102, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

(5) *Chaplin*, 24, rue Vieille-du-Carmel, 75004 Paris.

(6) *P.P. P.M.A.* 370, 75263 Paris, Cedex 13.

(7) *Christie : Viol : le procès d'Aizé*, Gisèle Halimi : *le Crime*, Idées Gallimard, 1978.

(8) *Le droit de donner la vie*, Gisèle Halimi : *la Liberté des libertés*, Idées Gallimard, 1979.

(9) 70, rue Rambuteau, 75001 Paris, 757-20-30.

(10) 30, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

(11) 11, rue de la Chaise, 75001 Paris, 460-15-85.

(12) *Le Scénario ordinaire*, dans *Temps modernes*, Gallimard, 1979.

(13) *Les chroniques parues dans la rubrique « Le scénario ordinaire » entre 1974 et 1976, dans la revue du scénario*, 1977.

(14) *Le scénario ordinaire*, dans *Le scénario ordinaire*, Le Seuil, « Collage à Rites », 1971.

(15) *Christiane Collange : Je puis rentrer à la maison*, Grasset, 1979.



## COURRIER

Parti pris : réalisme ; Vous et moi : maisons et palais ; Actuelles

## AUJOURD'HUI

Vies : le chômeur et la planche à voile ; Paternité : l'insémination artificielle avec donneur ; Croquis : l'homme du Nord, mer, les désabusés ; Livres : cimetières pour invendus ; Dédoublement : artistes en chantier

Italie : un clandestin très ordinaire ; Reflets du monde ; Allemagne fédérale : anticonformisme au chômage

RADIO-TELEVISION (IX à XII) : Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste ; le jazz de Philippe Adler ; « Hollywood-U.S.A. » sur FR 3.

## DEMAIN

Habitat : la maison de l'an 2000 à l'air rétro ; Accélérateur : particuliers contre particules ; Rapères

## CLEFS

Métaphysique : les électrons pensant de Jean Charon... XV  
Histoire : le virage de Jaurès en 1907... XVI  
Modestia : stings, notre frère... XVII

## CERONQUES

Jeux : comma dans la vie ; Langage : charabia tous azimuts... XVIII

## DOSSIER

La décennie des féministes... XIX

(Suite de la première page.)

« D'accord, mais c'est la dernière ! Après, on ne se connaît plus. Si tu fais celui qui me connaît, je te casse la gueule ! »

Après il est allé téléphoner en disant qu'il allait se renseigner ; un peu plus tard, il est revenu avec sa grande bouche toute souriante.

« Quel pot ! Un festin ! »

Il m'a emmené, sans que je sache ce que cela voulait dire, de l'autre côté de la montagne du Sud, pas dans un hôpital, mais dans un quartier résidentiel. Les murs de soutènement et l'escalier étaient aussi hauts que la Grande Porte du Sud ; la cour, grande comme le terrain vague à l'entrée de mon patelin. A mi-voix, La Pile a expliqué à une femme entre deux âges qu'il venait de l'hôpital ; j'ai eu l'impression qu'il recevait de l'argent. Puis, il est parti en me donnant une tape dans le dos.

« Cette fois, tu as de la chance ! m'a-t-il dit. Je t'attends dehors ; tu vas me donner seulement 1000 wons ; le reste te servira pour faire du commerce. »

Je me suis contenté de faire oui de la tête. La femme m'a emmené vers la salle à manger ; il y avait une table immense et bien garnie ; inutile de parler de Séoul, même à la maison, jamais je n'avais vu tous ces plats. Quand je me suis trouvé assis là-dessus, je n'ai plus pu me contrôler. A peine la femme sortie et la porte refermée, je me suis lancé sur les côtes de bœuf, la soupe ; je me suis bourré de mets enrobés de farine. A la fin, je n'en pouvais plus et je me suis adossé au mur, les jambes allongées. Pour la première fois, je me suis rendu compte de ma situation ; j'ai compris pourquoi La Pile avait parlé de festin. Je savais que je devais donner mon sang à quelqu'un ; il semblerait difficile de trouver un crétin assez idiot pour offrir gratis un bon repas à une espèce de clochard qu'il ne connaît même pas. Si, comme on le dit, on ferait l'importe quel pour de l'argent, ça doit être la machine des choses pour qui l'argent est le sang d'un autre. Derrière la femme, je suis entré dans une chambre ; il y avait un vieux tout maigre, allongé dans son pyjama ; une infirmière faisait les préparatifs pendant que, moi, j'attendais dans un coin. La femme a réveillé le vieux, elle lui a parlé de fortifiant et de je ne sais quel ; le vieux m'a regardé d'un air indifférent sans m'adresser la parole. Quand j'ai été allongé à côté du bonhomme, mon étiquette dans le bras, j'ai fermé les yeux et je me suis mis à penser à des tas de choses et, quand j'ouvrais les yeux, j'ai cru voir une lampe avec des perles bizarres et des dessins de fleurs. J'ai aussi entendu la conversation du vieux avec l'infirmière.

« Il n'y aura pas d'ennui, fessière ; il est bien du groupe O ? »

« Oui, monsieur le président, on a fait tous les examens ; c'est un homme en parfaite santé. »

Moi, je continuais à remuer les doigts ; chaque fois, l'entendais mon sang couler avec le bruit du pétrole qui sort d'un bideau. De temps en temps, arrêté par une bulle d'air, il montait dans le flacon. Quand j'ai eu manœuvré de la main à peu près vingt-cinq fois, ça a fait 400 centimètres cubes ; j'avais la bouche sèche et un goût comme si je suçais de la rouille. On m'a enlevé l'aiguille ; j'ai essayé de me mettre debout, mais j'ai titubé et je me suis cogné dans le montant de la porte, pour me retrouver par terre. La femme et l'infirmière m'ont soutenu ; c'est alors que je me suis aperçu que j'avais mal à l'arrière du nez. J'ai refusé de me reposer comme on m'y invitait, et j'ai eu tout le mal du monde à sortir ; à ce moment-là, on m'a mis une enveloppe blanche dans la poche. Une fois qu'on m'a enlevé la porte dans le dos, je me suis demandé comment descendre l'escalier, qui n'en finissait pas : tout me paraissait jaunâtre, comme si j'avais pris une purge. Heureu-

sement, La Pile m'attendait en bas, et il est venu m'aider. « C'est pas grave. Tu sais, la vie c'est pénible. Comme tu as dû te caler l'estomac, tu n'as qu'à boire un peu d'eau. Il t'ont donné combien ? Si c'est 400 centimètres cubes, ça doit faire 4000. »

Je me suis libéré de l'animal et je lui ai jeté deux billets de 500 wons par terre. Il m'a jeté un coup d'œil en grognant, le salaud ; puis il a ramassé son fric et m'a laissé tomber. Moi, je me tenais aux poteaux électriques, aux murs. Dès que je regardais par terre, j'avais l'impression de manquer la terre ; alors je me suis mis à marcher en regardant le ciel, qui paraissait tout jaune ; j'avais des larmes jusque sous les oreilles. Je suis entré dans une roquette, où je me suis appuyé sur une boîte à ordure en claquant pendant un certain temps.

J'ai dû m'endormir, et quand j'ai ouvert les yeux, il faisait déjà tout noir ; les étoiles m'ont paru toutes brouillées ; je les ai regardées un bon moment sans penser à me lever. Je ne sais pas pourquoi, mais j'étais très calme ; quand j'ai voulu me relever, j'avais perdu toute sensation : mon corps était tout raide, comme gelé. J'ai fait quelques pas, je me suis appuyé ; puis je suis revenu dans la rue.

## Un couteau

C'est à ce moment-là que j'ai pensé aux 3 000 wons qui devaient se trouver dans ma poche, j'ai pensé à tout ce que je pouvais en faire : acheter une charrette à bras, faire du colportage, vendre de la barbe à papa devant une école, vendre des vers à sole. Et puis, tout d'un coup, j'ai eu une idée : j'ai écrit écorché : je n'avais aucune envie de vivre à tout prix. Pour commencer, je suis allé boire. Comme je n'avais pas bu depuis longtemps, je me suis retrouvé complètement saoul. Après ça, je suis allé au marché, acheter un couteau de cuisine que j'ai enroulé dans du papier de journal et mis sur ma poitrine. J'ai traîné dans les rues jusqu'à ce que le couvre-feu en me disant que le premier qui me tomberait sous la main je lui mettrais le couteau dans le ventre ; je me sentais une force extraordinaire. J'ai commencé à me sentir dégoûté à la pensée que je faisais partie de la foule des rues. A cause de cette envie de tuer, je me retrouvais avec la fièvre que j'avais à l'armée. En plus, j'ai eu envie d'une femme, d'une femme avec une poitrine douce, un ventre chaud, qui parlerait avec douceur ; ça m'était égal que ce soit une grosse douille qui pue la sueur et sente le crabe bouilli.

Tout d'abord, j'ai pensé aller au bordel pour y dormir tout mou saoul, la tête sur la poitrine molle d'une fille, qu'elle s'appelle Puri, Yongga, ou Aeran... Pour dire vrai, je n'avais aucune envie de ce que vous pensez : à force de traîner à Séoul, je n'ai plus grand-chose entre les cuisses, sauf deux briques toutes sèches comme des petites pommes de pin. Vous savez, je les connais les putes ! Elles en ont eu marre de s'occuper, de porter les repas aux champs ; un jour quelqu'un sera revenu du quartier voisin de chez Siksun et il aura raconté qu'elle avait gagné de l'argent, alors, comme moi, les filles auront vu rouge et auront filé en cachette pour la ville.

Pour finir, les pauvres, elles auront fini par tomber entre les mains des racoleurs au service des souteneurs et, une fois ébréchées par un salaud quelconque, elles auront fini par se dire qu'il ne leur restait plus qu'à en profiter pour faire du fric. Au bout d'un certain temps, elles finiront toutes par prendre goût aux conversations grossières ; elles sont bonnes pour les centres de redressement où elles vont et viennent et, en faisant sauter les gosses qu'elles se sont fait faire par quelqu'un qu'elles ne connaissent pas, elles prennent de la bouteille. Je savais tout ça et, pourtant, je me suis retrouvé comme un gamain, tout gâté. Si vous saviez avec quelle

# LE SANG

Insolence, la fille m'a traité ! Moi, j'ai dormi toute la nuit à poings fermés, je me suis réveillé deux ou trois fois ; la fille, elle, était toujours absente, en dépitement sans doute ! Elle n'est jamais revenue, d'ailleurs. Pour ces sales femmes, des types comme nous ne sont pas des êtres humains. Elles détestent même qu'on les touche ; peut-être parce qu'elles ont l'impression de retrouver quelqu'un de leur village.

## L'autobus

Le soleil était déjà haut quand je me suis retrouvé dans la rue. J'avais dépensé 1 100 wons pour boire, 1 500 au bordel et le couteau m'avait coûté 100 wons ; il me restait donc 800 wons ; je festinais à l'heure qu'il est. Je savais ce qui m'attendait : courir pour trouver du travail ou crever de froid et de faim. Jusqu'à quand ? Où aller ? J'ai pris un autobus sans savoir où il allait ; assis à côté du moteur, je regardais Séoul qui défilait. Sacrében !... Que c'était drôle ! Je me suis vu dans la foule ! Un type habillé comme un clochard, qui marchait de travers, les mains dans les poches. J'étais bien dans l'autobus et, pourtant, j'étais là, en train de marcher. Ça peut dire que j'ai compris Séoul ce jour-là. Je veux dire que j'ai compris ma situation ; à moins que je ne l'aie déjà comprise au moment où j'étais allongé à côté du vieux milliardaire orgueilleux qui refusait de claquer et prenait les autres pour un médecin. C'est probablement ce qui m'avait fait acheter le couteau. A chaque cabot de l'autobus, j'en sentais le manche sur mes côtes. Je pensais à m'en servir sans savoir où, dans le ventre de qui je devais le mettre pour me libérer de ce qui m'étouffait.

L'autobus avait quitté le centre, pris une rue adjacente, passé par une autre toute défoncée et fini par arriver au terminus ; je me suis retrouvé dans quelque chose d'indescriptible, une sorte de camp de réfugiés. Je suis sorti de l'autobus, j'ai vu la foule, j'ai vu la foule et la foule, comme elle se pressait, comme elle se pressait, comme elle se pressait.

Quand l'autobus que j'avais pris à Pongch'ondong est arrivé à Sangdodong la nuit commençait à tomber ; j'aurais voulu entrer à Séoul sans me trouver en marge de la société. Sans penser à rien, je suis descendu là ; tout mon argent était passé en tickets d'autobus, et je ne savais même pas où je pourrais dormir. J'ai commencé à traîner sans but dans un quartier résidentiel. J'ai passé par une rue pleine du bruit d'un feuillet de télévisé, du bavardage des gens dans leurs maisons, du froufrou de polsion grillée, des cris d'un bébé ; tout cela me paraissait venir de loin. J'ai vu une maison dont le portail était ouvert avec un vélo devant ; le propriétaire devait être entré dans la maison pour quelques minutes. J'ai fait quelques pas, je suis revenu ; j'ai enroulé le vélo avec le plus grand naturel et je me suis mis à pédaler, comme un fou en direction de la grande rue.

des sacs en papier où il y avait quelques poignées de riz qu'elles venaient acheter. Sous une tente, il y avait un vocaïre de tous les diables, à croire qu'on s'entretenait ; peut-être qu'un livreur était en train de caresser les côtes de sa femme.

Malgré ça, à la pensée que c'était un village, j'avais l'impression de quelque chose d'humain. Je me voyais plus la ville de Séoul ; j'avais l'impression qu'elle avait disparu de la face de la terre. Mais il suffisait de reprendre l'autobus, de retourner, certainement que ces rues diaboliques étaient toujours là. Pour moi, ce n'était pas seulement « Ah ! Séoul ! » ; non, je pensais à tout ce monde. D'un autre côté, Séoul m'effrayait dans mon imagination. J'ai pris un autre autobus et, quand j'ai été au terminus à l'autre bout, c'était toujours pas ce que je cherchais. C'était pareil quand je revenais au centre. Je retrouvais exactement ce que j'avais voulu fuir il y a quelques mois en me sauvant de chez moi, ce que j'avais voulu fuir il y a quelques jours en vendant mon sang ; ce que j'avais voulu fuir quelques heures plus tôt en prenant l'autobus. J'ai passé toute la journée en autobus d'un terminus à l'autre, du terminus au centre et j'ai compris que cet endroit, c'était moi-même.

## Un type comme moi

Quand l'autobus que j'avais pris à Pongch'ondong est arrivé à Sangdodong la nuit commençait à tomber ; j'aurais voulu entrer à Séoul sans me trouver en marge de la société. Sans penser à rien, je suis descendu là ; tout mon argent était passé en tickets d'autobus, et je ne savais même pas où je pourrais dormir. J'ai commencé à traîner sans but dans un quartier résidentiel. J'ai passé par une rue pleine du bruit d'un feuillet de télévisé, du bavardage des gens dans leurs maisons, du froufrou de polsion grillée, des cris d'un bébé ; tout cela me paraissait venir de loin. J'ai vu une maison dont le portail était ouvert avec un vélo devant ; le propriétaire devait être entré dans la maison pour quelques minutes. J'ai fait quelques pas, je suis revenu ; j'ai enroulé le vélo avec le plus grand naturel et je me suis mis à pédaler, comme un fou en direction de la grande rue.

An bout d'un moment, mon

coeur s'est mis à battre la chamade ; chaque fois qu'une voiture klaxonnait, j'en faisais des bonds, mais ça n'a pas duré longtemps. A partir de Noryangjin, j'ai senti l'air frais du fleuve ; j'aurais voulu pouvoir rouler toute la nuit, jusque chez mon frère. Je crois que j'ai chuté pour me sauver le plus loin possible, non pas du propriétaire de la bicyclette, mais de cette oppression incompressible que je ne pouvais vaincre qu'en ayant un couteau sur moi. Le vélo était tout neuf et, tout brillant à la lumière des phares. En un rien de temps, j'ai passé le pont de la Han pour descendre en direction de Yong-san.

Il y avait des embouteillages et c'était impossible de rouler ; au bout d'un moment, j'ai arrêté le vélo au bord du trottoir pour me reposer. Je ne sais pas si c'est parce que je ne suis pas en bonne santé, j'avais la sueur qui me dégoutait dans le cou. J'ai aperçu une vieille qui allait et venait du côté de l'arrêt d'autobus et qui regardait tout le temps vers moi ; comme je n'avais pas la conscience tranquille, moi aussi je me suis mis à la surveiller. Un peu après, elle est venue vers moi ; elle souriait, alors, je me suis senti rassuré.

« Vous ne voulez pas passer un moment avec une jolie petite ? », m'a-t-elle dit. Assis sur la selle du vélo, j'ai examiné la bonne femme en me disant qu'après tout ce ne serait pas si mal ; je l'avais bien fait la veille, pourquoi pas ce jour-là ? J'ai dit à la vieille que je n'avais pas un sou.

« Mais, a-t-elle répondu, vous avez une belle bicyclette. »

Quand je lui ai demandé si je pouvais coucher pour le prix du vélo, elle n'a pas hésité et me l'a livré à la suite ; ce que j'ai fait. Je me suis retrouvé avec une fille à l'air timide, maigre comme un clou et moche comme un crapaud ; mais elle était toute naïve et n'avait absolument pas l'air d'une traînée. Je lui ai parlé de l'armée ; elle m'a parlé du centre de redressement. Elle m'a dit qu'elle y avait appris le travail de coiffeuse, qu'elle s'était sauvée, qu'elle avait été battue pour avoir manifesté parce que la nourriture était infecte ; elle m'a parlé de son enfance... On a parlé toute la nuit. C'était étonnant : on se comprenait parfaitement. Quand je lui ai dit qu'après la vie que j'avais menée depuis mon arrivée à Séoul j'en avais totalement marre, elle m'a encouragé.

Je me suis juré de retourner à la gare, d'essayer de travailler avec courage ; toute la matinée,

j'ai couru, mais ça ne risquait pas de s'être arrangé. J'avais déjà sauté deux repas et, à midi, je ne tenais plus debout ; allongé sur un banc devant la gare, j'ai pensé à des tas de choses, au vélo, qui devait valoir bien plus de 3 000 wons. En enlevant les 1 500 pour la fille et le reste, d'après mon calcul, il devait rester au moins 500 wons. J'aurais mieux fait de vendre le vélo, qui était maintenant non pas dans les mains de la fille mais du souteneur qui exploitait la gamine. J'ai décidé d'aller lui demander de me rendre le reste ; je me disais que, si je lui expliquais ma situation, il se laisserait peut-être faire. Hélas, la fille était moins naïve que moi !

« Je ne me souviens pas vous avoir vu », m'a-t-elle dit.

Ja me suis mis à expliquer ma situation, mais ça lui était bien égal. Alors, le souteneur est arrivé, il a retourné ses manches et s'est mis à gredier.

« Quoi ? Te rendre 1 000 wons ? Non mais ! Tu viens d'où ? Tu as mal choisi ton endroit pour faire des tiernas ! Puisque tu es là, dis-moi, le vélo, il est à toi ? Tu veux le faire coffrer ? Tu vas te plaindre à qui ? Mon gars, tu as intérêt à quitter le camp avant d'avoir des ennuis ! »

Après mille des cocottes qui regardaient en ricanant, je n'ai rien trouvé à dire ; et puis, j'ai répondu à la gare qui faisait la belle la nuit dernière. Je n'ai plus pu me retenir. J'ai sorti toutes les insultes les plus odieuses que je connaissais. J'allais partir quand quelqu'un s'est mis à crier d'une voix forte derrière moi.

« Qu'est-ce que c'est ? Quel est l'individa qui fait des siennes, encore ? »

J'ai jeté un coup d'œil vers le type en question : il était habillé en contractuel ; probablement qu'il se prenait pour le roi du coin avec ses lunettes, ses chaussures et son air fatigué, à cause, peut-être, des nuits blanches qu'il passait. Je crois que je n'ai même pas répondu ; j'ai saisi le couteau dans le papier de journal et je me suis mis à crier : « De quoi te mêles-tu, espèce de cabot ? ». En même temps, je lui avais enfoncé le couteau dedans, heureux comme tout d'avoir enfin trouvé celui que j'attendais. Comme je lui ai foutu la lame en plein dans les boyaux, il a dû claquer sur le coup ; pourtant, je me suis assis sur lui et j'ai continué à le larder je ne sais combien de fois. Dans la rue, quand j'ai regardé, il n'y avait plus personne. Voici comment je suis arrivé à tuer quelqu'un. Lui, c'était un pauvre type comme moi. Je ne sais pas pourquoi, il m'a été impossible de résister en voyant ce type-là, moi qui avais tenu le coup à la guerre, à la campagne, en travaillant comme manœuvre à Séoul ; moi qui étais allé jusqu'à vendre mon sang ! Pardon ? Vous dites ? Une expression d'amour ? Peut-être qu'un fond j'ai pensé avoir trouvé un adversaire facile à vaincre. Je viens de vous le dire, quand je suis allé en banlieue, j'ai cru comprendre. Oui, j'ai dû demander pourquoi il fallait qu'un type comme lui s'acharne contre moi. J'avais un couteau sans savoir contre qui je m'en servais. Evidemment, c'est moi qui ai tué ce pauvre type, mais ce n'est peut-être pas vraiment moi qui suis responsable de sa mort : j'ai l'impression que ce n'est pas moi qui ai frappé. C'était la même chose quand je me servais de mon fusil sur les champs de bataille à l'étranger.

Je vous ai déjà dit qu'après avoir commis ce crime j'avais compris quelque chose. Jusqu'à quand faudra-t-il que nous nous traitions de cette façon les uns les autres ? Quand j'y pense, pour moi, c'est désespérant. Mais, voilà l'inspecteur chargé de mon interrogatoire ; l'heure doit être arrivée, je vais vous quitter. Ah ! Est-ce que je peux vous demander de prévenir ma mère avant mon jugement ?

(Traduit du coréen par Roger Leverrier.)

## Autrement!

### La santé à bras-le-corps

De l'assistance à l'autonomie, voyages au bout de la maladie

### Technologies douces

Seules, binaires, micro-informatique, des outils pour chacun, une nouvelle politique?

Expériences, comportements, mœurs, vie quotidienne, innovations, réseaux... La revue Autrement publie 6 numéros-dossiers par an de 250 pages et 40 articles.

Numéros disponibles en librairie ou sur commande à Autrement:		N° 14 Avec nos sabots	37 F
N° 3 Finie la famille?	37 F	N° 19 Bretagne les chevaux d'acier	35 F
N° 4 Gérer pour normaliser	37 F	N° 20 Et si chacun créait son emploi?	39 F
N° 7 L'effacement de l'histoire	37 F	N° 21 Enfants et violence	39 F
N° 10 Dans la ville des enfants	37 F	N° 23 Paris mode d'emploi	39 F
N° 13 "Alors on n'a pas école aujourd'hui" ?	37 F	N° 24 Couples	39 F
		N° 25 Octonnie	39 F

Abonnement, 6 numéros par an: 195 F, par chèque à Autrement, 73, rue de Turbigo, 75003 Paris. Tél. 271.23.40.

autrement